

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



- L'an 1 de la cohabitation s'achève
- Les convulsions du capitalisme américain
- La révolution en Pologne est vivante
- Haïti : après la chute de Duvalier
 - Chronique
 - Notes de lecture
 - Documents

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

- F. FORGUE** p. 5
Chronique politique : l'an 1 de
la cohabitation s'achève
- H. VERDIER** p. 23
Etude : les convulsions du capitalisme
américain
- L. GAUTHIER** p. 45
Sur la révolution politique en Pologne
- DOCUMENT** p. 53
Résolution sur la Pologne (adoptée par le
Conseil général de la IV^e Internationale CIR)
- M. CRISTOBAL** p. 67
Haïti : la révolution qui n'aurait pas dû
avoir lieu
- DOCUMENT** p. 79
Pour une conférence internationale contre
les plans du FMI et de la CEE

F. FORGUE p. 91
Le tome 22 des Œuvres de Léon Trotsky

G. LAMIEL p. 107
L'héritage de l'Action Catholique Ouvrière

Notes de lecture :

C. FOSTIER p. 113
La correspondance Marx - Engels
(tome XI)

P. LETUAUD p. 121
« L'Eglise sera toujours l'Eglise »

L'AN I DE LA COHABITATION S'ACHÈVE

La "chronique politique" rédigée pour ce numéro de LA VÉRITÉ portant sur les huit premiers mois de la cohabitation était achevée le 30 novembre.

Depuis, après la manifestation du 4 décembre 1988 et le refus opposé par le gouvernement à l'exigence unanime des étudiants et des lycées, les événements se sont précipités. Ce n'est pas le rôle d'une revue de suivre une situation qui se modifie de jour en jour, d'heure en heure — c'est-à-dire une situation de crise — il était tentant de chercher à compléter un premier bilan de la phase qui s'achève.

Il est apparu plus utile de publier cette chronique comme elle est montrant à un moment où l'action des masses ébranle tout le système de la cohabitation et les institutions réactionnaires qu'elle cherche à préserver, ce qu'on a pu être les positions et l'action du P.C.I. depuis le 10 mars 1988.

On a pu lire dans le numéro de novembre : « On a en fait fait ce que nous-mêmes nous avons fait et ce que nous-mêmes nous avons fait ».

La réforme de l'enseignement de la philosophie a été la réforme la plus déterminante et la plus importante dans un sens positif.

Avec un aplomb dans la mesure où elle a été la réforme la plus importante et la plus déterminante dans un sens positif.

F. FORGUE p. 91
Le tome 22 des Œuvres de Léon Trotsky
G. LAMIEL p. 107
L'héritage de l'Action Catholique Ouvrière
Notes de lecture :
C. FOSTIER p. 113
La correspondance Marx - Engels
(tome XI)
R. LETUARD p. 121
« L'Église sera toujours l'Église »

La "chronique politique" rédigée pour ce numéro de LA VERITE portant sur les huit premiers mois de la cohabitation était achevée le 30 novembre.

Depuis, après la manifestation du 4 décembre 1986 et le refus apposé par le gouvernement à l'exigence unanime des étudiants et les lycées, les événements se sont précipités. Se ce n'est pas le rôle d'une revue de suivre une situation qui se modifie de jour en jour, d'heure en heure — c'est-à-dire une situation de crise — il était tentant de chercher à compléter un premier bilan de la phase qui s'achève...

Il est apparu plus utile de publier cette chronique comme elle est, montrant à un moment où l'action des masses ébranle tout le système de la cohabitation et les institutions réactionnaires qu'elle cherche à préserver, ce qu'ont été les positions et l'action du PCI depuis le 16 mars 1986.

L'AN I DE LA COHABITATION S'ACHÈVE

PAR F. FORGUE

Le jeudi 27 novembre, par centaines et centaines de milliers, étudiants et lycéens manifestaient. Ils exigeaient le retrait du projet Devaquet. Cet immense mouvement de la jeunesse, cette grève générale qui, en quelques jours, déjouant les pièges de la division, s'étendait à toutes les facultés et gagnait les lycées, frappait par son caractère spontané et par son organisation. Ce qui est au cœur de ce mouvement est résumé par la réponse faite à une journaliste par des lycéens à qui on demandait « *Qui dirige ?* ». « *On s'en charge nous-mêmes* », répondaient-ils, ajoutant « *On a simplement élu nos délégués au comité de grève mais ils doivent faire ce qu'a décidé l'assemblée générale* ».

La profonde mobilisation de la jeunesse si elle a été la réponse spontanée et déterminée à la provocation que constitue la réforme réactionnaire de Devaquet, n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Avec un aplomb dans le cynisme et la mauvaise foi stupéfiant (même lorsqu'on est habitué au large usage de ses moyens), commentateurs divers dissertent à qui mieux mieux sur « l'image fautive » que l'on se faisait d'une jeunesse « tranquille », concernée par les seuls problèmes de « promotion individuelle ». Comme si cette fautive image, ce n'était pas eux qui l'avaient complaisamment diffusée...

Réforme réactionnaire que celle de Devaquet, certes, comme l'ordonnance visant au rétablissement du travail de nuit pour les femmes, comme le plan Seguin de démantèlement de la protection sociale, comme l'ensemble des mesures prises par le gouvernement de cohabitation mis en place après le 16 mars.

Ces plans, ces lois, ces mesures frappent durement toutes les couches de la population travailleuse comme elles frappent la jeunesse. Le 21 octobre, la volonté d'y résister dans l'unité trouvait sa première affirmation dans la grève qui a d'ailleurs dépassé le cadre strict de la Fonction publique et qui a été appelée le même jour par toutes les fédérations syndicales. Si, sur le moment, il a fallu que chacun reconnaisse son impact, tout a été fait pour en occulter la signification. Il était pourtant clair que la situation politique en France était en train de se modifier...

Certes, nul ne pouvait prévoir les rythmes et les formes précises. Mais pour qui parlait du mouvement des masses, une nouvelle situation commençait à se constituer...

Au lendemain du 16 mars se mettait en place le gouvernement de cohabitation dont Jacques Chirac est le premier ministre — désigné par le Président de la République —, gouvernement qui s'appuie sur la majorité étroite du RPR et de l'UDF à l'Assemblée nationale et qui bénéficie de la caution — constitutionnellement indispensable — de François Mitterrand assurant ne renoncer à aucune des compétences de sa fonction de Président de la République.

Il y eut alors de la part de tout ce qui défendait l'ordre établi comme un soupir de soulagement : la continuité des institutions de la V^e République était préservée, l'acceptation d'emblée par Mitterrand du recours aux ordonnances comme moyen de gouverner (du fait que c'était là, expliquait-il, une tradition dans la V^e république) scellait la cohabitation et définissait son contenu.

Quelques mois plus tard, ce n'étaient dans les sommets de l'Etat et de la représentation politique que rumeurs, manœuvres contradictoires, embûches, déchirements, révélateurs de la fragilité et du caractère de

crise du dispositif politique mis en place le 16 mars et aujourd'hui la crise menace directement tout le dispositif.

Mais ce qui se passe en « haut » est-il explicable en dehors de ce qui murit « en bas » ?

C'est pourquoi, il est nécessaire de revenir sur certains aspects de la situation telle qu'elle s'est développée depuis le 16 mars.

Le 21 octobre, l'aspiration de millions de femmes et d'hommes, de travailleurs de toutes professions, de chômeurs, de jeunes à donner un coup d'arrêt, à faire reculer patronat et gouvernement, a trouvé une première expression. L'aspiration a réalisé l'unité de tous les travailleurs et de leurs organisations contre les plans du CNPF et du gouvernement, s'est matérialisé dans l'appel lancé par les différentes fédérations syndicales à la grève générale le même jour dans la Fonction publique et dans d'autres secteurs. Chacun le sait, initialement, tous les syndicats n'appelaient pas au 21 et c'est en ordre dispersé qu'était lancé le mot d'ordre de grève. Mais le pas en

avant qui finalement a été accompli dans la grève du 21 est le produit de toute une situation.

« **Quelque chose est en train de bouger et ce quelque chose n'est autre qu'une situation qui se forme** » disait l'éditorial d'« **Informations ouvrières** » du 8 octobre, à propos de la préparation du 21 octobre. Le MPPT a contribué à préparer ce « quelque chose » par une campagne inlassable pour l'unité. Nous y reviendrons.

Les traits de cette « situation qui se forme » ont été exprimés et profondément accentués par l'irruption de la jeunesse, dressée contre les plans de Devaquet et de Monory. Alors que s'achève la première année de la cohabitation, et quoi qu'il se passe, une ligne est tracée : rien ne sera plus jamais comme avant.

Ce « **quelque chose** » est en effet fondé sur tout ce que la classe ouvrière et toutes les couches de la population laborieuse ont subi et continuent de subir depuis des années. Ce sont les licenciements massifs, les coups portés au pouvoir d'achat, la remise en cause de la Sécurité sociale, de l'enseignement public, de l'ensemble des garanties et des droits arrachés par les luttes passées et qui ont accumulé et accumulent la nécessité et la volonté de lutter efficacement, ensemble, dans l'unité. C'est ce que notait l'éditorial d'Informations ouvrières déjà cité : **« les souffrances méprisées, les calamités sans nombre frappant toutes les couches de la population laborieuse constituent nécessairement les causes "secrètes" qui précipiteront les événements. »**

Accumulation qui se combine avec un mûrissement politique, fruit des années de gouvernements PS-PCF et PS de 1981 à 1986. Des millions de travailleurs qui, par leur vote, avaient donné aux partis qui se réclamaient d'eux, au PS principale-

ment et au PCF, une majorité sans précédent pour qu'ils gouvernent contre les capitalistes. Ils ont vu leurs espoirs trahis, ces gouvernements agir délibérément contre leur mandat, se soumettant aux intérêts du patronat et protégeant les institutions réactionnaires par lesquelles passaient la mise en œuvre des plans anti-ouvriers.

Mais six mois après l'instauration du gouvernement de cohabitation, dont l'existence même est la conséquence de cette trahison et matérialise sous une forme nouvelle la poursuite de la même politique, la volonté qui s'affirmait au cœur du mouvement des masses a fait irruption avec assez de force pour réaliser la grève du 21 octobre. Certes, dans la journée même du 21 octobre toutes les contradictions de la situation se sont exprimées : les travailleurs voulaient passionnément l'unité des travailleurs et des organisations et cette unité ils l'ont réalisée par le fait que la grève a dû être appelée le même jour par toutes les organisations syndicales ; mais la division restait présente en particulier dans l'existence de manifestations distinctes.

Il faut aller plus loin : si « en bas » on veut l'unité et qu'« en haut » on multiplie les obstacles c'est que la racine de ces obstacles est dans la soumission aux institutions réactionnaires de la V^e République, l'acceptation des « règles du jeu » qu'elles imposent. Du point de vue des travailleurs, au contraire, l'unité des travailleurs et des organisations est nécessaire contre l'ensemble des plans anti-ouvriers qui se réalisent dans le cadre et par le moyen de ces institutions réactionnaires ; pour eux sont illégitimes tout ce qui met en cause l'emploi, les droits acquis, le pouvoir d'achat, l'enseignement, la santé ; tout ce qui tend à précipiter dans la misère des millions d'êtres humains et donc la « loi

suprême » qui est la Constitution dont se revendiquent ces plans de désorganisation et de destruction de l'économie et de la vie sociale.

C'est pourquoi le 21 octobre 1986 a une signification politique qui n'est pas prêt de s'effacer, qu'il prépare les plus importants développe-

ments de la lutte des classes, inséparables de l'approfondissement de la crise de la V^e République qui est un facteur et un produit de la lutte des classes et non l'évolution autonome d'une « superstructure » suspendue dans le vide.

LE GOUVERNEMENT DE COHABITATION, GOUVERNEMENT DE CRISE

D'emblée, le PCI a caractérisé le gouvernement qui surgissait des élections de mars 1986 comme un « gouvernement de crise ». En quel sens ?

Les élections de mars 1986 ont vu, on le sait, une victoire électorale des partis bourgeois aboutissant à ce que la coalition RPR-UDF, renforcée à l'extrême-droite par les élus du Front national, dispose à l'Assemblée de la majorité et un échec électoral du PS et du PCF (environ 42 % des suffrages exprimés vont au PS et au PCF, ce qui est leur plus mauvais score depuis 1962, mais les partis de droite ne font que retrouver les voix de Giscard lors de l'élection présidentielle).

En d'autres termes, y compris sur le terrain strictement électoral, il n'y a pas de « raz de marée » en faveur de partis bourgeois, encore moins un « passage à droite » d'une fraction significative de l'électorat ouvrier. Il y a la sanction, par le moyen d'une abstention massive (particulièrement importante dans les villes et les concentrations ouvrières), déterminée, réfléchie, de la politique de soumission aux institutions de la V^e République et aux besoins du profit capitaliste. Les rapports de force entre les classes qui avaient trouvé une expression électorale en 1981 n'ont pas été fondamentalement transformés.

Le programme de fondation de la 4^e Internationale, élaboré en 1938

par Léon Trotsky avait tiré les leçons des expériences de Front populaire — c'est-à-dire des situations où la crise de la bourgeoisie et la montée du mouvement de caractère révolutionnaire des masses aboutissant à ce que les partis se réclamant de la classe ouvrière occupent les principales positions gouvernementales mais se subordonnant aux impératifs de leur alliance avec la bourgeoisie, pratiquaient une politique conforme aux besoins de celle-ci, usaient du pouvoir gouvernemental qu'ils détenaient des masses pour mettre en œuvre les plans anti-ouvriers du patronat.

« Les Fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme, dans la lutte contre la révolution prolétarienne » expliquait le programme de fondation de la 4^e Internationale qui précisait : **« la politique conciliatrice des Fronts populaires voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme ».**

Examinons comment, et dans quelle combinaison de circonstances concrètes, cette définition a été vérifiée par le bilan des gouvernements de type Front populaire (Union de la gauche) de 1981 à 1986.

Nés comme conséquence de la crise de la bourgeoisie, de la montée des masses s'affirmant d'abord sur le plan électoral, les gouvernements

de l'Union de la gauche ont frayé la voie à un retour de la réaction. Leur mécanisme particulier d'alliance et de soumission à la bourgeoisie a été leur respect et leur défense acharnée des institutions réactionnaires de la V^e République. Mais sur la base des rapports de force, dont la victoire électorale du PS et du PCF n'étaient que l'expression, de la profondeur de la crise de la bourgeoisie et de sa représentation politique (manifeste y compris dans la période pré-électorale de 1986 et toujours présente aujourd'hui) la combinaison de différents facteurs nationaux et internationaux a interdit à la bourgeoisie d'exploiter jusqu'au bout contre la classe ouvrière les conditions favorables que lui forgeaient la politique du PS et du PCF. L'échec du Front populaire n'a pas coïncidé avec une défaite de la classe ouvrière. Ce qui se nouait à partir de 1981 n'était pas dénoué en mars 1986. Plus fondamentalement, les problèmes essentiels posés à toutes les classes de la société française ne pouvaient plus trouver de solution uniquement sur le terrain électoral.

Dans les facteurs qui ont joué intervient bien évidemment l'action de la classe ouvrière elle-même (que l'on se souvienne, pour ne citer qu'un exemple, de la grève unie des cheminots d'octobre 1985) et des facteurs internationaux dont la crise profonde du stalinisme, frappé en son cœur par la montée de la révolution politique, par l'action révolutionnaire du prolétariat polonais, n'est pas le moindre.

Ce rappel n'a pas seulement pour but (bien que ce ne soit pas inutile) de marquer la vérification, dans les faits, d'aspects essentiels du programme sur lequel est fondé toute l'action du PCI et de l'analyse qui est la sienne de la période internationale de la lutte des classes dans laquelle nous nous trouvons. Il y a

un autre aspect, non moins essentiel, c'est que dans les rapports politiques au sein du mouvement de la classe ouvrière intervient comme un facteur constituant l'action des militants soudés sur la base du programme de la 4^e Internationale. C'est au compte de ce programme, en relation avec ces enseignements vérifiés par près de cinquante ans de lutte de la classe ouvrière internationale, que le PCI s'est engagé sans réserves dans l'action pour la construction d'un parti ouvrier indépendant, action incarnée dans le Mouvement pour un parti des travailleurs dont les militants du PCI sont, à égalité de droits et de devoirs avec tous ceux qui l'ont rejoint, une composante.

Ce n'est pas le lieu ici de retracer les différentes étapes du combat du PCI de 1981 à 1986, mais la continuité organisée de l'action politique pour le Front unique des travailleurs et des organisations, pour la rupture avec la bourgeoisie, de l'appel au vote pour Mitterrand dès le 1^{er} tour comme moyen de vaincre Giscard et d'infliger une défaite politique à la bourgeoisie ; le combat pour le « respect du mandat » concrétisant l'exigence de la rupture avec la bourgeoisie dans la nécessité de rompre avec les institutions réactionnaires de la V^e République, la mobilisation militante pour la constitution du MPPT et son affirmation comme une force nationale, notamment par l'utilisation de la campagne électorale, ont forgé entre des secteurs de la classe ouvrière, des militants ouvriers et de diverses tendances et d'origines différentes et le PCI un point d'appui effectif pour l'aide à la mobilisation des masses et la réalisation et la réalisation de l'unité. Ce qui suffit à expliquer la haine et les attaques dont il est l'objet.

LES CAUSES PROFONDES D'UNE FRAGILITE

C'est sur la base des rapports politiques analysés plus haut que s'est mise en place la cohabitation, combinaison instable dans son essence même et simultanément recours inévitable du point de vue de la défense de l'ordre bourgeois.

Comme le soulignait le rapport politique présenté au 31^e Congrès du PCI (7/8 juin 1986) « si cette combinaison de cohabitation est remise en cause, alors il n'existe plus aucune soupape de sureté au dispositif constitutionnel actuel : c'est l'ouverture de la crise du régime, c'est la brèche ouverte par laquelle le mouvement des masses est appelé à s'engouffrer, en relation avec les attaques dont les travailleurs sont l'objet ».

La V^e République c'est la concentration de tous les pouvoirs entre les mains de l'Exécutif, du Président de la République et du gouvernement. « Harmoniser » ces différents éléments en postulant à occuper toutes les positions de l'Exécutif, y compris la présidence de la République, eut été pour les partis de la bourgeoisie, dans les rapports politiques existants un trop grand risque. Mais pour « cohabiter » encore fallait-il être deux. Il fallait que Mitterrand fasse ce qu'il a fait, c'est-à-dire que fidèle non à ceux qui l'avaient élu mais aux institutions de la V^e République dont il incarnait la clé de voûte, il continue à les défendre en donnant le sceau de la « légitimité » bonapartiste à l'existence et aux actes du gouvernement dont Chirac était le premier ministre. Bien évidemment l'opération n'était possible que parce qu'il existait « au sommet » un consensus suffisant. Qu'il existât était manifeste précisément dans la politique suivie par les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman et Mitterrand-Fabius : les partis bourgeois n'avaient qu'à reprendre

les choses là où ils les avaient laissées pour prolonger et amplifier l'attaque contre les travailleurs. La signature des ordonnances sur l'emploi précaire (qui d'après Mitterrand « allaient dans la bonne direction ») procède de cette réalité. Mais au-delà même de la question des ordonnances que le Président signe et de celles qu'il ne signe pas (et qui, l'article 49 ter aidant, sont promptement transformées en lois que le Président signe), l'autorisation faite d'emblée au nouveau gouvernement d'agir par ordonnances définissait le contenu de la cohabitation. Le Président de la République s'engageait à laisser faire, à avaliser la politique gouvernementale, au nom de la défense des institutions.

On comprend qu'aujourd'hui encore Chirac puisse se féliciter de la cohabitation, soulignant que le consensus porte sur deux points — qu'en termes marxistes, on pourrait définir comme centraux pour les besoins de l'impérialisme français — la question de l'Etat (la défense des institutions) et celle de la défense nationale.

Mais cela n'empêche que la cohabitation, régime de crise, introduit dans les institutions qu'elle entend défendre une profonde contradiction. La constitution bonapartiste taillée sur mesure pour de Gaulle, implique une unité de ces différents éléments dans le cadre d'une hiérarchie entre ceux-ci. « L'anomalie » constituée par la cohabitation perturbe et ronge implacablement tous les rouages de l'Etat et ne peut que déboucher sur la crise institutionnelle ouverte qu'elle a pour fonction de différer.

C'est pourquoi le 31^e Congrès du PCI se réunissant deux mois après l'investiture de Chirac établissait que :

« non seulement le bonapartisme n'a trouvé aucun point d'équilibre dans le 16 mars et après, mais il est contraint, depuis deux mois, de recourir aux procédures les plus extrêmes, les plus caricaturales des institutions de la V^e République, de procéder par ordonnances, par articles 49 ter y compris face à sa propre majorité parlementaire. »

Les coups se sont multipliés. L'utilisation forcenée des mécanismes anti-démocratiques de la V^e République aboutit à ce qu'il est difficile d'appeler un « bilan de législation » (puisqu'au mieux le parlement enregistre) mais à un ensemble de mesures anti-ouvrières et anti-démocratiques affirmant une offensive centralisée contre toutes les catégories de travailleurs et tous les aspects des conditions de vie et de travail.

Sur ce terrain là, il y a bien « solidarité gouvernementale » et « cohésion de la majorité ». Mais, parallèlement, les profondes divisions au sein de la représentation politique de la bourgeoisie ne cessent de s'accroître. Si au début du mois d'août, déjà Léotard parlait des difficultés de la « seconde cohabitation » entre le RPR et l'UDF la tension est encore montée avec le « coup de force » du RPR qu'a constitué l'adoption sans débat et sans vote du découpage électoral conçu par Pasqua. Et à chaque instant, dans le cadre qui leur est imposé à tous deux, demeure sous-jacent le conflit entre Chirac et Mitterrand.

Toute nouvelle épreuve politique, loin de résoudre les problèmes de la cohabitation, les avive. Ainsi en a-t-il été de l'effective « Union sacrée » qui s'est temporairement réalisée au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Chirac a reçu les représentants de tous les groupes parlementaires, du PCF au Front national. De Marchais à Le Pen tous ont salué le

caractère positif de l'action gouvernementale. Mitterrand a, de son côté, assuré le gouvernement de son soutien sans réserve sur ce point et Chirac reconnu le rôle du président. Cela n'a pas empêché les attaques violentes de part et d'autre sur qui était responsable de la situation créée ni le fait que Mitterrand, n'interrompant pas son voyage en Indonésie, laissait Chirac s'enfermer dans des explications contradictoires.

Cet épisode, qui trouve aujourd'hui des prolongements explosifs au sein de la majorité en ce qui concerne l'attitude à l'égard du gouvernement syrien, éclaire le fait que toutes les tentatives de consolider le dispositif en place aboutissent à le rendre encore plus fragile.

C'est ainsi que Giscard d'Estaing s'est présenté comme le candidat de l'Union nationale. Le 27 août il déclarait :

« En 1986, j'ai fait aboutir l'union de l'opposition ; en 1988 nous devons saisir l'occasion de la réconciliation des Français... La distance qui sépare les libéraux modernes des socialistes réalistes ne justifie plus que le débat politique se poursuive sur le ton de la guerre civile... Le débat politique doit changer de contenu, le rôle des élections sera de faire choisir les grandes orientations et d'indiquer les problèmes à résoudre en priorité. L'action gouvernementale consistera ensuite à rechercher de manière pratique des solutions à ces problèmes et pouvant accueillir l'accord de deux Français sur trois... Le rôle de l'UDF est unique et irremplaçable... par sa position au centre de la vie politique française, l'UDF a vocation de réconciliation des Français. »

La « réconciliation » que prône Giscard, c'est en fait l'Union nationale au compte des intérêts du Capital. La cohabitation ne suffit pas et elle est porteuse de convulsions

incontrôlables, il faut la coopération de toutes les forces politiques sur la base d'un « consensus » dont le contenu est donné par les besoins du système d'exploitation capitaliste en pleine déliquescence. Mais il faudrait plus que cela, il faudrait en quelque sorte écarter institutionnellement la lutte des classes, la museler, c'est-à-dire faire participer à cette « union nationale » les organisations fondamentales de la classe ouvrière, ses organisations syndicales, les intégrer. Mais pour parvenir à cela, il faudrait réussir à porter des coups politiques plus considérables à la classe ouvrière. Et la réalité qui rend irréalisable la perspective mise en avant par Giscard (pourtant réaliste du point de vue des intérêts de la classe dominante) elle a commencé à s'affirmer dans la grève du 21 octobre.

Aussi le premier résultat de l'appel à l'Union nationale de Giscard a été de conduire à un conflit au sein du RPR. Toubon, pensant à l'avenir, proclamait que le « grand défi » c'était la « cohésion de la majorité », Chirac, pour sa part, calmant le jeu car sa position dépend à cette étape du maintien de la cohabitation.

Giscard a cherché à se présenter comme le meilleur représentant de l'intérêt général de la classe capitaliste mais le faisant au nom de son « intérêt privé » (sa candidature à la présidence de la V^e République) il n'a fait qu'aggraver la crise politique.

Un autre élément qui n'a fait que croître et embellir depuis que s'est tenu le 31^e Congrès du PCI, c'est bien cette tendance à pousser jusqu'à la caricature les traits du système de caractère bonapartiste de la V^e République. Jamais le rôle de chambre d'enregistrement du parlement n'avait été si net. C'est d'ailleurs, l'un des lieutenants de Giscard le député UDF Lamassoure qui s'en

plaint, constatant que :

« Les adversaires de la cohabitation craignent un abaissement de la fonction présidentielle. L'expérience vécue depuis le 16 mars conduit plutôt à se demander si, pour le moment, notre système politique ne pêche pas surtout par l'affaiblissement du rôle du Parlement. Au cours de la session de printemps, l'Assemblée nationale a adopté vingt-six textes de lois. Une seule — la loi sur la presse — était d'origine parlementaire. Cinq projets ont été réputés adoptés sans vote en application de l'article 49-3 de la Constitution : pour la loi d'habilitation sur la réforme électorale, le couperet est tombé avant même la discussion générale, et pour la loi sur la liberté de communication, aucun des cent-onze articles du projet ni aucun de cent dix-huit amendements acceptés par le gouvernement n'a fait l'objet d'un débat en séance publique. Le projet supprimant l'autorisation administrative de licenciement a donné lieu à un vote bloqué... »

M. Lamassoure se lamente donc sur le rôle de plus en plus passif du député mais n'a aucun remède sérieux à proposer dans la mesure où, comme de bien entendu, il situe toute sa réflexion dans le cadre de la défense de la Constitution de 1958.

L'important est qu'il souligne là, l'un des symptômes de la crise institutionnelle. Certes, dans le cadre de la V^e République, l'Assemblée nationale a un rôle secondaire, encore faut-il pour le bon fonctionnement de l'ensemble qu'elle le tienne avec un certain degré de crédibilité.

Répétons-le, dans leur conception les institutions de la V^e République formaient un tout cohérent et d'ailleurs capable de fonctionner comme tel et avec efficacité dans des rapports de force donnés entre les classes. Ceux-ci ont été remis en cause il y a longtemps. Mais comme le

remarquait Trotsky, si les régimes politiques ne survivaient pas aux conditions qui les ont engendrées, il n'y aurait pas besoin de révolutions. La longue survie de la V^e République ne tient pas à une « vertu » intemporelle de ses institutions mais avant tout à la défense, par les directions social-démocrate et stalinienne, de cette forme particulière de domination de la bourgeoisie, expression de leur lien de subordination organique à l'impérialisme.

Mais nous sommes entrés dans une nouvelle phase. La crainte de tous de voir le mouvement des masses s'engouffrer dans la brèche

qu'ouvrirait l'effondrement des institutions existantes ne redonne pas une nouvelle jeunesse à celles-ci. Elles se maintiennent mais dans un état de crise larvée qui va s'accroissant : les différents éléments du système politique connaissent un processus d'écartèlement, d'autonomisation qui, pour reprendre les termes du député Lamassoure, à propos du Parlement les « affaiblissent » tous. C'est dans ces conditions que les partis de la bourgeoisie loin d'entamer une marche triomphale, après la « revanche électorale » sur 1981, connaissent tous crises et conflits.

LEGITIMITE ET ILLEGITIMITE

Des phénomènes semblables affectent le Parti socialiste et le Parti communiste français. Ils ont une cause commune à celle qui frappe les partis bourgeois, le rapport aux institutions en crise de la V^e République. Mais ils ne sont pas identiques dans la mesure où le PS et le PCF ont une nature différente des partis bourgeois (et cela indépendamment du degré de convergence de leur politique avec celle des partis de la bourgeoisie, donnée par leur défense de l'ordre bourgeois sous la forme où il existe).

Ce sont des partis que les marxistes définissent comme des « partis ouvriers bourgeois ». « Ouvriers » au sens où les travailleurs voient encore en eux ce pour quoi ils ont été historiquement constitués, que la bourgeoisie doit aussi les considérer comme tels du fait de la place objective qu'ils occupent dans la lutte des classes et qu'ils dépendent donc, dans leur existence même, d'une base qui n'est pas celle des partis bourgeois. « Bourgeois » parce que leurs directions bureaucratiques sont inféodées à l'ordre bourgeois et qu'elles constituent, pour reprendre

les termes de Lénine, en ce qui concerne les partis de la 2^e Internationale après leur capitulation d'août 1914, le plus puissant « rempart social » de la domination de la bourgeoisie.

Une telle définition reste bien générale, sans doute, mais elle est indispensable. Certes, elle ne peut prendre toute sa valeur qu'en relation, à un moment donné, avec une analyse spécifique de ces partis que Trotsky définissait également comme des « partis ouvriers contre-révolutionnaires ». Il n'est pas possible, de se livrer dans les limites de cet article à une telle analyse. Il est toutefois nécessaire — en relation avec l'actualité politique même — d'en esquisser ne serait-ce que schématiquement quelques traits. Les partis politiques d'origine ouvrière ne sont pas restés identiques à eux-mêmes. Au fur et à mesure que s'accroissait l'impasse et le pourrissement du mode de production capitaliste dont ils constituent le principal facteur de survie à l'échelle nationale et internationale, leur dégénérescence s'accroissait sur tous les terrains. Le Parti socialiste de

1986 n'est pas identique à la SFIO d'avant-guerre ni même à celle qui se rétablit après la seconde guerre mondiale. Il a bâti sa force électorale autour de Mitterrand, politicien bourgeois de longue date ; il a organiquement intégré en son sein des courants qui ne relèvent pas même au sens historique du mouvement ouvrier dont certains sont liés à la hiérarchie catholique et enfin il est profondément marqué, non seulement par sa soumission aux institutions de la V^e République mais par son insertion dans celles-ci.

Le PCF est tout autant un parti accroché à la défense de l'ordre bourgeois et donc aujourd'hui à la préservation de ce qui l'exprime, la continuité des institutions de la V^e République, mais par le truchement de son rôle d'instrument de la bureaucratie stalinienne. Dans les conditions ou la politique dite de « coexistence pacifique » révèle de plus en plus nettement son caractère d'une coopération contre-révolutionnaire étroite avec l'impérialisme, il ne dispose que d'une marge de manœuvre réduite. Non seulement les besoins de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin lui imposent de défendre, coûte que coûte, le régime existant en France et d'utiliser les moyens dont il dispose pour entraver la mobilisation des travailleurs contre lui, mais il ne peut comme parti en tirer aucun « bénéfice direct » car dans les négociations entre Etats, qui se déroulent, la bureaucratie a besoin de n'avoir à faire qu'avec des forces directement liées à l'Etat bourgeois dans chaque pays.

Du côté du parti socialiste et singulièrement de celui qui, jusqu'au 10 mai 1981, en fut le premier secrétaire, les choses sont claires : la préoccupation dominante est celle de la préservation de la V^e République dont l'équilibre précaire serait

rompu par une crise au sommet. De la procède la démarche « cohabitionniste » comme cela a été expliqué plus haut dans cet article.

Il est banal de remarquer, que la cohabitation place le Parti socialiste dans une situation pour le moins inconfortable. Tout le monde le constate. Il y a contradiction entre la situation de « parti d'opposition » qui est parlementairement celle du PS et l'affirmation que sa politique est guidée par le « soutien à l'action du président de la République ». Il suffit d'examiner par exemple la question du vote du budget de la défense nationale. Entendons nous bien, si l'on se réfère à la définition générale d'un parti social-démocrate, il n'y a rien d'étonnant à ce que des parlementaires d'un tel parti votent à leur impérialisme les moyens militaires nécessaires à sa politique. De ce point de vue le budget de la Défense nationale de Chirac n'est ni pire ni meilleur que celui de Fabius (que les députés du PCF avaient voté, soit dit en passant). Mais il y a eu cette fois des grincements dans le groupe parlementaire du PS non que certains députés s'opposeraient à la « Défense nationale » mais parce qu'un vote positif apparaît nécessairement comme un soutien au gouvernement Chirac. Or, la presse souligna alors que « sur demande de l'Elysée », le groupe parlementaire voterait « pour » car il s'agit d'un budget établi en commun par Mitterrand et Chirac.

Finalement, une unanimité de façade se fit sur l'abstention.

Il faut aller plus loin. Si « le combat des chefs » ne se déroule pas qu'au sein de la majorité mais aussi bien dans le PS c'est que la place qu'occupe le PS dans le maintien des institutions conduit inexorablement à des conflits prenant la forme de conflits de personne. C'est ce que Mauroy est amené à constater, sans

en tirer d'ailleurs de conclusion, quand il déplore que le PS tende à s'effacer. C'est ce que manifeste Rocard lorsqu'il se déclare de fait candidat à la présidence de la République, allant jusqu'à assurer que le candidat ne doit pas être celui d'un parti et définissant ainsi le rôle qu'il convoite de jouer.

« le mieux situé pour pouvoir prétendre à une très grande continuité face aux excès de l'étatisation comme face aux excès du libéralisme ».

Ce qu'il adviendra de cette tentative est une autre histoire ; n'est pas Bonaparte qui veut. Mais constatons que c'est du « parti du président » qu'émerge la candidature la plus ouvertement « gaullienne », si l'on excepte celle de Barre.

Au-delà des conflits de personne (auxquels le caractère bonapartiste de la V^e République donne une dimension politique particulière) le fond de l'affaire c'est que si Mitterrand occupe sa place en se présentant comme le garant de la paix sociale, il ne peut jouer ce rôle que par l'existence de son parti, le PS. Parti, dont, en dernière instance, l'existence en tant que telle est contradictoire avec les institutions de la V^e République.

Cette contradiction, la lutte des classes la fera exploser.

Le PCF, à l'inverse du PS, n'est pas associé au pouvoir. Il dénonce les mesures prises et y compris, sinon la cohabitation elle-même, la manière dont elle fonctionne. Le PCF parle d'une politique d'union, d'une « politique rassembleuse » mais lorsqu'il la définit dans quels termes le fait-il :

« cette politique d'union, cette politique rassembleuse, ce n'est pas une tactique passagère, c'est celle de notre Congrès qui s'est fixé l'objectif majeur d'un nouveau rassemblement populaire majoritaire dont

nous avons dit qu'il devait aller bien au-delà des majorités politiques de gauche qui ont existé dans le passé (discours de Lajoinie à la fête de « L'Humanité », le 14 septembre).

Installés les uns et les autres dans le cadre de la cohabitation, les dirigeants du PS et du PCF indiquent toutefois qu'ils se préparent aussi à d'autres solutions, en relation avec les exigences de la lutte des classes. C'est le sens — quelles que soient les limites actuelles de l'entreprise — de la mise en place par le PS du « Conseil national de la Gauche ». C'est aussi à ce souci que répondent ces propos de Georges Marchais, lors d'un récent débat organisé par le PCF : **« Cette politique d'union et de rassemblement ne s'oppose pas à la possibilité que des accords soient conclus avec d'autres formations politiques dès lors que ceux-ci visent à des objectifs anti-crise et vont dans le sens de la solution des problèmes des gens et du pays »**

Que répondent, par exemple, les représentants du groupe parlementaire du PCF à une délégation de médecins, de travailleurs hospitaliers, d'employés de la Sécurité sociale et d'assurés constituée dans le cours de la préparation de la conférence de la santé et de la protection sociale ? A la question **« trouvez-vous démocratique que des décrets, en l'occurrence ceux du 17 décembre 1985 (il s'agit des décrets Dufoix modifiant le code de la Sécurité sociale), modifient la loi »** le représentant du groupe parlementaire PCF répond :

« Je ne trouve pas cela étonnant. C'est fréquent. Les articles sont classés en articles de loi ou en décrets en fonction de la place qu'ils occupent dans la Constitution. Je ne prends pas position. Je constate le fait juridique. Nous sommes pour une réforme constitutionnelle qui donne plus de pouvoirs au parlement. Nous

sommes hostiles aux décrets qui peuvent abroger les lois, mais c'est la Constitution telle qu'elle est. »

A la question « **que ferez-vous si le gouvernement utilise l'article 49 ter ?** » La réponse est sans équivoque : « **On n'y peut rien. C'est la Constitution. Ça nous est imposé. On a aucun moyen de s'y soustraire** ».

Ce qui n'empêche pas le représentant du PCF de définir « **un moyen de lutte** », à savoir le dépôt de « **milliers d'amendements** » ce qui aurait le mérite « **d'ouvrir un débat public pour alerter les gens...** » Et lorsqu'on lui demande quel sera le sort final de cette « **bataille d'amendements** », il répond « **Bien sûr, il n'y a pas possibilité de modifier le projet mais cela permettra aux intéressés de prendre conscience** ».

Ainsi donc, la légitimité ne serait pas du côté des travailleurs agissant pour préserver leur emploi, exigeant le respect du droit au travail et à la vie pour tous, la légitimité, la « **loi suprême** » comme le disait il y a encore deux ans un dirigeant du PCF ce serait la Constitution réactionnaire de la V^e République et légitimes en seraient les dispositions qui en découleraient.

Légitimes donc — et qu'il faudrait sans doute se borner à déplorer — tout le train de mesures anti-démocratiques et anti-ouvrières décidées en quelques mois.

Légitime la décision, au nom du profit, de condamner à mort des centaines de milliers de malades, par la réforme hospitalière. Légitime qu'il y ait en permanence des millions de chômeurs (les 2 500 000 chômeurs « **incompressibles** » chers à M. Seguin) et que la seule « **solution** » soit de priver les travailleurs

encore engagés dans la production de leurs droits, de généraliser la précarité de l'emploi et les conditions de la surexploitation par la « **flexibilité** ». Personne ne peut l'accepter.

Illégitimes que ces lois et ces décrets formulés contre des droits imprescriptibles au seul nom de la réalisation du profit. Légitime la résistance de l'immense majorité, celle des travailleurs des villes et des campagnes, des chômeurs, des jeunes. Illégitimes les mesures contraires au principe démocratique de l'égalité des droits, liquidant le droit d'asile, aboutissant à des milliers d'expulsions. Marx, reprenant le mot de Fourier, rappelait que le degré d'émancipation d'une société se mesurait au degré d'émancipation de la femme. Rappelons que l'introduction de la flexibilité conduit au rétablissement du travail de nuit pour les femmes ! Mais l'on peut aussi dire que l'un des critères du degré de démocratie d'un régime est la manière dont il traite les étrangers résidant sur son sol : de ce simple point de vue on conçoit que la V^e République finissante ne puisse envisager la prochaine commémoration du bi-centenaire de la révolution française que comme une attaque contre ses principes.

La V^e République aujourd'hui pousse à l'extrême tous ses traits bonapartistes avons-nous expliqué. Elle le fait dans des conditions de crise qui mettent en opposition les uns avec les autres les différents éléments du système politique. Mais l'arbitraire en ordre dispersé, c'est toujours l'arbitraire. Plus, c'est l'arbitraire généralisé.

Dans le cadre des « **règles** » de ce système, la volonté du peuple ne peut être qu'ignorée et bafouée.

LES CONDITIONS DE L'UNITE, LE COMBAT POUR L'UNITE DES TRAVAILLEURS ET DES ORGANISATIONS

Après 1981, contre la politique de soumission aux injonctions du CNPF et aux institutions de la V^e République, le PCI avait, en posant la question du respect du mandat donné par la majorité populaire de 1981 aux élus du PS et du PCF, posé la question de la démocratie dont le respect était incompatible avec l'acceptation du cadre institutionnel anti-démocratique mis en place après 1958. Aujourd'hui, dans des circonstances politiques différentes, la question de la démocratie reste posée avec autant de force. Si à la racine de la division, il y a soumission à la « loi suprême réactionnaire », la réalisation de l'unité n'exige-t-elle pas la rupture avec ses institutions.

Comme le disait l'article de P. Leroux dans « Informations ouvrières » n° 1276 du 21 août 1986 :

« Si l'on veut invoquer la démocratie, n'est-il pas temps de décider d'organiser le combat uni contre les institutions anti-démocratiques ? Et n'en découle-t-il pas que la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations exige la rupture avec les institutions gaullistes qui se perpétuent ».

Tous les développements de la situation que nous avons évoqués dans cet article mettent ce problème au centre. Ce n'est que l'action des travailleurs eux-mêmes qui le règlera. Mais cette action ne se développe pas linéairement ou dans une sorte de « vide politique ». Elle se heurte constamment aux obstacles dressés contre l'unité. Et la volonté d'unité des travailleurs pour s'affirmer doit pouvoir, à chaque étape se traduire en actes, en initiatives politiques. C'est la responsabilité d'une

organisation révolutionnaire digne de ce nom que d'aider ce mouvement, de contribuer à lever les obstacles, en fournissant en relation avec les développements de la lutte des classes les moyens de se rassembler et de s'organiser à tous ceux qui sont prêts à lutter pour la réalisation de l'unité.

Aujourd'hui, l'une des expressions de l'instabilité du régime de la cohabitation est son incapacité à conjurer la persistance et la montée des abstentions (principalement des abstentions ouvrières) dans les consultations électorales qui se sont succédées depuis mars 1986.

Certes, il s'agit d'élections partielles et l'on sait qu'il est de règle que dans ces élections le taux des abstentions soit toujours plus fort que lors d'élections générales. Mais le volume de ces abstentions et leur origine (particulièrement massives dans les bureaux de vote ouvriers et d'abord dans ceux qui étaient traditionnellement des fiefs du PCF) participent de la réalité qui s'était constituée de 1983 à 1986. C'est-à-dire qu'un grand nombre de travailleurs qui, régulièrement, votaient pour le PCF ou pour le PS, se détournent aujourd'hui, non de manière conjoncturelle mais d'une manière plus durable. C'est André Lajoinie qui, dans un comité central du PCF, était amené à constater **« que les quartiers populaires continuent à s'abstenir massivement ».**

Ce phénomène d'abstention commence même à affecter certaines couches de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui constituaient la clientèle électorale des partis traditionnels de la bourgeoisie et, dans une certaine mesure, du Front national.

Cela constitue un élément politique de première importance dont il n'est pas étonnant de constater que la plupart des commentateurs officiels s'efforcent de l'occulter. Même Michel Rocard qui justifiait sa candidature assurait que les « Français ont une désaffection à l'égard de leur système de partis » ne dit mot à ce sujet. Il est vrai qu'il s'agit de tout autre chose. Ni de « désaffection », ni de « désintérêt », ni du fait que les travailleurs n'auront plus recours à l'arme du suffrage universel, mais d'un symptôme de la gravité de la crise sociale et politique. Cela dans des conditions où une fraction grandissante de la population se convainc que dans le cadre du système actuel, aucune issue à la situation qui lui est faite ne se trouve dans les consultations électorales. L'impasse que constitue le maintien de la V^e République et qui comprime toutes les contradictions sociales pousse à l'explosion sur le terrain le plus direct de la lutte des classes.

Dans ces circonstances, les travailleurs se tournent d'abord vers leurs organisations syndicales et les directions de celles-ci. L'unité des travailleurs et des organisations est saisie comme l'unité des organisations syndicales contre les plans patronaux et gouvernementaux. C'est ce qui s'est concrétisé dans la grève du 21 octobre.

Simultanément, la volonté d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales à l'Etat, de les intégrer à l'établissement du « consensus » ne peut que s'accroître. L'indépendance des organisations syndicales a constitué un enjeu dans toutes les luttes politiques et sociales de la V^e République. La logique du système bonapartiste mis en place après 1958 était celle de l'intégration. La préservation de l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat a enrayé le développement jusqu'à son terme du

système bonapartiste. Les organisations syndicales, quelle qu'ait été la politique suivie par leurs directions, ont constitué le point d'appui nécessaire au regroupement des rangs ouvriers, à la maturation de la situation débouchant sur la grève générale des mineurs de 1963 contraignant le bonapartisme à reculer et ouvrant la voie au mouvement qui se réaliserait dans la grève générale de 1968.

L'association des directions syndicales, par des accords qui aboutissent à la prise en charge des plans du gouvernement et du patronat d'une part, et d'autre part, la multiplication des actions dispersées, disloquées sont des piliers de la division.

C'est donc une question éminemment politique que celle de la tentative, facilitée par la division, d'imposer aux organisations syndicales qu'elles renoncent à leur rôle pour devenir des « relais » de la politique gouvernementale. Le gouvernement et le patronat veulent aller vite ; et cela dans des circonstances où la menace d'une explosion existe en permanence, où mûrissent les conditions d'une riposte efficace des travailleurs. C'est le contenu de la discussion au sujet de l'accord interprofessionnel au sujet des licenciements, accord qui non seulement ne codifie aucune garantie véritable contre les licenciements mais qui, par le truchement d'un mémorandum adressé au gouvernement demande à celui-ci d'intégrer les dispositions de l'accord dans une loi. En d'autres termes qui associe ensemble représentants du CNPF et des organisations syndicales à l'élaboration de la loi. Le patronat veut aller plus loin, il exige la prise en charge par les organisations syndicales du démantèlement de la Sécurité sociale, des régimes de retraites, de tous les plans gouvernementaux. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres... La prétention à liquider

l'indépendance des organisations syndicales se heurtera non seulement à la réalité des rapports noués entre les classes mais au mouvement qui mûrit dans les profondeurs de la classe ouvrière et qui a trouvé une première affirmation le 21 octobre.

Dans cette situation l'action pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales est un élément essentiel du combat pour l'unité des travailleurs et des organisations.

Si le 21 octobre peut être considéré comme amorçant un tournant dans la situation politique, c'est essentiellement parce que s'y est affirmé avec force la conviction grandissante de la classe ouvrière qu'en réalisant l'unité de ses rangs, on peut faire reculer le patronat et le gouvernement et la conscience croissant qu'elle est capable, par son action, de l'imposer.

Le 22 juin, le Bureau national du Mouvement pour un Parti des Travailleurs a lancé un appel pour la réalisation d'assises pour l'unité des travailleurs et des organisations qui se sont tenues le 19 octobre, réunissant 456 délégués représentant environ 7 000 travailleurs de toutes corporations, de différentes organisations politiques et syndicales, inorganisés, qui s'étaient réunis, avaient agi ensemble, rassemblé les fonds nécessaires à la tenue de cette large réunion nationale, en liaison avec leur intervention permanente dans la lutte des classes au niveau des entreprises et des localités.

Le MPPT a, en ouvrant cette perspective dès le 21 juin, contribué à lever les obstacles qui s'opposaient à l'unité. La grève unie du 21 octobre a vérifié le bien fondé de cette action, montré qu'elle correspondait aux nécessités de l'action des travailleurs. Il ouvrirait cette perspective à un moment où aucune force politique ou syndicale ne posait la question de l'unité, bien au contraire.

Ainsi, le MPPT jouait le rôle qui devait être le sien, celui d'une avant-garde organisée formulant clairement les besoins de l'action de toute la classe ouvrière, indiquant la voie à suivre, et commençant, sans attendre, à organiser les éléments les plus décidés dans cette voie.

Et ce qui s'est passé le 21 octobre est bien la confirmation que le rôle des révolutionnaires n'est ni de tenter de se substituer à la classe ouvrière elle-même, à son expérience et à son action, ni de « l'aiguillonner » mais, en tirant les conséquences de son expérience et de son action d'aider, par un travail politique conscient et organisé la classe ouvrière à s'ouvrir la voie conforme à ses intérêts de classe.

Or, au moment où la rédaction de cet article était en cours, se préparait une autre échéance : les Assises ont convoqué pour le 29 novembre, à l'occasion de l'arrivée à Paris d'une marche de travailleurs de Lorraine, avec des élus, qui se rendra à Matignon et à l'Élysée, une manifestation d'unité pour l'unité. Il s'agit plus que d'une manifestation de « soutien » car le sort tragique de la Lorraine ne fait qu'illustrer ce que réserve la perpétuation du système capitaliste à tous, ce que prépare la politique gouvernementale et nationale.

L'appel lancé par les Assises pour l'unité des travailleurs et des organisations définit parfaitement le contenu et le sens de cette manifestation :

Nous disons : la détermination des travailleurs unis pour la sauvegarde de leurs droits et leur revendications doit faire reculer le gouvernement.

Avec tous les travailleurs de toutes les entreprises, de tous les départements, nous disons : convaincus que les travailleurs sauront faire prévaloir l'unité des organisations et

parmi les élus, afin qu'ils respectent en cela la volonté de la population qu'ils représentent, nous affirmons :

Ne faudrait-il pas que les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie prennent cette initiative ?

Et alors, l'unité étant réalisée entre les travailleurs et leurs organisations, toutes les mesures anti-ouvrières prises par ce gouvernement de cohabitation, qui s'appuie sur les institutions antidémocratiques de la V^e République, pourraient être abrogées.

Nous serons là, à 10 000, appelés et organisés par le MPPT.

Nous disons : la place des dirigeants est là, dans cette manifestation au gouvernement.

Nous prenons nos responsabilités, que chacun prenne les siennes !

Nous prenons nos responsabilités pour aider à réaliser l'unité des travailleurs et des organisations.

Nous appelons les travailleurs à constituer des comités d'organisation, pour assurer ainsi le succès de la manifestation des 10 000 à Paris !

Que partout se constituent les sections du MPPT pour construire le parti ouvrier indépendant.

Clichy, le 19 octobre 1986

Il arrive toujours que lorsque les révolutionnaires prennent une initiative, les sceptiques ou les désabusés proclament « A quoi est-ce que cela sert ? » Est-ce bien la question ? » Mais la réponse elle est, en définitive donnée par la lutte des classes elle-même.

On peut ici, dans les limites de toute analogie faire une comparaison avec les mois qui précédèrent la grève générale de 1968. Certes, les conditions ne sont pas les mêmes et

les événements ne se répètent jamais. Mais de tout grand mouvement de classes — et des conditions dans lesquelles il a mûri — il y a toujours des enseignements de valeur générale à tirer.

Le 24 juin 1967, à l'initiative des militants de l'OCI — dont le PCI est la continuation — environ 1 000 militants se réunissaient dans un rassemblement pour des Assises nationales d'unité d'action. Ils s'engageaient à constituer des « Comités d'Alliance ouvrière » pour « **lutter, en toutes circonstances pour que le Front unique, classe contre classe, devienne l'instrument de la mobilisation, de la résistance ouvrière à l'exploitation.** »

« Etait-ce bien la question » ont dû dire beaucoup. Les mois qui suivirent n'étaient certes pas marqués par la réalisation de l'unité mais au contraire par la poursuite de l'offensive du gouvernement de Gaulle contre la classe ouvrière. Et celle-ci réagissait, mais partiellement, dans les conditions créées par la division. Il ne se passait rien de spectaculaire pour les commentateurs à la mode. On connaît le mot, passé à la postériorité de Viansson-Ponté dans *Le Monde* :

« La France s'ennuie ». Et pourtant, le 3 mai 1968 la manifestation spontanée des étudiants et des lycéens s'opposant à l'arrestation de leurs camarades amorçait le mouvement vers la grève générale. En mai 1968, déclenchée par la levée en masse de la jeunesse contre un régime qui la vouait à la déchéance, il y a eu la grève générale de 10 millions de travailleurs constituant leurs comités de grève, la grève générale qui a fait trembler sur ses bases « le pouvoir fort » et qui a porté au régime issu de mai 1958 un coup dont il n'a jamais pu se remettre. Le 13 mai 1968, dans les gigantesques manifestations qui ont déferlé à

Paris et dans toutes les villes du pays, ouvrant la voie à la grève générale, l'unité a été imposée : dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière et des organisations syndicales qui n'y songeaient certes pas une semaine auparavant, se sont vus contraints de se retrouver ensemble.

Certes, précisons-le encore une fois, nous ne sommes pas en juin 1967 ; mais nous sommes bien engagés, dans des conditions particulières, dans une situation qui conduit inexorablement aux plus grandes convulsions politiques et aux plus

grandes explosions sociales. C'est appuyé à la résistance de toute la classe ouvrière que s'est développée la puissante mobilisation des étudiants et des lycées. Ce que l'action de la classe ouvrière a entamé le 21 octobre, c'est bien un mouvement qui lorsqu'il atteindra sa plénitude posera, à leur niveau le plus élevé, les problèmes du « **front unique classe contre classe** », du gouvernement et du pouvoir, dans des conditions marquées par toute l'accumulation de l'expérience de 1968 et des années qui ont suivi, comme par celle de 1981.

POUR UN PARTI OUVRIER INDEPENDANT

Indépendance de classe, indépendance syndicale, liquidation des institutions anti-démocratiques de la V^e République constituent les points principaux de la Charte constitutive du Mouvement pour un Parti des Travailleurs dont le PCI est une composante. Ils définissent le terrain sur lequel peuvent se regrouper et agir en commun, dans le respect de la démocratie ouvrière, des militants de traditions et d'expériences diverses qui ont tiré en commun les leçons de la manière dont les dirigeants du PS et du PCF ont bafoué les aspirations de ceux qu'ils assuraient représenter : les travailleurs. Et qui en ont conclu qu'il fallait avancer dans la voie de la construction d'une organisation politique ouvrière, d'un nouveau parti ouvrier rompant avec la politique néfaste de soumission à la bourgeoisie.

Le PCI, la section française de la IV^e Internationale, s'est pleinement engagée dans la constitution et le développement du MPPT. Il est conscient qu'il y a là la possibilité de constituer, dès maintenant, un pôle de regroupement de militants indispensables à l'action politique pour la

réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations. Il est convaincu d'appliquer dans ce domaine la méthode qui découle du programme et des principes de la IV^e Internationale.

Le succès de la manifestation du 29 novembre, manifestation d'unité, manifestation pour l'unité, en est l'éloquent témoignage. Les dix mille manifestants, venus de tout le pays, répondant à l'appel du MPPT, étaient l'affirmation de la réalité de la force qui s'organise déjà.

Trotsky écrivait en 1935 :

« **La crise de la direction prolétarienne ne peut évidemment être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une durée extrêmement longue. Mais non pas d'un processus purement "historique", c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tâche ; de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de**

développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot de redonner au prolétariat dans une situation nouvelle, extrêmement difficile et chargée de responsabilités historiques, sa direction historique ».

Dans les conditions précises du développement de la lutte de la classe ouvrière en France ce sont « ces mesures idéologiques, politiques et organisationnelles » que le PCI définit.

La putréfaction de l'impérialisme s'est incomparablement approfondie, depuis les années précédant la seconde guerre mondiale, les rapports politiques au sein du prolétariat international se sont profondément modifiés. Le stalinisme qui a exercé pendant des décennies une hégémonie meurtrière est en crise à tous les niveaux, confronté directement avec la menace de la révolution prolétarienne c'est-à-dire du développement contre son pouvoir et ses

privileges de la révolution politique. Et la réalité de la révolution prolétarienne internationale s'exprime aussi bien dans les grands combats de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés, dont la grève générale des mineurs en Angleterre demeure l'un des plus saisissants exemples que dans les bouleversements révolutionnaires dont l'Amérique centrale est le théâtre et qui ont déjà abouti à la constitution et au maintien d'un gouvernement ouvrier et paysan au Nicaragua, comme dans cet événement à la portée immense qu'est la levée en masse du peuple noir en Afrique du Sud contre le régime de l'apartheid.

Mais la méthode reste la même car l'ensemble de ces événements concentre encore plus tous les problèmes de l'humanité en cette fin du XX^e siècle dans la question des conditions de l'émancipation de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la constitution de sa direction.

30 novembre 1986

F. Forgeu

ETUDE

LES CONVULSIONS DE L'ECONOMIE AMERICAINE

PAR H. VERDIER

CRISE, marasme, succession de récessions... Les expressions ne manquent pas, sous la plume des commentateurs et des économistes pour caractériser la situation de l'économie mondiale. Mais tous admettent leurs incertitudes et leurs craintes, pour le présent et pour l'avenir. Et, même s'ils le nient ils sont contraints de reconnaître leur incapacité à prévoir la suite des événements.

Le Parti communiste internationaliste a publié des brochures de formation et de discussion qui ont pour point de départ l'appréciation fondamentale portée vers le programme de fondation de la IV^e Internationale « les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Il y est notamment revenu sur les conditions par lesquelles, en France, le capitalisme assure sa survie, l'ampleur du démantèlement de secteurs entiers, parmi les plus importants, de l'écono-

mie ; la profondeur des attaques entreprises ou préparées contre les travailleurs, leurs droits, leurs conditions de vie et de travail. Il ne s'agit certes pas là d'un « phénomène français », explicable par le seul degré de décrépitude d'un impérialisme déclinant. Dans le n° 598 de « *La Vérité* », D. Viviers a montré comment cette réalité s'intégrait dans des plans programmés à l'échelle de l'Europe par les autorités de la CEE, en relation avec l'offensive de l'impérialisme américain. Ce à quoi cet article est consacré, c'est à démontrer — par l'étude de certains aspects essentiels de l'économie américaine — que l'impérialisme américain n'est pas épargné par cette situation mondiale qui a ses fondements dans le pourrissement du système impérialiste. Bien au contraire, sa puissance même, sa position de clé de voute du système impérialiste mondial, font que c'est aux Etats-Unis mêmes que l'on peut lire le plus nettement les signes du degré atteint par la crise irréversible du mode de production capitaliste.

Convulsions du capitalisme américain

On nous parle aujourd'hui d'un libéralisme rajeuni, libérateur, qui revigorerait l'économie. Disons-le tout de suite, ce libéralisme n'est fort que de la révision, de la trahison, de la prostitution du marxisme, comme la bourgeoisie française n'est forte que des cinq années d'austérité, de gestion de la crise, d'attaques anti-ouvrières menées par les dirigeants du PC et du PS alors au pouvoir.

Mais tout ce que nous voyons déferler dans ce pays, flexibilité, « restructuration-modernisation », décentralisation, dérégulation, tout cela existe également aux Etats-Unis, dans les limites où la bourgeoisie américaine a pu l'imposer à la classe ouvrière.

Alors, comment se manifeste cette crise, ce pourrissement du capitalisme aux Etats-Unis ?

Les économistes bourgeois se sont toujours retranchés derrière des chiffres, des ensembles d'indices façonnés pour la circonstance afin de

camoufler la décadence du système capitaliste, voire même pour transformer un démantèlement systématique de l'économie en nouvelle phase de développement. Force est de constater que même sur leur propre terrain, ces économistes sont désormais mis à défaut.

Une paupérisation massive

En ce qui concerne le chômage, le très officiel « *Economic Report of the President* » de 1985, indique que dans les années cinquante et soixante, le nombre de personnes au chômage aux Etats-Unis tournait autour de 3 millions, de 6 millions dans les années soixante-dix, et autour de 9 millions de 1980 à 1985. De 1950 à 1984, le nombre de personnes au chômage a été multiplié par 2,5. Dans la même période, l'emploi civil a été multiplié par 1,7.

Pour le président de l'AFL-CIO, Kirkland, ce sont en réalité 16 millions de personnes qui pour chacune des années 70 à 80 se sont trouvées

réduites au chômage, soit le double du nombre officiellement reconnu.

Notons que 2/3 de ces chômeurs ne perçoivent aucune indemnité chômage. Les jeunes noirs et hispaniques sont les plus touchés par ce chômage endémique : 43 % de ces jeunes se trouvent ainsi en permanence au chômage dans les années 80 (1). Ce qui est particulièrement frappant, c'est qu'après chaque récession, le niveau de chômage est porté à un niveau supérieur. La « reprise » ne s'effectue qu'en rejetant une fraction croissante de la population active hors de l'activité économique.

Dans ces conditions, comment arrive à vivre cette partie de la population américaine ? C'est très simple, elle ne vit pas, elle survit. Toujours selon le très officiel « Economic Report of the President », de 1985, page 264, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté aux Etats-Unis est passé de 24,1 millions en 1969 à 35,3 millions en 1983. Si ce nombre avait baissé dans les années cinquante et soixante, on assiste depuis à une véritable course à la misère dans le pays le plus puissant et le plus riche du monde.

Si ce phénomène touche aussi bien les Blancs que les Noirs, ce sont surtout ces derniers qui subissent le plus cette misère, 33,5 % des Noirs vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 1970 et ils étaient 35,7 % en 1983. Le nombre de femmes noires chefs de famille vivant au-dessous du seuil de pauvreté a doublé de 1970 à 1983 (soit 54 % de ces femmes) : de 0,8 à 1,5 millions. Voilà le libéralisme dans toute sa splendeur ; piller la veuve et l'orphelin. Cette situation s'est encore dégradée de 1983 à 1986. Devant une telle misère croissante, la bourgeoisie américaine s'inquiète. L'hebdomadaire « US News and World Report » du 3 mars 1986, après une série d'enquêtes sur

la misère extrême dans laquelle se débat une population noire toujours plus nombreuse, se faisait l'écho des inquiétudes des politiciens de New-York dans des termes où le caractère mystificateur du vocabulaire ne masque pas ce qui est en jeu.

« Dans un certain sens, on assiste à un désespoir sans qu'il s'accompagne d'un sentiment de vengeance. Mais à l'allure où s'étend la pauvreté économique et sociale, l'explosion des sous-classes n'est qu'une question de temps »

Cette paupérisation s'apprécie mieux encore lorsqu'on prend le nombre total de personnes considérées comme pauvres par le Bureau du recensement américain. Ce nombre était de 34,7 millions en 1969 et de 46,5 millions en 1982. La moyenne annuelle des revenus de chacun de ces pauvres était de 5 061 US dollars (2). Si le nombre total de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté augmente, le nombre d'américains dont le revenu est au niveau de ce seuil augmente encore plus vite. Rappelons que la population française en 1982 était, elle, de 54 millions de personnes, et celle des Etats-Unis de 236,6 millions.

A l'autre pôle, la bourgeoisie américaine accumule les richesses. De 1973 à 1983, le nombre de personnes disposant de revenus annuels bruts de plus de 1 million de dollars s'est accru de 180 000 en 1976 à 410 000 en 1982 (3).

(1) Kirkland, déclaration de l'AFL-CIO, 1983

(2) Statistical Abstract of the United States, 1985, pages 455 et 429

(3) US News and World Report (USNW), 18 mars 1985

Une inflation tenace

La petite bourgeoisie américaine qui forme plus d'un tiers de la population commençait à voir son pouvoir d'achat sérieusement rogné par l'inflation rampante. Cette inflation passe le cap des 2 % en 1965 pour atteindre les 9,6 % en 1981 avant d'être ramenée à 3,7 % en 1984 (4). Il est vrai que pour ce faire, la bourgeoisie américaine a dû pousser le dollar jusqu'à 70 % au-dessus de sa valeur en 1984. La petite bourgeoisie a pu profiter de ce dollar fort sans que ce dernier ne règle en rien les

problèmes de l'économie américaine, tout au contraire. On comprend mieux alors les hésitations et la prudence de la bourgeoisie américaine qui se voit obligée de baisser le dollar tout en craignant un trop grand laminage de ces couches petites-bourgeoises. Elle se retrouverait face à face non pas seulement avec les 46,5 millions de pauvres, mais directement face à l'immense majorité de la population.

Libérer l'inflation qu'elle a en partie releguée dans le dollar ne va pas sans risques pour la bourgeoisie américaine.

LE DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Pour les économistes bourgeois, le commerce extérieur est un des signes de santé d'une économie. Malheureusement pour eux, les Etats-Unis ont un déficit du commerce extérieur qui donne le vertige à la bourgeoisie américaine elle-même. En 1971, les importations américaines de marchandises étaient, pour la première fois depuis 1873, excédentaires de 2 milliards de dollars par rapport aux exportations américaines de marchandises. En 1983, ce déficit était de 61 milliards de dollars (5), et atteignait 150 milliards de dollars en 1985. Le problème dans ce cas n'est plus de rétablir l'équilibre de la balance commerciale rêve doucereux de certains utopistes, mais d'éviter un plongeon dans le vide. En déses-

poir de cause, les économistes bourgeois, flanqués de leurs inévitables marxologues, justifient ces chiffres en prétendant que dans une société « post-industrielle », les Etats-Unis concentreraient leur potentiel dans les industries de haute technologie, les pays moins développés produisant les biens courants.

En 1985, la balance commerciale des Etats-Unis pour les biens de haute technologie était bénéficiaire de 6 milliards de dollars. Et le journal *Aviation Week and Space Technology* du 13 janvier 1986 d'ajouter, laconique, que si l'on avait pas pris en compte l'aéronautique, le déficit aurait en fait été de 7 milliards de dollars.

LA DESINDUSTRIALISATION : L'EXEMPLE DE L'AUTOMOBILE

Derrière ces chiffres généraux se cache un détérioration plus ou moins

(4) Economic Report of the President, 1985, p. 237

(5) Economic Report of the President, 1985, p. 344

rapide mais continue des industries de base des Etats-Unis. Disons-le tout de suite, seule la résistance acharnée de la classe ouvrière américaine a empêché que la liquidation de certaines branches importantes de

trie, comme les mines, n'aille encore plus loin

L'industrie automobile qui vertèbre l'industrie américaine, et qui fut jadis le plus beau fleuron de l'économie capitaliste dans le monde, qui fut autrefois un modèle pour tous en matière de production connaît un déclin profond. Le cadre de cet article ne nous permet pas d'entrer dans tous les détails mais la baisse dans la part du marché américain de l'automobile des trois géants de la ville de Détroit est tout à fait significative.

En 1974, le Japon vendait 549 188 voitures aux Etats-Unis. Il en vendait 1 779 064 en 1980 et malgré les quotas imposés en 1981, les taxes frappant chaque voiture japonaise étant de 1 300 dollars environ, alors que celles-ci ont un coût inférieur de 1 500 dollars aux voitures américaines, le Japon arrivait à commercialiser 1 801 482 voitures en 1984. Ces quotas n'ont eu pour but que de réhausser les profits des firmes américaines de l'automobile. Ainsi, en 1984, les trois géants de Détroit faisaient plus de profits en vendant 7,9 millions de voitures qu'en 1980 lorsqu'ils en vendaient 11,2 millions. Ils feraient d'ailleurs encore plus de profits en arrêtant de produire les petites voitures et en commercialisant les petites voitures étrangères sous leur propre marque. Ainsi, Chrysler revend déjà sur le marché américain 87 500 voitures japonaises chaque année et General Motors revend aujourd'hui aux Etats-Unis 400 000 voitures fabriquées en Asie. Cette tactique a permis à ces trois firmes de multiplier par 3 leurs profits de 1979 à 1984 tout en produisant le même nombre de voitures. De 1980 à 1984, leurs profits se sont élevés à 10,7 milliards de dollars. (*Business Week* du 22 avril 1985 p. 78-88).

En 1984, derrière les trois grands

américains sur le marché de l'automobile des Etats-Unis, se pressaient Toyota, Honda, Nissan, puis Mazda et Isaku en 9ème et 10ème position (6).

Au mois de janvier 1986, le Japon a vendu 86 000 voitures aux Etats-Unis (7), ce qui devrait porter la vente totale de voitures japonaises aux Etats-Unis à 2,3 millions d'unités en 1986 (8). Les quatre grandes firmes japonaises automobiles, Toyota, Honda, Nissan et Mitsubishi, investissent aujourd'hui aux Etats-Unis. Leur capacité de production sera, à la fin de 1988, de 1,42 million de voitures (9) fabriquées aux Etats-Unis, en association ou non avec les firmes américaines. En 1988, Toyota, Nissan, Mazda et Honda devraient fabriquer un million de voitures et de camions aux Etats-Unis, faisant travailler ainsi 12 000 ouvriers. (*Business Week*, 22 avril 1985). Cela signifie que les entreprises américaines seront de moins en moins capables de maîtriser la technologie déjà acquise, car elles ne produiront plus toute une série de véhicules. En 1981 par exemple, General Motors s'est arrêtée de produire les moteurs diesels qui lui seront fournis par les Japonais et qui équiperont 4 % de ses voitures Chevrolet. Les chromes, eux resteront américains (*Business Week*, 17 décembre 1984).

On mesure ici l'ampleur de l'incapacité de l'industrie automobile américaine à fournir son propre marché, sa part étant tombée de 95 % dans les années 50 à 73 % en 1981. En 1985, sur 9,9 millions de

(6) US News and World Report, 4 mars 1985, p. 70

(7) US News and World Report, 17 février 1986, p. 57

(8) US News and World Report, 24 février 1986, p. 50

(9) Business Week, 23 décembre 1985, p. 36

voitures vendues aux Etats-Unis, 3,4 millions avaient été importés, soit 29 %.

D'ici l'année 1990, le Ministère du Commerce extérieur estime que la part totale des importations automobiles aux Etats-Unis sera de 40 %. Dans le même temps, les pièces détachées importées par les constructeurs américains pour produire leurs voitures aux Etats-Unis compteront pour 29 % de la production de ces mêmes voitures contre 18 % en 1985.

De manière générale, plus les Américains achètent de voitures, plus les firmes étrangères gagnent du terrain. De 1982 à 1988, le nombre de voitures vendues aux Etats-Unis devraient augmenter de 8 à 11,5 millions d'unités tandis que la part des importations devrait progresser de 28 à 33 %. Plus les profits des firmes américaines de l'automobile augmentent, plus leur production diminue, relativement aux profits et à la production des firmes étrangères.

Nous avons là une expression particulière de la contradiction entre les moyens d'une production massive répondant aux besoins de la population et la volonté farouche de la bourgeoisie américaine qui, pour l'accumulation de ses profits, préfère remettre en cause les bases de ce qui a constitué sa puissance en dépouillant son industrie et par là même les moyens d'existence de la population américaine.

Ce déclin réel de l'industrie automobile américaine tend aujourd'hui à s'accélérer. Il entraîne à sa suite nombre d'autres industries dont

l'industrie automobile forme l'ossature.

« Pour chaque milliard de dollars de voitures importées, l'économie américaine perd :

- 1,2 milliard : dans la production de voitures. 778 millions de dollars : dans l'industrie manufacturière, dont :
 - 184 millions dans la sidérurgie.
 - 98 millions dans la machine-outil.
 - 67 millions dans le caoutchouc et les plastiques.
 - 46 millions dans les métaux non ferreux.
 - 40 millions dans la chimie.
- 348 millions de dollars dans le commerce, les transports.
- 47 millions de dollars dans les mines.
- 39 millions de dollars dans la finance et dans les assurances.
- 16 millions de dollars dans la construction d'usines.
- 2,43 milliards de dollars représentent le coût total que supporte l'économie américaine » (10).

Et la revue *Business Week* continue en montrant comment les industries se trouvent affectées par ce que l'on peut appeler une véritable banqueroute de l'industrie automobile américaine.

Mais celle-ci n'est pas la seule cause de la désindustrialisation progressive des Etats-Unis. Le même phénomène s'observe également dans la sidérurgie et la machine-outil, pour prendre deux industries essentielles à tout pays industrialisé.

LA CRISE DE LA SIDERURGIE AMERICAINE ET CELLE DE LA SIDERURGIE MONDIALE

Dans le cas de la sidérurgie, « l'assainissement » auquel ont pro-

(10) *Business Week*, 3 mars 1986, p. 62

cédé les maîtres de forges américains en licenciant plus de 80 000 ouvriers dans les trois dernières années n'a

fait qu'aggraver la position qu'occupe la sidérurgie américaine sur le marché de l'acier américain. 30 % des équipements de la sidérurgie américaine avaient au moins 20 ans d'âge en 1980 alors que les investissements se récupèrent sur 11 ans. Durant les années 60, les maîtres de forge remplaçaient chaque année 3 % de leurs équipements mais seulement 2 % de 1980 à 1984 (11).

D'autre part, « les géants de l'acier » américains, les grandes firmes qui se sont constituées dans le domaine de la sidérurgie tendent à abandonner ce secteur pour investir ailleurs. Certains pour se réfugier dans l'industrie militaire comme National Steel Corp. US Steel, quant à elle, continue d'investir dans le pétrole, entre autres. Tout récemment encore, US Steel achetait la firme Texas Oil & Gas Corp., ce qui portait à 58 % les revenus tirés du pétrole et du gaz dans l'ensemble des revenus de la première firme sidérurgique des Etats-Unis. Une autre firme sidérurgique américaine, Pittsburgh's National Intergroup Corp. vient d'acquérir la troisième chaîne de distribution de produits pharmaceutiques des Etats-Unis. Les actifs de cette firme dans l'acier sont tombés de 80 à 15 % du total des actifs de cette firme de 1980 à 1985 (12).

Or, en 1978, déjà, la plus grande entreprise sidérurgique américaine US Steel ne possédait plus que 44 % de ses actifs dans l'acier (13).

Alors que la direction du syndicat des travailleurs de l'acier avait accepté une perte de salaire de 1,4 milliard de dollars de 1983 à 1986, ainsi que 80 000 licenciements, les patrons de la sidérurgie veulent aujourd'hui aller plus loin. Ayant mis leur compagnie en état de faillite, certains patrons comme ceux de LTV ouvrent aujourd'hui leurs

livres de comptes pour justifier la diminution de salaires de 3 dollars de l'heure qu'ils exigent.

L'ensemble des patrons de la sidérurgie veulent aujourd'hui ramener les salaires des sidérurgistes de 23-24 dollars à 18 dollars de l'heure, sans aucune garantie d'emploi y compris pour les mois qui suivent ces décisions. Alors que les ouvriers ont été divisés site par site, au début des années 80, c'est une grande riposte d'ensemble à laquelle se préparent les sidérurgistes américains.

La conférence des 500 dirigeants du syndicat à Chicago le 16 décembre 1985 dut se faire l'écho de la résistance des sidérurgistes en mettant au centre des débats la préparation de la grève générale de la sidérurgie pour le 1^{er} août 1986 (14).

Les affrontements à venir sont d'autant plus inéluctables qu'aucune perspective de redressement, ni même de stabilisation de cette industrie n'est en vue. Le phénomène vient de loin. En passant de 650 000 à 230 000 employés, de 1950 à 1984, la sidérurgie américaine est aujourd'hui menacée dans son existence même. Un panorama général, après les premières tendances que nous venons de donner, confirme cette marche à la destruction de la sidérurgie américaine.

En 1983 David Roverick (15) décrivait ainsi la situation de la sidérurgie américaine :

— Cette industrie fonctionne en dessous de 60 % de ses capacités totales.

(11) Seymour Melman, *Profit without Production*, p. 189 et *Business Week*, 20 août 1984, p. 151

(12) *Business Week*, 24 février 1986, p. 42

(13) Seymour Melman, *op. cit.*, p. 18

(14) *Business Week*, 30 décembre 1985, p. 54

(15) David Roderick, *Rapport de l'American Iron and Steel Institute*, 1983

— 103 000 sidérurgistes sont au chômage. Les salaires distribués ont baissé de 12 à 8,8 milliards de dollars de 1981 à 1982.

— les pertes de l'industrie ont été de 3,2 milliards de dollars en 1982.

— les investissements en capital sont tombés de 2,2 à 1,7 milliards de dollars de 1982 à 1983.

— l'endettement de cette industrie est le plus élevé qu'elle ait jamais connu.

— la sidérurgie a vendu pour 44 milliards de dollars de produits sidérurgiques en 1981 et 25 milliards en 1982.

— dans les années 50, 2,3 % de l'acier était importé, 9,9 % dans les années 60, 15 % dans les années 70 et 25 % en 1985.

Les patrons de la sidérurgie reconnaissent eux-mêmes que les investissements réalisés aujourd'hui sont si ridicules en comparaison de ce qu'il faudrait faire qu'ils posent eux-mêmes la question : « *Avons-nous vraiment besoin d'une sidérurgie aux Etats-Unis ?* »

Cette question est d'autant plus brûlante pour la bourgeoisie américaine que c'est l'ensemble de la sidérurgie mondiale qui est aujourd'hui en profonde récession. Nous avons mentionné précédemment combien l'économie US est intégrée à l'économie mondiale.

On ne peut pas considérer « l'excès » de capacité de production de la sidérurgie américaine qui s'élevait à 25 millions de tonnes en 1977 indépendamment de « l'excès » de capacité qui subsistait dans le monde cinq ans plus tard, malgré les très nombreuses fermetures d'aciéries. Ainsi, malgré la destruction de 16 % des capacités de production d'acier aux Etats-Unis et dans le Marché Commun, la capacité mondiale de production d'acier non utilisée était égale aux capacités de la

production de la sidérurgie américaine.

C'est-à-dire que plus la bourgeoisie licencie les ouvriers et ferme les usines dans la sidérurgie, plus elle fermera de nouvelles usines et licenciera de nouveaux ouvriers.

Cela est tout à fait clair dans la sidérurgie américaine, où de 1969 à 1978, la production d'acier a baissé de 4 millions de tonnes. En 1984, les capacités de production de la sidérurgie américaine sont égales à la production américaine d'acier de 1966 et pourtant cette capacité est encore trop grande pour la bourgeoisie américaine (16).

Cette dernière ne maîtrise guère la situation. En effet, la sidérurgie américaine est gravement touchée par la crise de l'automobile américaine. Cette dernière a diminué ses commandes d'acier de 8 à 10 millions de tonnes, soit 10 % du marché de l'acier américain, ceci dans la dernière période. Alors que le sol se déroge sous leurs pas, les maîtres de forge américains font tout pour s'évader du secteur sidérurgique. En n'investissant plus dans l'acier, en diversifiant leurs activités, en imposant des quotas qui ne font que reculer les échéances, en fermant les usines, la bourgeoisie américaine avoue ainsi qu'elle sacrifie la sidérurgie à ses intérêts immédiats et mesquins. On peut même dire qu'il s'agit de toute la sidérurgie dans le monde qui, si elle a ses propres caractéristiques, distinctes de celles des Etats-Unis, n'en est pas moins entraînée vers un déclin toujours plus profond. D'ailleurs, le Président de Nippon Steel Corp., Yataka Takeda n'y va pas par quatre chemins :

« *La sidérurgie mondiale connaît aujourd'hui pour la première fois les affres de l'agonie.* »

Si la bourgeoisie se pose effectivement aujourd'hui la question de liquider entièrement ce qu'elle a commencé à détruire, on a vu plus haut la réponse apportée par les ouvriers américains. Seule la classe

ouvrière américaine est aujourd'hui à même de préserver l'industrie américaine, fondement de la civilisation d'aujourd'hui.

Cela est encore plus clair dans l'exemple de la machine-outil.

AGONIE DE L'INDUSTRIE DE LA MACHINE-OUTIL

Selon James Currie (17), les importations de machines-outils aux USA ont été multipliées par 6, passant de 4,5 % à 27 % de 1964 à 1982.

De 1964 à 1981, la part des Etats-Unis dans la production mondiale de machines-outils a baissé de 21 à 7 %. Le chiffre d'affaires de cette industrie a diminué de 503, 5 millions de dollars dans le dernier trimestre de 1979, à 266, 8 millions de dollars dans le troisième trimestre de 1982 (en dollars 1972).

De 1981 à 1982, les firmes américaines de machines-outils ont vu leurs commandes baisser de 50 %. La récession qui a frappé cette industrie de plein fouet depuis 1979 se transforme aujourd'hui en déroute totale. En 1985, 65 % des machines-outils (en unité) vendues aux Etats-Unis ont été importées.

La machine-outil est l'industrie par excellence dans laquelle les capitalistes refusent d'investir.

De décembre 1972 à décembre 1975, le nombre d'emplois dans la machine-outil aux Etats-Unis a chuté de 82 800 à 68 600. D'avril 1980 à décembre 1982, le nombre d'ouvriers affectés à la production est tombé de 73 700 à 39 600. De manière générale, les effectifs sont tombés de 80 000 à 70 000 personnes de 1972 à 1982.

En 1982, cette industrie fonctionnait au plus bas de ses capacités d'utilisation, soit 62,2 %, tandis que les investissements réalisés cette année ne couvraient même pas la

dévalorisation des équipements.

Le déclin des industries de base aux Etats-Unis entraîne inévitablement le déclin d'autres industries. En effet, les industries de base représentaient en 1981 51 % du chiffre d'affaires total de l'industrie américaine, soit 823 milliards de dollars. Elles employaient 47 % de la force de travail dans l'industrie et 10 % de la force de travail de tous les Etats-Unis. Elles payaient 47 % des rémunérations dans l'industrie et 12,6 % dans l'ensemble de l'économie. La sidérurgie consomme à elle seule 3,9 % de toute l'énergie consommée aux Etats-Unis, 16,2 % de celle consommée dans l'industrie dont 4,8 % de l'électricité, 53,1 % du charbon, 11,6 % du gaz naturel et 9,4 % du pétrole.

Cette destruction systématique de l'industrie américaine, si elle n'est pas voulue n'en est pas moins consciemment planifiée, orchestrée par la bourgeoisie américaine. Ce phénomène, qui remonte au début des années 60 et dont nous constatons l'approfondissement aujourd'hui se déroule de manière inégale et combinée. Loin de nous en effet l'affirmation selon laquelle toutes ces industries seraient agonisantes. Si certaines d'entre elles sont déjà bien mortes, comme la production de trains, ou sont en train de vivre leurs der-

(17) James Currie, Président de Erie Press Systems, Rapport pour la National Machine Tools Builder's Association, 1983

niers soubresauts, comme l'industrie minière (selon Robert Horton, chef du Bureau des mines « nous sommes en train de perdre 75 % de notre industrie d'extraction de cuivre et 40 à 50 % de notre industrie d'extraction de fer » alors que les grèves de mineurs sont aujourd'hui permanentes aux Etats-Unis) ; d'autres industries résistent beaucoup mieux, comme l'industrie électrique par exemple.

Mais c'est l'ensemble de l'industrie américaine qui est frappée par le phénomène de désindustrialisation. L'immersion est lente mais certaine, irrémédiable sous le régime de la bourgeoisie. C'est ce que traduisent aussi les chiffres sur la productivité.

La baisse de la croissance de la productivité dans le secteur privé aux Etats-Unis se manifeste ainsi :

1948 - 1965 : 3,2 %

1965 - 1972 : 2,3 %

1972 - 1978 : 1,1 % (18)

Et pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, il y avait baisse absolue de la productivité en 1982.

Par comparaison, la croissance de l'output (production) annuel par heure de travail dans l'industrie de 1965 à 1979 s'établissait ainsi dans les trois pays :

Etats-Unis : 2,3 %

Allemagne de l'Ouest : 7,3 %

Japon : 13,7 %

Cette baisse de la croissance de productivité s'accompagne bien évidemment d'un allègement du poids économique des Etats-Unis dans le monde, où il n'en demeure pas moins le maître incontesté.

De 1972 à 1982, l'activité économique des Etats-Unis dans le monde est passée de 26,1 à 24,4 %. La part de la production américaine d'automobiles dans le monde a diminué de 31,7 % à 19,2 % de 1973 à 1983, celle d'acier de 19,6 à 11,6 % dans la même période et celle d'avions commerciaux de 78,3 à 66,8 % toujours au cours de cette même décennie. La part des exportations américaines dans les exportations mondiales a diminué de 13,4 % à 12,1 % de 1973 à 1983.

Il y a donc affaiblissement de la puissance industrielle américaine, comme conséquence du point atteint par la crise mondiale du capitalisme qui frappe également tous les autres impérialismes et donc sans que l'on puisse parler de rupture historique remettant en cause la position mondiale de l'impérialisme américain. Le plus inquiétant est la tendance réelle de cette dégradation économique que la bourgeoisie ne parvient pas à endiguer, tout au contraire.

L'INDUSTRIE DE HAUTE TECHNOLOGIE

A cette étape, les chants des sirènes chercheront à détourner l'attention de la classe ouvrière en susurrant le refrain de la spécialisation des Etats-Unis dans la production de biens de haute technologie.

Pour les biens électroniques de consommation courante, c'est-à-dire les transistors, les télévisions, etc. le marché américain est totalement dominé aujourd'hui par la produc-

tion étrangère. En 1979 - 1980, 100 % des magnétophones de bureau étaient importés, ainsi que 74 % des caméras, 39 % des machines à calculer imprimantes, 87 % des téléviseurs noirs et blanc, 47 % des machines à calculer à main.

Après une certaine période de prospérité, les firmes américaines de

(18) Seymour Melman, op. cit., p. 164

l'électronique commencent à subir de sérieux revers. Ainsi, de 1979 à 1980, la baisse des profits était de - 51 % pour Intel, de - 36 % pour Control Data, de - 17 % pour Sperry, de - 15 % pour Texas Instruments, de - 8 % pour Motorola.

Si les fausses notes vont se multiplier, nos sirènes n'en chanteront pas moins les bienfaits de la haute technologie pure, grâce à laquelle on produit les moyens de production.

A ce propos, notons qu'il y a aujourd'hui une véritable compétition entre les industries de base et les industries de haute technologie. Cette course à la destruction n'a pas le même caractère pour ces deux industries mais le résultat demeure le

Avions et pièces détachées : - 9,35

Equipements de bureau : - 7,17

Equipements de transmissions électrique et de distribution : - 43,11

Instruments optiques et médicaux : - 16,11

Médicaments : - 2,5

Matériaux plastiques et synthétiques : - 12

Moteurs et turbines : - 12

Produits chimiques agricoles : - 5,9

Instruments de mesure scientifique et professionnels : - 11,85

Produits chimiques industriels : - 14,9 (19)

Chacune de ces dix industries voit donc ses exportations diminuer de 1965 à 1982 ainsi que les 21 des 25 industries qui composent ces 10 industries. Si les Etats-Unis occupent toujours une place prépondérante dans les industries de haute technologie comme dans les industries de base, la dégradation de leur économie n'en est pas moins impressionnante. Et si nous ne partageons pas l'avis de certains qui ont vite sauté le pas en affirmant que les Etats-Unis seraient devenus une puissance essentiellement agricole, il est vrai que la désindustrialisation des Etats-Unis est aujourd'hui largement engagée.

Ainsi, en 1979, sur les dix premiers produits que les Etats-Unis ont exportés au Japon, un seul (les avions) était un produit manufacturé

même. La principale différence tient dans la dimension de moindre envergure de l'industrie de haute technologie et dans son caractère plus récent, même si cette industrie a maintenant presque cinquante ans d'âge.

Le Bureau de recensement des Etats-Unis compte dix industries dans ce qu'on appelle les industries de haute technologie. De 1965 à 1982, la valeur des exportations par rapport aux importations a diminué pour chacune de ces industries. La baisse de l'index des valeurs, c'est-à-dire le rapport des exportations par rapport aux importations se chiffrait pour la période 1965-1982, de la manière suivante :

alors que les 10 premiers produits d'importation japonais étaient tous des produits manufacturés. Dans ces conditions, il est facile de prévoir que les conflits entre le Japon et les Etats-Unis ne sont aujourd'hui que de simples escarmouches par rapport à la guerre commerciale que vont se livrer ces deux pays.

Aux derniers glapissements de nos sirènes sur la reprise reaganienne *Business Week* répond dans son numéro du 11 mars 1985 en titrant sa page 56 : « *L'industrie américaine de haute technologie en pleine crise. Pourquoi la Silicon Valley est-elle en perte de vitesse ?* »

(19) Columbia Journal of World Business, été 1985, p. 69

De 1981 à 1984, l'excédent commercial de biens de haute technologie est tombé de 26 à 7 milliards de dollars. En 1985, le commerce extérieur pour les biens électroniques était déficitaire de 12 milliards de dollars. Le déficit avec le Japon est plus élevé dans l'industrie électronique que dans l'automobile. L'industrie électronique américaine qui emploie 2,5 millions de personnes aux Etats-Unis et qui demeure l'une des premières du monde, est menacée aujourd'hui de devenir une industrie commercialisant des produits électroniques étrangers aux Etats-Unis comme le fait l'industrie automobile ou celle de la machine-outil.

Pour Gilbert Amelio, Président de Rockwell International Co, et directeurs de l'Association de l'industrie des semi-conducteurs, « *il n'y a désormais plus d'espoir de regagner le terrain perdu* ».

Certaines industries américaines de haute technologie qui avaient déjà une balance commerciale déficitaire en 1981 se sont enfoncées dans la crise. L'industrie des biens électroniques de consommation courante était déficitaire de 4 milliards de dollars en 1980 et de 10 milliards de dollars en 1984, celle des équipements de bureaux avait un déficit de 500 millions de dollars en 1980 et de 2,4 milliards de dollars en 1984.

Ces industries sont talonnées par les industries d'équipement de communication dont la balance commerciale était bénéficiaire de 1 milliard de dollars en 1980 et est devenu déficitaire de 600 millions de dollars en 1984, ainsi que par les industries de semi-conducteurs et de leurs pièces détachées dont la balance commerciale était bénéficiaire de 600 millions de dollars en 1980 et déficitaire de presque 3 milliards de dollars en 1984. Si certaines industries de haute technologie sont encore bénéficiai-

res, ce n'est plus pour longtemps. De 1980 à 1984, les gains à l'exportation de l'industrie des ordinateurs sont tombés de 7 à 5,4 milliards de dollars et ceux de l'industrie des instruments de précision de 3,8 à 3 milliards de dollars.

Notons tout de suite qu'une part croissante de la production de ces industries américaines de haute technologie, surtout celles qui résistent le mieux, a lieu à l'étranger. Par exemple, le coût de fabrication du fameux ordinateur IBM-PC s'élevait à 860 dollars en 1985 mais la part produite à l'étranger était de 625 dollars dont 230 dollars dans des usines possédées à l'étranger par les Etats-Unis. C'est-à-dire que 395 dollars sur les 860 dollars que coûte à la production cet ordinateur américain revenaient à des firmes étrangères.

Après avoir envahi le marché des biens de consommation courante aux Etats-Unis, le Japon réalise aujourd'hui une percée sur le marché des ordinateurs des Etats-Unis en doublant ses exportations d'ordinateurs vers les Etats-Unis en 1984. Cette citadelle est aujourd'hui assiégée par la production étrangère. On arrive à une situation cruciale car si pendant un certain temps, il s'agissait de quelques industries de haute technologie qui étaient affectées, le déferlement des importations sur ce marché, comme l'importation de 34 millions de téléphones japonais de 1982 à 1984 par exemple, menace l'industrie américaine de haute technologie dans son ensemble.

L'INDUSTRIE MILITAIRE AMERICAINE

L'un des moyens par lequel la bourgeoisie américaine veut renforcer et maintenir sa domination, est la constitution de ce que certains aux Etats-Unis appellent « l'économie de guerre permanente ». Les staliens, en désaccord avec cette analyse, nomment ce phénomène à la suite des bourgeois qui s'opposent à cette économie militaire, le complexe militaro-industriel. Il s'agirait selon eux de la mise en place d'un appareil politico-administratif-économique à finalité militaire qui aurait peu à peu envahi le pays. Les lobbies de l'industrie militaire, appuyés par le ministère de la Défense et les politiciens bourgeois auraient réussi à s'incruster dans l'Etat fédéral, dans la société américaine, d'où il faudrait les déloger.

Cette conception n'a bien sûr rien de marxiste. Le fascicule n° 2 du PCI reprend le passage fondamental du Programme de la IV^e Internationale : « *La prémisses de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle* ».

Et c'est pour faire face à révolte des forces productives contre le cadre contraignant, réactionnaire et destructeur de la propriété privée que la bourgeoisie américaine a transformé l'économie américaine en économie d'armement. La bourgeoisie croit ou est obligée de croire qu'en se dotant d'un tel arsenal militaire, le prolétariat ne pourra la renverser. En effet, ne trouvant plus d'issue à sa crise économique, il lui faut se prémunir contre les conséquences de son déclin. Ce faisant elle

mène le monde à la catastrophe, y compris elle-même, ce qu'elle refuse de regarder en face car, comme l'ont établi les marxistes, « aucune classe dominante n'a quitté le pouvoir sans qu'une autre classe ne l'en ait chassée ». Et le prolétariat devra chasser la bourgeoisie s'il ne veut pas périr avec. Grandes phrases que tout cela ? Au lecteur de juger.

Dans un premier temps, c'est-à-dire pendant la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie américaine s'est construite une forteresse militaire pour les raisons militaires de sa domination dans le monde. En 1985, l'arsenal militaire de la bourgeoisie américaine se composait pour partie de la manière suivante :

— La Marine possède 14 porte-avions embarquant plus de 6 000 hommes et 90 appareils chacun. La puissance de chacun de ces porte-avions est au moins égale à celle de toute la Marine française. La construction d'un porte-avion aujourd'hui coûte environ 10 milliards de dollars. A titre de comparaison, le budget de la France en 1986 est un peu supérieur à 100 milliards de dollars.

— Pour équiper ses porte-avions, la Marine a commandé 1 500 chasseurs F-18 pour un coût total de 39,7 milliards de dollars (20).

— La Marine possède déjà 300 F-14 ayant coûté 35,8 milliards de dollars à l'achat. Ces F-14 peuvent lancer leurs charges nucléaires à plus de 200 km. Les porte-avions transportent 1 450 avions de combat, 160 hélicoptères (21).

— Chaque sous-marin Trident II coûte, à l'achat, 28 milliards de dollars. Chacun des sous-marins SS-688

(20) Business Week, 29 novembre 1982, p. 71

(21) INSED, L'Année stratégique, Ed. Maritimes d'Outre-Mer, 1985, p. 141

coûte, à l'achat, 28 milliards de dollars. Chacun des sous-marins SS-688 coûte quant à lui 24,2 milliards de dollars. La Marine possède 95 sous-marins d'attaque et 37 sous-marins équipés de 640 missiles balistiques. Les sous-marins sont équipés de 5 536 têtes nucléaires.

— L'Armée de l'Air est en train d'acquérir cent bombardiers B-1B pour un coût total de 30 milliards de dollars. Elle possède déjà 328 bombardiers nucléaires transportant 2 520 ogives nucléaires.

— Elle dispose déjà de 766 chasseurs F-15 qu'elle a achetés pour 40,5 milliards de dollars et de 584 chasseurs F-16 coûtant 42 milliards de dollars. Elle possède 4 000 avions de combat.

— Elle dépense aujourd'hui 10,6 milliards de dollars pour obtenir 50 avions cargos C5B alors qu'elle possède déjà 70 avions cargos C-5-A qu'elle a modernisés pour un milliard de dollars (22).

— Le nombre total de missiles intercontinentaux installés aux Etats-Unis s'élève à 1 040 dont 26 Titan-II, 450 Minuteman II, 550 Minuteman III. En 1985, 40 MX ont remplacé des missiles plus âgés. Les missiles transportent 2 118 ogives nucléaires.

— L'Armée de Terre n'est pas en reste avec l'acquisition de 2 833 tanks M1 pour 19,5 milliards de dollars.

— Les 2 200 missiles anti-aériens Patriot et leurs lanceurs coûtent 1,3 milliard de dollars.

— L'achat d'hélicoptères AH-64 lui revient à 4,2 milliards de dollars, le programme total s'élevant à 7,4 milliards de dollars.

— Pour ses transports, l'Armée de Terre a acheté 129 hélicoptères UH-60A en 1979 pour 2,8 millions de dollars, 145 en 1980 pour 2,4 millions de dollars, 80 en 1981 pour 6,4 millions de dollars, 96 en 1982 pour 6,8 millions de dollars, 96 en 1983 pour 5,8 millions de dollars, 84 en 1984 pour 5,15 millions de dollars, et

78 en 1985 pour 6,4 millions. Le programme s'élève quant à lui à 7,7 milliards de dollars.

— Les véhicules d'infanterie de combat coûtent quant à eux 270 588 dollars chacun, le programme s'élève à 13,4 milliards de dollars.

Nous avons exposé ici quelques programmes d'armement qui forment le cœur de la production d'armement aux Etats-Unis. Cette description serait plus qu'insuffisante si on ne mentionnait pas les 26 000 têtes nucléaires que les Etats-Unis possèdent depuis des décennies. L'arsenal de la France se compose de 500 têtes nucléaires (23).

En 1982, le Ministère de la Défense des Etats-Unis, communément appelé le Pentagone, était en train d'acquérir pour 500 milliards de dollars d'armement. Les achats qui s'étaient sur plusieurs années et qui se succèdent de façon permanente, s'élevaient en 1985 à 750 milliards de dollars.

Au milieu des années 80, voici une vue très partielle de ce qu'est la place de l'économie d'armement.

— Le budget du Pentagone en 1986 est de 313,7 milliards de dollars (24).

— La moitié de ce budget est consacrée à l'achat de biens et services à l'industrie. Les achats de biens et services de la firme Exxon « première » entreprise américaine en 1980 étaient inférieurs de 33 % à ceux du ministère de la Défense des Etats-Unis qui est donc la première entreprise industrielle et financière dans le monde capitaliste avec des achats s'élevant à 153,3 milliards de dollars en 1980 (25).

— Le Pentagone, c'est 30 000 fournisseurs et leurs 100 000 sous-traitants.

(22) Philippe Grasset, *La Puissance des militaires des USA*, Bordas, 1981, p. 184

(23) SIPRI, *Yearbook 1985*

(24) *Economic Report of the President, 1986*

(25) Robert de Grasse, *Military Expansion, Economic Decline*, LEP 1983, p. 25

— Le Pentagone, c'est 1 010 000 hommes en armes et 1 019 000 civils soit 80 % des employés de l'Etat fédéral.

— Le Pentagone, c'est 1,2 million d'emplois dans l'industrie. C'est 69,5 % des ouvriers affectés à la production dans les quinze premières industries fournissant le Pentagone.

— Le Pentagone, c'est 26 000 spécialistes passant 15 millions de contrats avec l'industrie en 1985, soit 7 500 contrats à l'heure. 2 000 contrats sont modifiés par an soit 1 à l'heure.

— Le Pentagone, c'est 16,2 millions d'hectares, soit la superficie de l'Etat de New-York.

— Le Pentagone, c'est 350 radios et télévisions dans le monde, 50 films, 8,5 millions de publications, 400 000 posters par an, 1 500 journaux (26).

— Le Pentagone, c'est aussi, soit dit en passant, 8 663 médailles accordées par l'armée après sa « victoire » à Grenade pour 7 000 combattants sur le terrain !

Ces chiffres indiquent que l'industrie d'armement des Etats-Unis n'a pas essentiellement une signification « militaire ». Dans la mesure où le Pentagone possède de quoi détruire plusieurs centaines de fois la planète, tout armement supplémentaire ne peut renforcer les capacités militaires des Etats-Unis. Ce phénomène,

nommé « overkill » par les Américains, existe depuis les années 50. Nous irons même jusqu'à affirmer que l'industrie d'armement contribue aujourd'hui à affaiblir la position militaire des Etats-Unis, pour autant que celle-ci puisse être affaiblie.

Sans pouvoir entrer dans tous les détails, dans le cadre de cet article, nous expliquons cette situation par le fait que la bourgeoisie américaine, ne pouvant répondre aux problèmes politiques et économiques croissants par des solutions politiques et économiques, s'en remet à des solutions militaires.

Cela ne veut pas dire que les combinaisons politiques en tout genre, les différentes mesures économiques prises n'ont plus de sens. Par contre, il est certain qu'aucun de ces palliatifs ne règle les problèmes historiques en jeu.

Et comme les solutions militaires ne peuvent satisfaire, à l'échelle de l'histoire, les problèmes politiques issus d'un mode de production qui a fait son temps, la bourgeoisie américaine poursuit sa course en avant. Elle satisfait ses besoins militaires comme quelqu'un qui satisferait sa soif en buvant de l'eau salée.

De 1946 à 1981, le Pentagone a dépensé officiellement 2 001 milliards de dollars. De 1981 à 1988, 2 089 milliards de dollars ont été programmés par le Pentagone (27).

UN VOLANT D'ENTRAÎNEMENT DESTRUCTEUR

Derrière les chiffres que nous venons de présenter se cache une réalité peu connue. Cette réalité, c'est la place du Pentagone dans l'économie américaine et plus particulièrement dans l'industrie américaine.

Nous avons vu que le Pentagone constituait la plus grande entreprise industrielle dans le monde capitaliste

et sans doute dans le monde tout entier.

Les liens du Pentagone avec

(26) Seymour Melman, *The Pentagon Capitalism*, Mc Graw Hill, 1970

(27) Seymour Melman, *Profit without Production*, p. 148

l'industrie s'expriment à travers l'industrie aérospatiale, l'électronique, l'artillerie et la production de missiles.

Mais ce volant d'entraînement de l'industrie n'en est pas moins un volant d'entraînement qui contribue au déclin de l'économie américaine, et ceci sous deux angles.

L'industrie

Le Pentagone, par ses commandes militaires à l'industrie parvient de moins en moins à maintenir l'emploi. Ainsi, en 1977-1978, le nombre d'emplois perdus à cause des dépenses militaires s'élevait à 1 015 000. Cela s'explique par ce qu'on appelle aux Etats-Unis la « doctrine de la qualité ». Le Pentagone exigeant des firmes qu'elles produisent mieux, celles-ci doivent produire moins. L'augmentation du coût des armements américains est telle que le Pentagone se voit obligé, malgré toute sa bonne volonté, de réduire le nombre d'armements produits.

Ainsi, le prix des chasseurs est multiplié par trois tous les 20 ans. Il a été établi que sur la base de la tendance 1950-1980, l'Armée de l'Air et la Marine, avec la même tendance pour leur budget, ne pourraient se payer qu'un seul avion chacune avec tout leur budget en 2020.

L'Armée de terre américaine dépense la même somme pour ses tanks en 1951 et 1983, soit 2 milliards de dollars 1983. Mais le nombre de tanks produits est passé de 7 000 à 700, soit 90 % de moins. En 1951, le Pentagone achetait 6 300 chasseurs pour 7 milliards de dollars 1983, contre 332 en 1984 pour 11 milliards de dollars 1983, soit 95 % de moins (28). Or, moins le Pentagone achète, plus il achète cher.

Cela veut dire que malgré une augmentation du budget militaire par

Reagan, l'activité des entreprises d'armement ne suit pas. En effet, les budgets du Pentagone sous l'administration Reagan sont les plus élevés que les Etats-Unis aient jamais connus depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans le même temps, l'industrie d'armement voit la valeur des commandes s'accroître (29).

Mais cette industrie emploie relativement de moins en moins d'ouvriers comme nous l'avons vu plus haut. En effet, de 1981 à 1983 par exemple, l'industrie d'armement aux Etats-Unis a utilisé moins de matériel, c'est-à-dire moins de produits sidérurgiques, moins d'aluminium (30).

Cela permet ainsi aux entreprises de livrer plus rapidement au Pentagone, à ses fournisseurs ce genre de produits. Par contre, les délais s'allongent pour la livraison de produits plus sophistiqués comme les systèmes électroniques de protection ou les sonars (31).

La sophistication de plus en plus grande des armements amène à un manque de personnel qualifié dans l'industrie militaire et par conséquent dans l'ensemble de l'industrie américaine.

Cette tendance s'exprime dans l'ensemble de l'industrie d'armement dans la baisse générale de l'activité de cette industrie même si son chiffre d'affaires augmente beaucoup. Par ailleurs, le déclin de l'ensemble de l'industrie américaine

(28) Ronald Fox, Harvard Business Review, septembre 1984

(29) Robert de Grasse, Military Expansion, Economic Decline. CEP 1983, p. 161

(30) De Grasse, op. cit., p. 168

(31) De Grasse, op. cit., p. 169

Les industries dans l'économie d'armement

Industrie	1 1979	2 1979-1985	3 1973-1979	4 1979-1985	Stagnation	Expansion	Total
Subventions par le Pentagone :							
Missiles	71,0 %	127 %	- 15 %	86 %	20 %		
Tanks	78,1 %	104 %	65 %	83 %	28 %		
Aviation	84,1 %	49 %	NA	67 %	67 %		
Croissance rapide :							
Métaux non-ferreux	18,0 %	68 %	33 %	25 %	1 %	35 %	36 %
Equipement électrique	3,6 %	422 %	188 %	83 %	19 %	87 %	106 %
Semi-conducteurs	9,5 %	75 %	196 %	76 %	10 %	96 %	106 %
Equipement scientifique	23,5 %	44 %	11 %	52 %	15 %		
Equipement radio et TV	44,8 %	65 %	52 %	33 %	22 %		
Stagnation							
Munitions légères	25,4 %	226 %	- 19 %	82 %	72 %	0 %	72 %
Machines outil	6,1 %	81 %	21 %	35 %	27 %	44 %	71 %
Instruments de mesure électrique	5,6 %	76 %	56 %	34 %	18 %	(c)	(c)
Production de Charbon, Graphite	6,1 %	68 %	52 %	20 %	5 %	26 %	31 %
Pièces détachées d'aéronautique	42,3 %	49 %	7 %	33 %	41 %	0 %	41 %
Optique et lentilles	21,6 %	118 %	186 %	53 %	19 %	(c)	(c)
Importations nécessaires :							
Produits électro-métallurgiques	4,9 %	24 %	- 10 %	- 19 %	5 %	- 32 %	- 27 %
Fusion et raffinage du plomb	6,2 %	83 %	- 22 %	12 %	10 %	- 14 %	- 4 %
Fusion et raffinage du zinc	9,0 %	45 %	- 24 %	- 5 %	9 %	- 49 %	0 %

1 : Output utilisé par le Pentagone

2 : Croissance dans l'output utilisé par le Pentagone

3 : Croissance dans l'output total

4 : Capacité de production

oblige le Pentagone à importer une part croissante de produits manufacturés.

On comprend mieux dans ces conditions que les investissements en capitaux fixes aient considérablement baissé, ce qui se répercute sur l'ensemble de l'économie américaine. L'industrie d'armement employant un nombre toujours plus grand de personnes toujours plus

qualifiées, l'effet sera double sur l'économie : un manque de personnel compétent et un chômage plus grand parmi la main d'œuvre moins qualifiée.

Et parce que l'industrie militaire a pompé des sommes colossales de capitaux dans les années précédentes, l'industrie civile sera bien incapable de faire face à la croissance du chômage. Le volant d'entraînement

commence à épuiser ses possibilités d'intervention dans l'économie.

L'autre aspect de la manière dont l'industrie d'armement détruit l'éco-

nomie américaine, est la vétusté de l'infrastructure de l'économie américaine.

UNE INFRASTRUCTURE VÉTUSTE

A la fin des années 1970, sur les 67 200 km d'autoroutes américaines, 5 000 devaient être reconstruits ainsi que 13 ponts, car ils avaient dépassé leur durée d'utilisation. Chaque année, 3 200 km doivent être reconstruits. Sans prendre en compte les 75 milliards de dollars nécessaires à la construction des derniers 2 400 km du réseau d'autoroutes inter-Etats qui n'ont toujours pas été mis en place ; le coût de la remise en état de tout le réseau s'élève à 700 milliards de dollars pour les années 1980. Cette somme est supérieure à tous les investissements publics réalisés par l'Etat tout au long des années 1970.

Aujourd'hui, un pont sur cinq aux Etats-Unis doit être reconstruit. Sur les 33 milliards de dollars que le ministère des Transports estime nécessaires pour leur réhabilitation, seul 1,3 milliard de dollars ont été débloqués en 1981.

La distribution d'eau pour les 756 agglomérations de plus de 50 000 habitants va engendrer dans les vingt prochaines années une dépense de 75 à 110 milliards de dollars pour son entretien. Et 25 milliards de dollars dans l'immédiat sont nécessaires.

La seule ville de New-York a un besoin immédiat de 40 milliards de dollars de 1980 à 1989 pour maintenir son infrastructure qui tombe en ruine. Cela concerne notamment : 2 aqueducs, 9 920 km de rues goudronnées, 9 600 km d'égoûts, 6 700 voitures de métro, 4 500 bus, 25 000 acres de parcs, 17 hôpitaux, 19 campus universitaires, 950 écoles, 200 bibliothèques, des centaines de pos-

tes de police et de casernes de pompiers, un tunnel plus large pour la distribution d'eau, plusieurs réservoirs, 9 600 km de conduites d'eau. La ville ne consacra que 1,4 milliard de dollars par an à son infrastructure. Comme on le voit, les alligators qui prospèrent dans les réservoirs d'eau de New-York n'ont pas à s'inquiéter.

Cette détérioration s'explique en partie par le pillage des régions les plus industrialisées des Etats-Unis par l'Etat fédéral qui a investi les sommes ainsi obtenues dans l'industrie d'armement. Ainsi, en 1979, l'Etat fédéral a reçu 12 milliards de dollars de plus sous forme d'impôts qu'il n'en a dépensés dans l'Etat de New-York (32).

Alors que toute l'infrastructure essentielle à la survie du pays sombre lentement, la bourgeoisie américaine dépense moins aujourd'hui pour cette infrastructure qu'en 1965. En 1977, ces investissements s'élevaient à 31 milliards de dollars constants contre 38,6 milliards de dollars en 1965, soit une baisse de 21 %. Le rapport était de 140 dollars par habitant en 1977, contre 198 dollars en 1965, soit une baisse de 29 %.

Nous pourrions remplir des pages et des pages décrivant ce pourrissement de tout ce qui constitue l'armature économique et sociale de la première puissance industrielle capitaliste. Il n'est d'ailleurs nullement nécessaire d'aller jusqu'à Mexico pour découvrir les bidonvilles, il suf-

(32) S. Melman, Profit without Production, p. 231

fit de se « promener » dans New-York ou dans Washington D.C.

Si nous avons vu en quoi l'industrie militaire soutenait l'industrie civile, nous mesurons ici combien cette même industrie a joué pleinement son rôle dans la destruction systématique de l'économie américaine.

Nous avons indiqué que de 1946 à 1980, les budgets du Pentagone s'élevèrent à 2 001 milliards de dollars. En 1975, la richesse nationale des Etats-Unis s'élevait à 4 302 milliards de dollars. Il s'agit de la valeur de tout ce que l'homme a produit et conservé depuis qu'il vit aux Etats-Unis. La valeur de la terre n'est donc pas prise en compte. Les budgets du Pentagone, accumulés de 1946 à 1980 représentent donc 46 % environ de la richesse nationale américaine. N'oublions pas que ces budgets totaliseront 2 081 milliards de dollars de 1981 à 1988.

L'économie d'armement recèle une contradiction en tant que sous-pape de sûreté et force destructrice du capitalisme qui pousse la bourgeoisie dans sa fuite en avant. Celle-ci s'accroche à son économie qui n'est plus qu'une économie d'armement en poursuivant dans cette voie sans issue. De 1960 à 1978, pour 100 dollars de capitaux que la bourgeoisie a investis dans l'industrie civile, elle investissait 52 dollars dans l'industrie militaire. Ces 52 dollars passeront à 87 dollars à la fin des années 80.

Cette course de la bourgeoisie montre qu'elle ne fait que chevaucher des forces infernales qu'elle a créées mais qu'elle ne maîtrise plus depuis longtemps. C'est pourquoi les économistes bourgeois sont obligés de travestir quotidiennement la réalité, notamment par une mesure monétaire comme le Produit National Brut qui masque fort bien la nature des investissements, les con-

ditions réelles de l'industrie, l'état du pays.

Mais il fallait bien justifier ce développement de l'industrie d'armement. Les économistes bourgeois ont mis en avant le « keynésianisme militaire », argumentation favorite des politiciens à la tête du Pentagone avec Mac Namara au début des années 1960. Ils voulaient faire croire que la bourgeoisie maîtrisait son économie en maintenant l'emploi par des dépenses publiques appropriées, les dépenses militaires y jouant un rôle majeur.

Comme d'habitude, les marxologues en tous genres se sont jetés sur ce leurre et aujourd'hui encore ils nous racontent que par un savant dosage d'allocations de ressources dans l'industrie d'armement, le capitalisme aurait trouvé des débouchés afin de combattre la tendance à la baisse du taux de profit. Autant dire à un malade frappé du cancer au plus haut degré que la morphine, faisant disparaître momentanément certaines douleurs, le guérira.

L'économie d'armement n'est que la forme de putréfaction prise par l'impérialisme. Il s'agit de la façon dont se poursuit l'agonie du capitalisme et non pas un renouveau, une cure de jeunesse. Que cette agonie paraisse longue à certains, elle ne l'est nullement à l'échelle de l'histoire. Qu'elle aille jusqu'à son terme, c'est une toute autre affaire.

QUELLE ISSUE

Nous avons défini brièvement les modalités d'un processus qu'on peut qualifier de processus d'autodestruction du capitalisme américain. Le petit-bourgeois invétéré, piaffant d'impatience, nous demandera en ingurgitant sa dernière bouchée de croissant au beurre : mais à quand la destruction finale ?

Ce type de question évacue *de facto* la lutte de classe. C'est l'homme qui fait sa propre histoire. Ainsi, malgré les attaques de plus en plus féroces menées par la bourgeoisie contre le prolétariat des Etats-Unis, celle-ci est très loin d'avoir accompli ses objectifs.

Le prolétariat américain a résisté à toutes les attaques de la bourgeoisie, il a livré de grands combats. La bourgeoisie américaine a dû se contenter de rogner les acquis de la classe ouvrière, d'affaiblir les syndicats sans être capable d'aller au bout de ses plans. Si la classe ouvrière américaine a vu ses conditions d'existence se détériorer, son potentiel de combat n'a, pour ainsi dire, pas été entamé.

Ce que la bourgeoisie américaine a arraché à la classe ouvrière est insignifiant en regard de ce que la bourgeoisie considère comme nécessaire.

La résistance de la classe ouvrière est la principale raison du fait que depuis 1965 les dépenses sociales de l'Etat fédéral augmentent plus vite que les dépenses militaires. De 1953 à 1984, la part des dépenses militaires dans les dépenses de l'Etat fédéral est tombée de 86,9 % à 55 % (33). D'une certaine manière, plus les dépenses militaires augmentent, plus les dépenses sociales de l'Etat fédéral augmentent également.

Il faut bien sûr différencier les dépenses sociales. Les retraites résistent beaucoup mieux que l'éducation par exemple. La part des dépenses de santé dans le budget fédéral est passée de 4,2 % à 12,6 % en 1983 et devrait atteindre 15,3 % en 1995.

Dans le même temps, la part des dépenses publiques de santé dans les dépenses nationales de santé est passée de 14 % en 1965 à 29,1 % en 1983 et devrait atteindre 31,4 % en 1995. On voit ici le rôle joué par la

mise en place du programme de santé Medicare en 1965 et que la classe ouvrière a réussi à préserver. De 1965 à 1984, la part des dépenses de santé dans le Produit National Brut s'est accrue de 6 à 10 % et en représentera 12,5 % en 1995.

On peut aussi indiquer que le nombre croissant de chômeurs pèse sur le budget de l'Etat fédéral.

Mais ce qui est le plus important, c'est que la bourgeoisie n'a pu liquider les grandes conquêtes de la classe ouvrière des années 1930, 1940 et 1960. la bourgeoisie n'a pu prendre que des demi-mesures. Ne pouvant faire payer à la classe ouvrière tout le prix de son parasitisme, la bourgeoisie s'est jetée dans l'abîme du déficit. Ce phénomène constitue une véritable poudre au cœur même de la citadelle impérialiste.

Le 24 février 1985, le Trésor américain publiait le bilan de l'année 1983 de l'Etat fédéral. Le passif de l'Etat fédéral américain était supérieur aux actifs de 3 465 milliards de dollars. En 1983, le déficit du budget de l'Etat fédéral était supérieur au Produit National Brut des Etats-Unis (3 300 milliards de dollars en 1983).

Mais la bourgeoisie se ment à elle-même. D'une part, elle ne compte pas la valeur de 700 millions d'arpents que possède le gouvernement fédéral. D'autre part, le premier actif en valeur dont dispose l'Etat fédéral est la quincaillerie militaire évaluée à 292 milliards de dollars. Le deuxième actif en valeur sont les prêts accordés par l'Etat fédéral qui s'élèvent à 221,5 milliards de dollars. C'est-à-dire que les deux premiers actifs de l'Etat fédéral sont en fait fictifs.

Mais ces tours de passe-passe ne sont rien en comparaison des 4 300 milliards de dollars de garanties de prêts, de crédits, d'engagements de toutes sortes que l'Etat fédéral ne

(33) De Grasse, op. cit., pp. 224-231

compte même plus dans son budget. Cela ne l'empêche pas de payer chaque année des intérêts sur sa dette dont le montant est supérieur au budget annuel de la France. Ainsi, en 1986, l'Etat fédéral paiera 142 milliards de dollars d'intérêts sur sa dette, tandis que le budget annuel de la France est à peine supérieur à 100 milliards de dollars.

De 1865 à 1977, l'Etat fédéral a accumulé une dette de 1 438 milliards de dollars. De 1977 à 1983, cette dette est passée à 3 466 milliards de dollars. C'est-à-dire que la dette publique a augmenté de 12,8 milliards de dollars chaque année avant 1977 et de 338 milliards de dollars de 1977 à 1983, soit 24,6 fois plus vite. C'est ce qu'on appelle la fuite éperdue de la bourgeoisie.

Et encore, nous ne prenons que les chiffres du Trésor car en 1983, la dette réelle de l'Etat fédéral n'est pas de 3 465 milliards de dollars mais de 7 765 milliards de dollars.

Rappelons qu'aujourd'hui, la dette totale, publique et privée, de tous les pays pauvres, s'élève tout au plus à 1 000 milliards de dollars, une bagatelle au nom de laquelle la bourgeoisie américaine veut saigner les peuples opprimés en agitant le spectre de l'effondrement du système monétaire international qu'elle « maîtrise » tout autant sinon mieux que son propre système monétaire.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas marche à la dislocation du système monétaire international mais que celle-ci procède essentiellement de la marche à la dislocation du système monétaire aux Etats-Unis mêmes. Si, comme l'a expliqué la résolution internationale du Conseil général de 1982 de « IV^e Internationale (CIR) », le système monétaire international a ses propres caractéristiques et ses propres déterminations qui se sont répercutées au sein même des Etats-Unis, ces derniers contribuent pour la plus grande part à ce processus de dislocation.

La classe ouvrière américaine a résisté vaillamment à l'assaut mené par la bourgeoisie. Il n'en sera que plus dure pour cette dernière de mener avec succès son offensive, conjuguée avec celle de la bourgeoisie européenne, contre le prolétariat européen, offensive déclenchée quelques années après celle lancée aux Etats-Unis. Le sort de la classe ouvrière européenne est en ce sens étroitement lié à celui de la classe ouvrière américaine, facteur essentiel du développement de la lutte des classes internationale. De même, les combats des travailleurs du monde, les luttes des peuples opprimés par l'impérialisme sont un facteur essentiel des développements politiques américaine. C'est à elle qu'appartient l'avenir.

H. VERDIER

Les récents développements de la situation en Pologne, nous conduisent à publier dans ce numéro de LA VERITE la résolution du Conseil Général de la IV^e Internationale - CIR adoptée en juin 1980. Depuis cette date la situation en Pologne a non seulement évolué, et si les faits sont venus confirmer l'axe de notre analyse, qui distingue dans la marche des événements le rôle déterminant du prolétariat et des masses laborieuses regroupées autour de Solidarnosc, ils constituent également des éléments nouveaux dont il est nécessaire d'évaluer la portée internationale.

Aussi, en introduction à cette résolution elle-même, nous rappellerons les grandes lignes des événements politiques de ces derniers mois.

SUR LA REVOLUTION POLITIQUE EN POLOGNE

PAR L. GAUTHIER

Les récents développements de la situation en Pologne, nous conduisent à publier dans ce numéro de LA VERITE la résolution du Conseil Général de la IV^e Internationale - CIR adoptée en juin 1986. Depuis cette date la situation en Pologne a non seulement évoluée, et si les faits sont venus confirmer l'axe de notre analyse, qui distingue dans la marche des événements le rôle déterminant du prolétariat et des masses laborieuses regroupées autour de Solidarnosc, ils constituent également des éléments nouveaux dont il est nécessaire d'évaluer la portée internationale.

Aussi, en introduction à cette résolution elle-même, nous rappellerons les grandes lignes des événements politiques de ces derniers mois.

« *La libération des prisonniers politiques constitue un fait important... Nous considérons que le rétablissement du pluralisme syndical et du pluralisme des associations, la possibilité faite à Solidarnosc — repoussé dans la clandestinité — d'agir au sein des entreprises, sont une question incontournable si l'on souhaite vraiment améliorer la situation dans le pays... C'est dans ce but que je constitue un conseil provisoire du syndicat Solidarnosc* » a annoncé L. Walesa le mardi 30 septembre 1986.

Ce "conseil provisoire du syndicat Solidarnosc", qui a pour but avoué d'agir au grand jour pour le rétablissement de **Solidarnosc** est constitué de Bujak, Borusewicz, B. Lis, Frasyniuk, Piniór, Jedyńak et Palubicki tous d'anciens prisonniers politiques récemment libérés ou "clandestins".

C'est, à l'évidence, une nouvelle étape du combat des travailleurs polonais qui s'ouvre.

LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES

« *Après l'annonce par le ministre de l'Intérieur polonais, le général C. Ryszczak, que tous les prisonniers politiques en Pologne devaient être libérés à la date du 15 septembre, tous les principaux dirigeants de Solidarnosc et de l'opposition démocratique ont été remis en liberté. Cet événement d'une importance majeure et sans précédent est la preuve la plus éclatante que Solidarnosc vit, malgré les conditions difficiles.*

L'extraordinaire poussée des travailleurs et du peuple de Pologne en 1980, qui a amené la construction de Solidarnosc reste encore dans l'esprit de la société toute entière : c'est pour cela que le gouvernement a dû reculer et libérer les prisonniers politiques » (Déclaration du Secrétariat International de la IV^e Internationale-CIR sur la libération des prisonniers politiques en septembre 1986).

C'est une démonstration flagrante de l'échec de Jaruzelski : lorsque le 13 décembre 1981 soutenu par le Kremlin et bénéficiant de la complicité de Reagan il décrète l'état de guerre, son objectif est clair : détruire **Solidarnosc**. A cette fin, la

bureaucratie stalinienne ne lésine pas sur les moyens ; emprisonnements, tortures, enlèvements, assassinats. Mais plus de 5 ans après un constat s'impose : certes Jaruzelski a porté des coups à la révolution, certes **Solidarnosc** est interdit, réduit à la clandestinité et doit combattre dans des conditions difficiles, mais la Pologne n'est pas "normalisée", et **Solidarnosc** n'est pas détruit. Les travailleurs polonais se reconnaissent toujours dans **Solidarnosc** et ont combattu sans relâche pour la protection et la libération des dirigeants du syndicat.

La bureaucratie stalinienne a échoué dans la voie de la "normalisation". Tel est l'aveu qu'elle vient de faire en libérant les prisonniers politiques.

Les "spécialistes" occidentaux relayant, certes à leur manière, mais complaisamment leurs "collègues" de l'Est ont bien cherché à expliquer que s'ouvrirait pour la Pologne une "issue" et qu'avec la libération des emprisonnés Jaruzelski démontrait la "stabilisation" de son pouvoir et sa volonté de parvenir à une prétendue "réconciliation nationale". A l'inverse, nous pensons qu'incapable

de "normaliser" la Pologne, de détruire **Solidarnosc**, Jaruzelski cherche à aboutir à un accord avec

les forces attachées à la défense de l'"ordre" en Pologne et en Europe.

LA NECESSAIRE "ENTENTE NATIONALE"

De fait, dès les jours qui suivirent l'amnistie des prisonniers politiques commençait une vaste opération. Le même Kiszczak, qui annonçait quelques jours auparavant l'amnistie, déclara qu'il s'attendait à "*un soutien réel et actif de l'Eglise*" à la politique du gouvernement.

« *Il faut*, a-t-il ajouté, *que les églises comme Sainte-Brigitte à Gdansk, Saint-Stanilas à Varsovie, celle de Novahuta abandonnent leurs activités politiques contraires à la loi* ». D'autre part le général Kiszczek a estimé que « *l'attitude des pays occidentaux serait un test particulier quant à leur réalisme politique et quant à leur bonne volonté de développer des relations politiques et économiques normales avec la Pologne* ». En quelques phrases le ministre de l'Intérieur polonais plante ainsi le décor de la négociation d'ensemble qu'il proposait.

La réponse de la haute hiérarchie de l'Eglise (qu'il ne faut pas confondre avec la totalité du clergé) ne s'est pas fait attendre. Dès le 15 septembre elle a exprimé sa "satisfaction" et le souhait qu'apparaissent à la suite de cette amnistie "*de nouvelles conditions pour forger une véritable entente nationale, sans laquelle la Pologne ne pourra pas sortir de la crise*".

Car l'incapacité de la bureaucratie à normaliser la Pologne et à extirper **Solidarnosc** de la société polonaise a

conduit les sommets de la hiérarchie catholique et la bureaucratie stalinienne à chercher à conclure un accord pour qu'en échange de la libération des prisonniers politiques, une intense pression s'exerce pour faire accepter la loi de la bureaucratie aux dirigeants de **Solidarnosc** et, par leur biais, aux travailleurs polonais.

Quant à l'impérialisme, soucieux de la fragilité de la bureaucratie en place et des risques que son effondrement ferait courir à l'"ordre" mondial, il a toujours su faire preuve de "réalisme" envers Jaruzelski. En novembre 81, informé de l'imminence du coup d'Etat, Reagan n'en souffle pas mot, et depuis les facilités financières les plus variées ont été accordées à Jaruzelski, en contrepartie bien évidemment de la mise en œuvre des plans d'austérité pour les travailleurs polonais.

D'ailleurs, quelque jours avant l'ouverture du X^e congrès du POUP en juin 86, l'Eglise avait tenu à rappeler dans son hebdomadaire quelles étaient ses positions sur le "dialogue national" ; le cadre en était fixé par le primat Glemp qui déclarait : « *L'entente, c'est l'acceptation d'un modèle commun de la patrie dans les structures existantes de l'Etat, c'est-à-dire le respect des principes de l'Etat socialiste, mais en essayant de le rendre plus juste, plus démocratique, plus tolérant* ».

LE CONGRES DE LA RESTAURATION

Mais le congrès du POUP a montré les limites de cet ambitieux "dialogue" ; le journal *Le Monde*, tou-

jours très perspicace, écrivait à la veille de ce congrès :

« *M. Gorbatchev à Varsovie,*

M. Bujak en prison et la Pologne admise au FMI : on ne peut vraiment pas dire que le général Jaruzelski aborde dans de mauvaises conditions le dixième congrès du POUP qui s'ouvre dimanche 29 juin à Varsovie. N'a-t-il pas gagné sur tous les tableaux ? ».

Le même journal poursuivait :

« *La campagne précédant le congrès devra clore de manière irréversible la période qui a nui à l'unité du parti* » déclarait il y a six mois Jaruzelski qui ajoutait « *notre objectif principal doit être de tenir ce congrès dans un paysage purifié* » ladite « *purification* » concluait *Le Monde* a été poursuivie avec la plus grande énergie jusqu'à « *ces tous derniers jours* ».

Tel était l'enjeu officiel du congrès du POUP, le « congrès de la restauration ». Or, à l'évidence, ce congrès n'a aucunement marqué la « restauration » souhaitée. Loin de démontrer son « unité » le congrès du POUP a en effet traduit l'incapacité de la bureaucratie polonaise à stabiliser la situation et, par là-même, à se stabiliser elle-même. L'hommage vibrant et ostensible qu'a rendu Gorbatchev à la tribune

du congrès exprimait d'ailleurs l'angoisse de la bureaucratie du Kremlin ; il soulignait : l'étroite coopération et l'alliance entre la Pologne et l'URSS, les deux plus grands pays socialistes d'Europe... Le socialisme disait-il, est actuellement une réalité internationale, une union d'Etats étroitement liés par des intérêts politiques, économiques, culturels et de défense. Les coups portés au régime socialiste, les tentatives lancées de l'extérieur pour l'affaiblir, pour arracher tel ou tel pays à la communauté socialiste sont une attaque non seulement contre la volonté d'un peuple, mais contre tout l'ordre de l'après-guerre et en fin de compte contre la paix ». La « paix » et « l'ordre de l'après-guerre » sont pour Gorbatchev l'« ordre » de Yalta et de Postdam que ni l'impérialisme, ni la bureaucratie stalinienne ne veulent voir remis en cause par le mouvement des masses pour leur émancipation. Mais à l'évidence l'appel de Gorbatchev s'adressait aux différentes couches et fractions de la bureaucratie polonaise déchirée par les contradictions internes et par la nécessité de faire des choix.

L'ENTREE DANS LE FMI

C'est d'ailleurs cette crainte commune qui a amené l'impérialisme à rééchelonner plusieurs fois la dette extérieure de la Pologne (30 milliards de dollars) et finalement à accepter l'entrée de la Pologne au FMI.

Toutefois la situation de la Pologne vis-à-vis de ses débiteurs occidentaux est si grave qu'Olechowski, conseiller du gouvernement polonais, a dû s'expliquer « *Le FMI n'ôtera pas le poids de l'endettement. Il peut seulement l'atténuer* ».

Dans un dossier publié par *Libération* on peut lire « *que les Polonais*

seraient tentés par l'adoption d'un véritable programme conjoint FMI/Banque mondiale, comme en Hongrie ou Roumanie. Ils pourraient alors obtenir sur la même période 5 à 6 milliards de dollars, peut-être plus vu leur endettement. En contrepartie le FMI et Banque mondiale sont en droit d'exiger une véritable réorganisation de l'économie ».

Mais l'auteur de l'article, s'appuyant sur les travaux d'un spécialiste de la Pologne G. Mink conclut : « *La Pologne peut-elle supporter plus de déflation et davantage*

d'austérité, conformément aux préceptes du "gendarme de la finance internationale" ? Les dirigeants polonais s'interrogent sur les risques de cette adhésion active mal vue par Moscou et les « durs » de l'appareil. « Outre la connotation idéologique explique Mink ce noyau dur qui prône une augmentation égalitaire du niveau de vie, permettra-t-il que le pays s'engage sur la voie de l'austérité accrue, de la restauration partielle des lois du marché et de l'inégalité sociale ? ».

C'est d'ailleurs le ministre de l'Economie qui indiquait que la participation au FMI « impliquait certaines contraintes, notamment dans le domaine de la consommation, et que la population pourrait le cas échéant être déçue ».

Ainsi que l'indique la « Tribune de l'économie » :

« Les hausses de prix continuent, le beurre, le pain et le lait ont augmenté de 11 % depuis 3 mois, les transports publics devraient augmenter de 15 à 20 % de même que le mazout et l'électricité. Vérité des prix ? Peut-être, mais jusqu'à présent la "réforme économique" n'a été perceptible pour l'homme de la rue qu'à travers la valse des étiquettes... Ce qui explique que la société polonaise craigne que le coût social de la réforme soit trop élevé. Une peur qui rejoint l'immobilisme des bureaucrates voyant d'un mauvais œil la perte potentielle de leur influence et les privilèges qui lui sont attachés. Ces deux facteurs, le gouvernement devra en tenir compte dans l'avenir. Mais la réforme reste indispensable... »

La pression de l'impérialisme pour une plus grande intégration au marché mondial ouvre la voie à de nouvelles attaques contre les masses laborieuses polonaises mais en même temps la bureaucratie par crainte de la résistance des masses (car les haus-

ses continues des prix n'ont pas brisé la résistance des masses qui sont allées parfois jusqu'à obtenir des salaires plus élevés que les salaires officiels) hésite, se divise sur la mise en œuvre d'une telle politique, bien qu'elle se montre incapable de résoudre le problème polonais sans l'aide politique et les crédits de l'impérialisme.

Tout en parlant de « réforme » et du règlement des problèmes économiques, de l'appel à la discipline du travail, la bureaucratie s'est avérée incapable de trancher lors de son congrès tandis que la situation économique se dégrade et que les oppositions en son sein demeurent vives. Rendant compte du X^e congrès du POUP, le correspondant du Monde écrivait :

« Fait sans précédent, les instances locales du parti ne seront "élues" qu'après le congrès, c'est-à-dire qu'elles seront directement l'émanation de l'équipe dirigeante constituée pendant le congrès ».

Le recours à de tels procédés est une nouvelle indication de la crise qui divise l'appareil et donc de l'impossibilité pour Jaruzelski de tenir le « congrès de la restauration ». Car l'obstacle essentiel demeure : **Solidarnosc** interdit est pourtant au centre de la discussion du X^e congrès du POUP. Le maintien d'une organisation indépendante, dans laquelle se reconnaissent les travailleurs qui résistent eux-mêmes contre la politique du pouvoir est la source des crises et divisions au sein du POUP qui rendent impossible la tenue d'un « congrès de la restauration ».

PAS DE LIBERTE SANS « SOLIDARITE »

Le 29 juin, jour de l'arrivée de Gorbatchev au congrès du POUP et lendemain du 30^e anniversaire des émeutes de 1956, se déroula à la fin d'une messe à Poznan une manifestation. Une banderolle « *liberté, justice et solidarité* » avait été déployé tandis qu'une partie de la foule restée sur place avait commencé à scander « *pas de liberté sans solidarité* » ; « *nous voulons Lech (Walesa) et non Wojciech (Jaruzelski)* » « *libérez Bujak et les prisonniers politiques* » un quart d'heure plus tard un cortège de 5 000 personnes s'était formé en dépit de la présence de nombreuses forces de police pour se diriger vers le monument aux morts de 1956 rapporte une dépêche de presse.

Une nouvelle fois la classe ouvrière indiquait les limites du pouvoir de Jaruzelski. Dans ces conditions, celui-ci n'avait guère d'autre issue que de rechercher avec le soutien de l'Eglise et de l'impérialisme un accord. D'où l'initiative prise lors du congrès du POUP de proposer la création d'une « *commission consultative* » afin d'organiser ce « *dialogue national* ». Ayant dû procéder à l'amnistie des prisonniers politiques la bureaucratie stalinienne tente naturellement d'en tirer tout le profit politique possible.

Le *Matin de Paris* du 2 septembre fournit les indications suivantes : « *Le très officiel secrétaire du Comité central du POUP, S. Ciosek vient d'être mandaté par Jaruzelski pour discuter avec quatre personnalités indépendantes proche du KIK club de l'intelligensia catholique. C'est la présence de Wielowieyski qui fait l'événement. Il était l'un des conseillers très influents de Solidarnosc... A l'origine de ces rencontres une initiative suscitée lors du congrès du POUP : une commission consul-*

tative auprès du Conseil d'Etat qui devait rassembler toutes les tendances de l'opinion publique "qui ne s'opposaient pas à la raison d'Etat". Du côté du pouvoir on laisse miroiter la possibilité d'une timide ouverture notamment sur le plan syndical. La possibilité d'autoriser la création de plusieurs syndicats dans certaines entreprises... Mais cette ouverture a un prix : les négociateurs ont déjà fait savoir qu'une déclaration de Walesa rompant avec l'opposition clandestine serait bienvenue... »

En un mot, la bureaucratie tente de morceler **Solidarnosc** en autant de syndicats d'entreprise afin de briser son cadre national et d'en finir avec l'organisation indépendante. Pour sa part, dès l'annonce de la libération des emprisonnés, Walesa a déclaré :

« *Si l'on ne permet pas l'existence d'une organisation, indépendante, les prisons se rempliront à nouveau sous peu. Nous devons resserrer les rangs, ne pas nous laisser diviser, cela d'autant plus que nous ne savons pas ce qui se cache derrière l'amnistie* ».

Les prisonniers sitôt libérés réaffirment leur attachement à **Solidarnosc** et au combat pour le rétablissement de sa légalité.

Et le 20 septembre dans le cimetière de Jasna-Goza 10 000 travailleurs se rassemblaient autour de Walesa. Le dimanche 21, ils étaient 50 000 à Czestochowa scandant les noms des dirigeants libérés, de B. Lis aux côtés de Walesa et Bujak. Des centaines de banderoles de **Solidarnosc** apparurent. « *nous n'avons pas peur de pouvoir* » disait celle des travailleurs de Nova-Huta.

Deux jours plus tard, s'est réunie la commission mixte qui regroupe des représentants du gouvernement et de l'Eglise. Une nouvelle fois

Jaruzelski propose la création d'un « comité consultatif » et déclare « toute tentative visant à résoudre le pluralisme syndical dans ses formes interdites anti-socialistes et destructrices est vouée à l'échec ».

La question centrale reste donc posée : la revendication de base qui unifie les aspirations et le combat des travailleurs et de la « société »

tout entière est l'exigence que **Solidarnosc** retrouve son existence légale. Et cela conditionne tout. N'est-ce pas le cardinal Guilbinowicz qui, devant les 50 000 personnes rassemblées à Czestochowa est amené à dire « sans organisation indépendante, la profonde crise politique et économique du pays ne pourrait être surmontée. »

LE CONSEIL PROVISOIRE DE SOLIDARNOSC

Le 30 septembre Walesa annonçait la formation d'un Conseil provisoire de **Solidarnosc**. Depuis une série de direction régionales de **Solidarnosc** sont en train de se reconstituer.

« Dès mardi, deux de ses membres (de la TKK) et qui se cachaient depuis des années Kulerski et Litynski, tous deux de Varsovie ont réapparu au grand jour et immédiatement annoncé la reconstitution d'une structure régionale du syndicat à Varsovie » (*Le Monde* 2 octobre) le lendemain se reconstituait avec Jedynak, un Conseil régional en Haute-Silésie...

A Moscou *La Pravda* a dénoncé en termes vigoureux la constitution du Conseil provisoire de **Solidarnosc** par « un petit groupe de gens qui tentent d'exploiter les mesures d'amnistie pour faire retomber le pays dans une atmosphère de désordre alimenté par les forces anti-socialistes ». Et à son tour, le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur a dénoncé ceux qui « à peine sorti de prison à la faveur de la récente amnistie tentent d'emblée de réchauffer leurs vieilles idées qui heurtent les principes de l'entente nationale... (mais) de profondes divisions se dessinent au sein de l'opposition... et on y distingue aussi des orientations réalistes. Nous allons à la rencontre de ceux qui

représentent ces conceptions en leur donnant la possibilité d'agir en tant que citoyen. »

Le 9 octobre, l'administration stalinienne a décrété « illégal » le Conseil provisoire qui constitue selon elle « un danger pour l'ordre public et la paix et n'a pas été enregistré comme le veut la loi. » Walesa a indiqué à l'AFP que les membres du Conseil provisoire ne feront pas appel de cette décision, car n'ayant jamais admis la dissolution de **Solidarnosc**, le Conseil provisoire n'est pas une organisation nouvelle et n'a donc pas à être enregistré.

Commentant cette déclaration, le correspondant du *Monde* écrit : « le pouvoir confirme qu'il n'est pas disposé à fermer les yeux sur une initiative qu'il considère comme un défi ouvert, lancé par des hommes dont le seul nom donne des démangeaisons aux dirigeants actuels. Le problème est que ces hommes existent et ne sont pas décidés à s'effacer, persuadés qu'ils sont de représenter les aspirations d'une bonne part de la société polonaise. Comme vient de le dire plaisamment A. Michnik « les marxistes ne devraient pas croire aux miracles et ce serait un miracle si Solidarnosc cessait tout d'un coup d'exister ».

A présent qu'ils ont multiplié les avertissements, les dirigeants polonais voient se rapprocher l'échéance

d'une décision lourde de conséquences. La logique propre du pouvoir et la pression de l'appareil du parti devraient conduire à une nouvelle phase de répression. Il se trouve que le général Jaruzelski (est) conscient des limites de ces méthodes auxquelles il a si régulièrement recouru... »

Toute la nouvelle étape de la situation en Pologne se concentre dans le nouvel affrontement qui se prépare. Comme l'indique A. Michnik : « *le pouvoir n'est pas en mesure de prendre des initiatives de réformes et y remédie en créant des institutions de faux semblants. De son côté, la société polonaise n'estime pas souhaitable de se lancer dans des actions*

de confrontation... C'est donc un état de guerre civile froide ».

La quasi-totalité des prisonniers politiques ont été libérés. La création du « Conseil provisoire de **Solidarnosc** » pose avec encore plus de force le rétablissement de **Solidarnosc** dans tous ses droits, ce qui demeure la volonté du peuple polonais. Le problème du pouvoir en Pologne comme produit de la lutte entre les masses et la bureaucratie est directement soulevé. La résolution du Conseil général de la IV^e Internationale analyse cette question fondamentale pour la marche à la révolution politique en Pologne.

L. Gauthier

DOCUMENT

RESOLUTION SUR LA REVOLUTION POLONAISE

(adoptée par le Conseil général de
la IV Internationale CIR)

I

Il est indispensable, pour un document de la IV^e Internationale (Centre International de Reconstruction) sur la révolution politique en Pologne, de partir de la signification internationale de la révolution polonaise et, dans ce cadre, de l'activité de défense de la révolution politique qui a été la nôtre, notamment depuis 1980.

Il apparaît donc indispensable, pour définir les tâches qui sont celles de la IV^e Internationale et de ses sections, de revenir sur l'analyse du moment présent de la situation en Pologne : où en est la révolution politique en Pologne ?

II

En effet, contre les affirmations de tous bords, il est essentiel de préciser une chose : la révolution polonaise vit toujours. Mais, bien que toujours vivante, elle a subi des coups importants. Au point de départ, il est nécessaire de saisir que la révolution polonaise concentre tous les problèmes mondiaux et par là ébranle tout le dispositif de la « coexistence pacifique ». Car l'incapacité de la bureaucratie du Kremlin d'écraser la révolution polonaise, le maintien de *Solidarité* qui concentre à la fois les acquis de la révolution polonaise et dans le même temps, le combat pour l'indépendance de classe à l'échelle internationale, entrent en contradiction avec la recherche, tant par l'impérialisme que par la bureaucratie, d'un accord sur la ligne du « statu quo » qui implique de « stabiliser » la situation en Pologne, car la révolution polonaise affaiblit la bureaucratie du Kremlin et nourrit sa crise, remet en cause l'un des piliers de « l'ordre » mondial. La révolution politique en Pologne est un facteur

direct de remise en cause de la bureaucratie stalinienne, principal obstacle au développement de la révolution mondiale. Sous cet angle, elle doit être analysée par nous comme le point actuellement le plus élevé de la révolution mondiale.

L'importance de la révolution polonaise s'exprime d'ailleurs clairement dans cette phrase d'un dirigeant soviétique : « *Le temps des grands sacrifices est loin. Le peuple (soviétique) acceptera de moins en moins les privations et nous ne voulons pas qu'une situation polonaise se crée chez nous dans 5 ou 10 ans.* »

La « situation polonaise », c'est-à-dire la perspective de l'affrontement avec le prolétariat, est pourtant une donnée incontournable de la crise de la bureaucratie du Kremlin. Et il ne s'agit plus d'une simple perspective : à seulement 1 000 km de Moscou, la révolution politique est en action, et elle concentre les problèmes communs à l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe, y compris l'URSS, d'autant plus qu'en se montrant incapable de régler la « situation polonaise », la bureaucratie approfondit sa propre crise, nourrissant le mouvement vers la révolution politique.

Aujourd'hui encore, la révolution polonaise n'a pas été vaincue, car *Solidarnosc* est interdit mais existe dans la clandestinité ; la bureaucratie du Kremlin, n'ayant pas été capable d'écraser le mouvement des travailleurs polonais (comme elle avait encore pu le faire en 56 en Hongrie ou en 68, dans des conditions différentes, en Tchécoslovaquie), ne peut renverser les rapports de force.

Cette situation est l'un des aspects majeurs des contradictions de la bureaucratie, confrontée à la résistance des masses non seulement en Pologne, mais également dans les autres pays de l'Est. Et c'est précisément pourquoi, comme nous l'avons

maintes fois souligné, l'impérialisme et la bureaucratie — avec bien entendu des contradictions multiples et majeures — sont engagés dans la recherche d'un accord global contre la révolution, et plus particulièrement contre la révolution polonaise.

III

Ainsi, au lendemain du sommet de Genève, un article du *Herald Tribune* indiquait, de ce point de vue, le contenu de la rencontre Reagan-Gorbatchev :

« Si Monsieur Gorbatchev continue d'agir comme d'habitude, il mettra le général Jaruzelski en disgrâce, le blâmera pour le chaos et essaiera de restaurer la discipline socialiste. S'il n'en fait rien, le conflit viendra n'importe comment. Mais la Pologne est un groupe de dissidents fort de 35 millions de membres et on ne peut agir à la légère avec elle. C'est la clef de l'Europe de l'Est. Les risques sont effrayants. »

L'impérialisme, conscient de la fragilité de la bureaucratie en place face au mouvement des masses, doit agir pour « aider » celle-ci. C'est ainsi qu'après avoir accepté un nouveau rééchelonnement de la dette extérieure de la Pologne, il vient de faire un pas supplémentaire pour appuyer la « normalisation » du pays. En effet, selon le Conseil de l'OTAN, il faut désormais « créer un dialogue entre les divers éléments de la société » et parvenir à une « réconciliation nationale ». De même en Pologne, l'Eglise œuvre elle aussi à cette « entente nationale ».

L'impérialisme œuvre de toutes ses forces à cette prétendue « réconciliation nationale », euphémisme qui désigne l'écrasement du mouvement des travailleurs polonais. Il faut interpréter dans cette perspec-

tive la visite de Jaruzelski à Paris, immédiatement saluée par la presse polonaise sous le titre : « L'esprit de Genève ».

Dans le même ordre d'idées, W. Brandt, en visite en Pologne, n'a pas manqué de se déclarer favorable à une « Pologne stable » ; en effet, a-t-il précisé, « il est dans l'intérêt des Européens de mettre à profit la chance d'une nouvelle phase de la détente et de la coopération ».

Cette nouvelle phase, c'est l'esprit de Genève qui souffle encore...

Car l'impérialisme et la bureaucratie, engagés ensemble dans la coopération contre-révolutionnaire, ont besoin de resserrer les rangs pour faire face au développement de la situation mondiale.

Bien entendu, cela ne signifie pas pour autant que disparaissent les contradictions et la concurrence entre l'impérialisme et la bureaucratie dans le cadre de cette coopération. L'impérialisme, à travers « l'aide » qu'il apporte, veut aller plus loin sur le terrain de la remise en cause des « accords de Yalta » et dans la voie de la pénétration capitaliste à l'Est, tandis que la bureaucratie résiste et se défend comme puissance à cette pression de l'impérialisme avec lequel elle doit collaborer, car l'un et l'autre confrontés au mouvement des masses doivent serrer les rangs, sans pour autant maîtriser les contradictions qui les déchirent.

Mais la marche à la révolution mondiale, bien qu'elle ne puisse progresser sur une ligne continue, et les développements en Pologne même, rendront caduque la volonté commune de l'impérialisme et de la bureaucratie de parvenir à un accord efficace et durable.

IV

Car c'est son incapacité à régler « la situation polonaise », son

impuissance devant la résistance des masses, qui oblige la bureaucratie à s'appuyer sans cesse sur « l'aide » que lui apporte l'impérialisme. Depuis plusieurs mois, la recherche d'un accord aboutit à un soutien plus ouvert de l'impérialisme à Jaruzelski. Les conséquences internationales s'en manifestent dans les tentatives d'étouffer, d'isoler la révolution polonaise, alors qu'au contraire, une profonde maturation s'exprime en Pologne, en particulier dans les publications de *Solidarnosc*.

En effet, à la période de « grèves et de manifestations » a succédé une période que l'on peut qualifier « d'organisation ». *Solidarnosc* a été transformé par près de 6 ans de lutte clandestine. Aujourd'hui, toute son activité repose sur un travail d'organisation de groupes ayant chacun des tâches bien précises. Ces groupes impulsent une réflexion politique générale et une intense discussion. Ainsi se discutent dans leurs publications l'appréciation des forces et des faiblesses du passé, l'analyse des événements survenus depuis la constitution de *Solidarnosc*, les perspectives d'action, la tactique à élaborer.

En outre, autour de *Solidarnosc* s'organisent des éditions clandestines, des bibliothèques, des cassettes, des actions culturelles, des comités d'entraide, et aussi des cercles de réflexion plus « politiques », qui discutent de l'avenir de la Pologne.

Dans ce cadre, il faut accorder une immense importance à la jeunesse. *Solidarnosc*, c'est aujourd'hui la jeunesse ouvrière, les étudiants, les lycéens qui sont particulièrement mobilisés dans l'activité de *Solidarnosc*.

Il existe nombre d'organisations de jeunesse de *Solidarnosc*, des cercles lycéens, étudiants et même des organisations politiques de jeunesse. Ce sont les jeunes qui sont les plus

engagés dans l'action clandestine, qui ordonnent cette activité, par la diffusion des tracts, les liaisons, la circulation des informations. C'est en ce sens que l'assassinat du jeune militant Prezmyk a eu une telle importance. De la même manière que le jeune ouvrier de vingt ans Wolsik, tué lors d'une manifestation du 1^{er} mai, est devenu le symbole des sidérurgistes.

Mais la place occupée par la jeunesse ne tient pas tant à son côté « ardent » qu'à la grande maturité qu'elle exprime, comme la jeunesse ouvrière qui a un rôle d'entraînement de toute la classe.

La bureaucratie est d'ailleurs consciente de cette situation, elle qui met à l'ordre du jour de son congrès, deux points : l'économie et la jeunesse.

En effet, dans l'organisation des initiatives à partir de *Solidarnosc*, donc en opposition avec celle de la bureaucratie, les jeunes jouent un rôle déterminant dans « l'enseignement parallèle » : dans la recherche de la véritable histoire de la Pologne, dans la multiplication des journaux de jeunesse, de « petits journaux » de lycées (comme ceux édités par exemple par des jeunes de 10-14 ans) : « ABC jeunes », « Nos informations » (journal de la fédération de la jeunesse combattante), journal de la section jeune de *Solidarité* combattante, « Krecik »...

Les jeunes sont également concernés par le mouvement « Paix et Liberté » qui a commencé par l'affaire Marek Adamkiewicz, condamné en octobre 1984 à deux ans et demi de prison pour avoir refusé de prêter serment au drapeau (c'est-à-dire de faire allégeance à l'URSS). En septembre, des adhérents de « Paix et Liberté » de plusieurs villes ont commencé à renvoyer leur livret militaire en solidarité avec Adamkiewicz. « Paix et Liberté » se pro-

nonce : 1. Pour la liberté de la Pologne - 2. Pour les droits démocratiques, dont le droit d'existence de *Solidarnosc* - 3. Pour la paix dans le monde, dans un appel à la solidarité signé dans les grandes usines, ils déclarent : « *Nous voulons défendre la dignité des soldats polonais* ».

Ce sont des millions de Polonais qui sont concernés, organisés dans ces actions et ces initiatives. Et l'ensemble de ces éléments se structure autour de *Solidarnosc*. Du fait de la clandestinité et des conditions politiques actuelles, celui-ci ne peut plus être uniquement l'organisation syndicale indépendante qu'il reste ; mais il embrasse également désormais l'ensemble des aspects de la société polonaise. Ce qu'en Pologne on résume très bien dans la formule : « le mouvement social *Solidarnosc* ». C'est de ce « mouvement social » que jaillissent toutes les initiatives, tant sur le plan de l'action que sur celui des idées. C'est sous son drapeau qu'on manifeste en toute occasion, pour l'anniversaire de Poznan en 56, des grèves de 70, de Pidlusky, de l'enterrement de Popielueszko.

Il faut donc souligner ce rôle de *Solidarnosc* comme référence pour le peuple de Pologne et l'opposition démocratique. Comme nouvelle forme d'organisation qui s'étend sans cesse à l'ensemble de la société, *Solidarnosc*, en revendiquant son droit à l'existence comme organisation syndicale indépendante, s'oppose de fait à la domination bureaucratique qui implique le monopole du pouvoir politique, et il concentre pour les masses polonaises les acquis de leur révolution. Car ce qui caractérise le moment présent de la révolution polonaise c'est le fait qu'après six années, les travailleurs de Pologne, malgré les coups importants qu'ils ont subis, ont préservé leur potentiel de combat contre la

bureaucratie stalinienne et l'ont en quelque sorte étendu à tous les aspects de la vie sociale, préparant ainsi les grands affrontements ultérieurs.

Ce potentiel prend la forme d'une résistance massive et quotidienne contre Jaruzelski, qui s'exprime sous des formes diverses et variées.

Cela a été rendu possible parce qu'en dépit de toutes les attaques, des coups importants et des reculs qu'ils ont subis, la classe ouvrière et le peuple polonais ont maintenu et préservé leur organisation syndicale indépendante, *Solidarnosc*.

En effet, *Solidarnosc* reste non seulement vivant dans les usines, mais organise également les autres couches de la société, de la jeunesse aux intellectuels. Sa presse est lue par des millions de Polonais ; l'opposition démocratique, comme elle s'appelle elle-même, est soutenue de manière quasi publique par des centaines de milliers de Polonais.

Cette situation atteste que le régime bureaucratique qui, depuis 1980 est assailli par la révolution, n'a pu, malgré la répression, se reconstituer une base sociale d'appui et ne se maintient que par la contrainte.

Ces derniers mois d'ailleurs, la répression s'est à nouveau accentuée, accompagnée d'arrestations, de procès, de mauvais traitements... Mais dans ce domaine, pas plus que dans les autres, la bureaucratie n'a pu « normaliser » l'opposition démocratique. En prison, la résistance au régime est présente. La revendication de la libération des emprisonnés et celle de leur statut de prisonniers politiques y sont constamment posées par tous les moyens, y compris par la grève de la faim.

Et précisément, cette question des prisonniers politiques concentre des questions fondamentales pour les masses polonaises. C'est pourquoi

d'ailleurs une énorme pression de la bureaucratie, véhiculée par la hiérarchie catholique s'exerce sur les prisonniers politiques. C'est ainsi qu'au moment où, luttant pour leurs droits, des emprisonnés comme Bielecki et beaucoup d'autres entamaient une grève de la faim, Glemp appelait à l'arrêt de ces grèves, tandis que des représentants de la hiérarchie catholique multipliaient les démarches pour les faire céder.

Certains ont arrêté leur grève, d'autres la continuent. Or, non seulement ces hommes et femmes résistent, mais l'on voit s'organiser dans le pays des actions de solidarité avec les emprisonnés : la pétition des 77 intellectuels signée par des dizaines de milliers de Polonais, toutes sortes de manifestations (messes, réunions...), actions lors des procès politiques ou grèves de la faim en solidarité, comme ce jeûne de 14 femmes — femmes ou mères de membres de l'opposition démocratique — à Szczecin qui dura 5 jours en avril dernier, ou une grève de la faim en solidarité avec les prisonniers de l'Eglise de Podkowa-Lesna (près de Varsovie) : réponse en quelque sorte à tous ceux qui voudraient faire céder les emprisonnés. De fait, la résistance des emprisonnés concentre la résistance d'un peuple. Le combat pour la libération des emprisonnés, c'est le combat pour le rétablissement de toutes les conquêtes.

V

L'approche du X^e Congrès du POUP, qui doit se tenir en juin 1986, permet de déceler des éléments révélateurs de cette situation de crise de la bureaucratie. Jaruzelski a déclaré que, d'ici là, tout serait réglé : il a promis la « paix sociale ». En Pologne, les militants s'interrogent sur la signification de cette

affirmation et sur ce qui se trame avec le Kremlin depuis l'arrivée de Gorbatchev. On sait déjà qu'avec le remplacement de Jaruzelski par Messner au poste de Premier ministre il y a un an, la bureaucratie avait tenté sans y parvenir de redonner une quelconque crédibilité à l'image de son gouvernement, à l'intérieur comme à l'extérieur. Et il va sans dire que le remplacement de B. Kamal en Afghanistan a été beaucoup commenté en Pologne.

Nous n'allons pas faire ici des pronostics aussi inutiles qu'hasardeux, mais il est clair que la crise de la bureaucratie libère les forces en présence et ravive les luttes de fractions et de clans.

Cependant, la crise qui sévit à l'intérieur même de l'appareil stalinien et de l'appareil d'Etat qu'il dirige, s'est encore approfondie. Il est incapable de « résorber » la situation. Sa seule action est d'avoir fait entériner des dizaines et dizaines de décrets et lois-carcans très répressives dans tous les domaines. Mais elles sont si rigides qu'il ne peut les utiliser véritablement, sous peine de déstabiliser complètement à nouveau une situation d'une fragilité incomparable dans tous les pays de l'Est de l'Europe.

Mais plus encore, il n'y a pas un domaine de « l'élite » intellectuelle qu'il n'ait fallu purger, c'est-à-dire qui ne soit contaminé par *Solidarnosc* : avocats, médecins, artistes, écrivains, universitaires...

Cette crise de l'appareil se manifeste particulièrement dans la crise de l'appareil de répression. On voit se multiplier les arrestations au sein même de l'armée, où des officiers — y compris des membres de la police politique — sont accusés d'avoir aidé *Solidarnosc*. Ces arrestations sont significatives en elles-mêmes, mais leur caractère public et officiel n'est pas moins révélateur de

la crise qui secoue la bureaucratie. Cette décomposition produit le développement de véritables bandes terroristes, en « marge » de l'action officielle, procédant à la mode de l'AAA, à l'assassinat de travailleurs et militants, comme celui de Popieluszko. Mais comment ne pas rapprocher le meurtre de Popieluezska de celui de Przemek dans un commissariat.

Crise du POUP, crise de l'armée, crise de l'appareil d'Etat ; celui-ci en effet ne s'est pas rétabli. Pour ce faire, il aurait fallu écraser *Solidarnosc* dont l'existence est incompatible avec la domination bureaucratique.

A tout cela s'ajoutent l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en URSS et ses répercussions dans l'appareil international du Kremlin.

C'est ainsi qu'un article du *Figaro* (14 mars 1986) indique :

« Le XXV^e Plenum du CC du POUP... s'ouvre dans une atmosphère morose... Le congrès soviétique n'ouvre nullement la voie des réformes libérales en Pologne. La « révolution » Gorbatchev n'est nullement une révolution libérale. Ces réformes tendent à améliorer le fonctionnement du système mais pas à le bouleverser. Il s'agit d'une orientation proche des thèses tchécoslovaques ou est-allemandes, et non pas d'une quelconque voie hongroise. Gorbatchev n'est nullement enclin à soutenir une telle démarche dans les autres pays du camp et plus particulièrement en Pologne : discipline, qualification et progrès techniques doivent être les seuls saluts. D'un autre côté, l'accent est mis d'une manière forcée sur l'intégration de l'économie du camp socialiste à celle de l'URSS. Ceci pour la Pologne, est une garantie de sous-développement, avec une autonomie nationale encore plus réduite. »

La combinaison de la politique de

Gorbatchev et de la pression de l'impérialisme sous la forme de « l'aide » entre alors comme un nouveau facteur de crise au sein de la bureaucratie polonaise. Du cœur même de ses différentes composantes, surgissent des forces favorables à une plus grande intégration au marché mondial dominé par l'impérialisme, qui ouvrent donc la voie à de nouvelles attaques contre la propriété sociale et les masses polonaises. Mais ces différentes fractions doivent serrer les rangs devant la résistance des masses et tenter à tout prix de trouver un répit par la négociation et le rapprochement avec l'Ouest.

Cependant, en Pologne même, l'Eglise ne ménage pas son aide à celui-ci. Depuis plusieurs mois, elle cherche à avancer dans la voie d'un accord avec le gouvernement de Jaruzelski. C'est en effet dans l'Eglise, autour de Glemp, que la bureaucratie stalinienne trouve un appui réel et conséquent pour « l'entente nationale » ; le primat de Pologne ne s'est-il pas déclaré partisan du dialogue avec Jaruzelski, qu'il a rencontré il y a quelques semaines ? En déclarant lors d'un voyage à Paris que *Solidarnosc* n'était plus un syndicat mais un parti politique, en déclarant fort à propos qu'il n'avait pas rencontré depuis longtemps Walesa, et surtout en organisant une pression sur les prisonniers politiques pour qu'ils cessent leur grève de la faim (c'est Glemp qui déclarait à Antenne 2, sur la télévision française, que Franyuk « se portait bien » au moment où toutes les informations indiquaient l'aggravation de sa situation), la hiérarchie catholique indique qu'elle entend bien préserver « l'ordre européen » en Pologne.

Mais à l'instar du régime qu'elle défend, l'Eglise est prise sous le feu de la révolution politique. Non seu-

lement la politique menée par Glemp sur la ligne d'un accord avec Jaruzelski ne rencontre aucune adhésion significative dans la population, mais elle développe de multiples contradictions au sein même de l'Eglise, dont une large partie cherche à ne pas se couper de la population, dont beaucoup de prêtres participent au combat de *Solidarnosc*.

C'est J. Popiuleszko qui dans ses notes (« carnet noir » publié par *Diagonale* n° 7) écrit lors de sa rencontre avec Glemp après la répression policière dont il a fait l'objet et peu avant son assassinat : « *Je suis allé au séminaire. J'y ai rencontré sur le pas de la porte son Excellence le Primat. Nous sommes entrés dans une petite pièce. Ce que j'ai pu entendre a dépassé de loin les pires pressentiments... Les reproches qu'il m'a faits m'ont laissé sans voix... Lors des interrogatoires, la SB (police politique) m'a montré plus de respect. Je n'entre pas dans les détails de cette conversation.* »

Car il est clair que la politique mise en œuvre par Glemp d'une part, la pression des masses d'autre part, déchirent l'Eglise, y compris la hiérarchie catholique.

Il ne faut pas oublier dans ce cadre la question nationale, qui en Pologne, place des fractions du clergé dans une situation qui rappelle celle de l'Eglise dans la Révolution française. Dans son immense majorité, ce qu'on appelait en France à cette époque « le bas clergé », reste avec la population, avec *Solidarnosc* et de là découlent les contradictions au sein même de la hiérarchie, dont une partie se prononce en faveur de *Solidarnosc*. A tel point d'ailleurs qu'Urban — porte parole du gouvernement — a lui même dénoncé une « partie du clergé » qu'il a accusée « *d'exploiter les chaires à des fins politiques pour dresser les fidèles* » contre le régime. C'est

là également une indication des plus sûres du fait que l'ensemble des forces attachées à la défense de la « réconciliation nationale » sont déstabilisées par la poursuite de la résistance des masses. Et cela dans une situation où l'aggravation des conditions de vie et de travail provoque le mécontentement.

VI

En effet, alors que l'un des motifs « officiels » du coup d'Etat du 13 décembre 1980 était la remise en marche de l'économie, on peut constater que loin de régler cette question, la bureaucratie est responsable d'une formidable régression dans ce domaine.

C'est ainsi que la production industrielle est généralement tombée à son niveau d'il y a 5 à 10 ans ; et pour certains secteurs, comme le charbon et la laiterie, il faut remonter aux années 60-65 pour trouver des chiffres analogues à ceux d'aujourd'hui... La dette extérieure a augmenté et, comme l'explique un article paru dans une publication de *Solidarnosc*, « Tydonik Mazowsze », ces résultats « *annoncent pour la prochaine décennie une dépendance grandissante vis-à-vis de l'Ouest. Mais pour sortir du piège de l'endettement, il faudrait améliorer notre efficience économique. Les exportations forcenées peuvent s'avérer à long terme non rentables et devenir un nouveau facteur d'appauvrissement du pays.* »

Les hausses de prix draconiennes et successives des produits de consommation de base, des loyers et de l'électricité n'ont rien réglé. Elles ont seulement aggravé les conditions de vie de la population (un kg de pain coûte 28 zlotys, alors qu'un « bon » salaire se monte à 30 zlotys de l'heure !) et pour une grande partie de celle-ci, c'est déjà la misère.

D'autre part cette situation aboutit à une véritable pénurie de biens de consommation courants.

Elle tend donc inévitablement aussi à augmenter la tension sociale dans le pays. Ainsi par exemple, le 6 avril dernier, plusieurs milliers de personnes ont manifesté au lendemain de l'annonce des hausses de prix de 10 à 20 % au cri de : « *A bas la hausse des prix* » dans la ville de Gdansk. Mots d'ordre repris avec celui de « *Libérez les prisonniers politiques !* » lors des manifestations du 1^{er} mai.

Cette résistance ouvrière s'exprime également sous d'autres formes sur lesquelles la bureaucratie nous renseigne elle-même : Kubiczek, vice-président de la Commission du Plan, a indiqué lors d'une conférence de presse que « *l'inflation n'avait pu être jugulée, car les augmentations de salaires ont été plus importantes que celles des prix* ». Passons sur le mensonge de la bureaucratie qui veut faire porter aux travailleurs la responsabilité de la situation pour nous attacher à un aspect de la question que le journaliste assistant à la conférence de presse, résume parfaitement : « *Nombre de directions d'entreprises ont accordé des augmentations de salaires, malgré les restrictions du plan, pour éviter des grèves éventuelles ou des ralentissements des chaînes de production* ».

Tous ces éléments indiquent comment, appuyés sur l'existence de *Solidarnosc*, les travailleurs polonais organisés résistent à la bureaucratie stalinienne. Et cette résistance entre comme facteur d'aggravation de la crise de la bureaucratie, confrontée à une situation d'impasse sur ce terrain de l'économie comme sur les autres.

VII

Il est indispensable que les militants de la IV^e Internationale saisissent pleinement cette situation. La bureaucratie n'a pu détruire *Solidarnosc* ; pour autant, la classe ouvrière de Pologne n'a pu la renverser, et elle lui a même infligé des coups sérieux. Mais le prolétariat n'est pas écrasé, et les rapports de force s'organisent dans une situation complexe : d'un côté la bureaucratie a pu maintenir, ainsi que son appareil d'Etat, sans avoir à écraser dans le sang le prolétariat (et sans le pouvoir). Mais à quel prix ! Car de l'autre côté, le prolétariat n'a pas été défait et a maintenu son organisation indépendante ; celle-ci concentre l'acquis vivant de la révolution politique et constitue le point d'appui dans sa résistance au régime.

C'est là une situation inédite : nous avons là, au sein d'un Etat bureaucratique l'expression de toute la situation mondiale faite d'avancées et de reculs, mais fondamentalement organisée sur la montée révolutionnaire des masses : non seulement la bureaucratie n'arrive pas à liquider une organisation de masse indépendante, mais celle-ci est amenée à étendre sans cesse son champ d'activité, car c'est sur son existence comme « institution ouvrière » contradictoire aux « institutions bureaucratiques » que les travailleurs résistent à Jaruzelski s'appuient pour s'organiser et lutter.

C'est en ce sens que, malgré les coups importants portés au prolétariat, nous pouvons parler d'une profonde maturation de la situation en Pologne. Dans ces conditions de crise généralisée, la classe ouvrière et le peuple polonais, appuyés sur *Solidarnosc*, mesurent tous ces développements pour affermir et étendre leur résistance à la bureaucratie stalinienne.

Ainsi, pas à pas, l'évolution de la « conscience sociale » a atteint un stade où le problème central dorénavant soulevé dans les discussions est celui de l'avenir de la Pologne, de *Solidarnosc*, de l'issue politique.

Pour tous ces militants qui, au sein de *Solidarnosc*, discutent, qui écrivent dans les publications, une chose est sûre : il est impossible que l'état actuel des rapports de force puisse se maintenir encore longtemps tel quel. A tout moment — sans que l'on puisse en prédire les formes et les délais — la situation peut se modifier rapidement. C'est ce qui fait dire à beaucoup de ces militants que la situation est « pré-août 1980 ». Ce qui ne veut pas dire que la situation va déboucher comme en août 1980, au contraire, il s'agit d'une analogie limitée, qui intègre la réflexion de tout ce qui s'est passé depuis, et notamment le 13 décembre.

Comment se pose aujourd'hui le problème du pouvoir en Pologne ?

Nous l'avons expliqué, *Solidarnosc* n'est pas seulement un syndicat, mais un « mouvement social » qui s'étend à toute la « société » (par ce mot, les Polonais désignent la population à l'exclusion du POUP et de ses ramifications). La bureaucratie stalinienne n'a pu écraser *Solidarnosc*. La classe ouvrière structure, à travers *Solidarnosc*, la « société » contre la bureaucratie. C'est autour de la classe ouvrière, dont le mouvement a constitué puis préservé *Solidarnosc*, que s'organise la lutte contre Jaruzelski. Le problème du pouvoir se trouve donc posé par rapport à *Solidarnosc*.

C'est ainsi qu'aujourd'hui on assiste à une multiplication de journaux et de groupes politiques qui organisent une discussion intense sur l'avenir : la question de la démocratie politique, qui implique des élections libres et pour cela des partis

libres, indépendants. Il s'agit de la question centrale du pouvoir d'Etat, du monopole du pouvoir politique de la bureaucratie stalinienne.

Dans ce cadre, il faut souligner l'importance de la KPN fondée avant *Solidarnosc* et qui revendiquait, à l'époque où *Solidarnosc* était légal, 60 000 adhérents. La KPN a été un ferment de la discussion politique, mais ce serait une erreur d'y voir un courant cristallisé sur un programme. Il s'agit là d'une confédération regroupant des courants divers sur une plate-forme d'indépendance nationale de la Pologne. Et ce serait une autre erreur de dissocier la KPN de *Solidarnosc*, car les militants de la KPN — comme des autres partis ou groupes politiques — sont totalement engagés dans l'action clandestine de *Solidarnosc*.

Tous les courants qui existaient auparavant, y compris le KOR qui n'est pas un parti, influent sur la maturation des courants politiques qui se développent aujourd'hui. C'est aussi le cas du PSPP.

C'est aussi le cas de « Solidarité combattante » de K. Morawiecki, qui n'est pas un parti fondé sur un programme achevé, clairement délimité, mais qui rassemble des courants dont plusieurs d'entre eux ont été à l'initiative d'actions de solidarité avec l'Afghanistan à l'occasion du 1^{er} mai.

On pourrait citer également le « groupe politique Robotnik de Poméranie occidentale » qui « se fixe pour but de défendre le socialisme démocratique », le groupe Baza de Varsovie, « l'Aigle Blanc » journal du mouvement ouvrier pour l'indépendance nationale (Cracovie), la « République Indépendante », RMD, mouvement de la jeunesse démocratique, « Auto-détermination », la « République », les groupes Wola...

On pourrait ainsi continuer la liste. Mais dans l'esprit de tous ces groupes, cela n'est possible qu'à condition qu'existe *Solidarnosc*.

Un article paru dans *Naprzod* n° 2 -1985, journaux des groupes politiques WOLA (de Varsovie), s'intitulant « *A propos de la pensée politique polonaise, ensemble et séparément* », est très clair. Après avoir montré la diversité de la « *pensée politique en Pologne* », l'auteur écrit :

« *Nous ne savons pas ce qui nous attend. Voilà pourquoi nous avons besoin d'élaborer des programmes divers, des courants différents de pensée politique. On ne peut savoir à l'avance lequel conviendra le mieux à la situation qui se créera. Il faut qu'existent des groupes ou des partis politiques travaillant sur des programmes « pour demain », ce qu'on ne peut pas faire sans savoir ce qui s'est passé « hier ». Dans Solidarnosc légale, ce n'est un secret pour personne, il existait aussi de multiples tendances : chrétienne-démocrate, sociale-démocrate, nationaliste, syndicaliste, libérale. C'est donc d'autant plus important que ces courants connaissent aujourd'hui un développement, puisque nous disposons de plus de temps et de nombreux éléments de réflexion. Une telle différenciation dans les programmes ne peut-elle pas nuire à l'unité indispensable pour lutter contre la dictature qu'on nous impose ? Non, si ces courants sont au service de l'idée commune prédominante, celle de la libération de la Pologne et de chaque homme en Pologne. Solidarnosc clandestine demeure et doit demeurer le gardien de cette idée, car Solidarnosc clandestine est un large mouvement social de résistance, et le signe qui unit aujourd'hui tous les Polonais, dignes de ce nom. »*

En ce sens, le « mouvement social

Solidarnosc » est la « matrice » de toutes les organisations, les groupes et les partis qui vont se reconstituer et qui se reconstituent. Car il est certain que ce à quoi nous assistons aujourd'hui indique que nous allons voir une floraison de groupes se constituer comme expression de la maturation politique posant la question du pouvoir. Dans ce cadre, quand nous voyons cette revendication de l'indépendance nationale surgir, il faut saisir qu'elle est étroitement reliée à cette question du pouvoir.

Et dans le même temps, quand nous parlons de *Solidarnosc* comme « matrice », cela signifie que c'est sur le prolétariat que s'ordonne, à travers *Solidarnosc*, toute la lutte contre la bureaucratie. C'est autour, en référence à *Solidarnosc*, organisation de la classe ouvrière, que se constituent groupes et partis. *Solidarnosc*, « socle » de toute la « société » signifie que c'est sur le prolétariat, c'est-à-dire *Solidarnosc*, que repose le combat pour l'indépendance nationale. C'est à partir de cette compréhension politique que l'on peut saisir la place et le rôle des partis politiques. C'est en ce sens que nous trouvons dans le développement de la révolution polonaise une des confirmations les plus éclatantes de la révolution permanente.

Certes, nous ne pouvons faire de pronostics, mais il est certain que la maturation politique qui s'exprime posant la question du pouvoir, se fera autour de *Solidarnosc*, et dans des conditions différentes d'août 1980.

D'ores et déjà des éléments l'indiquent.

La revendication de base centrale qui unifie le combat des masses est le fait que *Solidarnosc* doit retrouver une existence légale. Le mouvement profond est de ne pas rester dans la clandestinité. Il existe beaucoup de

formes de cette existence « semi-légale ». Après l'assassinat du père Popieluszko, un mouvement très important a été fondé, les KOP, regroupement pour le respect de la légalité, dont le rôle est de faire connaître les actes répressifs commis par les forces de l'ordre. Des adhérents publièrent leurs noms et leurs adresses. L'importance de ce mouvement s'exprime dans l'ampleur de la répression contre eux, notamment à Cracovie, Szczecin, Varsovie... A Cracovie et Varsovie, la répression porte officiellement sur d'autres motifs, en revanche à Szczecin, c'est en tant que membre du KOP que Kostecki est emprisonné, l'action officielle porte sur le KOP pour le procès le 3 juin.

Il est de ce point de vue significatif qu'à l'occasion du 1^{er} mai à Varsovie, pour la première fois depuis 1981, l'opposition démocratique — qui n'a aucune existence légale — ait fait la demande officielle de manifester. Cette démarche indique la maturation d'une opposition, appuyée sur tout un peuple, et cherchant à se structurer et à apparaître en tant que telle.

De même, cette volonté d'agir ouvertement s'exprime également dans la constitution d'associations de retraités et d'invalides du travail comme à Cracovie, ou par l'utilisation, par les militants de *Solidarnosc*, de Comités d'autogestion dans les usines, organisme officiel qui s'occupe des conditions de travail dans l'usine, pour combattre sur les revendications des travailleurs.

Tous ces éléments indiquent la profonde maturation politique en Pologne, qui à travers la préservation de *Solidarnosc*, organisation de classe qui ordonne toute la « société », va voir le prolétariat et les masses polonaises, appuyés sur cette expression vivante de la révolution polonaise, élargir et amplifier la

lutte contre la bureaucratie stalinienne, dans des délais et des formes que nul ne peut prévoir, mais c'est sur cette perspective que nous devons nous aligner.

VIII

C'est de là que nous devons partir pour définir nos tâches. Toutes les manœuvres entreprises à l'échelle internationale dans le cadre de l'après-sommet Reagan-Gorbatchev peuvent-elles permettre de « stabiliser » la situation, c'est-à-dire de défaire la révolution politique en Pologne en détruisant *Solidarnosc*.

Il serait évidemment erroné de nier que des coups très durs ont été portés aux travailleurs et à la révolution polonaise. Mais il serait radicalement faux de s'aligner dans la présente situation sur une défaite de la révolution polonaise, comme on veut de tous côtés le faire croire.

Bien au contraire, toutes ces manœuvres — parce qu'elles se heurtent à l'extraordinaire capacité de résistance des masses polonaises et parce qu'elles se combinent aux développements de la situation mondiale, à la crise de la bureaucratie du Kremlin et à celle de l'impérialisme — se transforment en facteurs de déstabilisation non seulement de la bureaucratie, mais également de toutes les forces attachées à la « paix sociale » en Pologne.

Il suffit pour le comprendre de laisser la parole à ces militants polonais eux-mêmes : la lettre ouverte de la commission régionale *Solidarnosc* de Varsovie à Willy Brandt se conclut ainsi : « *L'actuelle politique du SPD, la collaboration de votre part avec le gouvernement de la RPP derrière le dos de la population nous inspire donc méfiance... (mais) l'aide désintéressée qu'apportent tant de citoyens allemands aux Polonais témoigne heureusement d'une chose* ».

De même, on peut lire dans une publication de *Solidarnosc*, « *Tydodnik Mazowsze* » du 3 janvier 1986 : « *Le pouvoir a essuyé des revers. Les effets escomptés de la rencontre Jaruzelski-Mitterrand ont été gâchés par la réaction de l'opinion publique française* ».

Nous avons là une nouvelle confirmation de l'extraordinaire importance qu'accordent les militants polonais à la solidarité internationale, eux qu'on veut étouffer, isoler au nom de la « coexistence pacifique ».

Dans ces conditions, pour les militants de la IV^e Internationale, qui combattent la prétendue « coexistence pacifique », c'est-à-dire l'alliance contre-révolutionnaire de la bureaucratie et de l'impérialisme, l'activité de défense de la révolution politique en Pologne concentre des tâches fondamentales. Il ne s'agit pas de solidarité abstraite. Pour nous, la défense de la révolution polonaise comme chaînon actuellement le plus élevé de la révolution mondiale — qui intègre les développements de la révolution au Nicaragua, la lutte des classes dans les autres pays, en Haïti, et en Afrique du Sud notamment — entre comme partie constituante de notre combat dans chaque pays pour dégager de plus larges couches de militants, de travailleurs, de jeunes en rupture avec la politique de soumission à la bourgeoisie et à la bureaucratie stalinienne pour la construction de la IV^e Internationale et de ses sections. Il s'agit donc là d'un élément de différenciation politique dans tous les pays.

Répetons-le. A l'échelle internationale, la question de l'offensive contre les travailleurs, implique la lutte contre l'indépendance de classe, et pose donc la question de l'intégration des syndicats. Ce

qu'écrivait Trotsky sur cette question se trouve pleinement d'actualité.

Le maintien de *Solidarnosc*, organisation indépendante, la revendication de son existence impliquant donc le combat contre le monopole du pouvoir politique de la bureaucratie, met au centre la question du pouvoir et de l'indépendance de classe.

Cette question ne se limite ni à la Pologne, ni à l'Est de l'Europe. Elle a une valeur internationale, intégrée par *Solidarnosc* dans son appel aux travailleurs de l'Est, où, quant à l'occasion de la grève des mineurs en Grande-Bretagne, *Solidarnosc* s'est prononcé contre l'envoi de charbon polonais en Grande-Bretagne par Jaruzelski, avec les conséquences que l'on sait au sein même du syndicat britannique lors de la grève.

Il s'agit là de saisir le caractère général de cette question, comme un élément du combat et de la maturation politique dans l'ensemble du pays.

Comme l'écrit le programme de fondation de la IV^e Internationale.

« *La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte CONTRE LES INÉGALITES SOCIALES ET L'OPPRESSION POLITIQUE... la lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera pour la renaissance de la DEMOCRATIE SOVIETIQUE, LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ETRE CHASSEES DES SOVIETS. La démocratisation des soviets est inconcevable sans la LEGALISATION DES PARTIS SOVIETIQUES* » (*Programme de Transition*).

Juin 1986

Il est évident que les classes sociales ont subi une déformation profonde. Les couches sociales inférieures ont subi une dépression sociale et économique. Les couches sociales supérieures ont subi une dépression économique et sociale. Cette dépression a entraîné une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales inférieures ont subi une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales supérieures ont subi une dépression économique et sociale.

Cette dépression a entraîné une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales inférieures ont subi une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales supérieures ont subi une dépression économique et sociale. Cette dépression a entraîné une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales inférieures ont subi une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales supérieures ont subi une dépression économique et sociale.

Comme l'est le programme de la IV^e Internationale, le programme de la V^e Internationale est un programme de lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique. Le programme de la V^e Internationale est un programme de lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique. Le programme de la V^e Internationale est un programme de lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique.

Il est évident que les classes sociales ont subi une déformation profonde. Les couches sociales inférieures ont subi une dépression profonde. Les couches sociales supérieures ont subi une dépression économique et sociale. Cette dépression a entraîné une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales inférieures ont subi une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales supérieures ont subi une dépression économique et sociale.

Cette dépression a entraîné une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales inférieures ont subi une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales supérieures ont subi une dépression économique et sociale. Cette dépression a entraîné une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales inférieures ont subi une dépression morale et une dépression intellectuelle. Les couches sociales supérieures ont subi une dépression économique et sociale.

Comme l'est le programme de la IV^e Internationale, le programme de la V^e Internationale est un programme de lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique. Le programme de la V^e Internationale est un programme de lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique. Le programme de la V^e Internationale est un programme de lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique.

Le programme de la V^e Internationale est un programme de lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique. Le programme de la V^e Internationale est un programme de lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique. Le programme de la V^e Internationale est un programme de lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique.

HAÏTI

UNE REVOLUTION QUI N'AURAIT PAS DÛ AVOIR LIEU

PAR M. CRISTOBAL

Si l'on définit une révolution comme un processus dans lequel les plus larges masses recherchent, par leur mobilisation ouverte, à renverser de fond en comble les structures économiques, politiques d'un pays alors qu'éclate ouvertement une crise profonde au sommet de l'Etat, que se révèle « *l'incapacité des classes dominantes à continuer à gouverner comme avant* », alors on peut dire : à Haïti il y a aujourd'hui une révolution.

Une révolution qui, à en croire certains, n'aurait pas dû avoir lieu. On disait par exemple que le peuple haïtien était à bout de forces après trente années de dictature duvaliériste et qu'en conséquence il était incapable d'entreprendre quoi que ce soit de radical. On disait que le peuple haïtien était trop illettré pour pouvoir « comprendre la nécessité de la révolution ». On constatait qu'à Haïti même, il n'existait pas de véritables organisations structurées s'opposant à Duvalier. On expliquait aussi qu'Haïti constituait un enjeu trop important pour que le gouvernement des USA y laisse se développer une révolution.

Affamé, à bout de forces : le peuple haïtien l'était sans aucun doute. Illettré ? Oui, 85 % des Haïtiens ne savent pas lire et écrire parce qu'on ne leur en a pas donné la possibilité. Absence de véritables organisations d'opposition à la dictature ? C'est un fait : les Duvalier étaient arrivés à décimer systématiquement presque tous les regroupements opposés à leur pouvoir. Et, en ce qui concerne la présence US, elle était effectivement là, pesante, veillant à ce que rien ne change en profondeur.

Et pourtant, la révolution a bien commencé à Haïti. Et ceux qui espéraient que le mouvement qui a abouti à la chute de « Baby Doc » allait ensuite s'éteindre de lui-même, doivent aujourd'hui renoncer à cette illusion.

Ainsi, le « calendrier électoral » soigneusement mis en place par le

CNG (Conseil national de gouvernement) et les représentants du gouvernement américain vient d'être mis ouvertement en échec par le peuple haïtien qui refusé que 20 « constituants » sur 61 soient désignés par le gouvernement en refusant massivement de participer à des « élections » anti-démocratiques. Le taux de participation n'a été officiellement que de 5 % (en réalité pas plus de 1 %).

Aujourd'hui, en rédigeant ces notes nous voudrions apporter quelques éléments permettant d'une part de comprendre l'importance de la révolution en cours à Haïti, sa signification, mais en même temps de saisir un certain nombre de ses particularités. Précisons encore que nous ne prétendons pas tenter ici une analyse exhaustive ni systématique de cette révolution ni de l'histoire d'Haïti.

LE POIDS DU PASSE DANS LES EVENEMENTS PRESENTS

On dit que tout peuple s'engage dans une révolution à partir de sa propre histoire. La révolution haïtienne n'échappe pas à cette règle. Bien au contraire. Le mouvement qui a chassé Duvalier s'est exprimé sous une forme tellement peu usuelle qu'il a dérouté plus d'un commentateur et pour commencer ceux qui sans doute suivaient le plus au jour le jour les événements : le département d'Etat américain. Un porte-parole de l'administration US disait quelques jours après la chute de Duvalier : « ... *Il n'y a à Haïti aucun risque d'un nouveau Cuba. Le peuple haïtien ne met pas en avant des revendications de type révolutionnaire...* » Ce porte-parole avait sans doute étudié les différents tracts qui ont circulé à Haïti dans les semaines

qui ont précédé et immédiatement suivi la chute du dictateur.

Tracts dont le langage semblait relever d'un passé historique se situant deux siècles en arrière : la révolution française. Il n'y a pas eu par exemple constitution de « comités révolutionnaires », mais par contre toute une série de comités de jeunes signaient « nous, le peuple souverain ». Il y a eu des dizaines et des dizaines de tracts écrits dans le style et la forme des « cahiers de doléances » de la révolution française. Un exemple entre autres :

*Considérons la situation actuelle ;
Considérons la politique dégradante du gouvernement ;*

Considérons les besoins impérieux du peuple haïtien ;

Considérons que nous souffrons

dans notre chair et notre sang ;

Considérons que nous peuple haïtien avons droit à la vie comme tout peuple libre et indépendant politiquement et économiquement ;

Considérons que l'esprit doit prévaloir sur la médiocrité et la matière ;

Considérons que le dernier mot revient au peuple des neuf départements géographiques d'Haïti ;

Considérons l'irresponsabilité notoire du gouvernement rétrograde de Jean-Claude Duvalier ;

Considérons que la Constitution de 1957 place Jean-Claude Duvalier hors-la-loi par l'absence des ministres d'Etat dans ce gouvernement agonisant ;

Considérons que la Constitution de 1957 le met dans la catégorie d'un gouvernement de facto et sous l'égide de l'anarchie galopante.

Demandons la démission immédiate et inconditionnelle du gouvernement et du chef de ce gouvernement hilare et bête au pouvoir et inconstitutionnel depuis.

Demandons également la dissolution de la Chambre législative inconsciente et sans valeur populaire.

Demandons l'annulation de toutes lois iniques et non conformes aux mœurs nationales et internationales.

Signé

*La Patrie reconnaissante
LE SOUVERAIN*

Ce poids « du passé » dans la lutte politique du présent (des tracts faisant constamment référence par exemple à des personnalités ayant vécu il y a presque deux siècles) s'explique pour deux raisons : en presque deux siècles d'existence comme nation indépendante Haïti a dû subir plus de 150 années de terreur, de régimes dictatoriaux qui de façon systématique ont cherché à couper le peuple haïtien, les travail-

leurs de ce pays du mouvement ouvrier international. Dans ces conditions de terreur systématique et d'isolement extrême, l'opposition aux dictatures n'a pu se faire qu'avec la référence au passé, celui du combat ayant conduit à l'indépendance d'Haïti.

De plus, c'est en prenant appui sur ces événements qui, il y a presque deux siècles, ont conduit le peuple haïtien à être le premier peuple noir à arracher l'indépendance nationale en même temps que l'abolition de l'esclavage, que les Haïtiens sont arrivés à maintenir leur pays comme Etat indépendant. En effet, son existence a été mise en cause par toutes les puissances impérialistes depuis l'indépendance d'Haïti en 1804 (nous y reviendrons).

La référence constante au passé doit être comprise par rapport au présent en tenant compte de la portée révolutionnaire du combat qui a conduit à l'indépendance nationale.

L'histoire de l'indépendance haïtienne n'est pas n'importe quelle histoire. Comment l'a expliqué C.L.R. James dans « Les Jacobins Noirs »

« Au mois d'août 1791, après deux ans de révolution française avec ses répercussions à Saint-Domingue, les esclaves entrèrent en révolte. Leur lutte dura douze ans. Ils mirent tour à tour en déroute les blancs et les soldats de la monarchie française, une invasion espagnole, une expédition britannique de près de 60 000 hommes, et un contingent français identique, commandé par le propre beau-frère de Bonaparte. La défaite des troupes napoléoniennes, en 1803, permit l'installation de l'Etat nègre d'Haïti, qui s'est maintenu jusqu'à nos jours.

C'est la seule révolte d'esclaves dont l'histoire ait enregistré le succès. Les obstacles qu'elle dut franchir témoignent de l'importance des intérêts qui étaient en jeu. La trans-

formation des esclaves, qui auparavant tremblaient par centaines face à un seul blanc, en un peuple capable de s'organiser et de défaire les

nations européennes les plus puissantes de l'époque, constitue une des grandes épopées de la bataille et de la réussite révolutionnaires. »

LE NATIONALISME, LA MEFIANCE A L'EGARD DES GRANDES PUISSANCES

Un deuxième aspect distinctif de la révolution en cours, du mouvement qui a chassé Duvalier, c'est la volonté manifeste de tout un peuple de marquer sa défiance par rapport à « toute solution étrangère ». A Haïti, il n'y a pas, ou presque pas de parti se réclamant de la « gauche » (celle-ci comme nous le verrons plus tard est aussi assimilé à des « solutions » venant de l'étranger). Par contre, il y a aujourd'hui une multitude de partis « nationalistes ».

La volonté manifeste de la révolution en cours de relier les luttes actuelles à celles qu'il y a presque deux siècles ont conduit à l'indépendance nationale se concrétise dans la volonté toujours exprimée dans les tracts, de « faire retrouver à Haïti son rang de nation indépendante jouant, dans le concert des nations, le rôle qui revient à notre pays qui a été le premier à en finir avec l'esclavagisme ».

Un exemple, dans un tract qui circulait quelques jours avant la chute de Duvalier à Port-au-Prince :

« ... Concitoyens, concitoyennes,

A ce moment crucial de notre vie de peuple bafoué et violenté, nous invitons toutes les couches de la population, la jeunesse en particulier, à garder les yeux braqués sur l'Amérique jusqu'à l'issue de cet examen du dossier haïtien qui devra dicter l'octroi ou la suppression de l'aide américaine aux Duvaliers. Nous disons aux Duvaliers et non au pays, car ce n'est un secret pour personne, qu'elle n'a jamais porté de

fruits, cette aide étrangère. Au su et au vu des pays donateurs, elle a toujours parcouru le circuit inchangé qui alimente la mafia au pouvoir, elle grossit des comptes obscurs en banque suisse, elle paie la note des parures et des extravagances qui insultent notre misère, elle rétribue la force répressive qui massacre nos enfants, elle entretient la paix préconisée par notre grand voisin du Nord, celle qui s'apparente au silence des cimetières.

Jeunes d'Haïti, maintenant plus que jamais, ouvrez grand vos yeux, observez les faits et gestes des grandes nations championnes des libertés civiles et politiques et vous verrez peut-être le profil de nos fossoyeurs. A ce rendez-vous de la vérité, nous ne manquerons pas, le cas échéant, de leur crier notre mépris quand ils nous chanteront le refrain hypocrite des raisons humanitaires.

Nous disons non à l'aide étrangère ! Qu'on nous laisse crever de faim, c'est notre affaire, mais que ce gouvernement meure aussi d'asphyxie et que ce pays soit libéré enfin de ces vampires, de ces charognards qui sucent notre sang, dépècent notre dépouille. »

A Haïti « la solution étrangère » c'est celle qui vise à la destruction de la nation. Et cela s'explique aisément : les grandes puissances n'ont jamais pardonné à Haïti et aux Haïtiens d'avoir arraché leur indépendance en 1804 presque 150 années avant que les autres peuples noirs de l'Afrique et des Caraïbes. Le peuple Haïtien en gagnant la guerre de

l'indépendance mettait en question tout l'édifice colonial. Dès lors, il s'est agi pour les impérialistes, pour tous les impérialistes de « démontrer » que l'indépendance ne pouvait conduire qu'à l'horreur et la misère. Et surtout de tout faire pour que Haïti perde son statut de nation indépendante. La France, ancienne puissance colonisatrice, a attendu plus de 30 ans pour reconnaître Haïti comme pays indépendant. Et pendant ces trente années se sont succédé une multitude de projets pour envahir Haïti. Quand en 1838 la France reconnaît finalement Haïti comme pays indépendant, elle exige en contrepartie des « dédommagements » d'une telle ampleur que pendant des décennies et des décennies leur paiement a empêché ce pays d'investir ces ressources, qui étaient importantes, dans son propre développement économique.

Mais il n'y a pas eu que la France. Quelques décennies après, ce sont les capitalistes allemands qui imposaient par la force leurs conditions :

« Deux commerçants allemands, Dickmann (Miragoâne), Stapenhort (Cap-Haïtien) réclamèrent au gouvernement haïtien quinze mille dollars pour dommages matériels, réels ou prétendus, subis par eux du temps de Salnave et de Geffrard.

Deux frégates allemandes, la Vineta et la Gazella, mouillèrent, le 11 juin 1872, en rade de Port-au-Prince. Deux heures après leur arrivée, le capitaine Batsch exigea le paiement immédiat de trois mille livres sterling, puis, sans même attendre la réponse du gouvernement, s'empara de deux navires de guerre haïtiens paisiblement à l'ancre.

Indignée, mais convaincue de son impuissance, Haïti paya. Batsch rendit sa proie et partit. Sur le pont de chaque navire haïtien, on trouva le drapeau bicolore largement étalé

et... hideusement souillé. » (Dor-sainvil : Histoire d'Haïti)

Et quelques décennies plus tard, c'étaient les USA qui occupaient le pays, occupation directe qui allait durer presque vingt années, occupation qui finalement n'a cessé que parce que l'envahisseur se heurtait en permanence à la résistance populaire.

Par ailleurs, la situation de misère imposée au peuple haïtien par les puissances coloniales, et par les gouvernements à leur service ont obligé en permanence des centaines de milliers d'Haïtiens à émigrer, et pour commencer dans tout le bassin des Caraïbes. C'est ainsi qu'à l'étranger, ils sont devenus la composante la plus exploitée des peuples de la région. Laissés sans défense par les gouvernements de leur propre pays, ils étaient, par ailleurs, l'objet de l'agression permanente des gouvernements étrangers. Ainsi, le dictateur dominicain Trujillo allait faire exterminer en quelques jours plus de 20 000 Haïtiens installés en République dominicaine dans des conditions qui n'avaient rien à envier à celles de l'esclavage. C'est dans ces conditions qu'on doit comprendre ce véritable cri d'un Comité de jeunes dans un tract sorti à la veille de la chute du dictateur, déclarait :

« ... Nous, de la génération des jeunes de 25-30 ans n'avons aucune leçon à recevoir de ces peaux noires à masque blanc qui se flattent d'être les amis des puissances étrangères, nous ne sommes pas fous, nous sommes des nationalistes... »

L'IMPACT INTERNATIONAL CONSIDÉRABLE DE LA RÉVOLUTION HAÏTIENNE

Même si aujourd'hui on assiste à une véritable tentative de désinformation en ce qui concerne les développements de la révolution haïtienne, celle-ci préoccupe, dans ses développements quotidiens tous les peuples de la région. Et il faut en comprendre la raison : dans la situation de misère, d'oppression, de terreur faite au peuple haïtien, les colonialistes d'hier et d'aujourd'hui ont voulu faire « la preuve » de l'incapacité des peuples noirs à se diriger eux-mêmes. « ... vous voulez l'indépendance : regardez ce qui se passe à Haïti... » C'est l'argument utilisé pendant des décennies et des décennies par tous ceux qui œuvraient à maintenir les peuples noirs sous la tutelle coloniale.

Il y a une autre raison qui explique cet intérêt et cet attachement au combat pour la démocratie à Haïti : tout le processus qui a abouti quelques années après l'indépendance d'Haïti à la fin de l'esclavage dans les Caraïbes et ailleurs a pour point de départ le combat des Haïtiens. Et pas seulement par l'exemple. Les dirigeants haïtiens, ayant chassé les colonialistes, ont pris une part active dans la lutte de libération de tous les peuples de l'Amérique :

« *Bolívar, préféra l'exil à la soumission, et se rendit, avec ses com-*

pagnons d'infortune, à la Jamaïque d'abord, ensuite aux Cayes (Haïti) (fin décembre 1815). La ville entière des Cayes, et à sa tête le général Marion, commandant de l'arrondissement, reçut à bras ouverts les illustres fugitifs.

Aux Cayes, Bolívar reçut en abondance des armes et des munitions, sous la promesse qu'il abolirait l'esclavage là où il serait victorieux. Bolívar commença le sacrifice par lui-même : les quinze-cents esclaves qui travaillaient sur son vaste domaine de San-Mateo, près de Caracas, furent libérés sans condition (mars 1816). Mais quand il décréta la liberté générale, tous les propriétaires d'esclaves, y compris ses lieutenants, se dressèrent, mécontents, et l'abandonnèrent. Battu le 10 juillet 1816, Bolívar se réfugia à Jacmel (Haïti). Il y resta six mois (26 décembre). Grâce à une énergie qu'aucune souffrance ne domptait et à sa surhumaine activité, il remporta ensuite de belles victoires, à Junin, à Ayacucho, etc. et proclama l'indépendance du Vénézuéla, de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou, de la Bolivie... » (Dorsainvil : Histoire d'Haïti)

LES HAÏTIENS ET LA VIOLENCE

Des dictatures qui se sont succédées tout au long de ce siècle à Haïti, des historiens superficiels ou intéressés n'ont pas voulu voir que l'expression de l'incapacité (ou de l'absence de volonté) du peuple haïtien à réaliser la démocratie.

Ils relient même cette violence dictatoriale à l'origine de la nation haï-

tienne, aux méthodes employées par les leaders de la bataille de l'indépendance. (Toussaint, Dessalines, Petion). On cite assez souvent cet échange entre Dessalines et Miranda (l'un des précurseurs de la lutte contre la domination espagnole).

« *Dessalines demanda à Miranda comment il comptait faire pour arri-*

ver à l'indépendance du Venezuela. Il a répondu qu'il ferait des meetings, des discours. Dessalines nerveux l'avait interrompu pour affirmer qu'une seule formule était efficace : couper des têtes, brûler des maisons ».

Ce que l'on ne dit pas, ou beaucoup moins, c'est que cette violence bien réelle était le moyen inévitable pour faire face aux esclavagistes dont la domination se maintenait par la plus atroce et la plus permanente des violences. Isolée, contrainte d'utiliser l'essentiel des ressources nationales pour la défense, Haïti est devenue la proie d'une succession de dictateurs faisant concessions sur concessions aux puissances étrangères.

Mais même ces gouvernements de capitulation n'ont jamais pu aller jusqu'au bout pour satisfaire les exigences de ces puissances, tant la résistance du peuple haïtien était grande. Ainsi, lors de la lutte pour l'indépendance une des premières dispositions a été celle d'interdire à tout étranger le droit à la propriété en Haïti.

En 1867, la nouvelle constitution dit encore :

« Nul, s'il n'est pas haïtien ne peut être propriétaire de biens fonciers en Haïti à quelque titre que se soit ».

« Et seuls sont habilités à devenir Haïtien des Africains ou Indiens... »

Ces dispositions sont garanties dans la constitution de 1874.

Toutes les pressions étrangères n'ont abouti qu'à la possibilité pour les étrangers en général d'acquérir la citoyenneté (et donc le droit à la propriété) après sept ans de résidence dans le pays. Délai ramené à cinq ans en 1879.

Tout cela allait lentement, beaucoup trop lentement pour les grandes puissances. De là l'invasion américaine en 1915...

Cette occupation militaire directe n'allait prendre fin que vingt ans plus tard. Alors se manifeste à nouveau l'incapacité des gouvernements haïtiens à faire face au peuple. En particulier, après la chute du dictateur Magloire, à la fin de 1956, les gouvernements se succèdent, certains ne durant que quelques semaines. Le peuple haïtien occupe la rue. Les grèves générales suivent les grèves générales.

De certains secteurs de la bourgeoisie haïtienne montent alors des appels, à peine discrets, à une nouvelle intervention américaine. C'est dans ces conditions que des élections donnent la présidence à Duvalier.

LA DICTATURE DE FRANÇOIS DUVALIER

C'est à partir de là qu'allait se constituer un pouvoir dictatorial qui présente des traits distinctifs par rapport aux différentes dictatures qui se sont succédées dans l'histoire politique de Haïti. En effet, si cette dictature va exercer son oppression contre le peuple travailleur des villes et des campagnes, semer la terreur pour que l'« ordre » soit rétabli, elle va aussi porter des coups aux sec-

teurs qui, traditionnellement avaient gouverné Haïti.

C'est un fait que la dictature de Duvalier, pour s'installer, prend d'abord appui sur des secteurs de la petite-bourgeoisie haïtienne qui avaient le plus souffert de l'occupation américaine et des conditions qui l'avaient suivie. Ils veulent exercer une pression pour que l'impérialisme modifie, en leur faveur, les condi-

tions de sa domination.

Aussi François Duvalier commence-t-il par s'attaquer aux piliers de la domination américaine telle qu'elle s'exerçait auparavant : l'armée et l'Eglise. La première est décapitée, ses crédits réduits. Quant à la seconde, elle est l'objet d'attaques incessantes qui mèneront même le Vatican à prononcer l'excommunication de Duvalier. L'histoire des premières années de la dictature duvaliériste, s'accompagne dans certaines limites, d'un conflit presque permanent avec les USA.

Quelques épisodes de ces tensions sont parfaitement décrits dans le livre « Papa Doc et les tontons macoutes » de B. Diederich et Al. Burt.

Duvalier, par exemple, entend exercer un droit de veto sur le choix par Washington de ses ambassadeurs. Il demande que l'ambassadeur Thurston soit rappelé, ce à quoi le gouvernement US accède finalement. Mais pour bien marquer sa volonté, Duvalier est à l'origine de l'épisode suivant : au moment où l'ambassadeur américain doit partir et l'avion prêt à décoller :

« un officier haïtien émerge du P.C. des forces aériennes, et court jusqu'au DC-3. Il adresse quelques paroles à Thurston d'abord, aux membres de l'ambassade qui sont rassemblés devant la passerelle ensuite. Le diplomate fait demi-tour. Son interlocuteur vient de lui apprendre que le DC-3 n'a pas reçu le feu vert et ne peut donc s'envoler pour l'instant. Commence alors une longue attente. A mesure que la matinée passe, le soleil tropical jaillit au-dessus des palmiers et la température se fait brûlante. Dans les rangs du personnel de l'ambassade, la colère commence à monter aussi. Toutes sortes de solutions de rechange sont envisagées, y compris un appel urgent aux marines de la

base cubaine que les Etats-Unis ont conservé à Guantanamo. Finalement, on décide de ne pas attendre plus longtemps le bon vouloir des autorités haïtiennes. Thurston remonte à bord, fait de nouveau un geste d'adieu et les moteurs commencent à rugir. Au même instant, trois antiques Mustang P-51 de l'armée de l'air haïtienne entrent en action. Ils arrivent en cahotant bruyamment d'une piste voisine et, par une série habile de manœuvres au sol, réussissent à bloquer le DC-3 des Américains. Pas moyen de passer. Nulle part. Se voyant cerné irrémédiablement, le pilote coupe les gaz. C'est alors un Thurston visiblement outragé qui émerge une fois de plus de l'appareil. Il confère avec ses assistants. »

Ce n'est qu'une anecdote... Mais une anecdote significative du degré de tension entre le régime de Duvalier et le gouvernement des USA.

Pour exercer sa pression sur le gouvernement américain et obtenir de nouveaux crédits, Duvalier n'hésite pas, dans un premier temps de sa dictature, à se livrer à la plus grande démagogie allant même jusqu'à favoriser par moment le développement d'organisations de masse à caractère radical qu'il réprimait après avec la plus grande sévérité dès lors que leur existence avait servi pour négocier avec les Américains.

Pendant tout un premier temps, la répression, Duvalier l'exerce contre toute la société haïtienne. Il s'est livré à un véritable pillage de secteurs entiers des classes dominantes, au profit de l'appareil politique qu'il constitue en dehors des structures traditionnelles de l'Etat haïtien (tontons macoutes : une milice « volontaire » non rémunérée par l'Etat, mais se « servant » du pouvoir politique pour s'enrichir).

Un autre aspect a été la tendance,

chaque fois plus accentuée, à piller les caisses de l'Etat au profit de ce même appareil répressif-policié. Et avec l'extension de ce dernier, la tendance affirmée, à étendre ce pillage à l'ensemble des couches de la société jusqu'aux plus pauvres et aux plus misérables. Et cela, jusqu'à un point, où, pour survivre, pour continuer à vivre, la majorité des familles étaient obligées de payer un véritable « impôt » de fait au chef local des tontons macoutes.

Tout état se définit d'abord par sa nature de classe, par les rapports de propriété qu'il défend. Le régime haïtien sous les Duvalier n'échappe pas à cette règle : l'Etat à Haïti est un Etat bourgeois. Mais on sait qu'il existe une variété de formes par lesquelles la bourgeoisie exerce sa domination. Léon Trotsky notait, à propos des pays coloniaux et semi-coloniaux (et Haïti est incontestablement un pays semi-colonial), que la « *pression de l'impérialisme étranger change et altère tellement la structure économique et politique de ces pays que la bourgeoisie nationale (même dans les pays politiquement indépendants d'Amérique du Sud) que la bourgeoisie nationale n'arrive que partiellement à la situation de classe dominante.* »

Les caractéristiques précises de ce qu'on a défini comme le « système Duvalier » ne peuvent être saisies dans les seules limites de Haïti. La dictature duvaliériste a frappé toutes les couches de la société haïtienne. Sa volonté permanente a été de négocier, avant tout au profit de la couche parasitaire directement liée au monstrueux appareil répressif, un accord avec l'impérialisme « protecteur », celui des USA, les conditions faisant d'Haïti un « rempart contre la révolution ». Duvalier a, dans cette mesure, constamment joué du « danger » représenté par la révolution cubaine.

Dans ce contexte, la dictature a poussé jusqu'au paroxysme la tendance à la dissolution des classes sociales fondamentales, au profit d'un parasitisme généralisé lié au pillage du pays par l'impérialisme.

Le romancier britannique Graham Greene dans son roman « Les Comédiens » a bien saisi certains aspects du système Duvalier. On y trouve, par exemple, un récit nécessairement romancé mais véridique quant au fond, des négociations entre un ministre Duvaliériste et un « investisseur » étranger :

« J'étais venu non pour dépenser de l'argent, mais pour en trouver, et il m'a révélé une méthode : il s'agissait de partager les profits en trois, au lieu de deux, avec quelqu'un qui dirige les Travaux publics. A ce que j'ai compris, j'aurais à payer certains des matériaux, mais pas beaucoup, et le paiement en serait réellement assuré par notre part de bénéfices.

— *Et comment comptaient-ils faire des bénéfices ?*

— *Le gouvernement garantirait la paye des ouvriers. Nous trouverions de la main-d'œuvre à un prix beaucoup plus bas, et au bout d'un mois les ouvriers seraient licenciés. Puis nous laisserions dormir le projet pendant deux mois et nous embaucherions ensuite de nouvelles équipes. Naturellement, la garantie des salaires pendant les mois de chômage irait dans nos poches... une fois que nous aurions payé les matériaux ; le directeur du ministère des Travaux publics se contenterait des commissions versées sur ces achats. (Je crois que c'était le ministère des Travaux publics). »*

Après sa mort, sous le règne de « Baby Doc » cette tendance allait continuer à se développer. La bourgeoisie haïtienne ne pouvait s'assurer aucune autonomie à l'égard du pouvoir. En témoigne, par exemple,

un article décrivant certains traits de la dernière période du pouvoir de Duvalier junior :

« On apprend, en effet, que plusieurs hommes d'affaires d'Haïti ont été bernés par Jean-Claude Duvalier qui aurait amassé à leurs dépens, au moment de préparer sa fuite du pays, la bagatelle de \$ 10 millions.

Acculé à la décision de s'enfuir d'Haïti, Jean-Claude Duvalier a contacté les hommes d'affaires les plus importants du pays pour leur soutirer des sommes importantes. La plupart d'entre eux ont reçu des appels téléphoniques du « chef d'Etat » qui leur demandait s'il pouvait lui trouver de l'argent liquide en dollars américains.

Jean-Claude Duvalier ne s'est pas embarrassé pour demander à certains hommes d'affaires, qui \$ 200 000, qui \$ 300 000 et qui jusqu'à un million. Dans certains cas, les tractations se sont déroulées plus d'une demi-heure au téléphone. Duvalier expliquait que si ce n'était pas possible de réunir tout de suite la valeur sollicitée, il se contenterait de ce qu'on pouvait lui trouver. L'argent, ainsi réuni, était remis à un officier des Forces armées (rarement un civil) dépêché par Duvalier.

Selon l'enquête réalisée par un représentant de Haïti-Observateur, Jean-Claude Duvalier a pu, en entourant du plus grand secret son départ pour l'exil, soustraire d'un seul homme d'affaires, environ un million de dollars. » (Diederich et Burt).

Cette dépendance extrême de la « fortune » par rapport au pouvoir politique ne date certes pas des

POUR CONCLURE...

Haïti vit aujourd'hui une véritable révolution. C'est une réalité que beaucoup ne veulent pas voir. Pour affirmer qu'en Haïti rien de profond

Duvalier. Elle existait bien avant. La bourgeoisie haïtienne n'a jamais disposé d'un véritable appareil politique ayant acquis une certaine indépendance par rapport au pouvoir d'Etat. La « politique » était et demeure le moyen, dans la grande majorité des cas, pour tel « leader », telle « famille » de faire fortune. Les partis politiques n'étaient que le paravent nécessaire à la réalisation et à la préservation d'une fortune personnelle.

C'est essentiellement là que réside l'explication de ce que beaucoup de commentateurs ont appelé « l'incapacité chronique de l'opposition haïtienne à présenter un front uni face aux Duvalier ».

Et c'est là aussi que se trouve, au moins en partie, l'explication de la division extrême des forces de la bourgeoisie au lendemain de la chute de « Baby Doc », au moment où il s'agit de tenter de reconstruire l'Etat bourgeois en décomposition.

Un des problèmes les plus importants auxquels se trouvent confrontés les artisans de cette reconstruction, c'est celui de la division extrême des forces bourgeoises. Quelques mois après la chute de Duvalier, on décomptait plus de 100 candidats à la présidence déclarée. Ce qui était l'expression d'un mélange d'affairisme de la majorité des candidats mais aussi de la faiblesse de la bourgeoisie en tant que telle à imposer un début d'ordre après des décennies au cours desquelles « politiquement » elle n'a pas pu jouer un rôle véritablement indépendant.

ne se passe, ils parlent de « l'anti-communisme primaire de la masse des Haïtiens », des difficultés du PUCH (Parti unifié des communis-

tes haïtiens) à obtenir des assises de masse dans ce pays.

Ceux qui tiennent ce discours passent en général pudiquement sur l'histoire du Parti communiste haïtien, l'histoire du et des partis staliniens dans ce pays.

En 1947, la composante essentielle du stalinisme à Haïti : le Parti communiste haïtien décide de s'autodissoudre pour ne pas gêner le président bourgeois Estimé : « ... en 1947, il publie un communiqué par lequel il annonce que, pour éviter de placer Estimé dans une situation embarrassante et compliquer ainsi ces relations avec les Etats-Unis, lesquels commencent à manifester de l'inquiétude à propos de sa politique, il a décidé de se dissoudre de sa propre initiative... » (Diederich et Burt...)

A partir de là c'est la décomposition. Une décomposition qui allait se manifester dans le fait que des dirigeants, des militants connus allaient occuper des responsabilités aux cotés de Duvalier, que par exemple « ... à la tête de la Cour des Comptes, il nomme Jules Blanchet qui a été affilié tour à tour au Parti communiste français et à l'ex-P.C.H., c'est lui que Duvalier choisit comme conseiller de l'une des premières missions économiques qu'il envoie à Washington. Plus tard, il en fera un des ministres sans portefeuille puis on le retrouvera ambassadeur d'Haïti auprès du Marché commun... un autre personnage qui a eu lui aussi des attaches avec le PCF devient le ministre des Finances de Duvalier. C'est Hervé Boyer. Tous ces hommes représentent l'orientation traditionnelle européenne du communisme haïtien... » (Al Burt et Bernard Diederich : Papa Doc et les Tontons Macoutes).

Des defections personnelles ? Sans doute pas. C'est l'expression de la décomposition du Parti commu-

niste à cette époque dont la cause réside précisément dans son ralliement aux gouvernements successifs, au début, au nom de la lutte contre le nazisme, après à la recherche d'une « révolution nationale démocratique » ayant à sa tête des secteurs de la bourgeoisie nationale.

Cela a marqué la conscience du peuple haïtien. Cela s'exprime dans le mouvement qui a chassé Duvalier. Avec des paroles crues peut-être. Mais où les représentants du stalinisme sont fustigés à coté de ceux de l'impérialisme :

« Nous, jeunes des Gonaïves, du Cap et de Jérémie, nous ne voulons pas des « has been » comme Desinor, noiriste qui a pillé les caisses avec Duvalier et trahit Baby Doc et ses macoutes.

Après l'opération "déchoukage", nous les jeunes d'Haïti nous ne voulons pas des faux docteurs parachutés par l'Américain de 1915 comme les :

— Marc Bazin, Lesly Manigat, Verdieu, Bajoux et Adrien, Clemart Joseph Charles.

Et tous les défroqués et komunistes d'Europe, de Brooklyn, de Montréal, de Saint-Domingue, du Venezuela et de Cuba, où étaient-ils ces fascistes, ces experts et professeurs bourgeois, ces exilés guérilleros de salon ? A bas ! La République des poubelles ! »

(Tract circulant quelques jours avant la chute de Duvalier).

La révolution haïtienne, précisément parce qu'elle est profonde, ne connaîtra certainement pas un développement linéaire. La route que doit suivre le peuple haïtien pour garantir son émancipation est marquée par de multiples obstacles, par de grandes difficultés.

Les structures répressives de la dictature de Duvalier, démantelées par l'action des masses, n'ont pas disparu. Les « tontons macoutes »

frappent encore dans la nuit, mais bénéficient de la protection de l'actuel gouvernement.

Le peuple haïtien a à forger sa représentation authentique, à reconstruire et à unifier son mouvement syndical.

Il ne part pas de rien. Il y a l'héritage de notre ami Ulrich Joly qui, en constituant en pleine dictature duvaliériste l'Union intersyndicale d'Haïti, a laissé derrière lui la trace ineffaçable d'un syndicalisme indépendant qui commence aujourd'hui à reprendre corps.

Il y a aujourd'hui le combat de militants comme ceux rassemblés, avec Frank Senat, dans les rangs du Parti de la Libération haïtienne (PLH). Ils ont levé le drapeau de la démocratie, du droit du peuple haïtien à disposer de lui-même, de la Constituante souveraine. Ce sont des revendications qui deviendront celles matérialisant l'unité de tout un peuple qui n'a pas chassé Duvalier pour qu'à nouveau, on lui dénie le droit de décider de son destin.

Miguel CRISTOBAL

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE CONTRE LES PLANS DU F.M.I. ET DE LA C.E.E.

« La Vérité » publie l'appel à « une conférence internationale contre les plans du FMI et de la CEE » à l'initiative duquel se trouvent trois partis politiques, le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) du Venezuela, le Parti des travailleurs du Pérou, le Parti communiste internationaliste de France.

Appel qui a pour point de départ les « intérêts communs » des travailleurs de tous les pays et de tous les continents, des travailleurs des villes et des campagnes des pays victimes de la domination impérialistes et pillés, en particulier par le moyen de la dette externe de ces pays, comme des travailleurs des grandes puissances impérialistes qui font face à une offensive concertée contre leurs droits les plus élémentaires, contre leur droit au travail.

En prenant cette initiative, il s'agit dit l'appel « d'aider à la mobilisation des travailleurs et des peuples contre les plans de la CEE et du FMI », c'est-à-dire d'affirmer les moyens de défendre ses intérêts communs. C'est pourquoi l'appel qui convoque cette conférence à Caracas, au Venezuela « avec la participation d'organisations politiques, syndicales, et de personnalités du monde entier, indépendantes de tout gouvernement, sans exclusives et en continuité avec d'autres initiatives déjà prises pour organiser la résistance politique au FMI et au Marché commun européen » se conclut en mettant en avant la constitution dans chaque pays de « larges comités de préparation ». Dans quel contexte se situe cet appel ?

Les conséquences de l'actuelle crise économique mondiale se résument dans une marche de plus en plus rapide vers la désorganisation complète du système économique du monde entier, l'abaissement catastrophique du niveau de vie, un chômage frappant dans tous les pays par millions et dizaines de millions de travailleurs de toutes catégories des villes et des campagnes, combiné avec l'exploitation la plus intense du travail des femmes et des enfants.

Dans un pays dit avancé, la France, le grand capital vient d'imposer le retour au travail de nuit des femmes suivant les recommandations de la Commission de la Communauté Economique Européenne. Comme le signale l'appel à une conférence contre les plans du FMI et de la CEE, s'exprimant devant 500 scientifiques, M. Carlyle Guerra de Macedo vient de rappeler lors d'un séminaire international organisé par l'Organisation mondiale de la santé, l'OMS, que « *le nombre de latino-américains en situation de pauvreté critique est passé entre 1970 et 1980 de 90 à 130 millions* ».

Par sa politique d'exploitation, l'impérialisme et en premier lieu l'impérialisme US tout en ruinant les continents entiers, de l'Amérique latine à l'Asie en passant par l'Afrique, n'est pas en état d'organiser le

système économique du monde entier. Bien au contraire, par l'intermédiaire du Fonds Monétaire International (FMI), du GATT et de toute une série d'organismes qui imposent aux pays en difficulté des plans dits d'assainissement, et du Marché Commun Européen (MCE), l'impérialisme désorganise et détruit de plus en plus le système économique mondial. La désorganisation économique envahit un pays après l'autre dans une proportion toujours croissante. En Grande-Bretagne et en France, en Allemagne ou en Espagne, l'état-major des impérialismes européens siégeant au Marché Commun de Bruxelles programme la destruction des branches les plus fondamentales de l'économie : sidérurgie, chantiers navals, textiles, industries du bâtiment, charbon, les principales forces productives accumulées par le travail social sont menacées de disparaître. Les contradictions du système mondial continues durant les quelque 30 années qui ont suivi la II^e Guerre mondiale se révèlent dans la crise mondiale avec une force inouïe, que les discours des hommes d'Etat de toute couleur politique cherchent à camoufler. Le capital financier dominant a tenté et continue de tenter de surmonter ses contradictions en engageant des sommes de plus en plus fantastiques dans les budgets

militaires, entraînant le plus formidable gaspillage des forces productives.

Dans un récent document, dont l'appel à la Conférence de Caracas cite d'ailleurs des extraits, concernant « Les dépenses d'armement dans le monde en 1985 » l'Institut international de Recherches sur la paix de Stockholm (SIPRI) établit que « *Les dépenses d'armement dans le monde en 1985 ont progressé de 3,2 % par rapport à 1984, totalisant 663,120 milliards de dollars contre 642,580 milliards en 1984* ». Il suffit de rapprocher ces sommes du montant total de la dette extérieure des pays en voie de développement, débiteurs des grands pays impérialistes, à savoir 637 milliards, pour constater qu'il suffirait de transférer une seule année de gaspillage en crédits militaires pour annuler, dans tous les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, le poids de la dette externe sous lequel ils croulent.

Aux USA, les dépenses militaires ont progressé en 1985 de 8 % soit 204,896 milliards (contre 187,987 en 1984), plus qu'il n'en faut pour assurer l'écrasante charge du service de la dette des pays en voie de développement qui en 1984 s'élevait à 141,1 milliards de dollars.

Si durant les années qui ont suivi l'immédiat après-guerre où s'opérait la reconstruction des économies dévastées, si à partir de 1950, l'injection grandissante de crédits militaires qui ont constitué le volant d'entraînement de l'économie mondiale, « *la plupart des économistes depuis une quinzaine d'années constatent une relation négative entre la part des dépenses militaires et celle de l'investissement dans le produit national* » (Extrait d'un article publié dans la revue « Stratégie » éditée par la Fondation française pour les Etudes de Défense natio-

nale, 3^e trimestre 1985).

Les dépenses militaires, l'économie d'armement conduisent à un gaspillage organisé des forces productives se transformant en forces destructives, créant une « demande artificielle propre à écouler le surplus ». Les dépenses militaires sont présentées comme des instruments de régulation, mais dans la plupart des pays, elles aboutissent à un taux de croissance plus faible. A partir d'un certain niveau pour faire face « à la demande croissante (de ce secteur de financement) de dépenses militaires » celui-ci assèche les investissements productifs. Ce ne sont pas les « révolutionnaires » qui le constatent mais les économistes bourgeois eux-mêmes : « *Le financement de la défense tend à créer moins d'emplois productifs que les dépenses civiles comparables. Il est erroné de penser que l'effort de défense améliore les potentialités de développement de l'économie mondiale* », lit-on dans ce même document.

Il y a plus encore. Ils constatent — non les révolutionnaires, mais les économistes — que la « *militarisation progressive de l'économie conduit à l'utilisation de technologies dures favorisant la concentration du pouvoir politique et économique...* » Cette course en avant aggrave la crise économique, les inégalités, l'oppression, le recours à la force contre les mouvements d'émancipation sociale et nationale des peuples.

Voilà où conduit l'impérialisme du capital financier où les Etats-Unis, en pointe dans l'activité de militarisation de l'économie, entendent organiser et faire admettre à l'aide du FMI un système économique du commerce et du financement à leur profit, afin de financer leurs déficits budgétaires entraînés par les développements des budgets d'armement.

Le tableau du monde est bien celui-ci : le chômage croissant, la baisse du niveau de vie dans tous les pays, la famine pour des dizaines et des dizaines de millions d'êtres humains dans les pays dits en voie de développement, la diminution de leur espérance de vie, l'enrichissement inouï des couches supérieures de la bourgeoisie grâce à la production militaire, les emprunts, la spéculation, la ruine des forces productives organisée sous l'égide du Marché Commun Européen et du FMI, des mesures toutes dirigées contre les travailleurs, contre les masses laborieuses des villes et des campagnes dans le monde entier.

Alors que la crise économique mondiale s'aggrave, les boursiers, les ministres, les gens d'affaires abreuvent les peuples de phrases mensongères. Les preuves abondent. Et nous n'irons pas chercher d'autres témoignages que ceux apportés par les défenseurs de « l'ordre » du capital financier.

Toutes les branches de l'économie sont en difficulté. « *Aussi bien l'agriculture et la sylviculture que les industries de base comme la sidérurgie et la chimie ou des technologies de pointe* ». (Article publié dans l'International Herald Tribune du 13.12.85).

C'est ainsi que sur tous les continents, aux Etats-Unis, en Europe, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, les capitaux ne s'investissent pas dans les secteurs productifs mais servent à la constitution d'une masse de capitaux fictifs pour la spéculation grandissante. Des branches industrielles entières, produits du travail social accumulé pendant des siècles sont avec un acharnement monstrueux programmées pour être liquidées selon les plans du FMI et du Marché Commun. Aux Etats-Unis eux-mêmes, « *dans le secteur industriel de premier rang, lit-on*

dans cet article, *Général Motors, Warner-Lambert et Standard Oil of Ohio, ont débauché des milliers de travailleurs, et dû se défaire de capacités de production inutilisées se chiffant à des milliards de dollars... Les Etats-Unis n'ont jamais eu autant de réserves oisives de capacité de production depuis les années 30.* »

Pour « combattre » ces conséquences qui ne tombent pas du ciel, mais sont le produit d'un système économique, le système impérialiste, le capital financier exige, répétons-le, la liquidation de secteurs industriels dans la sidérurgie, les chantiers navals, les mines, l'industrie houillère.

Constatant que « *dans la zone agricole des Etats-Unis plus d'un million de boisseaux de maïs de la récolte ont été directement stockés venant s'ajouter aux excédents de l'année dernière* », le FMI exige et programme la mise en friche de millions d'hectares de blé. L'endettement des fermiers aux Etats-Unis s'élève à plus de 200 milliards de dollars. Pour le système économique impérialiste dominant, il y aurait trop de viande, de lait : la politique agricole commune du MCE programme l'abattage du bétail, ruinant les petits paysans par millions. « *A la bourse de Chicago, le marché des céréales subit le contre-coup d'excellentes récoltes de blé et surtout de maïs. Aux Indes, les stocks de coton s'élèvent à 692 000 tonnes à l'issue de la campagne 84-85 ; excédents importants de sucre, d'oléagineux* ».

Voilà ce qu'on lit chaque jour dans la presse internationale. De temps à autre avec une hypocrisie intéressée, ou désintéressée, des organismes humanitaires font appel à la charité pour combattre « la faim dans le monde ». Non, l'humanité ne souffre ni d'excédent de capacités de production, ni de surproduction,

en rapport avec les besoins des êtres humains qui peuplent la planète. C'est répétons-le, un système dominé par le capital financier qui est responsable de la crise économique mondiale et de tous les maux qu'elle engendre. Ce sont des gouvernements de toutes couleurs politiques qui appliquent les programmes du FMI et du Marché Commun qui sont responsables de la chute des cours des matières premières qui frappent de plein fouet les « pays en voie de développement », chute telle qu'on n'en avait pas vue depuis les années trente.

Ce sont ces mêmes gouvernements qui programment les entreprises de démantèlement des principales industries dans toute l'Europe, qui vouent au chômage des millions de travailleurs.

Et c'est la même politique qui est mise en pratique aux Etats-Unis où, comme le souligne l'appel ce ne sont que par des artifices mensongers que l'on parle d'un redressement.

Dans tous les pays, les gouvernements opèrent comme le gouvernement Reagan. Selon M. Feldsten, ancien conseiller économique du président Reagan, qui s'en félicite : *« le programme des réductions des dépenses non militaires, 80 milliards de dollars en 1988, y compris 11 milliards en moins pour les retraites vieillesse grâce à un système ingénieux, permettra de limiter l'automatisme des pensions en fonction de l'inflation »*. Avec quel cynisme ces porte-paroles du capital financier jouent avec la vie des travailleurs, avec la vie des masses laborieuses des villes et des campagnes !

Que fait donc le FMI, que fait le MCE, sinon planifier les interventions des banquiers et du capital financier pour seconder l'activité pernicieuse des spéculateurs avec pour résultat d'introduire le désarroi le plus complet dans l'économie ?

Toute l'énergie du FMI et du MCE est concentrée sur ces deux questions : organiser la destruction de branches entières de l'industrie et de l'agriculture mondiale en pressurant de plus en plus les exploités et les opprimés du monde entier afin d'accroître toujours plus les bases financières de la spéculation.

Est-ce là une affirmation de propagande ? Voyons les faits.

Nous avons vu que le montant total de la dette extérieure des pays en voie de développement est passé de 1981 à 1984 de 456,8 milliards de dollars à 637 milliards de dollars, le service de la dette de 101,2 milliards à 141,1 milliards. Dans ces deux derniers chiffres sont inclus en 1981 le rapatriement des bénéfices des entreprises impérialistes qui s'est élevé à 14,1 milliards et en 1984 à 14,5 milliards. Il n'est pas sans intérêt de publier une autre statistique signalant la part des sociétés contrôlées par les pays impérialistes dans les exportations d'articles manufacturés des pays en voie de développement. Pour l'Argentine la part des sociétés étrangères s'élève pour 1969 à plus de 30 %, le Brésil à 43 %, pour la Colombie à 30 % pour l'année 1970, en 1974 à 34 % pour le Mexique (source ONU). Les statistiques font défaut pour les années qui suivent. Sans aucun doute cette part sur le marché d'exportations diminué considérablement dans la situation de crise économique, s'est encore élevée par rapport aux capacités exportatrices des entreprises nationales.

Deux autres éléments statistiques : la Banque mondiale dans son rapport sur le développement pour l'année 1985 fournit les indications suivantes sur la dette des pays en voie de développement entre 1970 et 1984 (en pourcentage - milliards de dollars). Ce pourcentage passe de 1970 à 1984 de 50,9 % à 65 %. Un dernier élément fourni par la Banque

de Mexico : au Mexique le montant des investissements directs (productifs) est tombé de 1 254 millions de dollars en 1980 à 374 millions, tandis que le FMI impose au Mexique les plans d'austérité les plus draconiens, pour contraindre ce pays à payer le service de la dette extérieure. Il en est de même pour tous les autres pays tel le Brésil qui devait dégager un excédent commercial de 10 milliards de dollars pour assurer le service de la dette extérieure qui atteint 100 milliards de dollars... Mais en même temps, le gouvernement Reagan élève ses barrières douanières pour sinon interdire complètement, du moins freiner considérablement les exportations du Brésil vers les USA.

« Il est difficile dans ces conditions, vient de déclarer un ministre du gouvernement brésilien (alors que le remboursement de la dette pour le Brésil représente un transfert annuel de 5 % du PIB — produit intérieur brut) d'amorcer un processus d'investissement productif par rapport aux investissements financiers ».

Il y a ce que nous avons constaté pour le Mexique, à savoir : le service de la dette extérieure conduit à un véritable désinvestissement et le fait que l'on doit rechercher la clé des « succès de la Bourse » dans la progression fantasmagorique du montant des « investissements financiers », « socle » sur lequel se déroulent toutes les manœuvres spéculatrices les plus inouïes, masquant les pertes sèches dans les secteurs productifs directs. Et cela dans tous les pays, à l'échelle du monde entier. Des économistes estiment que « les excédents financiers recueillis par les entreprises devraient normalement être utilisés une fois le désendettement terminé, soit à l'investissement, soit à la croissance externe » (R. Barnier dans le journal français *Le Monde* du 6.07.86). Propos qui ont tout l'air de vœux pieux, aux-

quels un article publié dans une revue française « Problèmes économiques » répond par avance : « *Dès le début de la crise de l'endettement en 1982 les prêts nouveaux n'ont été accordés à la plupart des pays en développement que pour le refinancement et le rééchelonnement de la dette* », confirmant que les prêts ne sont accordés ni pour l'investissement, ni pour la croissance.

La Bourse dans tous les pays bat tous les records. Les impérialistes s'en félicitent : « *Le marché international des capitaux tourne à plein régime. Il s'adapte avec une rapidité foudroyante aux situations changeantes et répond avec la même célérité aux besoins des créditeurs comme des débiteurs* »... mais, lit-on dans un même article, « *toute médaille à son revers. L'expansion persistante des marchés internationaux de capitaux indique que nous vivons encore à l'échelon mondial dans une économie d'endettement. Une tâche importante des autorités consiste à garder le contrôle de cette montagne de délais* ».

Une des plus grandes banques françaises, PARIBAS, après s'être félicité de la « vague d'optimisme qui règne depuis plus de 3 ans à la Bourse (de Paris), et ailleurs, nuance ensuite son optimisme en indiquant que « *la montée générale des Bourses dans le monde depuis 1982 inquiète en même temps qu'elle ravit les opérateurs* (les spéculateurs) ».

Techniquement le FMI apparaît contrôler les processus de l'économie mondiale. Il n'en reste pas moins que dans l'article du *New-York Tribune* cité on lit : « *Les économistes craignent que bon nombre de pays les plus criblés de dettes finissent par se déclarer en défaut de paiement, après une période prolongée de stagnation de leurs revenus* ». « *Le recours excessif à l'endettement présente tous les signes de l'intoxica-*

tion. Une série de défaillances de sociétés et d'exploitations agricoles marginales risquent de provoquer une vague de difficultés financières qui ne seraient plus politiquement acceptables ».

Propos prudents, mais combien révélateurs, car la politique imprimée par le FMI et le MCE conduit effectivement à des situations qui ne sont « plus politiquement acceptables ».

Les faits le démontrent : à l'aide du FMI et du GATT, et d'autres organismes, Reagan contraint tous les gouvernements à former un « syndicat des Etats » sous prétexte de répartir loyalement les parts de l'expansion mondiale. L'impérialisme US sait que c'est là pure hypocrisie, car dans le domaine des relations de force sur le plan économique et financier, le capital financier et plus particulièrement le capital financier américain domine, s'assu-

rant ainsi de plus en plus l'hégémonie sur toute l'économie mondiale. Le résultat en est la marche vers la désagrégation générale de l'économie entraînant l'appauvrissement de toutes les couches sociales opprimées et exploitées.

C'est pourquoi nous affirmons que la condition pour lutter contre les plans destructifs de toutes les économies et leurs conséquences, réside dans le combat résolu et uni dans chaque pays et à l'échelle internationale pour la défense des conditions de vie et de travail contre la politique réactionnaire des gouvernements qui, quelle que soit leur couleur politique, appliquent servilement les plans du FMI et du Marché commun.

C'est ce qui donne toute sa portée à l'initiative d'organiser une Conférence internationale contre les plans de la CEE et du FMI.

LA VERITÉ

Les conséquences de la crise économique mondiale actuelle se traduisent par une chute catastrophique du niveau de vie, par un chômage qui affecte le système dans son ensemble, et implique des millions de travailleurs sans emploi, à la campagne comme à la ville, par un appauvrissement absolu des pays dits du « Tiers-Monde » épuisés par la dégradation des prix des matières premières et le poids d'une dette externe incalculable qu'ils ne peuvent payer.

Dans une Conférence organisée par l'OMS, Mr Cayle Guerra de Macedo a signalé que « le nombre de latino-américains en situation de pauvreté critique est passé entre 1970 et 1980 de 90 à 113 millions en même temps que la mortalité infantile, loin de diminuer, recommence à progresser ».

Les pays du « Tiers-Monde » épuisés par la dette externe, sont soumis aux plans du Fonds monétaire international (FMI), qui com-

tant état de pins et plus libéral. Il n'a au cours l'économie mondiale. Le résultat est le même vers la désintégration générale de l'économie. Elle entraîne l'appauvrissement de toutes les couches sociales opprimées et exploitées et entraine un tel état de dépression que nous affirmons que la condition pour l'atteinte des plans de la CEE de tous les états membres et leurs conséquences est dans le contact réciproque et mutuel de tous pays à l'échelle internationale. C'est pour la défense des conditions de vie et de travail contre la politique d'ajournement des gouvernements qui, quelle que soit leur condition, nous appliquons, certainement, les plans de FMI et du Marché commun.

Il est ce qui donne toute sa portée à l'initiative de organiser une Conférence internationale contre les plans de la CEE et du FMI.

« Les plans de la CEE et du FMI sont des tentatives de contrôler la production et les échanges financiers ».

Il y a une chose que nous avons constaté pour le Mexique à la suite du service de la dette conduit à un véritable désastre et le fait est même remarquable non pas que l'on doit rechercher la clé des succès de la Bourse dans la progression fantastique du montant des investissements financiers, mais sur lequel se déroulent toutes les manœuvres spéculatrices les plus boueuses, naissant les pertes et les profits les plus énormes et les plus directs. Et cela dans tous les pays, à l'échelle du monde entier. Des économistes estiment que « les excès financiers recueillis par les entreprises devraient miraculeusement être utilisés une fois le désendettement terminé, soit à l'investissement, soit à la croissance externe » (R. Barner dans le journal français Le Monde du 6/11/86). Propos qui ont tout l'air de venir d'un

autre monde de régressions sociales et d'exploitations agricoles marginales, plutôt de provoquer une vague de suicides financiers qui ne soient plus qu'un simple jeu de hasard.

Propos grandiloquents, mais conditionnels, car la politique impérialiste par le FMI et le MCE conduit effectivement à des situations qui ne sont « plus ponctuellement acceptables ».

Les faits le démontrent : à l'initiative du FMI et du GATT, et à l'initiative de Reagan, nous constatons que les gouvernements à l'initiative de « syndicats des États » sont obligés de réajuster les plans de l'expansion mondiale. L'impérialisme US, qui est la pire honte de l'humanité, car dans le domaine des relations économiques, le plan économique et financier, le capital financier et, plus particulièrement, le capital financier américain domine à l'échelle mondiale dans une économie d'endettement.

« Une tâche importante des autorités consiste à contrôler le contrôle de cette montagne de dettes ».

Une des plus grandes banques françaises, PARIBAS, après « être passée de la « vague d'optimisme qui règne depuis plus de 3 ans à la Bourse (de Paris), et ailleurs, nuance ensuite son optimisme en indiquant que « la montée générale des Bourses dans le monde depuis 1982 implique en même temps qu'elle ravit les spéculateurs ».

Totalement le FMI apparaît contrôler les processus de l'économie mondiale. Il n'en reste pas moins que dans l'article du New York Tribune cité en lit : « Les économistes craignent que bon nombre de pays les plus criblés de dettes finissent par se déclarer en défaut de paiement, après une période prolongée de stagnation de leurs revenus ». « Le recours excessif à l'endettement présente tous les signes de l'intoxica-

DOCUMENT

L'APPEL À LA CONFÉRENCE DE CARACAS

Les conséquences de la crise économique mondiale actuelle se traduisent par une chute catastrophique du niveau de vie, par un chômage qui affecte le système dans son ensemble, et implique des millions de travailleurs sans emploi, à la campagne comme à la ville, par un appauvrissement absolu des pays dits du « Tiers-Monde » épuisés par la dégradation des prix des matières premières et le poids d'une dette externe incommensurable qu'ils ne peuvent payer.

Dans une Conférence organisée par l'OMS, Mr Carlyle Guerra de Macedo a signalé que « le nombre de latino-américains en situation de pauvreté critique est passé entre 1970 et 1980 de 90 à 113 millions en même temps que la mortalité infantile, loin de diminuer, recommence à progresser ».

Les pays du « Tiers-Monde » épuisés par la dette externe, sont soumis aux plans du Fonds monétaire international (FMI), qui com-

portent des mesures d'austérité draconiennes et de réduction du niveau de vie. Cela est organisé par l'intermédiaire des GATT et des barrières douanières. Aussi bien les Etats-Unis que le Marché Commun Européen (MCE) réduisent les exportations des pays pauvres en se lançant dans une véritable agression contre eux.

Qui profite de cette situation de misère des peuples auxquels on impose le paiement d'une dette usurière ? Ce qui est certain, c'est que ce ne sont pas les travailleurs et les masses laborieuses des pays dits prêteurs : l'Europe et les USA.

Ainsi, dans un pays comme les Etats-Unis, selon un rapport de l'ONU, le nombre de personnes qui vivent avec un revenu inférieur au minimum nécessaire atteint 40 millions. En France a été réintroduit le travail de nuit pour les femmes, suite aux recommandations du Marché Commun Européen (MCE). En application des recommandations de Bruxelles (CEE), des branches entières de l'économie sont détruites, et cette situation se retrouve dans les autres pays d'Europe.

Les chiffres officiels du chômage sont de 14 millions pour les 12 pays de la CEE. La situation de régression sociale généralisée dans les pays censés profiter du paiement de la dette n'est pas sans relation avec la situation imposée aux peuples étranglés par la dette. Comment ne pas constater en effet que les profits énormes procurés par la dette à une minorité favorise une tendance générale à l'investissement spéculatif en Europe et aux USA ! Les usines sont fermées, des millions de travailleurs sont jetés à la rue : « investir » dans la dette rapporte plus qu'investir dans la production.

Parallèlement a lieu un désinvestissement massif en Amérique latine et en Afrique d'où sont « exportés » des capitaux pour la spéculation en Europe et aux Etats-Unis. On estime que la fuite des capitaux des pays dits du Tiers-Monde a été multipliée par dix durant les cinq dernières années.

C'est ainsi qu'est clairement mis en évidence le lien étroit et les intérêts communs qui existent entre les peuples qui luttent contre la dette, et les travailleurs qui, aux USA comme en Europe, luttent pour défendre leurs conditions de vie et de travail. C'est là la preuve que le malheur des uns ne fait jamais le bonheur des autres peuples.

D'autre part, dans un document récent sur les « frais d'armement dans le monde en 1985 », l'Institut International de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) établit : « Les frais d'armement dans le monde pour l'année 1985 ont progressé de 3,2 % par rapport à 1984, et atteignent 663.120 milliards de dollars contre 624.580 milliards de dollars en 1984 ». Il suffit de comparer cette somme avec le montant total de la dette extérieure des pays "en voie de développement" débiteurs des grands pays impérialistes, c'est-à-dire 637 milliards, pour constater qu'il suffirait de transférer une seule année de gaspillage en crédits militaires pour annuler, dans tous les pays d'Amérique et d'Afrique, le poids de la dette extérieure qui les écrase.

Aux Etats-Unis, les frais militaires ont progressé en 1985 de 8 %, c'est-à-dire qu'ils atteignent 204.896 milliards de dollars (contre 187.987 milliards en 1984), c'est-à-dire une somme supérieure à ce qu'il faudrait pour couvrir les intérêts écrasants de la dette des pays en voie de développement, qui en 1984 atteignait les 141,1 milliards de dollars.

Le FMI et le Marché Commun Européen promettent, dans de récentes déclarations, de façon tout à fait officielle, une nouvelle période de croissance. Comment atteindre cet objectif ? Pour le FMI et le MCE, par l'« adaptation », le « réajustement », qualifiés de développement des entreprises par rapport à la situation économique. En d'autres termes, par la programmation de la disparition d'entreprises agricoles, industrielles, commerciales, dans tous les pays, la réduction systématique dans tous ceux-ci de la « masse salariale », la liquidation des systèmes de protection sociale, les licenciements massifs, par millions. Les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, affirment que la continuation et l'aggravation de la politique dite d'austérité dans tous les pays pourraient permettre de redresser l'économie.

Voyons cela de plus près : selon les statistiques officielles du département du travail aux Etats-Unis, le chômage aurait diminué au mois de juillet 1986, passant de 7,3 % à 7,1 % de la population active. Mais un autre calcul à partir des déclarations patronales montre que le nombre de chômeurs a augmenté au mois de juin de 89.000. Le secteur industriel continue à subir une récession de l'emploi. Ce n'est que par des artifices mensongers qu'il serait trop long d'énumérer que les gouvernements peuvent tenir des propos optimistes sur l'avenir, qui sont repris périodiquement par la presse mondiale ; et ces assertions n'ont d'autre but que d'intoxiquer les gens. Techniquement, le FMI apparaît comme celui qui contrôle les processus de l'économie mondiale.

Cependant, dans un article du *New York Tribune*, nous lisons : « Les économistes craignent que de nombreux pays, les plus accablés de dettes, ne finissent par se déclarer en état de suspension de paiement après une période prolongée de stagnation de leurs revenus. Un recours excessif à l'endettement a entraîné l'apparition de tous les symptômes de l'intoxication. Une série de faillite de sociétés industrielles et agricoles marginales risque de provoquer une vague de difficultés financières qui ne pourront plus être acceptées politiquement. »

Des déclarations prudentes, mais fort révélatrices, car la politique imposée par le FMI et le MCE conduit effectivement à des situations qui ne sont « plus acceptables politiquement ».

Cela d'autant plus que pour imposer le paiement, des politiques de restriction des libertés sont adoptées. Plus encore, nous assistons dans de nombreux pays, et en particulier en Amérique latine et en Afrique à une militarisation croissante et à

l'accentuation de la repression et de la sale guerre.

En Europe et aux Etats-Unis, c'est tout un arsenal juridique qui est appliqué pour mettre en cause l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat.

C'est pourquoi nous affirmons que la condition pour lutter contre les plans du FMI et du MCE réside dans le combat uni dans chaque pays et à l'échelle internationale pour la défense des conditions de vie et de travail, pour que les sommes utilisées pour les dépenses militaires le soient pour œuvrer pour la paix ; pour qu'il n'y ait plus de licenciements et de fermetures d'usines ; pour que les ressources naturelles soient protégées et les entreprises d'Etat préservées des appétits voraces des grands monopoles privés ; pour que la dette externe soit annulée, et la souveraineté et les droits des peuples respectés. Pour qu'en particulier en Amérique Centrale la paix soit imposée, et que l'agression militaire contre le Nicaragua cesse ; pour que cesse toute aide aux régimes ignominieux comme celui de l'apartheid en Afrique du Sud, pour que cessent la repression et la sale guerre et pour que les droits de l'homme, les libertés syndicales et politiques soient respectées dans tous les pays.

Considérant les points précédents, nous, soussignés, convoquons une Conférence internationale contre les plans du FMI et du MCE, qui doit se tenir à Caracas au Vénézuéla, avec la participation d'organisations politiques, syndicales et de personnalités du monde entier, indépendantes de tout gouvernement, sans exclusives, et en continuité avec d'autres initiatives déjà prises pour organiser la résistance politique au FMI et au MCE.

Nous appelons dans chaque pays à constituer des comités larges de préparation de cette conférence, qui doivent permettre d'aider à la mobilisation des travailleurs et des peuples contre les plans de la CEE et du FMI ».

Moïses MOLEIRO pour le MIR du Vénézuéla

Pierre LAMBERT pour le PCI

(section française de 4^e Internationale, CIR)

Alejandro TAZZA pour le Parti des travailleurs du Pérou

CHRONIQUE

LE TOME 22 DES ŒUVRES DE LEON TROTSKY

PAR F. FORGUE

Le 1^{er} septembre 1939 les armées hitlériennes entrent en Pologne. Le 3 septembre, c'est la déclaration de guerre à l'Allemagne de la France et de l'Angleterre. La seconde guerre mondiale a commencé. Le 17 septembre les forces armées de la bureaucratie stalinienne, à leur tour attaquent la Pologne. Le 28 du même mois, alors que les armées allemandes occupent Varsovie, un nouvel accord prolongeant le pacte signé entre Hitler et Staline en août 1939 détermine les conditions du partage de la Pologne... A la fin de novembre 1939, alors que les opérations militaires se sont stabilisées à l'Ouest (« la drôle de guerre »), la guerre commence entre l'URSS et la Finlande.

C'est approximativement entre ces deux événements que se situent les textes de Léon Trotsky réunis dans le tome 22 de ses œuvres publiées par l'Institut Léon Trotsky, sous la direction de notre camarade Pierre Broué.

Comme il est écrit dans l'introduction : « Il faut admettre qu'aucun des événements qui secouent le monde en 1939 n'a pris Trotsky au dépourvu. Il savait la guerre inévitable et proche. Il avait perçu depuis Munich les efforts de Staline pour s'entendre avec Hitler, détourner la guerre de l'URSS elle-même. Il avait également prévu la crise qui secoue,

à travers le SWP, la seule section de la IV^e Internationale avec laquelle il soit dans un contact régulier depuis que la plupart des sections européennes ont été, dans le meilleur des cas, plongées dans la clandestinité. Cette crise, la discussion qui la rythme, vont dominer l'activité de Trotsky dans les sept mois à venir... »

LE PACTE HITLER-STALINE

Dans l'un des premiers textes publiés dans ce volume, Léon Trotsky qualifie sans la moindre ambiguïté le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie, de la caste qui exerce le pouvoir en URSS. Dans un article daté du 18 septembre 1939 « *Le mystère est éclairci* », il écrit : « Il est clair aujourd'hui que pendant les années ou le Comintern (l'Internationale Communiste) menait à grand tapage sa campagne pour une alliance des démocraties contre le fascisme, le Kremlin était en train de préparer une entente militaire avec Hitler contre les prétendues démocraties. Même de parfaits crétins doivent comprendre aujourd'hui que les procès de Moscou qui ont permis d'exterminer la vieille garde bolchevique sous l'accusation de collaboration avec les nazis n'étaient rien d'autre qu'une couverture de l'alliance de Staline et de Hitler. Il n'y a plus de secret... Le Kremlin n'a pas seulement trompé Chamberlain, Daladier et Beck (Chamberlain et Daladier étaient respectivement les premiers ministres de la Grande-Bretagne et de la France, Beck était le ministre des Affaires étrangères de Pologne NDR) mais aussi systématiquement les masses laborieuses de l'Union Soviétique et du monde entier.

...Il y a des gens qui osent comparer l'alliance Hitler-Staline au traité

de Brest-Litowsk. Quelle dérision ! (1). Les négociations de Brest-Litowsk ont été menées ouvertement, sous les yeux de l'humanité toute entière. La révolution soviétique, à la fin de 1917 et au début de 1918, n'avait pas un seul bataillon capable de se battre. L'Allemagne des Hohenzollern attaquait la Russie, s'emparant des provinces soviétiques et du matériel militaire. Le jeune gouvernement soviétique n'avait pas d'autre possibilité physique que de signer le traité de paix. Cette paix nous l'avons publiquement définie comme une capitulation d'une révolution désarmée face à un ennemi puissant. Nous n'avons pas célébré le culte des Hohenzollern, mais dénoncé publiquement la paix de Brest-Litowsk comme extorsion et brigandage. Nous n'avons pas trompé les ouvriers et les paysans. Le pacte actuel Hitler-Staline a été conclu malgré l'existence d'une armée de plusieurs millions d'hommes, et son objectif immédiat était de faciliter à Hitler l'écrasement de la Pologne et son partage entre Berlin et Moscou. Où est l'analogie ?

Les propos de Molotov (le ministre stalinien des Affaires étrangères NDR) que l'Armée rouge se couvri-

(1) C'est le 3 mars 1918 que la jeune République des Soviets signait une « paix séparée » avec l'Allemagne.

rait « de gloire » en Pologne, resteront comme une honte ineffaçable pour le Kremlin. L'Armée rouge a reçu l'ordre d'en finir en Pologne avec ceux qui ont été battus par Hitler. Tel est le rôle honteux et criminel qui a été assigné à l'Armée Rouge par les chacals du Kremlin. »

Il faut ajouter que si, comme le note justement l'introduction, Trotsky n'est pas pris au dépourvu par les événements majeurs de 1939, en leur appliquant lucidement l'analyse marxiste il dégage aussi les traits essentiels des développements à venir. Alors que la guerre s'enlise dans une attente sans conclusion à la frontière franco-allemande, il prévoit qu'une victoire à l'Ouest de l'impérialisme allemand laisserait à celui-ci les mains libres contre l'URSS et qu'ainsi la criminelle politique de Staline est bien celle, sur tous les terrains, d'un fossoyeur des conquêtes de la révolution d'Octobre. Et surtout, indiquant le caractère mondial du conflit qui s'ouvre, il note l'inéluctabilité de l'entrée en

guerre des Etats-Unis : « il s'agit d'une lutte pour la domination mondiale — et les Etats-Unis ne peuvent rester à l'écart » (article du 4 octobre 1939, « Les Etats-Unis entreront en guerre »).

Nombreux sont ceux qui, contraints de reconnaître la grandeur de Trotsky, de saluer sa perspicacité dans l'analyse de la réalité politique, feignent de s'étonner ou de regretter que ses capacités intellectuelles hors pair soient, pour une grande part, consacrées à des contributions dans le débat interne d'une "petite" organisation, le SWP des Etats-Unis. Ils ne peuvent se réconcilier avec ce fait majeur, que Trotsky — comme Marx — était d'abord un militant, un combattant de la lutte des classes. Et que son activité était déterminée par ce qui est au cœur du marxisme comme généralisation théorique de la lutte des classes "la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat".

« LE DESTIN DU PROLETARIAT ET DE L'HUMANITE »

La discussion qui commence alors dans la section américaine de la 4^e Internationale (2) concentre les problèmes vitaux de l'époque, de la révolution prolétarienne. Comme l'écrit Trotsky dans la lettre à James P. Cannon, dirigeant du SWP, qui ouvre ce vingt-deuxième volume des écrits : « (elle) concerne le destin

tout entier du prolétariat et de l'humanité ».

La discussion qui s'ouvre dans la direction et dans les rangs du SWP (et qui est, par son contenu, une discussion internationale même si les conditions créées par la guerre la limitent pour l'essentiel dans sa forme, aux Etats-Unis) s'amorce sur la question de la nature sociale de l'URSS, de l'Etat issu de la révolution d'Octobre mais que dirige une caste bureaucratique soustraite à tout contrôle.

Très vite il deviendra clair qu'à partir de là bien d'autres questions sont posées par ceux qui demandent que l'on révise l'un des points essentiels du programme de la 4^e Interna-

(2) Le SWP (Socialist Workers Party) était l'organisation trotskyste aux Etats-Unis. Elle s'était prononcée pour la constitution de la IV^e Internationale aux Etats-Unis bien que formellement, du fait de lois réactionnaires, elle ne sera plus affiliée à l'Internationale.

tionale : ce sont des problèmes comme le bolchévisme, la nécessité du parti révolutionnaire, les capacités révolutionnaires du prolétariat lui-même qui sont en cause. Dès le 3 septembre (le jour de l'entrée en guerre de la France et de l'Angleterre), James Burnham qui est l'un des dirigeants du SWP, a demandé la convocation d'un Comité national du parti pour discuter de la question de l'URSS.

Rappelons que Trotsky a défini l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré. C'est-à-dire que la dégénérescence de l'Etat ouvrier a abouti, dans des conditions d'isolement et d'arriération, à l'usurpation du pouvoir politique par la bureaucratie stalinienne, caste contre-révolutionnaire que Trotsky caractérise comme *"la courroie de transmission de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier"* (3). Expulsant le prolétariat du pouvoir politique (processus contre-révolutionnaire qui se marque par la liquidation de toute démocratie ouvrière, la destruction sanglante du parti bolchevik) la bureaucratie stalinienne s'approprie "en quelque sorte" comme dit Trotsky, l'Etat et domestique l'Internationale communiste transformant ses sections en instruments de sa politique contre-révolutionnaire, ce qui se traduit, pour reprendre la formulation du programme de transition de la 4^e Internationale, par le fait que *"l'Internationale communiste est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois"*.

Ainsi la caste bureaucratique s'empare du pouvoir politique à travers un combat contre la classe

ouvrière et ses intérêts historiques au cours duquel, comme couche sociale, elle prend pleinement conscience de ses intérêts spécifiques. L'Etat en URSS n'est plus un "Etat ouvrier" mais un **Etat ouvrier dégénéré**. Contre la domination de la bureaucratie, une "seconde révolution" est nécessaire que Trotsky définit comme une **révolution politique** car elle ne vise pas la destruction des rapports de production conséquences de la révolution d'Octobre et que la bureaucratie n'a pu détruire, mais le renversement du pouvoir de la bureaucratie. La révolution politique est l'expression dans un pays où le capital a été exproprié mais où la bureaucratie contre-révolutionnaire détient le pouvoir politique, de la révolution prolétarienne mondiale. Dans "La révolution trahie", Trotsky souligne et l'étendue et les limites de la contre-révolution :

« En tant que force politique consciente la bureaucratie a trahi la révolution, mais la révolution, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut la renverser. Les dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluclabilité de la révolution mondiale ».

En d'autres termes, les conquêtes de la révolution d'Octobre n'ont pu être détruites : ces conquêtes qui sont des conquêtes du prolétariat mondial sont toujours un élément actif, vivant, du développement de

(3) L. Trotsky dans *« Un état non-ouvrier et non-bourgeois »*, article de novembre 1937, reproduit dans *« Défense du marxisme »* (Editions EDI).

la lutte des classes internationale et leur défense ("la défense de l'URSS") est l'une des tâches du prolétariat mondial. Mais dans la lutte internationale entre la révolution et la contre-révolution, c'est du

côté de la contre-révolution ("l'ordre bourgeois") que se range la caste bureaucratique, fourrier de la restauration capitaliste et de la destruction des conquêtes d'Octobre.

LES CAUSES DE LA DISCUSSION

Pourquoi cette conception, qui est l'un des éléments centraux de la constitution de la 4^e Internationale, de sa base programmatique doit-il être remis en question avec précipitation, à l'automne 1939 ? Quelles seraient les conséquences d'un tel changement ? Par quoi remplacer "l'ancienne définition" ? Et pourquoi, toute une fraction de la direction du SWP se lance-t-elle à l'assaut ?

Comme le marquera la conclusion de la discussion, la scission organisée par la minorité opposée aux positions trotskystes et son sort ultérieur, l'opposition qui se regroupe alors dans le SWP est un courant politique petit-bourgeois. Il ne s'agit pas d'une insulte politique ni même d'une simple appréciation de la composition sociale des courants en présence (encore qu'il ne soit pas sans signification que les cadres et ouvriers révolutionnaires du SWP, sélectionnés au travers de la lutte des classes, des grèves de Minneapolis, des grands mouvements aboutissant à la formation du CIO, se soient retrouvés en grande majorité avec Trotsky et la direction du SWP) mais d'une caractérisation politique. Cette caractérisation, Trotsky la formule ainsi :

« Il faut appeler les choses par leur nom. Maintenant que les positions des deux fractions en lutte ont été clairement définies, on doit dire que la minorité du comité national dirige une tendance typiquement petite-bourgeoise. Comme tout

groupement petit-bourgeois à l'intérieur du mouvement socialiste, l'opposition actuelle se caractérise par les traits suivants : attitude dédaigneuse à l'égard de la théorie et tendance à l'éclectisme, irrespect pour la tradition de sa propre organisation, souci de "l'indépendance" personnelle aux dépens de l'aspiration à la vérité objective, nervosité au lieu de fermeté, promptitude à passer d'une position à une autre, incompréhension du centralisme révolutionnaire et hostilité à son égard, enfin tendance à substituer les liens de clique et les rapports personnels à la discipline du parti. Bien entendu, tous les membres de l'opposition ne manifestent pas ces traits de la même façon. Mais comme toujours dans un groupe hétérogène, le ton est donné par ceux qui sont le plus loin du marxisme et de la politique prolétarienne » (Une opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party, article du 15 décembre 1939).

Comme un leitmotiv dans les documents de l'opposition revient la nécessité de partir du "concret des événements". Quel concret et quels événements ? Nous savons par notre propre expérience comment, à chaque étape, les défenseurs en tous genres de l'ordre bourgeois, prétendent confondre stalinisme et bolchevisme, faire découler l'un de l'autre pour arriver à la conclusion que c'est la lutte révolutionnaire du prolétariat et son expression consciente et organisée, le parti révolutionnaire,

qui sont l'origine de tous les maux.

Aux Etats-Unis, en 1939, cette offensive prend une forme précise : l'accord entre Staline et Hitler "prouve" que l'URSS et l'Allemagne nazie sont sur le fond identiques. Les mêmes qui se refusaient à condamner les procès de Moscou au nom de "l'unité antifasciste" proclament que le bolchevisme trouve son aboutissement dans la politique de Staline... Sous une certaine forme, les dirigeants du SWP qui réclament, au nom des "événements" une remise en cause de positions programmatiques de la 4^e Internationale, commencent à subir les effets de cette pression.

Le conflit mondial vient de s'ouvrir, il éclate dans des conditions marquées par les plus grandes défaites du prolétariat, dues avant tout à la trahison stalinienne. La pression de la bourgeoisie et de ses agents au sein du mouvement ouvrier ne peut que s'intensifier sur l'avant-garde révolutionnaire elle-même, tendre à disloquer ce que l'action de Trotsky et des militants qui ont répondu à son appel a permis de constituer. Ce qui est en jeu c'est la continuité programmatique et organisée de l'action révolutionnaire. Mais tant que la discussion se déroule dans le respect de l'action centralisée du parti révolutionnaire, elle se développe par le recours à des arguments politiques, par des tentatives — y compris de la part de ceux qui en définitive remettent en cause la méthode même du marxisme — de se référer au marxisme. Trotsky et la direction du SWP répondront point par point (4). Trotsky, pour reprendre une expression britannique "ne saute pas aux conclusions" ; il ne commence pas par invoquer les pressions sociales comme une sorte de fatalité, mais il démontre de manière détaillée comment les positions politiques développées par Burnham et Shachtman

conduisent à céder, comment leur argumentation aboutit à donner une justification idéologique à l'abandon de la perspective révolutionnaire. Trotsky se prononce pour que la discussion se mène jusqu'au bout, tout en défendant résolument le droit de la direction de préserver l'activité centralisée du parti. Il commence par remettre la question sur ses pieds, puis au fur et à mesure du déroulement de la discussion, il démontre comment le rejet de la dialectique matérialiste par la minorité signifie l'abandon du marxisme comme méthode scientifique et l'incapacité de fournir une explication cohérente des "événements" sans cesse appelés au secours. Dans une magistrale présentation de ce qu'est le matérialisme dialectique, il montrera comment le prétendu "concret" n'est qu'une abstraction vide, dissociant tel ou tel "événement" jugé isolément de ses relations avec le développement d'ensemble, historique et international de la lutte des classes (5).

(4) *Les principales contributions de la discussion faites par Trotsky ont été réunies dans un volume « In défense of marxism » édité par le SWP. Il en existe une traduction française (« Défense du marxisme, éditions EDI, 1972). La discussion se poursuivra jusqu'en avril 1940. Le tome 22 des « OEuvres » s'arrêtant en décembre 1939, mais comportant des éléments qui n'étaient pas reproduits dans « In defense of Marxism », c'est dans le tome 23 que l'on trouvera l'ultime phase de ce combat politique. Avec les tomes 22 et 23 on en aura ainsi la vue la plus complète.*

(5) *Voir dans le tome 22, l'article « Une opposition petite bourgeoise dans le SWP ».*

SUR QUOI PORTE LA DISCUSSION ?

Trotsky commence donc à définir sur quoi porte la discussion. Dès une lettre à Cannon, en date du 2 septembre, et qui ouvre le volume 22 des œuvres, il résume ainsi ce qui est en cause :

« 1 - Notre définition de l'URSS peut être juste ou fausse. Mais je ne vois aucune raison de faire dépendre cette définition du pacte germano-soviétique.

2 - La nature sociale de l'URSS n'est pas déterminée par son amitié avec la démocratie ou le fascisme. Quiconque adopte le point de vue contraire devient prisonnier des conceptions stalinienne datant de l'époque des Fronts populaires.

3 - Quiconque affirme que l'URSS n'est plus un Etat ouvrier dégénéré, mais une formation sociale nouvelle, doit clairement dire quel additif il propose à nos conclusions politiques.

4 - La question de l'URSS ne peut être traitée comme un cas unique, isolé du processus historique global de notre époque. Ou bien l'Etat stalinien est une formation transitoire, la déformation de l'Etat ouvrier d'un pays arriéré, isolé, ou bien le "collectivisme bureaucratique" est une formation sociale nouvelle qui est en train de remplacer le capitalisme partout dans le monde (stalinisme, fascisme, New Deal). Les essais terminologiques (Etat ouvrier, Etat non ouvrier, classe, pas classe) ne trouvent un sens que dans cette perspective historique.

Quiconque choisit le second terme de l'alternative admet, ouvertement ou tacitement, que tout le potentiel révolutionnaire du prolétariat mondial est épuisé, que le mouvement socialiste a fait faillite et que le vieux capitalisme est en train de se transformer en "collectivisme bureaucra-

tique" avec une nouvelle classe exploiteuse.

L'énorme importance d'une telle conclusion s'explique d'elle-même. Elle concerne le destin tout entier du prolétariat mondial et de l'humanité ? Avons-nous le moindre droit de nous lancer, à partir de simples essais terminologiques, dans une conception historique nouvelle qui se trouve être en contradiction historique absolue avec notre stratégie et notre tactique ? ».

Près d'un demi siècle s'est écoulé depuis que ces lignes ont été écrites, marqué par de gigantesques bouleversements, produits de la lutte incessante de la classe ouvrière internationale contre le vieux monde de l'exploitation et de l'oppression et des obstacles auxquels il s'est heurté. Dans leur contenu, elles demeurent cependant d'une frappante actualité.

On pourrait objecter à cette affirmation que les développements de la lutte des classes internationales ont si largement confirmé les principes et le programme de la 4^e Internationale, renvoyé à l'oubli tant de fabrications idéologiques qui furent temporairement à la mode, qu'il n'y a plus guère dans cette discussion de 39-40 qu'un intérêt historique. Certes, la vague révolutionnaire qui a déferlé à l'issue de la seconde guerre mondiale a apporté le plus clair des démentis à toutes les affirmations selon lesquelles le prolétariat aurait perdu ses capacités révolutionnaires, se montrerait incapable d'assurer son émancipation. Et, pourtant, à chaque étape, sous des formes différentes, cette vieille litanie est répétée.

La révolution politique, qui, lorsque Trotsky écrivait, n'était qu'une perspective découlant de l'analyse marxiste de l'URSS est devenue une réalité vivante incarnée dans la lutte de millions d'hommes.

Nous commémorons le 20^e anniversaire du "printemps en octobre" polonais et de la révolution des conseils ouvriers de Hongrie de 1956, alors que la classe ouvrière de Pologne, rassemblée autour de "Solidarité" a imposé la libération des prisonniers politiques et met à l'ordre du jour, dans des conditions difficiles, le combat pour le rétablissement de "Solidarité" dans ses droits, manifestant que malgré les coups qu'elle a subis, la révolution polonaise reste vivante, que la bureaucratie n'a pu stabiliser son pouvoir face à elle.

Ce qu'exprime la révolution polonaise au niveau le plus élevé c'est que, dans le cas de l'URSS comme dans celui des Etats ouvriers bureaucratiques de l'Europe de l'Est, de la Chine, etc... la défense de ce qui demeure des conquêtes de la révolution d'Octobre et ses prolongements est inséparable de la lutte contre le pouvoir de la bureaucratie contre-révolutionnaire, de la révolution politique. C'est la vérification dans la réalité vivante de l'action des travailleurs des positions de Trotsky, des principes et des perspectives sur lesquelles il avait fondé la 4^e Internationale.

Comme Trotsky le maintenait ce qui domine notre époque c'est la lutte entre les deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat. En ce sens, la question de la

restauration du capitalisme (irréalisable sans une contre-révolution radicale) reste posée pour les pays où le capital a été exproprié, comme celle de la révolution politique. En d'autres termes, l'alternative historique peut se résumer dans les termes suivants : la reconquête par le prolétariat du pouvoir politique, se réappropriant ainsi ses conquêtes sociales par la jonction avec le prolétariat mondial (la révolution politique) ou la contre-révolution restaurationniste dont la bureaucratie est le fourrier. La révolution politique a un contenu social précis, elle est une expression particulière de la révolution prolétarienne internationale. La bureaucratie a elle aussi un contenu social, bourgeois.

Cela ne signifie pas que cette alternative se présente comme une sorte de symétrie. Si dans la période de décadence et de décomposition de l'impérialisme, à la domination mondiale duquel son sort est lié, la bureaucratie accentue ses tendances restaurationnistes au travers de sa coopération de plus en plus étroite avec l'impérialisme, elle se heurte directement à la révolution prolétarienne comme menace à son pouvoir et à ses privilèges sous la forme de la révolution politique c'est-à-dire de la mobilisation révolutionnaire des travailleurs pour reprendre le contrôle de leurs conquêtes et donc en assurer la défense.

DES PROBLEMES ACTUELS

C'est cette réalité qui domine la scène politique. L'extraordinaire mouvement des travailleurs polonais aboutissant à la création de "Solidarité", imposant les accords de Gdansk a son origine dans le refus de l'augmentation des prix de toute une série de produits de première nécessité, au nom de l'adaptation

aux normes du marché mondial. Ce sont aussi les plans du FMI que les travailleurs polonais faisaient échouer en contraignant la bureaucratie à reculer. "Le socialisme ce sont les travailleurs" : ce mot d'ordre qui fut scandé dans les manifestations de soutien à la lutte des ouvriers de Pologne exprime ce qui

était au cœur de l'analyse de Trotsky, de son optimisme dans les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière. Et pourtant aujourd'hui comme hier, le marxisme, le bolchevisme sont l'objet des mêmes attaques.

En effet, si le développement de la lutte des classes modifie sans cesse les conditions de la lutte émancipatrice de la classe ouvrière et pose, en permanence, de nouveaux problèmes que seule la méthode marxiste permet de résoudre, l'argumentation contre-révolutionnaire reste tristement répétitive. C'est qu'elle n'est que la traduction idéologique de la défense d'une classe dominante dans l'impasse, une classe qui n'a d'autre avenir qu'une "agonie prolongée" comme le soulignait Trotsky dans l'un des tous derniers documents qu'il ait élaboré (6). Il ajoutait qu'il fallait se préparer à de longues années, sans doute des décennies de luttes et concluait : « *le grand problème historique ne pourra en aucun cas être résolu jusqu'à ce qu'un parti révolutionnaire se place à la tête du prolétariat. La question des délais et des rythmes a une énorme importance mais elle n'altère ni la perspective historique générale, ni la direction de notre politique. La conclusion est : il est nécessaire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde avec une énergie décuplée. C'est précisément là que se trouve la tâche de la 4^e Internationale* ».

C'est précisément parce que "le grand problème historique" reste à résoudre, que ces écrits de 1939 conservent toute leur actualité et toute

leur valeur politique immédiate. Parce que Trotsky envisage les questions en discussion sous l'angle le plus fondamental, celui de la méthode du marxisme, de sa validité, de la lutte des classes, il les pose en relation organique avec les problèmes de la construction du parti, des problèmes de la direction révolutionnaire.

Avant de s'attaquer au problème théorique particulier (la nature sociale de l'URSS), Trotsky définit le cadre dans lequel des marxistes peuvent poser cette question ("*la nature sociale de l'URSS n'est pas déterminée par son amitié avec la démocratie ou le fascisme. Quiconque adopte le point de vue contraire devient prisonnier des conceptions staliniennes datant de l'époque des Fronts Populaires*") et à quelles conditions cette discussion peut avoir un sens pour des révolutionnaires ("*Quiconque dit que l'URSS n'est plus un Etat ouvrier dégénéré mais une formation sociale nouvelle, doit clairement dire quel additif il propose à nos conclusions politiques*").

En d'autres mots c'est du point de vue de l'indépendance de classe du prolétariat, d'une politique indépendante de la classe ouvrière et de ses conséquences en termes de tâches que Trotsky se place.

C'est ainsi qu'il écrit, dans le premier article d'ensemble qu'il consacre à la question "L'URSS dans la guerre" (25 septembre 1939) :

« *La "défense de l'URSS" telle qu'elle est interprétée par l'Internationale communiste, de même que la "lutte contre le fascisme" d'hier, se fonde sur l'abandon d'une politique de classe indépendante. On fait du prolétariat — pour des raisons variées, dans des circonstances diverses, mais toujours et invariablement — une force auxiliaire d'un camp contre un autre. En opposition à cela, certains camara-*

(6) *Manifeste sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, adopté par la Conférence extraordinaire de la IV^e Internationale (mai 1940).*

des affirment "Etant donné que nous ne voulons pas devenir des instruments de Staline et de ses alliés, nous renonçons à la défense de l'URSS". Ce faisant, ils ne font que démontrer que leur conception de la "défense" correspond dans son fond à celle qu'en ont les opportunistes : ils ne pensent pas en termes de politique indépendante du prolétariat. En réalité, nous défendons l'URSS comme nous défendons les pays colonisés, comme nous réglons tous nos problèmes, non pas en soutenant certains gouvernements impérialistes contre d'autres, mais par la méthode de la lutte des classes internationale dans les colonies comme dans les métropoles.

Nous ne sommes pas un parti gouvernemental. Nous sommes un parti d'opposition irréductible, non seulement dans les pays capitalistes mais en URSS également.

... La défense de l'URSS se fonde pour nous avec la préparation de la révolution internationale. Seules sont admissibles les méthodes qui ne sont pas en contradiction avec les intérêts de la révolution. La défense de l'URSS a, par rapport à la révolution socialiste internationale, le rapport d'une tâche tactique à une tâche stratégique. La tactique est subordonnée à l'objectif stratégique et ne peut en aucun cas s'opposer à lui ».

On ne peut qu'être frappé par l'actualité de ces lignes dont le contenu dépasse non seulement les conditions particulières de la discussion mais même son objet, pour à partir d'eux poser certains des problèmes les plus fondamentaux du marxisme et de la définition d'une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière internationale. Ces problèmes se sont retrouvés posés à chaque moment du développement de la lutte des classes et de l'histoire de la 4^e Internationale elle-même. Ils ont un lien direct avec la crise disloca-

trice de la 4^e Internationale et avec ses conséquences présentes (7).

Trotsky revient sur la portée historique de la discussion qui s'amorce : si l'on définit la bureaucratie stalinienne non comme une excroissance contre-révolutionnaire et parasitaire qui a atteint des proportions monstrueuses dans des circonstances données, ("courroie de transmission de l'impérialisme") mais comme une nouvelle classe exploiteuse on donne du même coup une "légitimité historique" que précisément elle n'a pas à la bureaucratie : une classe sociale se définit par sa place dans les rapports de production, l'établissement d'une nouvelle classe dominante répond à une étape du développement historique.

Or la bureaucratie n'occupe pas une telle place : elle est contradictoire aux rapports de production reposant sur l'expropriation des moyens de production, contradictoire avec les résultats (les conquêtes) de la révolution d'Octobre dont elle usurpe le contrôle, qu'elle pille et qu'elle mine. Comme l'explique Trotsky dire qu'elle est une nouvelle classe exploiteuse conduit nécessairement à la conclusion que le mouvement révolutionnaire du prolétariat a abouti à la formation d'une nouvelle société d'exploitation, que le prolétariat a démontré son incapacité à assurer sa propre domination et à réaliser avec son émancipation celle de l'humanité.

(7) A ce sujet, on se reportera avec profit à l'introduction du camarade Jean-Jacques Marie à « Défense du Marxisme » (Editions EDI), page 62 et suivantes.

DEUX CONCEPTIONS INCONCILIABLES

Encore une fois, Trotsky reprend les choses au fond, sur le plan de la lutte internationale du prolétariat et de son développement historique et dans cette mesure sa réponse englobant la question particulière qui la suscite la dépasse et vaut au niveau des tâches d'ensemble de la période d'agonie du capitalisme :

« Toutes les variétés de représentants déçus et apeurés du pseudo-marxisme partent au contraire de l'idée que la faillite de la direction ne fait que "refléter" l'incapacité du prolétariat à assumer sa mission révolutionnaire.

... Si l'on admet que les défaites ont leurs causes dans les caractéristiques sociales du prolétariat lui-même, il faut admettre que la situation de la société contemporaine est sans espoir. Dans les conditions du capitalisme pourrissant, le prolétariat ne se développera ni sur le plan du nombre ni sur celui de la culture. Il n'existe aucune raison de s'attendre à ce qu'il s'élève un jour à la hauteur des tâches révolutionnaires.

L'affaire se présente sous un jour tout autre pour qui a clarifié dans sa tête l'antagonisme profond entre l'aspiration organique, ambitieuse, irrépressible, des masses laborieuses à s'arracher au chaos sanglant du capitalisme, et le caractère conservateur, patriotique, profondément bourgeois, de la direction ouvrière qui se survit. Il faut choisir entre ces deux conceptions inconciliables. ("L'URSS dans la guerre").

Dans le même article, Trotsky est amené à analyser la signification des transformations effectuées de "manière militaro-bureaucratique" qu'amènerait une occupation de longue durée de la Pologne, l'incorporation à l'URSS de ces territoires : *« Etant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la*

propriété d'Etat et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée Rouge devrait, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'URSS ». Mesure qui "en soi", explique plus loin Trotsky est "progressiste". Mais encore une fois, c'est en relation avec ce qui au sens plein du terme est la réalité concrète de notre époque, la marche à la révolution prolétarienne internationale qu'il faut apprécier la signification de ces mesures. Trotsky conclut un développement à ce sujet par cette phrase « Nous ne chargeons le Kremlin d'aucune mission historique ».

En effet :

« Cette mesure, révolutionnaire de nature "l'expropriation des expropriateurs" s'effectue de manière militaro-bureaucratique. Tout appel à une activité indépendante des masses dans les nouveaux territoires — et sans un tel appel, fut-il rédigé avec beaucoup de prudence, il est impossible d'établir un nouveau régime — sera, sans nul doute, réprimé, dès le lendemain par d'impitoyables mesures policières, afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires qui s'éveillent. C'est l'un des aspects de la question. Il en existe un autre. Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne grâce à une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a longtemps trompé et continue de tromper les masses en URSS et dans le monde entier et, de ce fait, il a totalement désorganisé les rangs de sa propre Internationale communiste. Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans telle ou telle région ou dans telle autre si importantes puissent-elles

être mais le changement dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, sa capacité à défendre ses conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles.

De ce seul point de vue, le seul décisif, la politique de Moscou, prise dans son ensemble, conserve intégralement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution mondiale ».

Texte d'une rare richesse et d'une extraordinaire densité. Ce qui ne veut surtout pas dire qu'il constitue une sorte de "prédiction" ou de description anticipée de la manière dont les choses se passeront, quelques années plus tard, à l'issue de la seconde guerre mondiale. Le marxisme n'a rien à voir avec la divination, mais généralisant à partir de l'expérience de la lutte du prolétariat, partant de qui est décisif, à savoir "la conscience et l'organisation du prolétariat mondial", il permet de dégager les lignes essentielles du développement historiques. Les transformations qui vont bouleverser l'Europe de l'Est à l'issue de la seconde guerre mondiale ne sont pas identiques ni même une sorte "d'agrandissement" de ce qui se produit en 39-40, mais le travail théorique et politique de Trotsky fournit la clé pour les comprendre et déterminer les tâches d'une Internationale révolutionnaire.

DEFENSE DU PROGRAMME, DEFENSE DU PARTI

Alors que Trotsky et la majorité posent les problèmes de la manière la plus fondamentale, les abordant à partir des processus d'ensemble de la lutte des classes internationale et du caractère de classe de chaque phénomène, la minorité se réfère de manière pointilliste à des "événements"

De plus, ce passage montre à quel point, contrairement à ce qu'affirme alors la minorité du SWP (argument qui depuis, sous des formes multiples, a été bien souvent répété), l'introduction de la question de la dialectique dans la bataille politique n'a rien d'artificiel.

Comme le démontre aussi la manière dont Trotsky répond à l'argument selon lequel si l'on considère toujours, malgré la dégénérescence bureaucratique, la nature de l'URSS comme ouvrière, alors il faut créer une nouvelle "catégorie", celle de "l'Etat ouvrier contre-révolutionnaire". Trotsky répond :

« Cet argument cherche à frapper notre imagination, en opposant une norme programmatique bonne à une réalité misérable, minable et même répugnante. Mais n'avons-nous pas observé, jour après jour, depuis 1923, le rôle de plus en plus contre-révolutionnaire de l'Etat soviétique dans l'arène internationale ? Avons-nous oublié l'expérience de la révolution espagnole toute récente ? Il existe deux Internationales ouvrières totalement contre-révolutionnaires. Les critiques ont visiblement oublié cette "catégorie" ».

Au fur et à mesure que la lutte politique s'intensifie au sein du SWP, le fossé se creuse entre la majorité que soutient Trotsky et la minorité y compris quant à la forme de discussion.

pris isolément qui chacun devrait amener à tout reconsidérer. A juste titre, James P. Cannon dénonce cette manière de faire comme une tentative de "miner le programme marxiste du parti et de remplacer la méthode politique marxiste par une approche empiri-

que de chaque nouvel événement considéré comme une question indépendante. »! (8)

Cette appréciation de Cannon est faite le 15 décembre 1939. C'est à la même date donc, après trois mois de large discussion, que Trotsky invite les militants du SWP et de la IV^e Internationale à tirer les premières conclusions politiques du débat en cours. C'est du 15 décembre qu'est daté le long et important article intitulé « Une opposition petite-bourgeoise dans le SWP » qui, en même temps qu'il rassemble tous les éléments de la discussion pour en définir les enjeux, caractérise politiquement le courant politique regroupé autour de Shachtman et de Burnham. Et pourtant, Trotsky n'en tire pas encore de conclusions en termes d'organisation. Au contraire, démontrant que sur ce terrain aussi que la dialectique n'est en rien artificiellement introduite dans la discussion, il écrit dans ce texte — par ailleurs d'une impitoyable netteté dans la définition politique de l'opposition et de son orientation :

« ... si l'opposition est une tendance petite-bourgeoise, cela signifie-t-il que l'unité est impossible à l'avenir ? Comment concilier un courant petit-bourgeois et un courant prolétarien ? Poser la question en ces termes, c'est porter un jugement unilatéral, anti-dialectique et par conséquent faux. Dans la discussion actuelle, l'opposition a clairement manifesté ces traits petits-bourgeois. Cela ne signifie pas que l'opposition ne soit que cela. La majorité des membres de l'opposition sont profondément dévoués à la cause du prolétariat et capables d'apprendre. Liés aujourd'hui à un milieu petit-bourgeois, ils peuvent se lier demain

au prolétariat. Les gens inconsistants, sous l'influence de l'expérience, peuvent prendre de la consistance. Quand le parti comptera des milliers d'ouvriers, même les fractionnistes professionnels pourront se rééduquer dans l'esprit de la discipline prolétarienne. Il faut leur en laisser le temps. Voilà pourquoi la proposition du camarade Cannon de laisser la discussion libre de toute menace de scission, exclusion, etc. était tout à fait juste et opportune.

Il n'en est pas moins incontestable que si le parti dans son ensemble prenait la route de l'opposition, il pourrait connaître une destruction totale. L'opposition actuelle est incapable de donner au parti une direction marxiste. La majorité de l'actuel comité national exprime d'une façon infiniment plus conséquente, plus sérieuse, plus profonde, les tâches prolétariennes du parti que la minorité. C'est précisément pourquoi la majorité n'a pas, ne peut avoir d'intérêt à orienter la lutte vers la scission : les idées justes triomphent. Mais les éléments sains de l'opposition en peuvent non plus souhaiter la scission, l'expérience du passé a démontré très clairement que toutes les espèces de groupes improvisés qui rompaient avec la IV^e Internationale se condamnaient eux-mêmes à la stérilité et à la décomposition. C'est pourquoi on peut envisager sans crainte le prochain congrès du parti. Il rejettera les nouveautés anti-marxistes de l'opposition et garantira l'unité du parti ».

Comme il a déjà été noté dans cet article, la discussion en se développant englobe les questions les plus fondamentales de l'époque, celles de la révolution prolétarienne et donc celles de la direction révolutionnaire, de la construction du parti révolutionnaire, de la construction de ce parti aux Etats-Unis, de la construction de la IV^e Internationale. La

(8) Cité par J.-J. Marie dans son introduction.

défense du marxisme, c'est la défense du bolchevisme, de la méthode organiquement indispensable à la constitution et à l'action d'un parti révolutionnaire : le centralisme démocratique. La tentative de remettre en cause les bases programmatiques du SWP s'accompagne inéluctablement d'une offensive contres ses principes d'organisation : la lutte politique qui se développe au sein du parti comprend cette défense. Certes, la minorité tente de la formuler dans des termes qui masquent les véritables problèmes. Alors que Trotsky parle méthode, ils parlent des « métho-

des », de la « brutalité » de tel ou tel dirigeant, du « régime ». Trotsky répond :

« Il serait pourtant faux de croire que le transfert de la lutte sur la « question d'organisation » représente une simple manœuvre dans la lutte fractionnelle. Non, l'opposition ressent effectivement, bien que confusément que ce qui fait problème, ce n'est pas seulement la « question russe » mais toute l'approche des questions politiques en général, y compris les méthodes de construction du parti. En un certain sens, c'est vrai. »

LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE

Mais, de la part de Trotsky, ce n'est pas d'un combat uniquement défensif qu'il s'agit. Défendre le marxisme, défendre le bolchevisme c'est contribuer, au travers de cette lutte politique, à renforcer la direction du SWP, à mieux l'armer pour les tâches qu'elle doit accomplir. C'est pourquoi les contributions de Trotsky, dans ce vingt-deuxième volume des « Œuvres » contiennent nombre d'enseignements enrichissants sur les problèmes du centralisme démocratique, sur sa pratique.

C'est ainsi que, par exemple, des éléments de l'opposition suggèrent à un moment, un référendum, pour trancher les questions en débat. Trotsky rejeta cette proposition et son argumentation permet de redéfinir ce qu'est la signification d'un congrès souverain, plus haute instance d'une organisation révolutionnaire : *« Quiconque est en faveur d'un référendum reconnaît par là même qu'une décision du parti n'est que la somme arithmétique de décisions locales, chacune de nos organisations locales étant inévitablement bornée par ses propres forces et les*

limites de sa propre expérience. Quiconque est en faveur d'un référendum doit aussi se prononcer pour les mandats impératifs, c'est-à-dire pour une procédure dans laquelle chaque section locale a le droit d'obliger son représentant à un congrès du parti de voter d'une façon déterminée. Quiconque reconnaît les mandats impératifs nie la signification des congrès en tant qu'instance suprême du parti. A la place d'un congrès, il suffit de décompter les voix sur le plan local. Le parti disparaît en tant que tout centralisé. Si l'on accepte un référendum, l'influence des organisations locales les plus avancées, celle des camarades les plus expérimentés et ayant une perspective à plus long terme de la capitale ou des centres industriels, cède le pas à l'influence des secteurs les moins expérimentés, les plus arriérés, etc. »

Un autre exemple — et qui démontre bien que l'action politique menée par Trotsky n'était pas un combat solitaire mais qu'il la développait en étroite coopération avec la direction du SWP. Il s'agit de la

publication ou non, dans la presse publique du Parti, de la discussion interne. Ce n'est pas une question de principe ; à maintes reprises le parti bolchevik, publiâ dans les colonnes de ses organes, les éléments d'une discussion en cours. Mais, convaincu par les arguments de la direction du SWP que la volonté de l'opposition en rendant le débat public était une « *soif de publicité à l'égard de l'opinion publique* » (9) et la volonté de fausser la discussion interne en plaçant « le programme (du parti) au même niveau que n'importe quelle innovation qu'il n'a pas acceptée », Trotsky rejette cette demande en s'appuyant sur un principe déterminant qui conditionne une véritable discussion dans un parti prolétarien :

« *Les structures d'organisation de l'avant-garde prolétarienne doivent être subordonnées aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux garanties négatives contre sa dégénérescence... La plus grande loyauté dans la discussion mais pas la moindre concession à l'esprit petit-bourgeois anarchiste* (« Faut-il publier les discussions internes ? » Lettres à James P. Cannon du 26 décembre 1939).

La discussion politique, dans le cadre d'une organisation révolutionnaire, ne saurait se subordonner les nécessités de l'action de l'organisation, la paralyser, la ôter à la direction les moyens d'accomplir ce qui est son devoir ; conduire le parti en fonction des décisions de son congrès, assurer son expression centralisée dans l'action.

Comme on le voit, c'est sur toute une série des questions de la théorie et de la stratégie révolutionnaires que ce tome 22 constitue non seulement une lecture enrichissante mais un outil de l'action politique.

Cette présentation, dans ses limites, aura atteint son but si elle incite à une large diffusion de ce volume.

Il convient d'ajouter que, comme à l'accoutumée, la qualité des traductions, l'introduction, les notes, les repères chronologiques et les index facilitent la lecture de ces textes capitaux.

F. Forgue

(9) Voir « *L'opposition a soif de publicité* », lettre à James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 231.

La discussion politique, dans le cadre d'un certain développement national, ne se fait pas dans les conditions nécessaires de l'activité organisée. Il paraît plutôt à l'ordre du jour les moyens d'accomplir la fonction des décisions de son organe. Ses arguments sont exprimés de façon que la volonté de la majorité s'impose dans le débat. L'opposition, en rendant le débat public, est une sorte de publicité à l'égard de l'opinion publique (2) et la volonté de passer la discussion interne en place. « Le programme (du parti) au même niveau que n'importe quelle innovation qu'il n'a pas acceptée », Trotsky rejette cette demande en s'appuyant sur un principe déterminant qui conditionne une véritable discussion dans un parti prolétarien :

« Les structures d'organisation de l'organe prolétarien doivent être subordonnées aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

James P. Cannon du 26 décembre 1939.

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

(2) Voir « L'opposition à l'égard de la presse », tome 1, James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 211.

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

participation ou non dans la presse publique du Parti de la discussion interne. Ce n'est pas une question de principe, mais une question de fait. Les principes de la discussion interne sont exprimés dans les colonnes de nos journaux. Mais, nous vaincu par les arguments de la direction du SWP, que la volonté de la majorité s'impose dans le débat. L'opposition, en rendant le débat public, est une sorte de publicité à l'égard de l'opinion publique (2) et la volonté de passer la discussion interne en place. « Le programme (du parti) au même niveau que n'importe quelle innovation qu'il n'a pas acceptée », Trotsky rejette cette demande en s'appuyant sur un principe déterminant qui conditionne une véritable discussion dans un parti prolétarien :

« Les structures d'organisation de l'organe prolétarien doivent être subordonnées aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

James P. Cannon du 26 décembre 1939.

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

« L'organe prolétarien doit être subordonné aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux tendances négatives contre la démocratie... La plus grande erreur dans la discussion n'est pas la moindre concession à l'égard du parti bourgeois anarchiste... L'autorité des discussions internes ? »

L'HERITAGE DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE

PAR G. LAMIEL

Le Mouvement Populaire des Familles (MPF), organisation corporatiste et ouvertement vichyssoise durant la guerre, seul mouvement reconnu par l'Eglise comme Mouvement d'Action Catholique Ouvrière de 1942 à 1950, a un héritage qui mérite d'autant plus d'être connu qu'il est revendiqué hautement comme tel depuis 1982. En effet, à cette date a été créé un "Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux" qui, après avoir organisé des rencontres entre anciens des mouvements, tous issus du MPF, vient de publier son 4^e cahier (1).

Pour aller à l'essentiel, nous avons suivi les itinéraires des secrétaires

généraux. Nul ne s'étonnera, sauf les naïfs, de retrouver les deux premiers secrétaires fédéraux au MRP à la CFTC et comme pères d'institutions néo-corporatistes. Il n'est pas indifférent de voir comment on en est arrivé là.

Dès la fin 1943, la défaite de l'Allemagne nazie, et donc de Vichy, était prévisible. Dès la première phrase de la première contribution du Congrès du MPF, une préoccupation se fait jour :

« Il convient de songer dès maintenant à la cessation des hostilités. A

(1) On les trouve naturellement à la librairie catholique "La procédure" - Métro St-Sulpice.

l'heure de la reconstruction (sic), nous avons besoin de militants ouvriers capables de prendre spontanément un certain nombre de responsabilités pratiques ».

Il faut faire vite. Ce congrès se tient le 4 septembre. Le 23, Robert Prigent, secrétaire général du mouvement pour les 3 zones du Nord de la France est encore secrétaire adjoint du centre de coordination de mouvements familiaux (CCMF) vichystes, comme le prouve un document. Avant la fin de l'année pourtant, il est à Alger, où il siège à l'assemblée consultative au titre de l'OCM, organisation résistante où les catholiques et les militaires dominent. Paul Bacon le remplace à la tête du MPF à Paris, mais pas au CCMF. L'Eglise et le MPF ont désormais deux fers au feu.

Après la libération, Robert Prigent, ancien Jociste, ancien secrétaire de l'Union locale des syndicats chrétiens de Dunkerque, devenu fondateur du Mouvement Républicain Populaire, est nommé par de Gaulle puis par F. Gouin et Bidault qui lui succéderont, ministre de la Population. Son premier souci naturellement est de conserver l'essentiel de la loi Gounot de 1942 qui "démocratisée" et devenue la loi du 3 mars 1945, co-signée par F. Billoux, ministre du PCF, elle est à l'origine de la création de l'Union nationale des associations familiales (UNAF). Cet organisme néo-corporatiste n'a pas varié.

Le Monde du 10 juin indique qu'à son assemblée générale du 7, son président avait souhaité une "politique familiale", et que Madame Barzach, ministre déléguée à la Santé et à la Famille, présente, a annoncé "un plan pour la famille"... Chirac a là des auxiliaires précieux. Les héritiers du MPF dirigent de très nombreuses associations familiales, dont la Confédération syndicale des

Familles, la Confédération syndicale du cadre de vie, la Confédération nationale des associations populaires familiales syndicales...

Le successeur de Robert Prigent, Paul Bacon, ancien responsable des "Aînés de la JOC", ancien rédacteur en chef du journal du mouvement de 1934 à 1944, mais aussi rédacteur à "Temps Présent", et dans sept autres journaux catholiques, est le seul responsable catholique présent à Paris en août 1944. A la demande de Texier de la CFTC, il fait alors office de secrétaire général de la JOC, du MPF, du MRL (ancêtre du MRP), de directeur des Editions ouvrières et enfin de responsable de la rédaction de "Syndicalisme", journal de la CFTC (fonction qu'il gardera quelques années). Ce chantre de la Charte du Travail sera le fondateur des "équipes ouvrières" du MRP, membre du comité directeur du mouvement à ce titre, et quasi inamovible ministre du Travail de 1950 à 1962. A la demande expresse d'évêques, d'autres responsables du MPF sont devenus candidats "ouvriers", puis députés du MRP là où la compétition avec le PCF et la SFIO s'annonçait rude.

L'héritage principal du MPF n'est pas à chercher à droite, mais bien dans la "gauche" actuelle qu'il a largement ensemencée. Un peu d'histoire aide à comprendre comment et pourquoi s'est fait ce processus.

Il faut revenir à la libération. Le MRP était indispensable pour remplacer les vieux partis bourgeois effondrés. Il ne pouvait répondre à l'objectif fixé à l'Action catholique, reconquérir la classe ouvrière contre le marxisme, la gagner à la doctrine sociale de l'Eglise. Pour cela, le CCMF doit se maintenir et s'adapter. Il le fera sous la direction de son nouveau secrétaire général Louis Alvergnat.

L'historien de l'Action Catholique, l'aumônier de la JOC de Saint-Denis, Joseph Debes, écrit :

« Il fallait d'abord, dans un domaine où la concurrence était vive à l'époque, affirmer son caractère révolutionnaire, montrer qu'il était mouvement ouvrier authentiquement révolutionnaire, dans le cas, capable d'entraîner les masses » (2).

En premier lieu, les militants du MPF organisent dans ces années où la crise du logement est sévère, des squattages, actions "révolutionnaires" qui "mettaient en cause la propriété privée..." des appartements vides.

Ensuite, encouragés par des aumôniers qui veulent à tout prix coller à la classe ouvrière et donc à son "parti", le MPF se rapproche du PCF. La majorité de ses militants adhèrent à la CGT, militant au "Mouvement de la Paix" ou à l'Union des Femmes Françaises. Jamais le PCF ne trouvera de crypto-staliniens aussi serviles (3).

Enfin, sous l'impulsion d'Alvergnat, le mouvement entreprend de se "décléricaliser", c'est-à-dire d'abandonner toute référence chrétienne explicite, trop compromettante, pour ne plus apparaître lié directement aux prêtres. Au Conseil national d'avril 1946, il fut décidé de distinguer "deux clans", d'admettre d'un côté un mouvement laïc (au sens chrétien du terme, NDLR) (...) totalement responsable de ses actes (...) et de l'autre, une animation spirituelle (...) pénétrant les chrétiens engagés dans ce mouvement et constituant de ce fait même son mordant, son originalité, son efficacité". En

clair, par des bulletins ("Pages spirituelles", "Masses ouvrières", "Liaisons") des journées de "recollektion" ou de "retraites" organisées par les aumôniers, les militants chrétiens responsables du mouvement sont regroupés et maintenus sous l'influence de l'Eglise qui contrôle toujours ainsi ce mouvement devenu "laïc, mais toujours "missionné" par la hiérarchie.

Le tournant a été rapide, trop même au goût de l'Eglise. Entre 1945 et 1949, les conflits se sont multipliés avec les évêques qui trouvaient que le MPF en faisait trop parfois. Des problèmes théologiques et des conflits de préséance vont accélérer la crise.

D'autant plus que les structures parallèles marchent bien, il n'est plus nécessaire de missionner ce mouvement "laïc". En 1949, les évêques cessent de "missionner" le MPF, l'année suivante l'Action Catholique Ouvrière distincte est née officiellement.

Le MPF devenu entre temps modestement Mouvement de Libération du Peuple (MLP) a les mains libres pour tenter de gagner la classe ouvrière aux idées de l'Eglise. Une autre aventure commence.

Le Mouvement de Libération du Peuple, nouvelle mouture du MPF, apparemment laissé à lui-même mais discrètement encadré par l'Action catholique ouvrière, va trouver sa voie par tâtonnements.

Les premières années sont difficiles. Beaucoup de militants catholiques n'admettent pas l'évolution du mouvement, sa politisation. Ce qu'ils appellent dans leur jargon, "la découverte des problèmes généraux", et l'abandonnent. Une scission se produit même en 1951. Le flirt avec le PCF n'est guère plus productif, celui-ci veut bien des compagnons de route dociles mais muets. Il représente une forteresse

(2) Joseph Debes "Naissance de l'Action Catholique Ouvrière". Les Editions Ouvrières.

(3) Le journal du mouvement "Tribune du Peuple" éprouvera le même chagrin désespéré et respectueux que l'*Humanité* après la mort de Staline par exemple.

imprenable. Quelques centaines de chrétiens vont toutefois jusqu'au bout de leur logique et y adhèrent au plus fort de la période stalinienne.

Menacé de déliquescence, le mouvement doit s'adapter une nouvelle fois. La situation née de la guerre d'Algérie va lui ouvrir de nouvelles voies.

Alors que le parti socialiste (SFIO) mène la politique coloniale que l'on sait, et que le PCF emmêlé dans les affaires de la destalinisation, empêche avec succès toute mobilisation de masse jusqu'en 1961, en marge et au sein des deux partis de nombreux militants aspirent à un regroupement indépendant. Le débarquement à Suez et la venue au pouvoir de de Gaulle précipitent les événements. Passons sur les péripéties des tractations et regroupements. Le MLP devient partie constitutive de la Gauche socialiste, puis du PSU.

Ses militants ont savamment camouflé les aspects les plus compromettants de leur passé, ils se présentent comme des chrétiens nés à la vie politique après 1945, en rupture avec l'Eglise parce que révolutionnaires (rappelez-vous les squattages) et qui se seraient éveillés politiquement. Ils viennent de comprendre ce qu'était le PCF. Modestement, ils ne recherchent pas vraiment de places dans les nouveaux partis même si les dirigeants, dont Louis Alvergnat, sont membres des nouvelles directions nationales. Leur version contient suffisamment de vérité pour être crédible auprès de leurs nouveaux camarades... car il est incontestable qu'ils ont beaucoup évolué sur bien des points.

Le PSU est l'étape capitale dans la conquête de la gauche. Les militants du MLP vont en effet y retrouver d'autres chrétiens, de la CFTC, de la JOC, des Jeunesses Socialistes (Rocard, Chapuis) qu'ils fréquentent à l'Action catholique ouvrière. Ils y rencontrent aussi d'autres

anciens alliés du parti, staliniens comme Gilles Martinet, avec lesquels ils vont s'allier. Nul mieux que Gilles Martinet, qu'ils ont utilisé jusqu'en 1967, ne pouvait mieux en parler. Dans un livre récent, il écrit :

« A un certain moment, les catholiques s'avisent de leur force. On comptait dans le PSU environ 30 % de militants d'origine chrétienne lors du congrès de fondation de 1960, près de 70 % sept ans plus tard ». Inspirés par l'exemple de la conquête de la direction de la CFTC, ils trouveront un chef à eux. Ce fut Michel Rocard.

Martinet explique bien comment ce protestant "profondément chrétien" fait la fusion entre la tradition catholique et mendésiste. **« C'est au niveau du discours le mariage de l'idéalisme et de la technicité ».** Ils le suivront au Parti socialiste.

Laissons Martinet à ses regrets d'avoir été abandonné pour un autre et allons à l'essentiel. Nul n'aurait à redire au fait que des chrétiens adhèrent au socialisme. Il n'en est plus de même s'ils y viennent en groupes organisés et s'ils essaient d'y introduire leur doctrine, constituée, faut-il le rappeler, en opposition au socialisme. Deux des éléments de base de la doctrine du MPF étaient la notion de "milieu de vie" et celle de "promotion collective de la classe ouvrière". La première notion a été introduite telle quelle dans le langage de la "gauche nouvelle" et surtout de ses pédagogues. A l'heure de la décentralisation, tous les laïques savent le danger de ces discours repris par le PCF, non exempt d'ouvriérisme bien souvent. Quant à la "promotion collective de la classe ouvrière" Henri Lougeot, responsable du MPF, puis du PSU, aujourd'hui au PS, disait en 1982 :

« L'idée de l'autogestion, qu'on retrouve à la CFDT et dans certains courants du Parti socialiste, c'est quand même une idée qui dérive

directement de celle de la promotion collective de la classe ouvrière et sans même qu'il y ait de différence » (4).

Leurs idées ont gagné le Parti socialiste. Il n'est qu'à penser à cette vieille thèse réactionnaire du régionalisme développée dans le PSU par un rapport de Rocard, "décoloniser la province" et reprise au PS. Mais ces mouvements chrétiens ont conservé et développent leurs structures propres, constituant autant de relais et de groupes de pression sur le PS.

Une preuve ? Que sont devenus les locaux de la JOC-MPF-MLP ? Le premier se situait 12, avenue Sœur-Rosalie dans le XIII^e arrondissement. S'y trouvent aujourd'hui les Editions ouvrières (catholiques), la JOC et... les néo-rocardiens. Parmi ces derniers sièges le PARI (Pour l'Auto-gestion Recherches Initiatives), organisateur de rencontres ou

de divers débats (Delebarre, Delors, Rocard...). La participation à un "dîner démocratique" coûte 210 F pour les membres de l'association, plus pour les autres.

Le deuxième local, acheté sous Vichy, se situait 54, boulevard Garibaldi dans le XV^e arrondissement. S'y trouvent aujourd'hui des locaux de Centre de Culture Ouvrière, de Culture et Liberté, travaillant surtout avec les comités d'entreprise CFDT et CFTC, de la "Confédération syndicale des Familles", de la "Fédération syndicale des familles monoparentales" et de la "Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés". Derrière ces fédérations et "syndicats" se trouvent de nombreux ex-militants du MPF, militants d'Action Catholique Ouvrière, et accessoirement du Parti socialiste ou du PSU.

G. LAMIEL

LIRE, CONNAITRE LÉON TROTSKY

OEUVRES, TOME 21 (avril-septembre 1939)

- Qu'est-ce qu'un journal ouvrier ?
- Combattre pour les libertés démocratiques en URSS.
- Qu'est-ce que la théorie de la révolution permanente ?
- Construire une organisation noire aux USA ?
- L'Etat en URSS.

OEUVRES, TOME 22 (septembre-décembre 1939)

- Pourquoi définir l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré et quelles sont les raisons qui conduisent à refuser de caractériser ce pays comme une nouvelle forme de capitalisme ?
- Qu'est-ce que la dialectique ?
Marx avait pensé écrire une petite brochure de formation à ce sujet. Il n'en a pas eu le temps. Les pages consacrées à cette question par Trotsky traitent le problème simplement et de façon abordable par tous.
- Qu'est-ce que l'auto-défense ouvrière ? Les gauchistes ont écrit beaucoup de bêtises sur ce thème. Trotsky remet les choses à leur place.

COMPLÉTEZ VOTRE COLLECTION DES OEUVRES :

Disponibles en lots :

- les tomes 1 à 5
- tous les tomes de 10 à 17
- les tomes 18, 19, 20
- Non disponible pour l'instant : le lot 6 à 9

★
★ ★

PENSEZ A VOS CADEAUX DE FIN D'ANNÉE !

22 TOMES PARUS

PRIX EXCEPTIONNEL (NOMBRE DE COLLECTIONS LIMITÉ)

Points de repères pour la lecture des OEuvres :
« INDEX POLITIQUE PROVISOIRE, PAR THÈMES »
réalisé par C. Fostier

★
★ ★

APIO - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 PARIS

NOTES DE LECTURE

LA CORRESPONDANCE MARX - ENGELS

Tome XI La guerre de 1870

PAR C. FOSTIER

Le tome XI de la correspondance Marx-Engels recouvre la période qui s'étend du mois de juillet 1870 à la fin de l'année 1871.

Deux événements majeurs — la guerre franco-allemande et la Commune — occupent une grande place dans ce volume, mais on y trouve également des remarques essentielles concernant la construction de l'Association internationale des travailleurs.

Divisée en 36 états du Congrès de Vienne en 1815, l'Allemagne est un pays démembré et la question de son unité va se poser jusqu'en 1870.

Progressivement, le développement de l'industrie en Rhénanie, en Saxe, à Berlin et dans les villes du Sud se heurte à l'existence des petits états allemands qui possèdent leur propre législation industrielle et commerciale. La pleine liberté de circulation des marchandises et des hommes, la mise en place d'une législation unique et l'existence d'une seule monnaie s'imposent comme une nécessité. En d'autres termes, la constitution de l'Allemagne comme une nation s'avérait indispensable à l'extension de l'industrie : il fallait en finir avec le morcellement féodal du pays, abolir les douanes intérieures et créer un véritable Etat national capable de défendre les intérêts de la bourgeoisie sur le marché mondial.

C'est sous l'égide de la Prusse de Bismarck, représentant de l'aristocratie terrienne, que va s'opérer l'unité de l'Allemagne (1).

Ayant compris que l'unité de l'Allemagne ne serait pas possible tant que l'Autriche exerceait son influence sur les pays germaniques, Bismarck engage l'épreuve de force prétextant de la mauvaise administration de l'ancien duché du Holstein. Ecrasés le 3 juillet à Sadowa, les Autrichiens sont contraints de signer la paix de Prague qui attribue les duchés à la Prusse et impose la

dissolution de la Confédération germanique :

« *La situation en Allemagne me paraît désormais plus simple* », peut écrire Engels le 25 juillet 1866, « *depuis que Bismarck a brillamment réussi, avec l'aide de l'armée prussienne, l'exécution du plan de la petite Allemagne conçu par la bourgeoisie, le développement de l'Allemagne a pris si nettement cette direction que nous sommes comme les autres obligés de reconnaître le fait accompli qu'il nous plaise ou non* (...) »

(...) *La chose a ce côté positif qu'elle simplifie la situation, elle rend la révolution plus facile en éliminant les querelles entre petites capitales, et en tout cas, elle précipitera le développement (...) Les petits Etats seront tous entraînés dans le mouvement, les pires influences localistes cesseront et les partis finiront par devenir vraisemblablement nationaux au lieu d'être purement locaux (...) A mon avis, il ne nous reste qu'à tenir compte du fait sans l'approuver et à profiter au maximum des possibilités plus amples qui vont s'offrir pour œuvrer à l'organisation nationale et à l'union du prolétariat allemand.* »

Par la suite, Bismarck annexe les Etats du Centre de l'Allemagne et oblige les princes à admettre la constitution d'une Confédération de l'Allemagne du Nord, présidée par le roi de Prusse (2).

En 1870, seuls les Etats du Sud (le Bade, le Wurtemberg, la Bavière, la Hesse Darmstadt) demeurent en dehors du mouvement et c'est la guerre franco-allemande qui va permettre le parachèvement de l'unité de l'Allemagne. Les lettres consacrées à ce conflit que le lecteur trouvera dans le tome 11 de la correspondance, sont d'une grande richesse. Elles permettent de suivre quasi quotidiennement Marx et Engels dans

(1) : Sur cette « contradiction », voir le texte inachevé d'Engels écrit entre décembre 1887 et mars 1888 et intitulé : Le rôle de la violence et de l'économie dans l'instauration de l'empire allemand moderne. Il est publié dans les Ecrits militaires de Marx-Engels aux Editions l'Herne.

(2) : Sur les « moyens révolutionnaires » utilisés par Bismarck, voir le texte d'Engels cité dans la note 1.

l'affinement de leur position, et constituent une véritable leçon de réalisme révolutionnaire. Elles sont une éclatante illustration de ce que peut être « *l'analyse concrète d'une situation concrète* ». Il s'agissait alors de déterminer les intérêts du prolétariat européen, autrement dit de répondre à ces deux questions : pouvait-on placer les deux belligérants sur le même plan et devait-on adopter dans cette guerre une position de neutralité c'est-à-dire renvoyer dos à dos la Prusse de Bismarck et la France de Napoléon III ?

Le 19 juillet 1870, l'empire de Napoléon III déclare la guerre à la Prusse. Le lendemain, Marx porte cette première appréciation :

« *Si les prussiens l'emportent, la centralisation du pouvoir favorisera la centralisation de la classe ouvrière allemande. La suprématie allemande déplacerait en outre le centre de gravité du mouvement ouvrier en le transférant de France en Allemagne, et on n'a qu'à comparer le mouvement dans les deux pays de 1866 à aujourd'hui pour constater que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant sur le plan théorique que sur celui de l'organisation. La suprématie qu'elle a sur la scène mondiale, sur la classe ouvrière française serait en même temps la suprématie de notre théorie sur celle de Proudhon* » (page 20).

Le ralliement de l'Allemagne du Sud à la Prusse conduit Engels à conclure qu'il s'agit pour l'Allemagne d'une « *guerre totalement nationale* » et que Napoléon III « *aura affaire au peuple allemand lui-même* » (page 23).

Marx reprendra cette idée dans la première adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre franco-allemande qu'il fut chargé d'écrire : « *Du côté allemand, la guerre est une guerre décisive* », écrit-il le 23

juillet, et le 28, dans une lettre à Paul et Laure Lafargue, il précise : « *En Allemagne, on considère la guerre comme une guerre nationale parce que c'est une guerre de défense* » (page 31).

Puis progressivement, l'analyse se précise et il revient à Engels d'en donner une première présentation d'ensemble : « *Voici comment je vois les choses*, affirme-t-il le 15 août 1870. *L'Allemagne a été entraînée dans une guerre pour son existence nationale. Si elle est battue par Badinguet, le bonapartisme est consolidé pour des années, et l'Allemagne foutue pour des années, peut-être des générations. Quant à un mouvement ouvrier autonome, il n'en sera plus question, la lutte pour l'existence nationale absorbera alors tout, et, dans le meilleur des cas, les travailleurs allemands se trouveront à la remorque des travailleurs français. Si l'Allemagne l'emporte, le bonapartisme français sera à coup sûr foutu, les éternelles querelles quant à la constitution de l'unité allemande seront enfin aplanies, les travailleurs allemands pourront s'organiser à une tout autre échelle nationale que jusqu'à présent, et les travailleurs français, quel que soit le gouvernement qui suivra, auront certainement un champ d'action plus libre que sous le bonapartisme.* »

Mais les conséquences d'une victoire de l'Allemagne peuvent être encore plus importantes si la guerre se conclut par une « *paix honorable* » : « *Savoir si cette guerre aura été utile ou nuisible, cela dépend désormais entièrement des vainqueurs allemands. S'ils prennent l'Alsace et la Lorraine, la France fera la guerre à l'Allemagne avec la Russie. S'ils concluent une paix honorable avec la France, cette guerre émancipera l'Europe de la dictature moscovite, dissoudra la*

Prusse dans l'Allemagne, permettra au continent occidental un développement pacifique, enfin aidera à l'explosion de la révolution sociale russe, dont les éléments n'ont besoin pour se développer que d'un choc extérieur et par conséquent profitera aussi au peuple russe » (page 81).

Ainsi donc le caractère de la guerre n'est pas identique dans les deux camps. Réactionnaire du côté de Napoléon (3), elle est en revanche progressiste pour l'Allemagne parce qu'elle permet de cimenter l'unité du pays et d'affranchir des millions d'hommes du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par le Tsar de Russie et l'Empire français.

De plus, en contribuant à mettre en place un Etat national, elle favorise l'unification du prolétariat allemand et crée les conditions de sa future domination politique. Enfin, si les conditions d'une « paix honorable » étaient réunies, elle ébranlerait la Russie tsariste et y ouvrirait la voie de la révolution sociale.

Dans ces conditions, quelle doit être l'attitude du prolétariat et des sociaux-démocrates allemands ?

Pour Marx et Engels, s'il est juste de combattre pour la victoire de l'Allemagne, il ne s'ensuit nullement que les ouvriers de ce pays forment un bloc avec leur bourgeoisie. Bien au contraire. En effet, Marx sera le premier à saluer Bebel et Liebknecht lorsque ces derniers refusent de voter les crédits militaires au Reichstag : « *Ils se sont extraordinairement bien*

comportés » s'exclame-t-il le 28 juillet.

Pendant Marx et Engels tiennent compte de la situation concrète et du caractère national de la guerre :

« *La masse du peuple allemand, toutes classes confondues, a compris que ce qui était en cause au premier chef, c'était justement l'existence nationale et il s'est en conséquence immédiatement mis de la partie. Qu'un parti allemand prêche dans ces conditions à la manière de Wilhelm Liebknecht, l'abstention totale et fasse passer toutes sortes de considérations secondaires avant la considération principale, cela ne me semble pas possible (...)* Le fait que la guerre — et voilà maintenant les considérations secondaires — soit commandée par Lehmann, Bismarck et compagnie, et doive servir à leur gloire du moment, s'ils la mènent à bonne fin, nous le devons à la misère de la bourgeoisie allemande. Cela est certes très fâcheux mais c'est comme ça. Mais il serait absurde de faire, pour cette raison de l'antibismarckisme le seul principe directeur. Premièrement, Bismarck fait, on a beau dire en ce moment, — comme en 1868, une partie de notre travail, à sa manière et sans le vouloir, mais il le fait. Il nous crée une situation plus nette. » (pages 68-69).

C'est pourquoi si lors du vote au Reichstag, il était parfaitement correct « d'être à cheval sur les principes », « *il ne s'ensuit nullement que ce moment dure et encore bien moins que dans une guerre qui est devenue nationale, la position du prolétariat allemand se résume à l'antipathie de Wilhelm envers les Prussiens* », écrit Marx le 17 août 1870 (page 74).

Par conséquent, il faut aux ouvriers et social-démocrates allemands « *rallier le mouvement natio-*

(3) : Le 22 juillet, la section de Paris de l'Internationale publiait un texte dans lequel on pouvait lire : « La guerre est-elle juste ? La guerre est-elle nationale ? Non ! Elle est purement dynastique. Au nom de l'humanité, de la démocratie et des vrais intérêts de la France nous adhérons complètement et énergiquement à la protestation de l'Internationale contre la guerre ».

nal (...) aussi longtemps qu'il se limitera à la défense de l'Allemagne ; souligner, en même temps, la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et ceux dynastiques de la Prusse ; et sitôt qu'à Paris un gouvernement républicain, non chauvin, aura pris les rênes du pouvoir, tendre à la conclusion d'une paix honorable avec lui » et enfin « faire ressortir sans cesse l'unité d'intérêt des travailleurs allemands et français qui n'ont pas approuvé la guerre et ne se font pas non plus la guerre » (page 70).

A cet égard, il faut souligner que dans sa première Adresse sur la guerre franco-allemande rédigée par Marx les 21 et 22 juillet, le Conseil général de l'AIT faisait « *appel aux ouvriers allemands de ne pas permettre au gouvernement prussien de changer la guerre de défense en guerre de conquête* ».

Cette politique de défense des intérêts communs des prolétariats allemand et français va trouver une nouvelle illustration après la défaite de Napoléon, la transformation de la « guerre de défense » en « guerre de conquête » et la proclamation de la République en France.

C'est ainsi que « *le deuxième manifeste (de l'AIT) du 9 septembre 1870, 5 jours après la proclamation de la République est une dénonciation très emphatique des plans de conquête du gouvernement prussien. C'est un appel aux ouvriers allemands et aux ouvriers anglais (4) de prendre parti pour la République française* » (page 268).

Le 5 septembre, le Comité du Parti social-démocrate de Brunswick avait immédiatement publié un tract appelant à combattre la poursuite d'une guerre de conquête, et le 9,

(4) : A propos de l'attitude de l'Angleterre durant la guerre et de la politique de l'AIT, voir pages 32, 40, 97, 101, 123 et 128 de ce volume.

certains de ses membres sont arrêtés. C'est ensuite le tour de Bebel et de Liebknecht, « *arrêtés (...) tout simplement parce qu'ils avaient osé remplir leur devoir de députés allemands, c'est-à-dire protester au Reichstag contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, voter contre de nouveaux crédits de guerre exprimer leur sympathie envers la République française et dénoncer la tentative de transformer l'Allemagne en une vaste caserne prussienne.* »

En effet, après avoir été « *l'instrument des aspirations unitaires de l'Allemagne* », Bismarck mène « *une politique spécifiquement prussienne, non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur* » (page 106) et le 16 septembre, Marx est conduit à faire le constat suivant :

« *Les pires prévisions de deux Adresses du Conseil général de l'Internationale ont déjà été réalisées. Après avoir déclaré faire la guerre à Louis Bonaparte et non au peuple français, la Prusse fait maintenant la guerre au peuple français et la paix avec Bonaparte. Elle a relâché l'assassin. Elle a déclaré son intention de le rétablir, lui ou sa famille, aux Tuileries (...)* En fin de compte, la réaction a déjà débuté en Allemagne. »

Enfin, pour conclure sur la guerre franco-allemande, comment ne pas citer ce qu'écrivaient Marx et Engels le 30 août 1870 :

« *La camarilla militaire, le corps professoral, le philistin et le politicien de brasserie, prétendent que c'est là (l'annexion de l'Alsace-Lorraine) le moyen de protéger pour toujours l'Allemagne d'une guerre avec la France. C'est au contraire le moyen le plus éprouvé de faire de cette guerre une institution européenne. C'est en effet le moyen le plus sûr de perpétuer dans l'Allemagne rajeunie le despotisme militaire*

comme nécessaire au maintien d'une Pologne de l'Occident — l'Alsace-Lorraine. »

Concernant la Commune, « *cette sublime révolution de Paris* », comme l'écrit Engels, le lecteur trouvera dans ce recueil les deux célèbres lettres des 12 et 17 avril 1871 dans lesquelles Marx revient sur la question de l'Etat. La première d'entre elles permet de vérifier que Marx avait théorisé le problème bien avant la Commune :

« Si tu relis le dernier chapitre de mon 18 Brumaire, tu verras que s'y exprime l'idée suivante : la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer l'appareil militaire bureaucratique de mains, mais le briser. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent. C'est bien là d'ailleurs ce que tentent nos héroïques camarades parisiens ».

Enfin, dans deux lettres adressées au révolutionnaire italien Carlo Cafiero, des 1^{er} et 28 juillet 1871, Engels revient sur les buts de l'AIT, fournit de précieuses indications relatives au contenu de ses statuts, et montre en quoi l'esprit de secte qui se pare volontiers du manteau de la fidélité aux principes, constitue un obstacle sur la voie de l'unité de classe du prolétariat :

« Notre association, écrit Engels, a été fondée pour donner aux différentes sociétés ouvrières existant dans les divers pays, des moyens de liaison et de coopération centralisés afin de leur permettre d'œuvrer dans le même but ; comme par exemple protection, progrès et émancipation complète de la classe ouvrière (article 1^{er} de notre association) (...) Nous avons dans notre association des gens de toute nature : des communistes, des proudhoniens, des unionistes, des trade-unionistes, des

syndicalistes, des bakouninistes, etc. et au sein même de notre Conseil général, se trouvent des gens ayant des conceptions très diverses ». C'est pourquoi, poursuit Engels, « si notre association devenait une secte, ce serait aussitôt sa ruine. Notre force réside dans l'interprétation large du premier article ; à savoir que tous les hommes qu'on admet visent à l'émancipation complète de la classe ouvrière. Malheureusement, du fait de leur étroitesse d'esprit — une caractéristique commune à tous les sectes — les bakouninistes ne s'en satisfaisaient pas. Le Conseil général était composé, à leur sens, de réactionnaires, le programme de l'association était trop large. Il fallait rendre obligatoires l'athéisme et le matérialisme (...) L'abolition de l'héritage et de l'Etat devait figurer dans notre programme. Or Marx et moi, comme d'ailleurs la plupart des autres membres, sommes des athées et matérialistes presque aussi anciens et solides que Bakounine ; que l'héritage soit une aberration, nous le savons aussi bien que lui, même si nous n'estimons pas comme lui important et utile de présenter son abolition comme le moyen de nous délivrer de tous les maux ; quant à l'abolition de l'Etat, c'est une vieille formule de la philosophie allemande dont nous avons fait grand usage lorsque nous étions jeunes et naïfs. Mais intégrer tout cela à notre programme reviendrait à nous aliéner quantité de nos membres et à diviser le prolétariat européen au lieu de l'unir ».

L'AIT rassemble donc des associations ouvrières d'origines diverses, reconnaissant toutes le nécessaire combat pour le « *complet affranchissement de la classe ouvrière* » mais gardant leurs caractéristiques propres : « *Si de 1864 à 1873* écrit Engels quelques années plus tard, *nous avons tenu à ne col-*

laborer qu'avec ceux qui reconnaissent ouvertement notre programme, où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense que notre pratique a montré qu'il est possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune de ses diverses étapes, sans abandonner ni cacher notre position distincte, voire notre organisation. » (5). Le but étant fixé, reste la question des moyens et de leur discussion : *« l'association, ajoute Engels, ne peut se contenter pour toute action de reprendre l'affirmation pure et simple de l'article 1 des statuts, car son principe, s'il n'est pas développé, demeurera pure négation, la négation du droit des classes aristocratiques et bourgeoises d'exploiter le prolétariat. En réalité nous devons aller beaucoup plus loin. Nous devons développer le côté positif de la question à savoir comment réaliser l'émancipation du prolétariat ; c'est pourquoi, inévitablement, mais aussi nécessairement, nous avons à discuter des diverses*

opinions. Comme je l'ai déjà dit, cette discussion se mène de façon permanente non seulement au sein de l'Association, mais aussi à l'intérieur du Conseil général, où il y a des communistes, des proudhoniens, des avenistes, des chartistes, des bakouninistes, etc. La difficulté majeure consiste à maintenir l'unité et à veiller à ce que la diversité des opinions sur cette question ne mette pas en cause la force et la stabilité de l'Association ».

Des textes remarquables sur la politique du prolétariat durant une guerre, des réflexions sur la nécessité de détruire l'Etat bourgeois comme condition de la victoire de la révolution, et de précieuses indications relatives à la construction de l'Internationale, autant de raisons de lire et d'acheter ce tome 11 de la Correspondance Marx Engels malgré son prix, hélas, prohibitif (5).

C. FOSTIER

(5) : Lettre de Engels à Florence Kelley le 27 janvier 1887.

(6) : Le tome 11 de la Correspondance est vendu au prix de 250 FF. En 1982, le tome 9 coûtait 100 FF. On peut se poser la question : Que cherchent les éditeurs du PCF en accroissant le prix de cette publication de 150 % en 3 ans ?

options. Comme je l'ai dit, dans cette discussion, se tiennent de façon permanente non seulement au sein de l'Association, mais aussi à l'intérieur du Conseil général, ou il y a des communistes, des syndicalistes, des ouvriers, des chrétiens, des barons, etc. La difficulté n'est pas de connaître le mouvement, l'unité et la diversité de la diversité des opinions sur cette question ne vient pas de la force et du soutien de l'Association, mais de la diversité des

Des textes remarquables sur la politique du prolétariat dans la guerre des révolutions ont la nécessité de définir l'Etat bourgeois comme condition de la victoire de la révolution et de préciser, indications relatives à la construction de l'Etat national, avant de raison de l'Etat à rechercher ce tome II de l'œuvre de Marx Engels sur le prix, hélas, prohibitif (2).

C. POSTER

« Notre programme, dans l'Angleterre, a été fondé sur la base de la lutte sociale et de la lutte dans les divers pays, de façon à ce qu'ils puissent se projeter sur le même but ; comme une projection, plutôt qu'une projection complète de la classe ouvrière catholique de notre époque. Nous avons dans nos programmes des gens de toute nature, des communistes, des syndicalistes, des chrétiens, des barons, etc. »

« Notre programme, dans l'Angleterre, a été fondé sur la base de la lutte sociale et de la lutte dans les divers pays, de façon à ce qu'ils puissent se projeter sur le même but ; comme une projection, plutôt qu'une projection complète de la classe ouvrière catholique de notre époque. Nous avons dans nos programmes des gens de toute nature, des communistes, des syndicalistes, des chrétiens, des barons, etc. »

(2) L'œuvre de Marx et Engels sur l'Etat est publiée en France par la Librairie de la Pensée, 10 rue de la Harpe, 75005 Paris. (3) L'œuvre de Marx et Engels sur l'Etat est publiée en France par la Librairie de la Pensée, 10 rue de la Harpe, 75005 Paris. (4) L'œuvre de Marx et Engels sur l'Etat est publiée en France par la Librairie de la Pensée, 10 rue de la Harpe, 75005 Paris. (5) L'œuvre de Marx et Engels sur l'Etat est publiée en France par la Librairie de la Pensée, 10 rue de la Harpe, 75005 Paris.

Le diable est à l'œuvre dans le monde : c'est le diable qui...

NOTES DE LECTURE

L'EGLISE SERA TOUJOURS L'EGLISE

(à propos de "Entretien sur la foi"
du Cardinal Ratzinger)

PAR P. LE TUHAUT

Ce livre paru en juin 1985 (1) se présente comme un recueil d'interviews faites par un journaliste, Vittorio Messori, du président de la Congrégation pour la doctrine de la Foi au Vatican — c'est-à-dire le gardien de la doctrine catholique — le cardinal Ratzinger. Nous y trouvons en 248 pages l'analyse de l'Eglise sur elle-même et de la société. Le texte parle assez de lui-même pour que cet article ne soit composé que quasi-exclusivement de citations.

(1) Edition Fayard - 75 F TTC.

Le diable est à l'œuvre dans le monde

A ceux qui, au lendemain du Concile de Vatican II (2) clos en 1965, espéraient ou espèrent encore que l'Eglise puisse changer, le cardinal Ratzinger qui était alors simple prêtre, théologien, animateur de l'aile dite "progressiste" répond que « *Vatican II se situe en étroite continuité par rapport aux deux Conciles précédents et qu'il les reprend littéralement sur certains points décisifs* » (page 29). Dans l'Eglise, il n'y a ni progressisme, ni traditionalisme, il y a la doctrine, un point c'est tout. « *Il n'y a donc pas d'Eglise "pré" ou "post" conciliaire : il n'y a qu'une seule et unique Eglise* » (dans l'histoire de laquelle) *il n'y a pas de sauts, il n'y a pas de brisures, il n'y a pas de solutions de continuité* » (page 37). D'ailleurs lui-même n'est ni conservateur, ni progressiste, ni droite, ni gauche, ni optimiste, ni pessimiste, il est homme d'Eglise pour qui « *le concept conciliaire* » opposé à « *conservateur* » n'est pas « *progressiste* » mais « *missionnaire* » (page 11). Et « *Vatican II n'entendait certes pas "changer" la foi, mais la présenter à nouveau de façon efficace* » (page 38). Le cardinal a au moins le mérite d'être clair.

Le diable est à l'œuvre dans le monde.

Ratzinger cite Paul VI (3), page 165 : « *Il (le démon) est l'ennemi numéro 1... existe vraiment et agit encore... Il est le perfide enchanteur*

(2) *Assemblée régulière des évêques et des théologiens qui décident des questions de doctrine ou de discipline ecclésiastiques. L'Eglise catholique en a connu 21. Les deux qui ont précédé Vatican II (1962-1965) sont ceux de Vatican I (1869-1870) et de Trente (1545-1563). Un conclave est l'assemblée d'élection du Pape.*

(3) *Pape de 1963 à 1978, donc Pape du Concile de Vatican II avec Jean XXIII (mort en 1963).*

qui sait s'insinuer en nous (par la voie des sens, de l'imagination, de la concupiscence, de la logique utopiste et des relations sociales désordonnées) pour y introduire des déviations ».

On vit donc sur le terrain de la morale, l'affreux développement de la "permissivité" — Horreur ! Sainte Horreur ! — Il y a rupture entre la sexualité et la maternité : « *Séparé de la maternité, le sexe est hors de son contexte, il s'est trouvé privé de son point de référence : il est devenu une sorte de mine flottante à la fois problème et pouvoir omniprésent* » (page 97).

La sexualité a également été séparée de la procréation. D'où les droits énormes qu'ose s'attribuer l'individu : l'homosexualité, « *le droit à devenir homme ou femme à son gré, par exemple au moyen de la chirurgie, et exigeant que l'Etat prenne acte dans ses registres d'état-civil de cette volonté autonome de l'individu* » (page 110). « *La masturbation est présentée comme un phénomène normal de la croissance de l'adolescent* » pleure le cardinal (page 100). « *Même la maternité devient une fonction purement occasionnelle* » (page 111).

« *Et voilà que l'avortement (nous y voilà en effet, PLT) organisé, gratuit, socialement garanti se transforme en un autre "droit", en une autre forme de libération* » (page 98). Quant à la régulation des naissances, elle révèle le crime du « *libre-arbitre de la personne* » en matière de sexualité (page 102).

Suprême malheur : « *le bien absolu (c'est-à-dire l'édification d'une société juste, socialiste) devient la norme morale qui justifie tout le reste, y compris — si nécessaire — la violence, le fait de tuer et le mensonge* » (page 105).

Les coupables : raison, science et marxisme

Le coupable, c'est « l'idéologie libéro-radical de type individualiste, rationaliste, hédoniste » (page 32). Et comme « toute "science" dépend inévitablement d'une philosophie, d'une idéologie » (!) (page 201), le coupable c'est donc « une foi ingénue dans les sciences (...), la psychologie, la sociologie et l'interprétation marxiste de l'histoire » (page 219).

« Le marxisme, dans sa philosophie et ses intentions morales est une tentation plus grave que certains athéismes pratiques, donc intellectuellement superficiels » (page 235).

La haine du cardinal se déchaîne : « En fait, ce n'est que là où le marxisme-léninisme n'est pas au

pouvoir qu'il s'en trouve encore quelques-uns pour prendre au sérieux ses illusoirs "vérités scientifiques" » (page 234) car ses partisans « ne semblent se poser aucun problème concret ou pratique sur la manière d'organiser la société après la révolution » (page 237).

Mieux vaut le nazisme : « On assista alors (avec le régime d'Hitler, PLT) également à ce que l'histoire a toujours confirmé : estimant qu'il s'agit là d'un moindre mal, l'Eglise catholique peut par tactique composer même avec des régimes étatiques oppressifs, mais en fin de compte elle se révèle un rempart contre les dégénérescences totalitaires » (pages 205-206).

Le marxisme menace l'Eglise elle-même

Les choix de Ratzinger s'expliquent : le marxisme atteint l'Eglise dans son essence. Les "théologies de la libération", c'est-à-dire celles « qui de quelque manière, ont fait leur option fondamentale du marxisme » (page 214) sont un « péril fondamental pour la foi de l'Eglise » (page 214) car elles atteignent la théologie dans sa structure même. Elles confondent le "pauvre" de la Bible, avec celui du marxisme, le "peuple de Dieu" avec celui de la lutte des classes et l'ennui avec une telle théologie c'est que si le Magistère (4) s'oppose à la confusion, il « montrerait seulement qu'il se range du côté des riches et dominateurs contre les pauvres et ceux qui souffrent, c'est-à-dire contre Jésus lui-même » (page 224).

L'exégèse (5) matérialiste de la Bible est dangereuse car elle repose sur un « préjugé issu de l'évolution-

nisme » (page 88). D'ailleurs, « les pèlerinages de la chrétienté antique se dirigeaient souvent vers des lieux à propos desquels notre esprit critique d'hommes modernes resterait parfois perplexe quant à la "vérité scientifique" de la tradition qui s'y trouve liée » (page 131). Quel aveu !

Oh malheur ! Dans les librairies catholiques, les traités spirituels de jadis sont remplacés par les manuels de vulgarisation de psychanalyse, « la théologie a souvent laissé la place à la psychologie, y compris la plus banale » (page 116).

Le prêtre subit la pression de la société « laïque, démocratique et pluraliste » qui le pousse à « s'éloigner du mystère de la structure hiérarchique de l'Eglise » (pages 62-63).

D'où une chute de la vocation religieuse en particulier féminine (6). Chez les religieuses en effet, entre

(4) L'autorité doctrinale, c'est-à-dire Ratzinger.

(5) Critique scientifique d'un texte.

(6) Le nombre de prêtres catholiques dans le monde serait de 406 376 soit une diminution de 6,1 % de 1873 à 1983 ; mais leur nombre

1961 et 1981, il y a eu « une chute de 44 % qui semble impossible à enrayer. Les nouvelles vocations en effet ont diminué pendant la même période d'au moins 98,5 % » (page 117).

La solution : le retour à la servitude

Il est nécessaire de revenir à la vertu chrétienne de l'obéissance. Il faut que « les évêques conservent le lien de communion entre eux et avec le successeur de Pierre » (7) (page 66). Il faut pour l'évêque « le retour au centre constitué par Rome mais aussi (pour les prêtres et la chrétienté) le retour à un centre inamovible qu'est le diocèse... et son évêque » (page 71).

Il faut revenir à la notion de péché personnel, « dont malgré toutes les circonstances atténuantes, nous sommes toujours responsables » (page 64).

Il faut revenir à la piété mariale. D'ailleurs « un des signes de notre temps est que les annonces "d'apparition mariales" se multiplient de

Pour une Eglise conquérante

« Il est (donc) temps que le chrétien retrouve la conscience d'appartenir à une minorité et d'être souvent en opposition avec ce qui est évident, logique, naturel » (page 39).

Quant au prêtre, il est « appelé à aller très souvent à contre-courant » (page 65).

De toute façon, « on apprend bien que la vérité ne puisse être engendrée

serait de nouveau en hausse depuis 5 ans ainsi que celui des séminaristes — selon une interview de monseigneur Bouyon, cardinal-archevêque de Rennes, dans Ouest-France du 3.10.85, c'est mai 68 qui aurait opéré une rupture entre les jeunes et l'Eglise.

(7) Le Pape.

Et « les chrétiens sont de nouveau une minorité, plus qu'ils ne l'ont jamais été depuis la fin de l'Antiquité » (pages 30-31).

par le monde » (page 130). Et « le rosaire (8) nous berce au rythme de la tranquillité qui nous rend dociles (sic) et sereins » (page 160).

« La richesse liturgique n'est pas la richesse de quelque caste sacerdotale, c'est la richesse de tous, des pauvres aussi, qui la désirent en fait et ne s'en scandalisent absolument pas. Toute l'histoire de la piété populaire prouve que même les plus dépourvus ont toujours été instinctivement et spontanément disposés à se priver même du nécessaire afin de rendre honneur, par la beauté, sans avarice aucune, à leur seigneur et Dieu » (pages 155-156). Toute la perfidie de l'Eglise est dans ces lignes.

par des votes » (page 69). « La Bible est "catholique" » (page 202) (voilà de quoi faire plaisir aux juifs, aux orthodoxes, aux protestants, aux anglicans, et autres hérétiques). Le Pape a raison et il convient de serrer les rangs autour de lui : « Le Pape est le principe, le centre de l'unité » (page 198) et de « réannoncer le Christ » (page 239) « par le biais de ses écoles et de ses hôpitaux (où l'Eglise) assume encore (surtout en

(8) Un rosaire = trois chapelets = trois dizaines soit au total récités d'affilée : 18 Pater, 159 Ave, 18 Gloria, soit 185 prières. On comprend que tout cela puisse provoquer une certaine torpeur - PLT.

Amérique) des rôles sociaux importants » (page 99) qui, par ailleurs, ont la vertu d'adoucir les excès des « rapports entre l'activité missionnaire et le colonialisme » (page 240).

Est-il besoin de conclure ?

Comme on le voit, le livre parle de lui-même. Et ce rôle réactionnaire que l'Eglise se reconnaît, elle le joue comme une véritable organisation militante. En témoignent les voyages de Jean-Paul II et le combat contre l'école laïque. L'église est un cancer qu'il faut détruire. Mais la condition

pour y parvenir définitivement, c'est de créer les conditions matérielles et morales pour que son idéologie ne puisse plus avoir de prise. Il faut une société juste, scientifique, d'où seront extirpées la souffrance, l'ignorance et la misère, la société socialiste. On mesure ainsi le rôle central que joue le combat pour la défense de la laïcité de l'école et de l'Etat dans la marche au socialisme. On comprend mieux aussi la haine de l'Eglise pour le marxisme.

6 octobre 1986
Patrick Le Tuaud

LA VERITE

Revue théorique du comité central du PCI
Paraît tous les semestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
 La Vérité

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »

Paraît deux fois par trimestre,
 en alternance avec La Vérité

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
 Tribune internationale,

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

Une formule d'abonnement groupé :

**LA VERITE et
TRIBUNE INTERNATIONALE**

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité
8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



Bulletin d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

- LA VERITE
- TRIBUNE INTERNATIONALE
- LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

- Pli ouvert
 - Pli fermé
- (cocher la formule choisie)

LA VERITE

Revue théorique du comité central du PCI
Paraît tous les semestres

FRANCE :
Une formule d'abonnement groupée :

LA VERITE et
TRIBUNE INTERNATIONALE

Pour 1 an : 4 numéros de La Verité
et 8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Verité et Tribune internationale
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



Bulletin d'abonnement

TRIBUNE INTERNATIONALE

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

« (indiquer le pays et la ville) »

- LA VERITE
 TRIBUNE INTERNATIONALE
 LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

pli ouvert

pli fermé

(cocher la formule désirée)

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Tribune internationale,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,
Christian FOSTIER

IMP ABEXPRESS - 48.47.71.21



Commission paritaire : n° 66926

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



- L'an 1 de la cohabitation s'achève
- Les convulsions du capitalisme américain
- La révolution en Pologne est vivante
- Haïti : après la chute de Duvalier
 - Chronique
 - Notes de lecture
 - Documents

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

F. FORGUE p. 5
Chronique politique : l'an 1 de
la cohabitation s'achève

H. VERDIER p. 23
Etude : les convulsions du capitalisme
américain

L. GAUTHIER p. 45
Sur la révolution politique en Pologne

DOCUMENT p. 53
Résolution sur la Pologne (adoptée par le
Conseil général de la IV^e Internationale CIR)

M. CRISTOBAL p. 67
Haïti : la révolution qui n'aurait pas dû
avoir lieu

DOCUMENT p. 79
Pour une conférence internationale contre
les plans du FMI et de la CEE

F. FORGUE p. 91
Le tome 22 des Œuvres de Léon Trotsky

G. LAMIEL p. 107
L'héritage de l'Action Catholique Ouvrière

Notes de lecture :

C. FOSTIER p. 113
La correspondance Marx - Engels
(tome XI)

P. LETUAUD p. 121
« L'Eglise sera toujours l'Eglise »

F. FORGUE p. 91
 Le tome 22 des Œuvres de Léon Trotsky

G. LAMIEL p. 107
 L'héritage de l'Action Catholique Ouvrière

Notes de lecture :

C. FOSTIER p. 113
 La correspondance Marx - Engels
 (tome XI)

R. LETUARD p. 121
 « L'Église sera toujours l'Église »

La "chronique politique" rédigée pour ce numéro de LA VERITE portant sur les huit premiers mois de la cohabitation était achevée le 30 novembre.

Depuis, après la manifestation du 4 décembre 1986 et le refus apposé par le gouvernement à l'exigence unanime des étudiants et les lycées, les événements se sont précipités. Se ce n'est pas le rôle d'une revue de suivre une situation qui se modifie de jour en jour, d'heure en heure — c'est-à-dire une situation de crise — il était tentant de chercher à compléter un premier bilan de la phase qui s'achève...

Il est apparu plus utile de publier cette chronique comme elle est, montrant à un moment où l'action des masses ébranle tout le système de la cohabitation et les institutions réactionnaires qu'elle cherche à préserver, ce qu'ont été les positions et l'action du PCI depuis le 16 mars 1986.

L'AN I DE LA COHABITATION S'ACHÈVE

PAR F. FORGUE

Le jeudi 27 novembre, par centaines et centaines de milliers, étudiants et lycéens manifestaient. Ils exigeaient le retrait du projet Devaquet. Cet immense mouvement de la jeunesse, cette grève générale qui, en quelques jours, déjouant les pièges de la division, s'étendait à toutes les facultés et gagnait les lycées, frappait par son caractère spontané et par son organisation. Ce qui est au cœur de ce mouvement est résumé par la réponse faite à une journaliste par des lycéens à qui on demandait « *Qui dirige ?* ». « *On s'en charge nous-mêmes* », répondaient-ils, ajoutant « *On a simplement élu nos délégués au comité de grève mais ils doivent faire ce qu'a décidé l'assemblée générale* ».

La profonde mobilisation de la jeunesse si elle a été la réponse spontanée et déterminée à la provocation que constitue la réforme réactionnaire de Devaquet, n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Avec un aplomb dans le cynisme et la mauvaise foi stupéfiant (même lorsqu'on est habitué au large usage de ses moyens), commentateurs divers dissertent à qui mieux mieux sur « l'image fautive » que l'on se faisait d'une jeunesse « tranquille », concernée par les seuls problèmes de « promotion individuelle ». Comme si cette fautive image, ce n'était pas eux qui l'avaient complaisamment diffusée...

Réforme réactionnaire que celle de Devaquet, certes, comme l'ordonnance visant au rétablissement du travail de nuit pour les femmes, comme le plan Seguin de démantèlement de la protection sociale, comme l'ensemble des mesures prises par le gouvernement de cohabitation mis en place après le 16 mars.

Ces plans, ces lois, ces mesures frappent durement toutes les couches de la population travailleuse comme elles frappent la jeunesse. Le 21 octobre, la volonté d'y résister dans l'unité trouvait sa première affirmation dans la grève qui a d'ailleurs dépassé le cadre strict de la Fonction publique et qui a été appelée le même jour par toutes les fédérations syndicales. Si, sur le moment, il a fallu que chacun reconnaisse son impact, tout a été fait pour en occulter la signification. Il était pourtant clair que la situation politique en France était en train de se modifier...

Certes, nul ne pouvait prévoir les rythmes et les formes précises. Mais pour qui parlait du mouvement des masses, une nouvelle situation commençait à se constituer...

Au lendemain du 16 mars se mettait en place le gouvernement de cohabitation dont Jacques Chirac est le premier ministre — désigné par le Président de la République —, gouvernement qui s'appuie sur la majorité étroite du RPR et de l'UDF à l'Assemblée nationale et qui bénéficie de la caution — constitutionnellement indispensable — de François Mitterrand assurant ne renoncer à aucune des compétences de sa fonction de Président de la République.

Il y eut alors de la part de tout ce qui défendait l'ordre établi comme un soupir de soulagement : la continuité des institutions de la V^e République était préservée, l'acceptation d'emblée par Mitterrand du recours aux ordonnances comme moyen de gouverner (du fait que c'était là, expliquait-il, une tradition dans la V^e République) scellait la cohabitation et définissait son contenu.

Quelques mois plus tard, ce n'étaient dans les sommets de l'Etat et de la représentation politique que rumeurs, manœuvres contradictoires, embûches, déchirements, révélateurs de la fragilité et du caractère de

crise du dispositif politique mis en place le 16 mars et aujourd'hui la crise menace directement tout le dispositif.

Mais ce qui se passe en « haut » est-il explicable en dehors de ce qui murit « en bas » ?

C'est pourquoi, il est nécessaire de revenir sur certains aspects de la situation telle qu'elle s'est développée depuis le 16 mars.

Le 21 octobre, l'aspiration de millions de femmes et d'hommes, de travailleurs de toutes professions, de chômeurs, de jeunes à donner un coup d'arrêt, à faire reculer patronat et gouvernement, a trouvé une première expression. L'aspiration a réalisé l'unité de tous les travailleurs et de leurs organisations contre les plans du CNPF et du gouvernement, s'est matérialisé dans l'appel lancé par les différentes fédérations syndicales à la grève générale le même jour dans la Fonction publique et dans d'autres secteurs. Chacun le sait, initialement, tous les syndicats n'appelaient pas au 21 et c'est en ordre dispersé qu'était lancé le mot d'ordre de grève. Mais le pas en

avant qui finalement a été accompli dans la grève du 21 est le produit de toute une situation.

« **Quelque chose est en train de bouger et ce quelque chose n'est autre qu'une situation qui se forme** » disait l'éditorial d'« **Informations ouvrières** » du 8 octobre, à propos de la préparation du 21 octobre. Le MPPT a contribué à préparer ce « quelque chose » par une campagne inlassable pour l'unité. Nous y reviendrons.

Les traits de cette « situation qui se forme » ont été exprimés et profondément accentués par l'irruption de la jeunesse, dressée contre les plans de Devaquet et de Monory. Alors que s'achève la première année de la cohabitation, et quoi qu'il se passe, une ligne est tracée : rien ne sera plus jamais comme avant.

Ce « **quelque chose** » est en effet fondé sur tout ce que la classe ouvrière et toutes les couches de la population laborieuse ont subi et continuent de subir depuis des années. Ce sont les licenciements massifs, les coups portés au pouvoir d'achat, la remise en cause de la Sécurité sociale, de l'enseignement public, de l'ensemble des garanties et des droits arrachés par les luttes passées et qui ont accumulé et accumulent la nécessité et la volonté de lutter efficacement, ensemble, dans l'unité. C'est ce que notait l'éditorial d'Informations ouvrières déjà cité : **« les souffrances méprisées, les calamités sans nombre frappant toutes les couches de la population laborieuse constituent nécessairement les causes "secrètes" qui précipiteront les événements. »**

Accumulation qui se combine avec un mûrissement politique, fruit des années de gouvernements PS-PCF et PS de 1981 à 1986. Des millions de travailleurs qui, par leur vote, avaient donné aux partis qui se réclamaient d'eux, au PS principale-

ment et au PCF, une majorité sans précédent pour qu'ils gouvernent contre les capitalistes. Ils ont vu leurs espoirs trahis, ces gouvernements agir délibérément contre leur mandat, se soumettant aux intérêts du patronat et protégeant les institutions réactionnaires par lesquelles passaient la mise en œuvre des plans anti-ouvriers.

Mais six mois après l'instauration du gouvernement de cohabitation, dont l'existence même est la conséquence de cette trahison et matérialise sous une forme nouvelle la poursuite de la même politique, la volonté qui s'affirmait au cœur du mouvement des masses a fait irruption avec assez de force pour réaliser la grève du 21 octobre. Certes, dans la journée même du 21 octobre toutes les contradictions de la situation se sont exprimées : les travailleurs voulaient passionnément l'unité des travailleurs et des organisations et cette unité ils l'ont réalisée par le fait que la grève a dû être appelée le même jour par toutes les organisations syndicales ; mais la division restait présente en particulier dans l'existence de manifestations distinctes.

Il faut aller plus loin : si « en bas » on veut l'unité et qu'« en haut » on multiplie les obstacles c'est que la racine de ces obstacles est dans la soumission aux institutions réactionnaires de la V^e République, l'acceptation des « règles du jeu » qu'elles imposent. Du point de vue des travailleurs, au contraire, l'unité des travailleurs et des organisations est nécessaire contre l'ensemble des plans anti-ouvriers qui se réalisent dans le cadre et par le moyen de ces institutions réactionnaires ; pour eux sont illégitimes tout ce qui met en cause l'emploi, les droits acquis, le pouvoir d'achat, l'enseignement, la santé ; tout ce qui tend à précipiter dans la misère des millions d'êtres humains et donc la « loi

suprême » qui est la Constitution dont se revendiquent ces plans de désorganisation et de destruction de l'économie et de la vie sociale.

C'est pourquoi le 21 octobre 1986 a une signification politique qui n'est pas prêt de s'effacer, qu'il prépare les plus importants développe-

ments de la lutte des classes, inséparables de l'approfondissement de la crise de la V^e République qui est un facteur et un produit de la lutte des classes et non l'évolution autonome d'une « superstructure » suspendue dans le vide.

LE GOUVERNEMENT DE COHABITATION, GOUVERNEMENT DE CRISE

D'emblée, le PCI a caractérisé le gouvernement qui surgissait des élections de mars 1986 comme un « gouvernement de crise ». En quel sens ?

Les élections de mars 1986 ont vu, on le sait, une victoire électorale des partis bourgeois aboutissant à ce que la coalition RPR-UDF, renforcée à l'extrême-droite par les élus du Front national, dispose à l'Assemblée de la majorité et un échec électoral du PS et du PCF (environ 42 % des suffrages exprimés vont au PS et au PCF, ce qui est leur plus mauvais score depuis 1962, mais les partis de droite ne font que retrouver les voix de Giscard lors de l'élection présidentielle).

En d'autres termes, y compris sur le terrain strictement électoral, il n'y a pas de « raz de marée » en faveur de partis bourgeois, encore moins un « passage à droite » d'une fraction significative de l'électorat ouvrier. Il y a la sanction, par le moyen d'une abstention massive (particulièrement importante dans les villes et les concentrations ouvrières), déterminée, réfléchie, de la politique de soumission aux institutions de la V^e République et aux besoins du profit capitaliste. Les rapports de force entre les classes qui avaient trouvé une expression électorale en 1981 n'ont pas été fondamentalement transformés.

Le programme de fondation de la 4^e Internationale, élaboré en 1938

par Léon Trotsky avait tiré les leçons des expériences de Front populaire — c'est-à-dire des situations où la crise de la bourgeoisie et la montée du mouvement de caractère révolutionnaire des masses aboutissent à ce que les partis se réclamant de la classe ouvrière occupent les principales positions gouvernementales mais se subordonnant aux impératifs de leur alliance avec la bourgeoisie, pratiquaient une politique conforme aux besoins de celle-ci, usaient du pouvoir gouvernemental qu'ils détenaient des masses pour mettre en œuvre les plans anti-ouvriers du patronat.

« Les Fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme, dans la lutte contre la révolution prolétarienne » expliquait le programme de fondation de la 4^e Internationale qui précisait : **« la politique conciliatrice des Fronts populaires voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme ».**

Examinons comment, et dans quelle combinaison de circonstances concrètes, cette définition a été vérifiée par le bilan des gouvernements de type Front populaire (Union de la gauche) de 1981 à 1986.

Nés comme conséquence de la crise de la bourgeoisie, de la montée des masses s'affirmant d'abord sur le plan électoral, les gouvernements

de l'Union de la gauche ont frayé la voie à un retour de la réaction. Leur mécanisme particulier d'alliance et de soumission à la bourgeoisie a été leur respect et leur défense acharnée des institutions réactionnaires de la V^e République. Mais sur la base des rapports de force, dont la victoire électorale du PS et du PCF n'étaient que l'expression, de la profondeur de la crise de la bourgeoisie et de sa représentation politique (manifeste y compris dans la période pré-électorale de 1986 et toujours présente aujourd'hui) la combinaison de différents facteurs nationaux et internationaux a interdit à la bourgeoisie d'exploiter jusqu'au bout contre la classe ouvrière les conditions favorables que lui forgeaient la politique du PS et du PCF. L'échec du Front populaire n'a pas coïncidé avec une défaite de la classe ouvrière. Ce qui se nouait à partir de 1981 n'était pas dénoué en mars 1986. Plus fondamentalement, les problèmes essentiels posés à toutes les classes de la société française ne pouvaient plus trouver de solution uniquement sur le terrain électoral.

Dans les facteurs qui ont joué intervient bien évidemment l'action de la classe ouvrière elle-même (que l'on se souvienne, pour ne citer qu'un exemple, de la grève unie des cheminots d'octobre 1985) et des facteurs internationaux dont la crise profonde du stalinisme, frappé en son cœur par la montée de la révolution politique, par l'action révolutionnaire du prolétariat polonais, n'est pas le moindre.

Ce rappel n'a pas seulement pour but (bien que ce ne soit pas inutile) de marquer la vérification, dans les faits, d'aspects essentiels du programme sur lequel est fondé toute l'action du PCI et de l'analyse qui est la sienne de la période internationale de la lutte des classes dans laquelle nous nous trouvons. Il y a

un autre aspect, non moins essentiel, c'est que dans les rapports politiques au sein du mouvement de la classe ouvrière intervient comme un facteur constituant l'action des militants soudés sur la base du programme de la 4^e Internationale. C'est au compte de ce programme, en relation avec ces enseignements vérifiés par près de cinquante ans de lutte de la classe ouvrière internationale, que le PCI s'est engagé sans réserves dans l'action pour la construction d'un parti ouvrier indépendant, action incarnée dans le Mouvement pour un parti des travailleurs dont les militants du PCI sont, à égalité de droits et de devoirs avec tous ceux qui l'ont rejoint, une composante.

Ce n'est pas le lieu ici de retracer les différentes étapes du combat du PCI de 1981 à 1986, mais la continuité organisée de l'action politique pour le Front unique des travailleurs et des organisations, pour la rupture avec la bourgeoisie, de l'appel au vote pour Mitterrand dès le 1^{er} tour comme moyen de vaincre Giscard et d'infliger une défaite politique à la bourgeoisie ; le combat pour le « respect du mandat » concrétisant l'exigence de la rupture avec la bourgeoisie dans la nécessité de rompre avec les institutions réactionnaires de la V^e République, la mobilisation militante pour la constitution du MPPT et son affirmation comme une force nationale, notamment par l'utilisation de la campagne électorale, ont forgé entre des secteurs de la classe ouvrière, des militants ouvriers et de diverses tendances et d'origines différentes et le PCI un point d'appui effectif pour l'aide à la mobilisation des masses et la réalisation et la réalisation de l'unité. Ce qui suffit à expliquer la haine et les attaques dont il est l'objet.

LES CAUSES PROFONDES D'UNE FRAGILITE

C'est sur la base des rapports politiques analysés plus haut que s'est mise en place la cohabitation, combinaison instable dans son essence même et simultanément recours inévitable du point de vue de la défense de l'ordre bourgeois.

Comme le soulignait le rapport politique présenté au 31^e Congrès du PCI (7/8 juin 1986) « si cette combinaison de cohabitation est remise en cause, alors il n'existe plus aucune soupape de sureté au dispositif constitutionnel actuel : c'est l'ouverture de la crise du régime, c'est la brèche ouverte par laquelle le mouvement des masses est appelé à s'engouffrer, en relation avec les attaques dont les travailleurs sont l'objet ».

La V^e République c'est la concentration de tous les pouvoirs entre les mains de l'Exécutif, du Président de la République et du gouvernement. « Harmoniser » ces différents éléments en postulant à occuper toutes les positions de l'Exécutif, y compris la présidence de la République, eut été pour les partis de la bourgeoisie, dans les rapports politiques existants un trop grand risque. Mais pour « cohabiter » encore fallait-il être deux. Il fallait que Mitterrand fasse ce qu'il a fait, c'est-à-dire que fidèle non à ceux qui l'avaient élu mais aux institutions de la V^e République dont il incarnait la clé de voûte, il continue à les défendre en donnant le sceau de la « légitimité » bonapartiste à l'existence et aux actes du gouvernement dont Chirac était le premier ministre. Bien évidemment l'opération n'était possible que parce qu'il existait « au sommet » un consensus suffisant. Qu'il existât était manifeste précisément dans la politique suivie par les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman et Mitterrand-Fabius : les partis bourgeois n'avaient qu'à reprendre

les choses là où ils les avaient laissées pour prolonger et amplifier l'attaque contre les travailleurs. La signature des ordonnances sur l'emploi précaire (qui d'après Mitterrand « allaient dans la bonne direction ») procède de cette réalité. Mais au-delà même de la question des ordonnances que le Président signe et de celles qu'il ne signe pas (et qui, l'article 49 ter aidant, sont promptement transformées en lois que le Président signe), l'autorisation faite d'emblée au nouveau gouvernement d'agir par ordonnances définissait le contenu de la cohabitation. Le Président de la République s'engageait à laisser faire, à avaliser la politique gouvernementale, au nom de la défense des institutions.

On comprend qu'aujourd'hui encore Chirac puisse se féliciter de la cohabitation, soulignant que le consensus porte sur deux points — qu'en termes marxistes, on pourrait définir comme centraux pour les besoins de l'impérialisme français — la question de l'Etat (la défense des institutions) et celle de la défense nationale.

Mais cela n'empêche que la cohabitation, régime de crise, introduit dans les institutions qu'elle entend défendre une profonde contradiction. La constitution bonapartiste taillée sur mesure pour de Gaulle, implique une unité de ces différents éléments dans le cadre d'une hiérarchie entre ceux-ci. « L'anomalie » constituée par la cohabitation perturbe et ronge implacablement tous les rouages de l'Etat et ne peut que déboucher sur la crise institutionnelle ouverte qu'elle a pour fonction de différer.

C'est pourquoi le 31^e Congrès du PCI se réunissant deux mois après l'investiture de Chirac établissait que :

« non seulement le bonapartisme n'a trouvé aucun point d'équilibre dans le 16 mars et après, mais il est contraint, depuis deux mois, de recourir aux procédures les plus extrêmes, les plus caricaturales des institutions de la V^e République, de procéder par ordonnances, par articles 49 ter y compris face à sa propre majorité parlementaire. »

Les coups se sont multipliés. L'utilisation forcenée des mécanismes anti-démocratiques de la V^e République aboutit à ce qu'il est difficile d'appeler un « bilan de législation » (puisqu'au mieux le parlement enregistre) mais à un ensemble de mesures anti-ouvrières et anti-démocratiques affirmant une offensive centralisée contre toutes les catégories de travailleurs et tous les aspects des conditions de vie et de travail.

Sur ce terrain là, il y a bien « solidarité gouvernementale » et « cohésion de la majorité ». Mais, parallèlement, les profondes divisions au sein de la représentation politique de la bourgeoisie ne cessent de s'accroître. Si au début du mois d'août, déjà Léotard parlait des difficultés de la « seconde cohabitation » entre le RPR et l'UDF la tension est encore montée avec le « coup de force » du RPR qu'a constitué l'adoption sans débat et sans vote du découpage électoral conçu par Pasqua. Et à chaque instant, dans le cadre qui leur est imposé à tous deux, demeure sous-jacent le conflit entre Chirac et Mitterrand.

Toute nouvelle épreuve politique, loin de résoudre les problèmes de la cohabitation, les avive. Ainsi en a-t-il été de l'effective « Union sacrée » qui s'est temporairement réalisée au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Chirac a reçu les représentants de tous les groupes parlementaires, du PCF au Front national. De Marchais à Le Pen tous ont salué le

caractère positif de l'action gouvernementale. Mitterrand a, de son côté, assuré le gouvernement de son soutien sans réserve sur ce point et Chirac reconnu le rôle du président. Cela n'a pas empêché les attaques violentes de part et d'autre sur qui était responsable de la situation créée ni le fait que Mitterrand, n'interrompant pas son voyage en Indonésie, laissait Chirac s'enfermer dans des explications contradictoires.

Cet épisode, qui trouve aujourd'hui des prolongements explosifs au sein de la majorité en ce qui concerne l'attitude à l'égard du gouvernement syrien, éclaire le fait que toutes les tentatives de consolider le dispositif en place aboutissent à le rendre encore plus fragile.

C'est ainsi que Giscard d'Estaing s'est présenté comme le candidat de l'Union nationale. Le 27 août il déclarait :

« En 1986, j'ai fait aboutir l'union de l'opposition ; en 1988 nous devons saisir l'occasion de la réconciliation des Français... La distance qui sépare les libéraux modernes des socialistes réalistes ne justifie plus que le débat politique se poursuive sur le ton de la guerre civile... Le débat politique doit changer de contenu, le rôle des élections sera de faire choisir les grandes orientations et d'indiquer les problèmes à résoudre en priorité. L'action gouvernementale consistera ensuite à rechercher de manière pratique des solutions à ces problèmes et pouvant accueillir l'accord de deux Français sur trois... Le rôle de l'UDF est unique et irremplaçable... par sa position au centre de la vie politique française, l'UDF a vocation de réconciliation des Français. »

La « réconciliation » que prône Giscard, c'est en fait l'Union nationale au compte des intérêts du Capital. La cohabitation ne suffit pas et elle est porteuse de convulsions

incontrôlables, il faut la coopération de toutes les forces politiques sur la base d'un « consensus » dont le contenu est donné par les besoins du système d'exploitation capitaliste en pleine déliquescence. Mais il faudrait plus que cela, il faudrait en quelque sorte écarter institutionnellement la lutte des classes, la museler, c'est-à-dire faire participer à cette « union nationale » les organisations fondamentales de la classe ouvrière, ses organisations syndicales, les intégrer. Mais pour parvenir à cela, il faudrait réussir à porter des coups politiques plus considérables à la classe ouvrière. Et la réalité qui rend irréalisable la perspective mise en avant par Giscard (pourtant réaliste du point de vue des intérêts de la classe dominante) elle a commencé à s'affirmer dans la grève du 21 octobre.

Aussi le premier résultat de l'appel à l'Union nationale de Giscard a été de conduire à un conflit au sein du RPR. Toubon, pensant à l'avenir, proclamait que le « grand défi » c'était la « cohésion de la majorité », Chirac, pour sa part, calmant le jeu car sa position dépend à cette étape du maintien de la cohabitation.

Giscard a cherché à se présenter comme le meilleur représentant de l'intérêt général de la classe capitaliste mais le faisant au nom de son « intérêt privé » (sa candidature à la présidence de la V^e République) il n'a fait qu'aggraver la crise politique.

Un autre élément qui n'a fait que croître et embellir depuis que s'est tenu le 31^e Congrès du PCI, c'est bien cette tendance à pousser jusqu'à la caricature les traits du système de caractère bonapartiste de la V^e République. Jamais le rôle de chambre d'enregistrement du parlement n'avait été si net. C'est d'ailleurs, l'un des lieutenants de Giscard le député UDF Lamassoure qui s'en

plaint, constatant que :

« Les adversaires de la cohabitation craignent un abaissement de la fonction présidentielle. L'expérience vécue depuis le 16 mars conduit plutôt à se demander si, pour le moment, notre système politique ne pêche pas surtout par l'affaiblissement du rôle du Parlement. Au cours de la session de printemps, l'Assemblée nationale a adopté vingt-six textes de lois. Une seule — la loi sur la presse — était d'origine parlementaire. Cinq projets ont été réputés adoptés sans vote en application de l'article 49-3 de la Constitution : pour la loi d'habilitation sur la réforme électorale, le couperet est tombé avant même la discussion générale, et pour la loi sur la liberté de communication, aucun des cent-onze articles du projet ni aucun de cent dix-huit amendements acceptés par le gouvernement n'a fait l'objet d'un débat en séance publique. Le projet supprimant l'autorisation administrative de licenciement a donné lieu à un vote bloqué... »

M. Lamassoure se lamente donc sur le rôle de plus en plus passif du député mais n'a aucun remède sérieux à proposer dans la mesure où, comme de bien entendu, il situe toute sa réflexion dans le cadre de la défense de la Constitution de 1958.

L'important est qu'il souligne là, l'un des symptômes de la crise institutionnelle. Certes, dans le cadre de la V^e République, l'Assemblée nationale a un rôle secondaire, encore faut-il pour le bon fonctionnement de l'ensemble qu'elle le tienne avec un certain degré de crédibilité.

Répétons-le, dans leur conception les institutions de la V^e République formaient un tout cohérent et d'ailleurs capable de fonctionner comme tel et avec efficacité dans des rapports de force donnés entre les classes. Ceux-ci ont été remis en cause il y a longtemps. Mais comme le

remarquait Trotsky, si les régimes politiques ne survivaient pas aux conditions qui les ont engendrées, il n'y aurait pas besoin de révolutions. La longue survie de la V^e République ne tient pas à une « vertu » intemporelle de ses institutions mais avant tout à la défense, par les directions social-démocrate et stalinienne, de cette forme particulière de domination de la bourgeoisie, expression de leur lien de subordination organique à l'impérialisme.

Mais nous sommes entrés dans une nouvelle phase. La crainte de tous de voir le mouvement des masses s'engouffrer dans la brèche

qu'ouvrirait l'effondrement des institutions existantes ne redonne pas une nouvelle jeunesse à celles-ci. Elles se maintiennent mais dans un état de crise larvée qui va s'accroissant : les différents éléments du système politique connaissent un processus d'écartèlement, d'autonomisation qui, pour reprendre les termes du député Lamassoure, à propos du Parlement les « affaiblissent » tous. C'est dans ces conditions que les partis de la bourgeoisie loin d'entamer une marche triomphale, après la « revanche électorale » sur 1981, connaissent tous crises et conflits.

LEGITIMITE ET ILLEGITIMITE

Des phénomènes semblables affectent le Parti socialiste et le Parti communiste français. Ils ont une cause commune à celle qui frappe les partis bourgeois, le rapport aux institutions en crise de la V^e République. Mais ils ne sont pas identiques dans la mesure où le PS et le PCF ont une nature différente des partis bourgeois (et cela indépendamment du degré de convergence de leur politique avec celle des partis de la bourgeoisie, donnée par leur défense de l'ordre bourgeois sous la forme où il existe).

Ce sont des partis que les marxistes définissent comme des « partis ouvriers bourgeois ». « Ouvriers » au sens où les travailleurs voient encore en eux ce pour quoi ils ont été historiquement constitués, que la bourgeoisie doit aussi les considérer comme tels du fait de la place objective qu'ils occupent dans la lutte des classes et qu'ils dépendent donc, dans leur existence même, d'une base qui n'est pas celle des partis bourgeois. « Bourgeois » parce que leurs directions bureaucratiques sont inféodées à l'ordre bourgeois et qu'elles constituent, pour reprendre

les termes de Lénine, en ce qui concerne les partis de la 2^e Internationale après leur capitulation d'août 1914, le plus puissant « rempart social » de la domination de la bourgeoisie.

Une telle définition reste bien générale, sans doute, mais elle est indispensable. Certes, elle ne peut prendre toute sa valeur qu'en relation, à un moment donné, avec une analyse spécifique de ces partis que Trotsky définissait également comme des « partis ouvriers contre-révolutionnaires ». Il n'est pas possible, de se livrer dans les limites de cet article à une telle analyse. Il est toutefois nécessaire — en relation avec l'actualité politique même — d'en esquisser ne serait-ce que schématiquement quelques traits. Les partis politiques d'origine ouvrière ne sont pas restés identiques à eux-mêmes. Au fur et à mesure que s'accroissait l'impasse et le pourrissement du mode de production capitaliste dont ils constituent le principal facteur de survie à l'échelle nationale et internationale, leur dégénérescence s'accroissait sur tous les terrains. Le Parti socialiste de

1986 n'est pas identique à la SFIO d'avant-guerre ni même à celle qui se rétablit après la seconde guerre mondiale. Il a bâti sa force électorale autour de Mitterrand, politicien bourgeois de longue date ; il a organiquement intégré en son sein des courants qui ne relèvent pas même au sens historique du mouvement ouvrier dont certains sont liés à la hiérarchie catholique et enfin il est profondément marqué, non seulement par sa soumission aux institutions de la V^e République mais par son insertion dans celles-ci.

Le PCF est tout autant un parti accroché à la défense de l'ordre bourgeois et donc aujourd'hui à la préservation de ce qui l'exprime, la continuité des institutions de la Vème République, mais par le truchement de son rôle d'instrument de la bureaucratie stalinienne. Dans les conditions ou la politique dite de « coexistence pacifique » révèle de plus en plus nettement son caractère d'une coopération contre-révolutionnaire étroite avec l'impérialisme, il ne dispose que d'une marge de manœuvre réduite. Non seulement les besoins de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin lui imposent de défendre, coûte que coûte, le régime existant en France et d'utiliser les moyens dont il dispose pour entraver la mobilisation des travailleurs contre lui, mais il ne peut comme parti en tirer aucun « bénéfice direct » car dans les négociations entre Etats, qui se déroulent, la bureaucratie a besoin de n'avoir à faire qu'avec des forces directement liées à l'Etat bourgeois dans chaque pays.

Du côté du parti socialiste et singulièrement de celui qui, jusqu'au 10 mai 1981, en fut le premier secrétaire, les choses sont claires : la préoccupation dominante est celle de la préservation de la Vème République dont l'équilibre précaire serait

rompu par une crise au sommet. De la procède la démarche « cohabitionniste » comme cela a été expliqué plus haut dans cet article.

Il est banal de remarquer, que la cohabitation place le Parti socialiste dans une situation pour le moins inconfortable. Tout le monde le constate. Il y a contradiction entre la situation de « parti d'opposition » qui est parlementairement celle du PS et l'affirmation que sa politique est guidée par le « soutien à l'action du président de la République ». Il suffit d'examiner par exemple la question du vote du budget de la défense nationale. Entendons nous bien, si l'on se réfère à la définition générale d'un parti social-démocrate, il n'y a rien d'étonnant à ce que des parlementaires d'un tel parti votent à leur impérialisme les moyens militaires nécessaires à sa politique. De ce point de vue le budget de la Défense nationale de Chirac n'est ni pire ni meilleur que celui de Fabius (que les députés du PCF avaient voté, soit dit en passant). Mais il y a eu cette fois des grincements dans le groupe parlementaire du PS non que certains députés s'opposeraient à la « Défense nationale » mais parce qu'un vote positif apparaît nécessairement comme un soutien au gouvernement Chirac. Or, la presse souligna alors que « sur demande de l'Elysée », le groupe parlementaire voterait « pour » car il s'agit d'un budget établi en commun par Mitterrand et Chirac.

Finalement, une unanimité de façade se fit sur l'abstention.

Il faut aller plus loin. Si « le combat des chefs » ne se déroule pas qu'au sein de la majorité mais aussi bien dans le PS c'est que la place qu'occupe le PS dans le maintien des institutions conduit inexorablement à des conflits prenant la forme de conflits de personne. C'est ce que Mauroy est amené à constater, sans

en tirer d'ailleurs de conclusion, quand il déplore que le PS tende à s'effacer. C'est ce que manifeste Rocard lorsqu'il se déclare de fait candidat à la présidence de la République, allant jusqu'à assurer que le candidat ne doit pas être celui d'un parti et définissant ainsi le rôle qu'il convoite de jouer.

« le mieux situé pour pouvoir prétendre à une très grande continuité face aux excès de l'étatisation comme face aux excès du libéralisme ».

Ce qu'il adviendra de cette tentative est une autre histoire ; n'est pas Bonaparte qui veut. Mais constatons que c'est du « parti du président » qu'émerge la candidature la plus ouvertement « gaullienne », si l'on excepte celle de Barre.

Au-delà des conflits de personne (auxquels le caractère bonapartiste de la V^e République donne une dimension politique particulière) le fond de l'affaire c'est que si Mitterrand occupe sa place en se présentant comme le garant de la paix sociale, il ne peut jouer ce rôle que par l'existence de son parti, le PS. Parti, dont, en dernière instance, l'existence en tant que telle est contradictoire avec les institutions de la V^e République.

Cette contradiction, la lutte des classes la fera exploser.

Le PCF, à l'inverse du PS, n'est pas associé au pouvoir. Il dénonce les mesures prises et y compris, sinon la cohabitation elle-même, la manière dont elle fonctionne. Le PCF parle d'une politique d'union, d'une « politique rassembleuse » mais lorsqu'il la définit dans quels termes le fait-il :

« cette politique d'union, cette politique rassembleuse, ce n'est pas une tactique passagère, c'est celle de notre Congrès qui s'est fixé l'objectif majeur d'un nouveau rassemblement populaire majoritaire dont

nous avons dit qu'il devait aller bien au-delà des majorités politiques de gauche qui ont existé dans le passé (discours de Lajoinie à la fête de « L'Humanité », le 14 septembre).

Installés les uns et les autres dans le cadre de la cohabitation, les dirigeants du PS et du PCF indiquent toutefois qu'ils se préparent aussi à d'autres solutions, en relation avec les exigences de la lutte des classes. C'est le sens — quelles que soient les limites actuelles de l'entreprise — de la mise en place par le PS du « Conseil national de la Gauche ». C'est aussi à ce souci que répondent ces propos de Georges Marchais, lors d'un récent débat organisé par le PCF : **« Cette politique d'union et de rassemblement ne s'oppose pas à la possibilité que des accords soient conclus avec d'autres formations politiques dès lors que ceux-ci visent à des objectifs anti-crise et vont dans le sens de la solution des problèmes des gens et du pays »**

Que répondent, par exemple, les représentants du groupe parlementaire du PCF à une délégation de médecins, de travailleurs hospitaliers, d'employés de la Sécurité sociale et d'assurés constituée dans le cours de la préparation de la conférence de la santé et de la protection sociale ? A la question **« trouvez-vous démocratique que des décrets, en l'occurrence ceux du 17 décembre 1985 (il s'agit des décrets Dufoix modifiant le code de la Sécurité sociale), modifient la loi »** le représentant du groupe parlementaire PCF répond :

« Je ne trouve pas cela étonnant. C'est fréquent. Les articles sont classés en articles de loi ou en décrets en fonction de la place qu'ils occupent dans la Constitution. Je ne prends pas position. Je constate le fait juridique. Nous sommes pour une réforme constitutionnelle qui donne plus de pouvoirs au parlement. Nous

sommes hostiles aux décrets qui peuvent abroger les lois, mais c'est la Constitution telle qu'elle est. »

A la question « **que ferez-vous si le gouvernement utilise l'article 49 ter ?** » La réponse est sans équivoque : « **On n'y peut rien. C'est la Constitution. Ça nous est imposé. On a aucun moyen de s'y soustraire** ».

Ce qui n'empêche pas le représentant du PCF de définir « **un moyen de lutte** », à savoir le dépôt de « **milliers d'amendements** » ce qui aurait le mérite « **d'ouvrir un débat public pour alerter les gens...** » Et lorsqu'on lui demande quel sera le sort final de cette « **bataille d'amendements** », il répond « **Bien sûr, il n'y a pas possibilité de modifier le projet mais cela permettra aux intéressés de prendre conscience** ».

Ainsi donc, la légitimité ne serait pas du côté des travailleurs agissant pour préserver leur emploi, exigeant le respect du droit au travail et à la vie pour tous, la légitimité, la « **loi suprême** » comme le disait il y a encore deux ans un dirigeant du PCF ce serait la Constitution réactionnaire de la V^e République et légitimes en seraient les dispositions qui en découleraient.

Légitimes donc — et qu'il faudrait sans doute se borner à déplorer — tout le train de mesures anti-démocratiques et anti-ouvrières décidées en quelques mois.

Légitime la décision, au nom du profit, de condamner à mort des centaines de milliers de malades, par la réforme hospitalière. Légitime qu'il y ait en permanence des millions de chômeurs (les 2 500 000 chômeurs « **incompressibles** » chers à M. Seguin) et que la seule « **solution** » soit de priver les travailleurs

encore engagés dans la production de leurs droits, de généraliser la précarité de l'emploi et les conditions de la surexploitation par la « **flexibilité** ». Personne ne peut l'accepter.

Illégitimes que ces lois et ces décrets formulés contre des droits imprescriptibles au seul nom de la réalisation du profit. Légitime la résistance de l'immense majorité, celle des travailleurs des villes et des campagnes, des chômeurs, des jeunes. Illégitimes les mesures contraires au principe démocratique de l'égalité des droits, liquidant le droit d'asile, aboutissant à des milliers d'expulsions. Marx, reprenant le mot de Fourier, rappelait que le degré d'émancipation d'une société se mesurait au degré d'émancipation de la femme. Rappelons que l'introduction de la flexibilité conduit au rétablissement du travail de nuit pour les femmes ! Mais l'on peut aussi dire que l'un des critères du degré de démocratie d'un régime est la manière dont il traite les étrangers résidant sur son sol : de ce simple point de vue on conçoit que la V^e République finissante ne puisse envisager la prochaine commémoration du bi-centenaire de la révolution française que comme une attaque contre ses principes.

La V^e République aujourd'hui pousse à l'extrême tous ses traits bonapartistes avons-nous expliqué. Elle le fait dans des conditions de crise qui mettent en opposition les uns avec les autres les différents éléments du système politique. Mais l'arbitraire en ordre dispersé, c'est toujours l'arbitraire. Plus, c'est l'arbitraire généralisé.

Dans le cadre des « **règles** » de ce système, la volonté du peuple ne peut être qu'ignorée et bafouée.

LES CONDITIONS DE L'UNITE, LE COMBAT POUR L'UNITE DES TRAVAILLEURS ET DES ORGANISATIONS

Après 1981, contre la politique de soumission aux injonctions du CNPF et aux institutions de la V^e République, le PCI avait, en posant la question du respect du mandat donné par la majorité populaire de 1981 aux élus du PS et du PCF, posé la question de la démocratie dont le respect était incompatible avec l'acceptation du cadre institutionnel anti-démocratique mis en place après 1958. Aujourd'hui, dans des circonstances politiques différentes, la question de la démocratie reste posée avec autant de force. Si à la racine de la division, il y a soumission à la « loi suprême réactionnaire », la réalisation de l'unité n'exige-t-elle pas la rupture avec ses institutions.

Comme le disait l'article de P. Leroux dans « Informations ouvrières » n° 1276 du 21 août 1986 :

« Si l'on veut invoquer la démocratie, n'est-il pas temps de décider d'organiser le combat uni contre les institutions anti-démocratiques ? Et n'en découle-t-il pas que la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations exige la rupture avec les institutions gaullistes qui se perpétuent ».

Tous les développements de la situation que nous avons évoqués dans cet article mettent ce problème au centre. Ce n'est que l'action des travailleurs eux-mêmes qui le règlera. Mais cette action ne se développe pas linéairement ou dans une sorte de « vide politique ». Elle se heurte constamment aux obstacles dressés contre l'unité. Et la volonté d'unité des travailleurs pour s'affirmer doit pouvoir, à chaque étape se traduire en actes, en initiatives politiques. C'est la responsabilité d'une

organisation révolutionnaire digne de ce nom que d'aider ce mouvement, de contribuer à lever les obstacles, en fournissant en relation avec les développements de la lutte des classes les moyens de se rassembler et de s'organiser à tous ceux qui sont prêts à lutter pour la réalisation de l'unité.

Aujourd'hui, l'une des expressions de l'instabilité du régime de la cohabitation est son incapacité à conjurer la persistance et la montée des abstentions (principalement des abstentions ouvrières) dans les consultations électorales qui se sont succédées depuis mars 1986.

Certes, il s'agit d'élections partielles et l'on sait qu'il est de règle que dans ces élections le taux des abstentions soit toujours plus fort que lors d'élections générales. Mais le volume de ces abstentions et leur origine (particulièrement massives dans les bureaux de vote ouvriers et d'abord dans ceux qui étaient traditionnellement des fiefs du PCF) participent de la réalité qui s'était constituée de 1983 à 1986. C'est-à-dire qu'un grand nombre de travailleurs qui, régulièrement, votaient pour le PCF ou pour le PS, se détournent aujourd'hui, non de manière conjoncturelle mais d'une manière plus durable. C'est André Lajoie qui, dans un comité central du PCF, était amené à constater **« que les quartiers populaires continuent à s'abstenir massivement ».**

Ce phénomène d'abstention commence même à affecter certaines couches de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui constituaient la clientèle électorale des partis traditionnels de la bourgeoisie et, dans une certaine mesure, du Front national.

Cela constitue un élément politique de première importance dont il n'est pas étonnant de constater que la plupart des commentateurs officiels s'efforcent de l'occulter. Même Michel Rocard qui justifiait sa candidature assurait que les « Français ont une désaffection à l'égard de leur système de partis » ne dit mot à ce sujet. Il est vrai qu'il s'agit de tout autre chose. Ni de « désaffection », ni de « désintérêt », ni du fait que les travailleurs n'auront plus recours à l'arme du suffrage universel, mais d'un symptôme de la gravité de la crise sociale et politique. Cela dans des conditions où une fraction grandissante de la population se convainc que dans le cadre du système actuel, aucune issue à la situation qui lui est faite ne se trouve dans les consultations électorales. L'impasse que constitue le maintien de la V^e République et qui comprime toutes les contradictions sociales pousse à l'explosion sur le terrain le plus direct de la lutte des classes.

Dans ces circonstances, les travailleurs se tournent d'abord vers leurs organisations syndicales et les directions de celles-ci. L'unité des travailleurs et des organisations est saisie comme l'unité des organisations syndicales contre les plans patronaux et gouvernementaux. C'est ce qui s'est concrétisé dans la grève du 21 octobre.

Simultanément, la volonté d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales à l'Etat, de les intégrer à l'établissement du « consensus » ne peut que s'accroître. L'indépendance des organisations syndicales a constitué un enjeu dans toutes les luttes politiques et sociales de la V^e République. La logique du système bonapartiste mis en place après 1958 était celle de l'intégration. La préservation de l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat a enrayé le développement jusqu'à son terme du

système bonapartiste. Les organisations syndicales, quelle qu'ait été la politique suivie par leurs directions, ont constitué le point d'appui nécessaire au regroupement des rangs ouvriers, à la maturation de la situation débouchant sur la grève générale des mineurs de 1963 contraignant le bonapartisme à reculer et ouvrant la voie au mouvement qui se réaliserait dans la grève générale de 1968.

L'association des directions syndicales, par des accords qui aboutissent à la prise en charge des plans du gouvernement et du patronat d'une part, et d'autre part, la multiplication des actions dispersées, disloquées sont des piliers de la division.

C'est donc une question éminemment politique que celle de la tentative, facilitée par la division, d'imposer aux organisations syndicales qu'elles renoncent à leur rôle pour devenir des « relais » de la politique gouvernementale. Le gouvernement et le patronat veulent aller vite ; et cela dans des circonstances où la menace d'une explosion existe en permanence, où mûrissent les conditions d'une riposte efficace des travailleurs. C'est le contenu de la discussion au sujet de l'accord interprofessionnel au sujet des licenciements, accord qui non seulement ne codifie aucune garantie véritable contre les licenciements mais qui, par le truchement d'un mémorandum adressé au gouvernement demande à celui-ci d'intégrer les dispositions de l'accord dans une loi. En d'autres termes qui associe ensemble représentants du CNPF et des organisations syndicales à l'élaboration de la loi. Le patronat veut aller plus loin, il exige la prise en charge par les organisations syndicales du démantèlement de la Sécurité sociale, des régimes de retraites, de tous les plans gouvernementaux. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres... La prétention à liquider

l'indépendance des organisations syndicales se heurtera non seulement à la réalité des rapports noués entre les classes mais au mouvement qui mûrit dans les profondeurs de la classe ouvrière et qui a trouvé une première affirmation le 21 octobre.

Dans cette situation l'action pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales est un élément essentiel du combat pour l'unité des travailleurs et des organisations.

Si le 21 octobre peut être considéré comme amorçant un tournant dans la situation politique, c'est essentiellement parce que s'y est affirmé avec force la conviction grandissante de la classe ouvrière qu'en réalisant l'unité de ses rangs, on peut faire reculer le patronat et le gouvernement et la conscience croissant qu'elle est capable, par son action, de l'imposer.

Le 22 juin, le Bureau national du Mouvement pour un Parti des Travailleurs a lancé un appel pour la réalisation d'assises pour l'unité des travailleurs et des organisations qui se sont tenues le 19 octobre, réunissant 456 délégués représentant environ 7 000 travailleurs de toutes corporations, de différentes organisations politiques et syndicales, inorganisés, qui s'étaient réunis, avaient agi ensemble, rassemblé les fonds nécessaires à la tenue de cette large réunion nationale, en liaison avec leur intervention permanente dans la lutte des classes au niveau des entreprises et des localités.

Le MPPT a, en ouvrant cette perspective dès le 21 juin, contribué à lever les obstacles qui s'opposaient à l'unité. La grève unie du 21 octobre a vérifié le bien fondé de cette action, montré qu'elle correspondait aux nécessités de l'action des travailleurs. Il ouvrirait cette perspective à un moment où aucune force politique ou syndicale ne posait la question de l'unité, bien au contraire.

Ainsi, le MPPT jouait le rôle qui devait être le sien, celui d'une avant-garde organisée formulant clairement les besoins de l'action de toute la classe ouvrière, indiquant la voie à suivre, et commençant, sans attendre, à organiser les éléments les plus décidés dans cette voie.

Et ce qui s'est passé le 21 octobre est bien la confirmation que le rôle des révolutionnaires n'est ni de tenter de se substituer à la classe ouvrière elle-même, à son expérience et à son action, ni de « l'aiguillonner » mais, en tirant les conséquences de son expérience et de son action d'aider, par un travail politique conscient et organisé la classe ouvrière à s'ouvrir la voie conforme à ses intérêts de classe.

Or, au moment où la rédaction de cet article était en cours, se préparait une autre échéance : les Assises ont convoqué pour le 29 novembre, à l'occasion de l'arrivée à Paris d'une marche de travailleurs de Lorraine, avec des élus, qui se rendra à Matignon et à l'Élysée, une manifestation d'unité pour l'unité. Il s'agit plus que d'une manifestation de « soutien » car le sort tragique de la Lorraine ne fait qu'illustrer ce que réserve la perpétuation du système capitaliste à tous, ce que prépare la politique gouvernementale et nationale.

L'appel lancé par les Assises pour l'unité des travailleurs et des organisations définit parfaitement le contenu et le sens de cette manifestation :

Nous disons : la détermination des travailleurs unis pour la sauvegarde de leurs droits et leur revendications doit faire reculer le gouvernement.

Avec tous les travailleurs de toutes les entreprises, de tous les départements, nous disons : convaincus que les travailleurs sauront faire prévaloir l'unité des organisations et

parmi les élus, afin qu'ils respectent en cela la volonté de la population qu'ils représentent, nous affirmons :

Ne faudrait-il pas que les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie prennent cette initiative ?

Et alors, l'unité étant réalisée entre les travailleurs et leurs organisations, toutes les mesures anti-ouvrières prises par ce gouvernement de cohabitation, qui s'appuie sur les institutions antidémocratiques de la V^e République, pourraient être abrogées.

Nous serons là, à 10 000, appelés et organisés par le MPPT.

Nous disons : la place des dirigeants est là, dans cette manifestation au gouvernement.

Nous prenons nos responsabilités, que chacun prenne les siennes !

Nous prenons nos responsabilités pour aider à réaliser l'unité des travailleurs et des organisations.

Nous appelons les travailleurs à constituer des comités d'organisation, pour assurer ainsi le succès de la manifestation des 10 000 à Paris !

Que partout se constituent les sections du MPPT pour construire le parti ouvrier indépendant.

Clichy, le 19 octobre 1986

Il arrive toujours que lorsque les révolutionnaires prennent une initiative, les sceptiques ou les désabusés proclament « A quoi est-ce que cela sert ? » Est-ce bien la question ? » Mais la réponse elle est, en définitive donnée par la lutte des classes elle-même.

On peut ici, dans les limites de toute analogie faire une comparaison avec les mois qui précédèrent la grève générale de 1968. Certes, les conditions ne sont pas les mêmes et

les événements ne se répètent jamais. Mais de tout grand mouvement de classes — et des conditions dans lesquelles il a mûri — il y a toujours des enseignements de valeur générale à tirer.

Le 24 juin 1967, à l'initiative des militants de l'OCI — dont le PCI est la continuation — environ 1 000 militants se réunissaient dans un rassemblement pour des Assises nationales d'unité d'action. Ils s'engageaient à constituer des « Comités d'Alliance ouvrière » pour « **lutter, en toutes circonstances pour que le Front unique, classe contre classe, devienne l'instrument de la mobilisation, de la résistance ouvrière à l'exploitation.** »

« Etait-ce bien la question » ont dû dire beaucoup. Les mois qui suivirent n'étaient certes pas marqués par la réalisation de l'unité mais au contraire par la poursuite de l'offensive du gouvernement de Gaulle contre la classe ouvrière. Et celle-ci réagissait, mais partiellement, dans les conditions créées par la division. Il ne se passait rien de spectaculaire pour les commentateurs à la mode. On connaît le mot, passé à la postériorité de Viansson-Ponté dans *Le Monde* :

« La France s'ennuie ». Et pourtant, le 3 mai 1968 la manifestation spontanée des étudiants et des lycéens s'opposant à l'arrestation de leurs camarades amorçait le mouvement vers la grève générale. En mai 1968, déclenchée par la levée en masse de la jeunesse contre un régime qui la vouait à la déchéance, il y a eu la grève générale de 10 millions de travailleurs constituant leurs comités de grève, la grève générale qui a fait trembler sur ses bases « le pouvoir fort » et qui a porté au régime issu de mai 1958 un coup dont il n'a jamais pu se remettre. Le 13 mai 1968, dans les gigantesques manifestations qui ont déferlé à

Paris et dans toutes les villes du pays, ouvrant la voie à la grève générale, l'unité a été imposée : dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière et des organisations syndicales qui n'y songeaient certes pas une semaine auparavant, se sont vus contraints de se retrouver ensemble.

Certes, précisons-le encore une fois, nous ne sommes pas en juin 1967 ; mais nous sommes bien engagés, dans des conditions particulières, dans une situation qui conduit inexorablement aux plus grandes convulsions politiques et aux plus

grandes explosions sociales. C'est appuyé à la résistance de toute la classe ouvrière que s'est développée la puissante mobilisation des étudiants et des lycées. Ce que l'action de la classe ouvrière a entamé le 21 octobre, c'est bien un mouvement qui lorsqu'il atteindra sa plénitude posera, à leur niveau le plus élevé, les problèmes du « **front unique classe contre classe** », du gouvernement et du pouvoir, dans des conditions marquées par toute l'accumulation de l'expérience de 1968 et des années qui ont suivi, comme par celle de 1981.

POUR UN PARTI OUVRIER INDEPENDANT

Indépendance de classe, indépendance syndicale, liquidation des institutions anti-démocratiques de la V^e République constituent les points principaux de la Charte constitutive du Mouvement pour un Parti des Travailleurs dont le PCI est une composante. Ils définissent le terrain sur lequel peuvent se regrouper et agir en commun, dans le respect de la démocratie ouvrière, des militants de traditions et d'expériences diverses qui ont tiré en commun les leçons de la manière dont les dirigeants du PS et du PCF ont bafoué les aspirations de ceux qu'ils assuraient représenter : les travailleurs. Et qui en ont conclu qu'il fallait avancer dans la voie de la construction d'une organisation politique ouvrière, d'un nouveau parti ouvrier rompant avec la politique néfaste de soumission à la bourgeoisie.

Le PCI, la section française de la IV^e Internationale, s'est pleinement engagée dans la constitution et le développement du MPPT. Il est conscient qu'il y a là la possibilité de constituer, dès maintenant, un pôle de regroupement de militants indispensables à l'action politique pour la

réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations. Il est convaincu d'appliquer dans ce domaine la méthode qui découle du programme et des principes de la IV^e Internationale.

Le succès de la manifestation du 29 novembre, manifestation d'unité, manifestation pour l'unité, en est l'éloquent témoignage. Les dix mille manifestants, venus de tout le pays, répondant à l'appel du MPPT, étaient l'affirmation de la réalité de la force qui s'organise déjà.

Trotsky écrivait en 1935 :

« **La crise de la direction prolétarienne ne peut évidemment être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une durée extrêmement longue. Mais non pas d'un processus purement "historique", c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tâche ; de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de**

développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot de redonner au prolétariat dans une situation nouvelle, extrêmement difficile et chargée de responsabilités historiques, sa direction historique ».

Dans les conditions précises du développement de la lutte de la classe ouvrière en France ce sont « ces mesures idéologiques, politiques et organisationnelles » que le PCI définit.

La putréfaction de l'impérialisme s'est incomparablement approfondie, depuis les années précédant la seconde guerre mondiale, les rapports politiques au sein du prolétariat international se sont profondément modifiés. Le stalinisme qui a exercé pendant des décennies une hégémonie meurtrière est en crise à tous les niveaux, confronté directement avec la menace de la révolution prolétarienne c'est-à-dire du développement contre son pouvoir et ses

privileges de la révolution politique. Et la réalité de la révolution prolétarienne internationale s'exprime aussi bien dans les grands combats de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés, dont la grève générale des mineurs en Angleterre demeure l'un des plus saisissants exemples que dans les bouleversements révolutionnaires dont l'Amérique centrale est le théâtre et qui ont déjà abouti à la constitution et au maintien d'un gouvernement ouvrier et paysan au Nicaragua, comme dans cet événement à la portée immense qu'est la levée en masse du peuple noir en Afrique du Sud contre le régime de l'apartheid.

Mais la méthode reste la même car l'ensemble de ces événements concentre encore plus tous les problèmes de l'humanité en cette fin du XX^e siècle dans la question des conditions de l'émancipation de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la constitution de sa direction.

30 novembre 1986

F. Forgeu

ETUDE

LES CONVULSIONS DE L'ECONOMIE AMERICAINE

PAR H. VERDIER

CRISE, marasme, succession de récessions... Les expressions ne manquent pas, sous la plume des commentateurs et des économistes pour caractériser la situation de l'économie mondiale. Mais tous admettent leurs incertitudes et leurs craintes, pour le présent et pour l'avenir. Et, même s'ils le nient ils sont contraints de reconnaître leur incapacité à prévoir la suite des événements.

Le Parti communiste internationaliste a publié des brochures de formation et de discussion qui ont pour point de départ l'appréciation fondamentale portée vers le programme de fondation de la IV^e Internationale « les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Il y est notamment revenu sur les conditions par lesquelles, en France, le capitalisme assure sa survie, l'ampleur du démantèlement de secteurs entiers, parmi les plus importants, de l'écono-

mie ; la profondeur des attaques entreprises ou préparées contre les travailleurs, leurs droits, leurs conditions de vie et de travail. Il ne s'agit certes pas là d'un « phénomène français », explicable par le seul degré de décrépitude d'un impérialisme déclinant. Dans le n° 598 de « *La Vérité* », D. Viviers a montré comment cette réalité s'intégrait dans des plans programmés à l'échelle de l'Europe par les autorités de la CEE, en relation avec l'offensive de l'impérialisme américain. Ce à quoi cet article est consacré, c'est à démontrer — par l'étude de certains aspects essentiels de l'économie américaine — que l'impérialisme américain n'est pas épargné par cette situation mondiale qui a ses fondements dans le pourrissement du système impérialiste. Bien au contraire, sa puissance même, sa position de clé de voute du système impérialiste mondial, font que c'est aux Etats-Unis mêmes que l'on peut lire le plus nettement les signes du degré atteint par la crise irréversible du mode de production capitaliste.

Convulsions du capitalisme américain

On nous parle aujourd'hui d'un libéralisme rajeuni, libérateur, qui revigorerait l'économie. Disons-le tout de suite, ce libéralisme n'est fort que de la révision, de la trahison, de la prostitution du marxisme, comme la bourgeoisie française n'est forte que des cinq années d'austérité, de gestion de la crise, d'attaques anti-ouvrières menées par les dirigeants du PC et du PS alors au pouvoir.

Mais tout ce que nous voyons déferler dans ce pays, flexibilité, « restructuration-modernisation », décentralisation, dérégulation, tout cela existe également aux Etats-Unis, dans les limites où la bourgeoisie américaine a pu l'imposer à la classe ouvrière.

Alors, comment se manifeste cette crise, ce pourrissement du capitalisme aux Etats-Unis ?

Les économistes bourgeois se sont toujours retranchés derrière des chiffres, des ensembles d'indices façonnés pour la circonstance afin de

camoufler la décadence du système capitaliste, voire même pour transformer un démantèlement systématique de l'économie en nouvelle phase de développement. Force est de constater que même sur leur propre terrain, ces économistes sont désormais mis à défaut.

Une paupérisation massive

En ce qui concerne le chômage, le très officiel « *Economic Report of the President* » de 1985, indique que dans les années cinquante et soixante, le nombre de personnes au chômage aux Etats-Unis tournait autour de 3 millions, de 6 millions dans les années soixante-dix, et autour de 9 millions de 1980 à 1985. De 1950 à 1984, le nombre de personnes au chômage a été multiplié par 2,5. Dans la même période, l'emploi civil a été multiplié par 1,7.

Pour le président de l'AFL-CIO, Kirkland, ce sont en réalité 16 millions de personnes qui pour chacune des années 70 à 80 se sont trouvées

réduites au chômage, soit le double du nombre officiellement reconnu.

Notons que 2/3 de ces chômeurs ne perçoivent aucune indemnité chômage. Les jeunes noirs et hispaniques sont les plus touchés par ce chômage endémique : 43 % de ces jeunes se trouvent ainsi en permanence au chômage dans les années 80 (1). Ce qui est particulièrement frappant, c'est qu'après chaque récession, le niveau de chômage est porté à un niveau supérieur. La « reprise » ne s'effectue qu'en rejetant une fraction croissante de la population active hors de l'activité économique.

Dans ces conditions, comment arrive à vivre cette partie de la population américaine ? C'est très simple, elle ne vit pas, elle survit. Toujours selon le très officiel « Economic Report of the President », de 1985, page 264, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté aux Etats-Unis est passé de 24,1 millions en 1969 à 35,3 millions en 1983. Si ce nombre avait baissé dans les années cinquante et soixante, on assiste depuis à une véritable course à la misère dans le pays le plus puissant et le plus riche du monde.

Si ce phénomène touche aussi bien les Blancs que les Noirs, ce sont surtout ces derniers qui subissent le plus cette misère, 33,5 % des Noirs vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 1970 et ils étaient 35,7 % en 1983. Le nombre de femmes noires chefs de famille vivant au-dessous du seuil de pauvreté a doublé de 1970 à 1983 (soit 54 % de ces femmes) : de 0,8 à 1,5 millions. Voilà le libéralisme dans toute sa splendeur ; piller la veuve et l'orphelin. Cette situation s'est encore dégradée de 1983 à 1986. Devant une telle misère croissante, la bourgeoisie américaine s'inquiète. L'hebdomadaire « US News and World Report » du 3 mars 1986, après une série d'enquêtes sur

la misère extrême dans laquelle se débat une population noire toujours plus nombreuse, se faisait l'écho des inquiétudes des politiciens de New-York dans des termes où le caractère mystificateur du vocabulaire ne masque pas ce qui est en jeu.

« Dans un certain sens, on assiste à un désespoir sans qu'il s'accompagne d'un sentiment de vengeance. Mais à l'allure où s'étend la pauvreté économique et sociale, l'explosion des sous-classes n'est qu'une question de temps »

Cette paupérisation s'apprécie mieux encore lorsqu'on prend le nombre total de personnes considérées comme pauvres par le Bureau du recensement américain. Ce nombre était de 34,7 millions en 1969 et de 46,5 millions en 1982. La moyenne annuelle des revenus de chacun de ces pauvres était de 5 061 US dollars (2). Si le nombre total de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté augmente, le nombre d'américains dont le revenu est au niveau de ce seuil augmente encore plus vite. Rappelons que la population française en 1982 était, elle, de 54 millions de personnes, et celle des Etats-Unis de 236,6 millions.

A l'autre pôle, la bourgeoisie américaine accumule les richesses. De 1973 à 1983, le nombre de personnes disposant de revenus annuels bruts de plus de 1 million de dollars s'est accru de 180 000 en 1976 à 410 000 en 1982 (3).

(1) Kirkland, déclaration de l'AFL-CIO, 1983

(2) Statistical Abstract of the United States, 1985, pages 455 et 429

(3) US News and World Report (USNW), 18 mars 1985

Une inflation tenace

La petite bourgeoisie américaine qui forme plus d'un tiers de la population commençait à voir son pouvoir d'achat sérieusement rogné par l'inflation rampante. Cette inflation passe le cap des 2 % en 1965 pour atteindre les 9,6 % en 1981 avant d'être ramenée à 3,7 % en 1984 (4). Il est vrai que pour ce faire, la bourgeoisie américaine a dû pousser le dollar jusqu'à 70 % au-dessus de sa valeur en 1984. La petite bourgeoisie a pu profiter de ce dollar fort sans que ce dernier ne règle en rien les

problèmes de l'économie américaine, tout au contraire. On comprend mieux alors les hésitations et la prudence de la bourgeoisie américaine qui se voit obligée de baisser le dollar tout en craignant un trop grand laminage de ces couches petites-bourgeoises. Elle se retrouverait face à face non pas seulement avec les 46,5 millions de pauvres, mais directement face à l'immense majorité de la population.

Libérer l'inflation qu'elle a en partie releguée dans le dollar ne va pas sans risques pour la bourgeoisie américaine.

LE DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Pour les économistes bourgeois, le commerce extérieur est un des signes de santé d'une économie. Malheureusement pour eux, les Etats-Unis ont un déficit du commerce extérieur qui donne le vertige à la bourgeoisie américaine elle-même. En 1971, les importations américaines de marchandises étaient, pour la première fois depuis 1873, excédentaires de 2 milliards de dollars par rapport aux exportations américaines de marchandises. En 1983, ce déficit était de 61 milliards de dollars (5), et atteignait 150 milliards de dollars en 1985. Le problème dans ce cas n'est plus de rétablir l'équilibre de la balance commerciale rêve doucereux de certains utopistes, mais d'éviter un plongeon dans le vide. En déses-

poir de cause, les économistes bourgeois, flanqués de leurs inévitables marxologues, justifient ces chiffres en prétendant que dans une société « post-industrielle », les Etats-Unis concentreraient leur potentiel dans les industries de haute technologie, les pays moins développés produisant les biens courants.

En 1985, la balance commerciale des Etats-Unis pour les biens de haute technologie était bénéficiaire de 6 milliards de dollars. Et le journal *Aviation Week and Space Technology* du 13 janvier 1986 d'ajouter, laconique, que si l'on avait pas pris en compte l'aéronautique, le déficit aurait en fait été de 7 milliards de dollars.

LA DESINDUSTRIALISATION : L'EXEMPLE DE L'AUTOMOBILE

Derrière ces chiffres généraux se cache un détérioration plus ou moins

(4) Economic Report of the President, 1985, p. 237

(5) Economic Report of the President, 1985, p. 344

rapide mais continue des industries de base des Etats-Unis. Disons-le tout de suite, seule la résistance acharnée de la classe ouvrière américaine a empêché que la liquidation de certaines branches importantes de

trie, comme les mines, n'aille encore plus loin

L'industrie automobile qui vertèbre l'industrie américaine, et qui fut jadis le plus beau fleuron de l'économie capitaliste dans le monde, qui fut autrefois un modèle pour tous en matière de production connaît un déclin profond. Le cadre de cet article ne nous permet pas d'entrer dans tous les détails mais la baisse dans la part du marché américain de l'automobile des trois géants de la ville de Détroit est tout à fait significative.

En 1974, le Japon vendait 549 188 voitures aux Etats-Unis. Il en vendait 1 779 064 en 1980 et malgré les quotas imposés en 1981, les taxes frappant chaque voiture japonaise étant de 1 300 dollars environ, alors que celles-ci ont un coût inférieur de 1 500 dollars aux voitures américaines, le Japon arrivait à commercialiser 1 801 482 voitures en 1984. Ces quotas n'ont eu pour but que de réhausser les profits des firmes américaines de l'automobile. Ainsi, en 1984, les trois géants de Détroit faisaient plus de profits en vendant 7,9 millions de voitures qu'en 1980 lorsqu'ils en vendaient 11,2 millions. Ils feraient d'ailleurs encore plus de profits en arrêtant de produire les petites voitures et en commercialisant les petites voitures étrangères sous leur propre marque. Ainsi, Chrysler revend déjà sur le marché américain 87 500 voitures japonaises chaque année et General Motors revend aujourd'hui aux Etats-Unis 400 000 voitures fabriquées en Asie. Cette tactique a permis à ces trois firmes de multiplier par 3 leurs profits de 1979 à 1984 tout en produisant le même nombre de voitures. De 1980 à 1984, leurs profits se sont élevés à 10,7 milliards de dollars. (*Business Week* du 22 avril 1985 p. 78-88).

En 1984, derrière les trois grands

américains sur le marché de l'automobile des Etats-Unis, se pressaient Toyota, Honda, Nissan, puis Mazda et Isaku en 9ème et 10ème position (6).

Au mois de janvier 1986, le Japon a vendu 86 000 voitures aux Etats-Unis (7), ce qui devrait porter la vente totale de voitures japonaises aux Etats-Unis à 2,3 millions d'unités en 1986 (8). Les quatre grandes firmes japonaises automobiles, Toyota, Honda, Nissan et Mitsubishi, investissent aujourd'hui aux Etats-Unis. Leur capacité de production sera, à la fin de 1988, de 1,42 million de voitures (9) fabriquées aux Etats-Unis, en association ou non avec les firmes américaines. En 1988, Toyota, Nissan, Mazda et Honda devraient fabriquer un million de voitures et de camions aux Etats-Unis, faisant travailler ainsi 12 000 ouvriers. (*Business Week*, 22 avril 1985). Cela signifie que les entreprises américaines seront de moins en moins capables de maîtriser la technologie déjà acquise, car elles ne produiront plus toute une série de véhicules. En 1981 par exemple, General Motors s'est arrêtée de produire les moteurs diesels qui lui seront fournis par les Japonais et qui équiperont 4 % de ses voitures Chevrolet. Les chromes, eux resteront américains (*Business Week*, 17 décembre 1984).

On mesure ici l'ampleur de l'incapacité de l'industrie automobile américaine à fournir son propre marché, sa part étant tombée de 95 % dans les années 50 à 73 % en 1981. En 1985, sur 9,9 millions de

(6) US News and World Report, 4 mars 1985, p. 70

(7) US News and World Report, 17 février 1986, p. 57

(8) US News and World Report, 24 février 1986, p. 50

(9) Business Week, 23 décembre 1985, p. 36

voitures vendues aux Etats-Unis, 3,4 millions avaient été importés, soit 29 %.

D'ici l'année 1990, le Ministère du Commerce extérieur estime que la part totale des importations automobiles aux Etats-Unis sera de 40 %. Dans le même temps, les pièces détachées importées par les constructeurs américains pour produire leurs voitures aux Etats-Unis compteront pour 29 % de la production de ces mêmes voitures contre 18 % en 1985.

De manière générale, plus les Américains achètent de voitures, plus les firmes étrangères gagnent du terrain. De 1982 à 1988, le nombre de voitures vendues aux Etats-Unis devraient augmenter de 8 à 11,5 millions d'unités tandis que la part des importations devrait progresser de 28 à 33 %. Plus les profits des firmes américaines de l'automobile augmentent, plus leur production diminue, relativement aux profits et à la production des firmes étrangères.

Nous avons là une expression particulière de la contradiction entre les moyens d'une production massive répondant aux besoins de la population et la volonté farouche de la bourgeoisie américaine qui, pour l'accumulation de ses profits, préfère remettre en cause les bases de ce qui a constitué sa puissance en dépouillant son industrie et par là même les moyens d'existence de la population américaine.

Ce déclin réel de l'industrie automobile américaine tend aujourd'hui à s'accélérer. Il entraîne à sa suite nombre d'autres industries dont

l'industrie automobile forme l'ossature.

« Pour chaque milliard de dollars de voitures importées, l'économie américaine perd :

- 1,2 milliard : dans la production de voitures. 778 millions de dollars : dans l'industrie manufacturière, dont :
 - 184 millions dans la sidérurgie.
 - 98 millions dans la machine-outil.
 - 67 millions dans le caoutchouc et les plastiques.
 - 46 millions dans les métaux non ferreux.
 - 40 millions dans la chimie.
- 348 millions de dollars dans le commerce, les transports.
- 47 millions de dollars dans les mines.
- 39 millions de dollars dans la finance et dans les assurances.
- 16 millions de dollars dans la construction d'usines.
- 2,43 milliards de dollars représentent le coût total que supporte l'économie américaine » (10).

Et la revue *Business Week* continue en montrant comment les industries se trouvent affectées par ce que l'on peut appeler une véritable banqueroute de l'industrie automobile américaine.

Mais celle-ci n'est pas la seule cause de la désindustrialisation progressive des Etats-Unis. Le même phénomène s'observe également dans la sidérurgie et la machine-outil, pour prendre deux industries essentielles à tout pays industrialisé.

LA CRISE DE LA SIDERURGIE AMERICAINE ET CELLE DE LA SIDERURGIE MONDIALE

Dans le cas de la sidérurgie, « l'assainissement » auquel ont pro-

(10) *Business Week*, 3 mars 1986, p. 62

cédé les maîtres de forges américains en licenciant plus de 80 000 ouvriers dans les trois dernières années n'a

fait qu'aggraver la position qu'occupe la sidérurgie américaine sur le marché de l'acier américain. 30 % des équipements de la sidérurgie américaine avaient au moins 20 ans d'âge en 1980 alors que les investissements se récupèrent sur 11 ans. Durant les années 60, les maîtres de forge remplaçaient chaque année 3 % de leurs équipements mais seulement 2 % de 1980 à 1984 (11).

D'autre part, « les géants de l'acier » américains, les grandes firmes qui se sont constituées dans le domaine de la sidérurgie tendent à abandonner ce secteur pour investir ailleurs. Certains pour se réfugier dans l'industrie militaire comme National Steel Corp. US Steel, quant à elle, continue d'investir dans le pétrole, entre autres. Tout récemment encore, US Steel achetait la firme Texas Oil & Gas Corp., ce qui portait à 58 % les revenus tirés du pétrole et du gaz dans l'ensemble des revenus de la première firme sidérurgique des Etats-Unis. Une autre firme sidérurgique américaine, Pittsburgh's National Intergroup Corp. vient d'acquérir la troisième chaîne de distribution de produits pharmaceutiques des Etats-Unis. Les actifs de cette firme dans l'acier sont tombés de 80 à 15 % du total des actifs de cette firme de 1980 à 1985 (12).

Or, en 1978, déjà, la plus grande entreprise sidérurgique américaine US Steel ne possédait plus que 44 % de ses actifs dans l'acier (13).

Alors que la direction du syndicat des travailleurs de l'acier avait accepté une perte de salaire de 1,4 milliard de dollars de 1983 à 1986, ainsi que 80 000 licenciements, les patrons de la sidérurgie veulent aujourd'hui aller plus loin. Ayant mis leur compagnie en état de faillite, certains patrons comme ceux de LTV ouvrent aujourd'hui leurs

livres de comptes pour justifier la diminution de salaires de 3 dollars de l'heure qu'ils exigent.

L'ensemble des patrons de la sidérurgie veulent aujourd'hui ramener les salaires des sidérurgistes de 23-24 dollars à 18 dollars de l'heure, sans aucune garantie d'emploi y compris pour les mois qui suivent ces décisions. Alors que les ouvriers ont été divisés site par site, au début des années 80, c'est une grande riposte d'ensemble à laquelle se préparent les sidérurgistes américains.

La conférence des 500 dirigeants du syndicat à Chicago le 16 décembre 1985 dut se faire l'écho de la résistance des sidérurgistes en mettant au centre des débats la préparation de la grève générale de la sidérurgie pour le 1^{er} août 1986 (14).

Les affrontements à venir sont d'autant plus inéluctables qu'aucune perspective de redressement, ni même de stabilisation de cette industrie n'est en vue. Le phénomène vient de loin. En passant de 650 000 à 230 000 employés, de 1950 à 1984, la sidérurgie américaine est aujourd'hui menacée dans son existence même. Un panorama général, après les premières tendances que nous venons de donner, confirme cette marche à la destruction de la sidérurgie américaine.

En 1983 David Roverick (15) décrivait ainsi la situation de la sidérurgie américaine :

— Cette industrie fonctionne en dessous de 60 % de ses capacités totales.

(11) Seymour Melman, *Profit without Production*, p. 189 et *Business Week*, 20 août 1984, p. 151

(12) *Business Week*, 24 février 1986, p. 42

(13) Seymour Melman, *op. cit.*, p. 18

(14) *Business Week*, 30 décembre 1985, p. 54

(15) David Roderick, *Rapport de l'American Iron and Steel Institute*, 1983

— 103 000 sidérurgistes sont au chômage. Les salaires distribués ont baissé de 12 à 8,8 milliards de dollars de 1981 à 1982.

— les pertes de l'industrie ont été de 3,2 milliards de dollars en 1982.

— les investissements en capital sont tombés de 2,2 à 1,7 milliards de dollars de 1982 à 1983.

— l'endettement de cette industrie est le plus élevé qu'elle ait jamais connu.

— la sidérurgie a vendu pour 44 milliards de dollars de produits sidérurgiques en 1981 et 25 milliards en 1982.

— dans les années 50, 2,3 % de l'acier était importé, 9,9 % dans les années 60, 15 % dans les années 70 et 25 % en 1985.

Les patrons de la sidérurgie reconnaissent eux-mêmes que les investissements réalisés aujourd'hui sont si ridicules en comparaison de ce qu'il faudrait faire qu'ils posent eux-mêmes la question : « *Avons-nous vraiment besoin d'une sidérurgie aux Etats-Unis ?* »

Cette question est d'autant plus brûlante pour la bourgeoisie américaine que c'est l'ensemble de la sidérurgie mondiale qui est aujourd'hui en profonde récession. Nous avons mentionné précédemment combien l'économie US est intégrée à l'économie mondiale.

On ne peut pas considérer « l'excès » de capacité de production de la sidérurgie américaine qui s'élevait à 25 millions de tonnes en 1977 indépendamment de « l'excès » de capacité qui subsistait dans le monde cinq ans plus tard, malgré les très nombreuses fermetures d'aciéries. Ainsi, malgré la destruction de 16 % des capacités de production d'acier aux Etats-Unis et dans le Marché Commun, la capacité mondiale de production d'acier non utilisée était égale aux capacités de la

production de la sidérurgie américaine.

C'est-à-dire que plus la bourgeoisie licencie les ouvriers et ferme les usines dans la sidérurgie, plus elle fermera de nouvelles usines et licenciera de nouveaux ouvriers.

Cela est tout à fait clair dans la sidérurgie américaine, où de 1969 à 1978, la production d'acier a baissé de 4 millions de tonnes. En 1984, les capacités de production de la sidérurgie américaine sont égales à la production américaine d'acier de 1966 et pourtant cette capacité est encore trop grande pour la bourgeoisie américaine (16).

Cette dernière ne maîtrise guère la situation. En effet, la sidérurgie américaine est gravement touchée par la crise de l'automobile américaine. Cette dernière a diminué ses commandes d'acier de 8 à 10 millions de tonnes, soit 10 % du marché de l'acier américain, ceci dans la dernière période. Alors que le sol se déroge sous leurs pas, les maîtres de forge américains font tout pour s'évader du secteur sidérurgique. En n'investissant plus dans l'acier, en diversifiant leurs activités, en imposant des quotas qui ne font que reculer les échéances, en fermant les usines, la bourgeoisie américaine avoue ainsi qu'elle sacrifie la sidérurgie à ses intérêts immédiats et mesquins. On peut même dire qu'il s'agit de toute la sidérurgie dans le monde qui, si elle a ses propres caractéristiques, distinctes de celles des Etats-Unis, n'en est pas moins entraînée vers un déclin toujours plus profond. D'ailleurs, le Président de Nippon Steel Corp., Yataka Takeda n'y va pas par quatre chemins :

« *La sidérurgie mondiale connaît aujourd'hui pour la première fois les affres de l'agonie.* »

Si la bourgeoisie se pose effectivement aujourd'hui la question de liquider entièrement ce qu'elle a commencé à détruire, on a vu plus haut la réponse apportée par les ouvriers américains. Seule la classe

ouvrière américaine est aujourd'hui à même de préserver l'industrie américaine, fondement de la civilisation d'aujourd'hui.

Cela est encore plus clair dans l'exemple de la machine-outil.

AGONIE DE L'INDUSTRIE DE LA MACHINE-OUTIL

Selon James Currie (17), les importations de machines-outils aux USA ont été multipliées par 6, passant de 4,5 % à 27 % de 1964 à 1982.

De 1964 à 1981, la part des Etats-Unis dans la production mondiale de machines-outils a baissé de 21 à 7 %. Le chiffre d'affaires de cette industrie a diminué de 503, 5 millions de dollars dans le dernier trimestre de 1979, à 266, 8 millions de dollars dans le troisième trimestre de 1982 (en dollars 1972).

De 1981 à 1982, les firmes américaines de machines-outils ont vu leurs commandes baisser de 50 %. La récession qui a frappé cette industrie de plein fouet depuis 1979 se transforme aujourd'hui en déroute totale. En 1985, 65 % des machines-outils (en unité) vendues aux Etats-Unis ont été importées.

La machine-outil est l'industrie par excellence dans laquelle les capitalistes refusent d'investir.

De décembre 1972 à décembre 1975, le nombre d'emplois dans la machine-outil aux Etats-Unis a chuté de 82 800 à 68 600. D'avril 1980 à décembre 1982, le nombre d'ouvriers affectés à la production est tombé de 73 700 à 39 600. De manière générale, les effectifs sont tombés de 80 000 à 70 000 personnes de 1972 à 1982.

En 1982, cette industrie fonctionnait au plus bas de ses capacités d'utilisation, soit 62,2 %, tandis que les investissements réalisés cette année ne couvraient même pas la

dévalorisation des équipements.

Le déclin des industries de base aux Etats-Unis entraîne inévitablement le déclin d'autres industries. En effet, les industries de base représentaient en 1981 51 % du chiffre d'affaires total de l'industrie américaine, soit 823 milliards de dollars. Elles employaient 47 % de la force de travail dans l'industrie et 10 % de la force de travail de tous les Etats-Unis. Elles payaient 47 % des rémunérations dans l'industrie et 12,6 % dans l'ensemble de l'économie. La sidérurgie consomme à elle seule 3,9 % de toute l'énergie consommée aux Etats-Unis, 16,2 % de celle consommée dans l'industrie dont 4,8 % de l'électricité, 53,1 % du charbon, 11,6 % du gaz naturel et 9,4 % du pétrole.

Cette destruction systématique de l'industrie américaine, si elle n'est pas voulue n'en est pas moins consciemment planifiée, orchestrée par la bourgeoisie américaine. Ce phénomène, qui remonte au début des années 60 et dont nous constatons l'approfondissement aujourd'hui se déroule de manière inégale et combinée. Loin de nous en effet l'affirmation selon laquelle toutes ces industries seraient agonisantes. Si certaines d'entre elles sont déjà bien mortes, comme la production de trains, ou sont en train de vivre leurs der-

(17) James Currie, Président de Erie Press Systems, Rapport pour la National Machine Tools Builder's Association, 1983

niers soubresauts, comme l'industrie minière (selon Robert Horton, chef du Bureau des mines « nous sommes en train de perdre 75 % de notre industrie d'extraction de cuivre et 40 à 50 % de notre industrie d'extraction de fer » alors que les grèves de mineurs sont aujourd'hui permanentes aux Etats-Unis) ; d'autres industries résistent beaucoup mieux, comme l'industrie électrique par exemple.

Mais c'est l'ensemble de l'industrie américaine qui est frappée par le phénomène de désindustrialisation. L'immersion est lente mais certaine, irrémédiable sous le régime de la bourgeoisie. C'est ce que traduisent aussi les chiffres sur la productivité.

La baisse de la croissance de la productivité dans le secteur privé aux Etats-Unis se manifeste ainsi :

1948 - 1965 : 3,2 %

1965 - 1972 : 2,3 %

1972 - 1978 : 1,1 % (18)

Et pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, il y avait baisse absolue de la productivité en 1982.

Par comparaison, la croissance de l'output (production) annuel par heure de travail dans l'industrie de 1965 à 1979 s'établissait ainsi dans les trois pays :

Etats-Unis : 2,3 %

Allemagne de l'Ouest : 7,3 %

Japon : 13,7 %

L'INDUSTRIE DE HAUTE TECHNOLOGIE

A cette étape, les chants des sirènes chercheront à détourner l'attention de la classe ouvrière en susurrant le refrain de la spécialisation des Etats-Unis dans la production de biens de haute technologie.

Pour les biens électroniques de consommation courante, c'est-à-dire les transistors, les télévisions, etc. le marché américain est totalement dominé aujourd'hui par la produc-

Cette baisse de la croissance de productivité s'accompagne bien évidemment d'un allègement du poids économique des Etats-Unis dans le monde, où il n'en demeure pas moins le maître incontesté.

De 1972 à 1982, l'activité économique des Etats-Unis dans le monde est passée de 26,1 à 24,4 %. La part de la production américaine d'automobiles dans le monde a diminué de 31,7 % à 19,2 % de 1973 à 1983, celle d'acier de 19,6 à 11,6 % dans la même période et celle d'avions commerciaux de 78,3 à 66,8 % toujours au cours de cette même décennie. La part des exportations américaines dans les exportations mondiales a diminué de 13,4 % à 12,1 % de 1973 à 1983.

Il y a donc affaiblissement de la puissance industrielle américaine, comme conséquence du point atteint par la crise mondiale du capitalisme qui frappe également tous les autres impérialismes et donc sans que l'on puisse parler de rupture historique remettant en cause la position mondiale de l'impérialisme américain. Le plus inquiétant est la tendance réelle de cette dégradation économique que la bourgeoisie ne parvient pas à endiguer, tout au contraire.

tion étrangère. En 1979 - 1980, 100 % des magnétophones de bureau étaient importés, ainsi que 74 % des caméras, 39 % des machines à calculer imprimantes, 87 % des téléviseurs noirs et blanc, 47 % des machines à calculer à main.

Après une certaine période de prospérité, les firmes américaines de

(18) Seymour Melman, op. cit., p. 164

l'électronique commencent à subir de sérieux revers. Ainsi, de 1979 à 1980, la baisse des profits était de - 51 % pour Intel, de - 36 % pour Control Data, de - 17 % pour Sperry, de - 15 % pour Texas Instruments, de - 8 % pour Motorola.

Si les fausses notes vont se multiplier, nos sirènes n'en chanteront pas moins les bienfaits de la haute technologie pure, grâce à laquelle on produit les moyens de production.

A ce propos, notons qu'il y a aujourd'hui une véritable compétition entre les industries de base et les industries de haute technologie. Cette course à la destruction n'a pas le même caractère pour ces deux industries mais le résultat demeure le

Avions et pièces détachées : - 9,35

Equipements de bureau : - 7,17

Equipements de transmissions électrique et de distribution : - 43,11

Instruments optiques et médicaux : - 16,11

Médicaments : - 2,5

Matériaux plastiques et synthétiques : - 12

Moteurs et turbines : - 12

Produits chimiques agricoles : - 5,9

Instruments de mesure scientifique et professionnels : - 11,85

Produits chimiques industriels : - 14,9 (19)

Chacune de ces dix industries voit donc ses exportations diminuer de 1965 à 1982 ainsi que les 21 des 25 industries qui composent ces 10 industries. Si les Etats-Unis occupent toujours une place prépondérante dans les industries de haute technologie comme dans les industries de base, la dégradation de leur économie n'en est pas moins impressionnante. Et si nous ne partageons pas l'avis de certains qui ont vite sauté le pas en affirmant que les Etats-Unis seraient devenus une puissance essentiellement agricole, il est vrai que la désindustrialisation des Etats-Unis est aujourd'hui largement engagée.

Ainsi, en 1979, sur les dix premiers produits que les Etats-Unis ont exportés au Japon, un seul (les avions) était un produit manufacturé

même. La principale différence tient dans la dimension de moindre envergure de l'industrie de haute technologie et dans son caractère plus récent, même si cette industrie a maintenant presque cinquante ans d'âge.

Le Bureau de recensement des Etats-Unis compte dix industries dans ce qu'on appelle les industries de haute technologie. De 1965 à 1982, la valeur des exportations par rapport aux importations a diminué pour chacune de ces industries. La baisse de l'index des valeurs, c'est-à-dire le rapport des exportations par rapport aux importations se chiffrait pour la période 1965-1982, de la manière suivante :

alors que les 10 premiers produits d'importation japonais étaient tous des produits manufacturés. Dans ces conditions, il est facile de prévoir que les conflits entre le Japon et les Etats-Unis ne sont aujourd'hui que de simples escarmouches par rapport à la guerre commerciale que vont se livrer ces deux pays.

Aux derniers glapissements de nos sirènes sur la reprise reaganienne *Business Week* répond dans son numéro du 11 mars 1985 en titrant sa page 56 : « *L'industrie américaine de haute technologie en pleine crise. Pourquoi la Silicon Valley est-elle en perte de vitesse ?* »

(19) Columbia Journal of World Business, été 1985, p. 69

De 1981 à 1984, l'excédent commercial de biens de haute technologie est tombé de 26 à 7 milliards de dollars. En 1985, le commerce extérieur pour les biens électroniques était déficitaire de 12 milliards de dollars. Le déficit avec le Japon est plus élevé dans l'industrie électronique que dans l'automobile. L'industrie électronique américaine qui emploie 2,5 millions de personnes aux Etats-Unis et qui demeure l'une des premières du monde, est menacée aujourd'hui de devenir une industrie commercialisant des produits électroniques étrangers aux Etats-Unis comme le fait l'industrie automobile ou celle de la machine-outil.

Pour Gilbert Amelio, Président de Rockwell International Co, et directeurs de l'Association de l'industrie des semi-conducteurs, « *il n'y a désormais plus d'espoir de regagner le terrain perdu* ».

Certaines industries américaines de haute technologie qui avaient déjà une balance commerciale déficitaire en 1981 se sont enfoncées dans la crise. L'industrie des biens électroniques de consommation courante était déficitaire de 4 milliards de dollars en 1980 et de 10 milliards de dollars en 1984, celle des équipements de bureaux avait un déficit de 500 millions de dollars en 1980 et de 2,4 milliards de dollars en 1984.

Ces industries sont talonnées par les industries d'équipement de communication dont la balance commerciale était bénéficiaire de 1 milliard de dollars en 1980 et est devenu déficitaire de 600 millions de dollars en 1984, ainsi que par les industries de semi-conducteurs et de leurs pièces détachées dont la balance commerciale était bénéficiaire de 600 millions de dollars en 1980 et déficitaire de presque 3 milliards de dollars en 1984. Si certaines industries de haute technologie sont encore bénéficiai-

res, ce n'est plus pour longtemps. De 1980 à 1984, les gains à l'exportation de l'industrie des ordinateurs sont tombés de 7 à 5,4 milliards de dollars et ceux de l'industrie des instruments de précision de 3,8 à 3 milliards de dollars.

Notons tout de suite qu'une part croissante de la production de ces industries américaines de haute technologie, surtout celles qui résistent le mieux, a lieu à l'étranger. Par exemple, le coût de fabrication du fameux ordinateur IBM-PC s'élevait à 860 dollars en 1985 mais la part produite à l'étranger était de 625 dollars dont 230 dollars dans des usines possédées à l'étranger par les Etats-Unis. C'est-à-dire que 395 dollars sur les 860 dollars que coûte à la production cet ordinateur américain revenaient à des firmes étrangères.

Après avoir envahi le marché des biens de consommation courante aux Etats-Unis, le Japon réalise aujourd'hui une percée sur le marché des ordinateurs des Etats-Unis en doublant ses exportations d'ordinateurs vers les Etats-Unis en 1984. Cette citadelle est aujourd'hui assiégée par la production étrangère. On arrive à une situation cruciale car si pendant un certain temps, il s'agissait de quelques industries de haute technologie qui étaient affectées, le déferlement des importations sur ce marché, comme l'importation de 34 millions de téléphones japonais de 1982 à 1984 par exemple, menace l'industrie américaine de haute technologie dans son ensemble.

L'INDUSTRIE MILITAIRE AMERICAINE

L'un des moyens par lequel la bourgeoisie américaine veut renforcer et maintenir sa domination, est la constitution de ce que certains aux Etats-Unis appellent « l'économie de guerre permanente ». Les staliens, en désaccord avec cette analyse, nomment ce phénomène à la suite des bourgeois qui s'opposent à cette économie militaire, le complexe militaro-industriel. Il s'agirait selon eux de la mise en place d'un appareil politico-administratif-économique à finalité militaire qui aurait peu à peu envahi le pays. Les lobbies de l'industrie militaire, appuyés par le ministère de la Défense et les politiciens bourgeois auraient réussi à s'incruster dans l'Etat fédéral, dans la société américaine, d'où il faudrait les déloger.

Cette conception n'a bien sûr rien de marxiste. Le fascicule n° 2 du PCI reprend le passage fondamental du Programme de la IV^e Internationale : « *La prémisses de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle* ».

Et c'est pour faire face à révolte des forces productives contre le cadre contraignant, réactionnaire et destructeur de la propriété privée que la bourgeoisie américaine a transformé l'économie américaine en économie d'armement. La bourgeoisie croit ou est obligée de croire qu'en se dotant d'un tel arsenal militaire, le prolétariat ne pourra la renverser. En effet, ne trouvant plus d'issue à sa crise économique, il lui faut se prémunir contre les conséquences de son déclin. Ce faisant elle

mène le monde à la catastrophe, y compris elle-même, ce qu'elle refuse de regarder en face car, comme l'ont établi les marxistes, « aucune classe dominante n'a quitté le pouvoir sans qu'une autre classe ne l'en ait chassée ». Et le prolétariat devra chasser la bourgeoisie s'il ne veut pas périr avec. Grandes phrases que tout cela ? Au lecteur de juger.

Dans un premier temps, c'est-à-dire pendant la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie américaine s'est construite une forteresse militaire pour les raisons militaires de sa domination dans le monde. En 1985, l'arsenal militaire de la bourgeoisie américaine se composait pour partie de la manière suivante :

— La Marine possède 14 porte-avions embarquant plus de 6 000 hommes et 90 appareils chacun. La puissance de chacun de ces porte-avions est au moins égale à celle de toute la Marine française. La construction d'un porte-avion aujourd'hui coûte environ 10 milliards de dollars. A titre de comparaison, le budget de la France en 1986 est un peu supérieur à 100 milliards de dollars.

— Pour équiper ses porte-avions, la Marine a commandé 1 500 chasseurs F-18 pour un coût total de 39,7 milliards de dollars (20).

— La Marine possède déjà 300 F-14 ayant coûté 35,8 milliards de dollars à l'achat. Ces F-14 peuvent lancer leurs charges nucléaires à plus de 200 km. Les porte-avions transportent 1 450 avions de combat, 160 hélicoptères (21).

— Chaque sous-marin Trident II coûte, à l'achat, 28 milliards de dollars. Chacun des sous-marins SS-688

(20) Business Week, 29 novembre 1982, p. 71

(21) INSED, L'Année stratégique, Ed. Maritimes d'Outre-Mer, 1985, p. 141

coûte, à l'achat, 28 milliards de dollars. Chacun des sous-marins SS-688 coûte quant à lui 24,2 milliards de dollars. La Marine possède 95 sous-marins d'attaque et 37 sous-marins équipés de 640 missiles balistiques. Les sous-marins sont équipés de 5 536 têtes nucléaires.

— L'Armée de l'Air est en train d'acquérir cent bombardiers B-1B pour un coût total de 30 milliards de dollars. Elle possède déjà 328 bombardiers nucléaires transportant 2 520 ogives nucléaires.

— Elle dispose déjà de 766 chasseurs F-15 qu'elle a achetés pour 40,5 milliards de dollars et de 584 chasseurs F-16 coûtant 42 milliards de dollars. Elle possède 4 000 avions de combat.

— Elle dépense aujourd'hui 10,6 milliards de dollars pour obtenir 50 avions cargos C5B alors qu'elle possède déjà 70 avions cargos C-5-A qu'elle a modernisés pour un milliard de dollars (22).

— Le nombre total de missiles intercontinentaux installés aux Etats-Unis s'élèvent à 1 040 dont 26 Titan-II, 450 Minuteman II, 550 Minuteman III. En 1985, 40 MX ont remplacé des missiles plus âgés. Les missiles transportent 2 118 ogives nucléaires.

— L'Armée de Terre n'est pas en reste avec l'acquisition de 2 833 tanks M1 pour 19,5 milliards de dollars.

— Les 2 200 missiles anti-aériens Patriot et leurs lanceurs coûtent 1,3 milliard de dollars.

— L'achat d'hélicoptères AH-64 lui revient à 4,2 milliards de dollars, le programme total s'élevant à 7,4 milliards de dollars.

— Pour ses transports, l'Armée de Terre a acheté 129 hélicoptères UH-60A en 1979 pour 2,8 millions de dollars, 145 en 1980 pour 2,4 millions de dollars, 80 en 1981 pour 6,4 millions de dollars, 96 en 1982 pour 6,8 millions de dollars, 96 en 1983 pour 5,8 millions de dollars, 84 en 1984 pour 5,15 millions de dollars, et

78 en 1985 pour 6,4 millions. Le programme s'élève quant à lui à 7,7 milliards de dollars.

— Les véhicules d'infanterie de combat coûtent quant à eux 270 588 dollars chacun, le programme s'élève à 13,4 milliards de dollars.

Nous avons exposé ici quelques programmes d'armement qui forment le cœur de la production d'armement aux Etats-Unis. Cette description serait plus qu'insuffisante si on ne mentionnait pas les 26 000 têtes nucléaires que les Etats-Unis possèdent depuis des décennies. L'arsenal de la France se compose de 500 têtes nucléaires (23).

En 1982, le Ministère de la Défense des Etats-Unis, communément appelé le Pentagone, était en train d'acquérir pour 500 milliards de dollars d'armement. Les achats qui s'étaient sur plusieurs années et qui se succèdent de façon permanente, s'élevaient en 1985 à 750 milliards de dollars.

Au milieu des années 80, voici une vue très partielle de ce qu'est la place de l'économie d'armement.

— Le budget du Pentagone en 1986 est de 313,7 milliards de dollars (24).

— La moitié de ce budget est consacrée à l'achat de biens et services à l'industrie. Les achats de biens et services de la firme Exxon « première » entreprise américaine en 1980 étaient inférieurs de 33 % à ceux du ministère de la Défense des Etats-Unis qui est donc la première entreprise industrielle et financière dans le monde capitaliste avec des achats s'élevant à 153,3 milliards de dollars en 1980 (25).

— Le Pentagone, c'est 30 000 fournisseurs et leurs 100 000 sous-traitants.

(22) Philippe Grasset, *La Puissance des militaires des USA*, Bordas, 1981, p. 184

(23) SIPRI, *Yearbook 1985*

(24) *Economic Report of the President, 1986*

(25) Robert de Grasse, *Military Expansion, Economic Decline*, LEP 1983, p. 25

— Le Pentagone, c'est 1 010 000 hommes en armes et 1 019 000 civils soit 80 % des employés de l'Etat fédéral.

— Le Pentagone, c'est 1,2 million d'emplois dans l'industrie. C'est 69,5 % des ouvriers affectés à la production dans les quinze premières industries fournissant le Pentagone.

— Le Pentagone, c'est 26 000 spécialistes passant 15 millions de contrats avec l'industrie en 1985, soit 7 500 contrats à l'heure. 2 000 contrats sont modifiés par an soit 1 à l'heure.

— Le Pentagone, c'est 16,2 millions d'hectares, soit la superficie de l'Etat de New-York.

— Le Pentagone, c'est 350 radios et télévisions dans le monde, 50 films, 8,5 millions de publications, 400 000 posters par an, 1 500 journaux (26).

— Le Pentagone, c'est aussi, soit dit en passant, 8 663 médailles accordées par l'armée après sa « victoire » à Grenade pour 7 000 combattants sur le terrain !

Ces chiffres indiquent que l'industrie d'armement des Etats-Unis n'a pas essentiellement une signification « militaire ». Dans la mesure où le Pentagone possède de quoi détruire plusieurs centaines de fois la planète, tout armement supplémentaire ne peut renforcer les capacités militaires des Etats-Unis. Ce phénomène,

nommé « overkill » par les Américains, existe depuis les années 50. Nous irons même jusqu'à affirmer que l'industrie d'armement contribue aujourd'hui à affaiblir la position militaire des Etats-Unis, pour autant que celle-ci puisse être affaiblie.

Sans pouvoir entrer dans tous les détails, dans le cadre de cet article, nous expliquons cette situation par le fait que la bourgeoisie américaine, ne pouvant répondre aux problèmes politiques et économiques croissants par des solutions politiques et économiques, s'en remet à des solutions militaires.

Cela ne veut pas dire que les combinaisons politiques en tout genre, les différentes mesures économiques prises n'ont plus de sens. Par contre, il est certain qu'aucun de ces palliatifs ne règle les problèmes historiques en jeu.

Et comme les solutions militaires ne peuvent satisfaire, à l'échelle de l'histoire, les problèmes politiques issus d'un mode de production qui a fait son temps, la bourgeoisie américaine poursuit sa course en avant. Elle satisfait ses besoins militaires comme quelqu'un qui satisferait sa soif en buvant de l'eau salée.

De 1946 à 1981, le Pentagone a dépensé officiellement 2 001 milliards de dollars. De 1981 à 1988, 2 089 milliards de dollars ont été programmés par le Pentagone (27).

UN VOLANT D'ENTRAÎNEMENT DESTRUCTEUR

Derrière les chiffres que nous venons de présenter se cache une réalité peu connue. Cette réalité, c'est la place du Pentagone dans l'économie américaine et plus particulièrement dans l'industrie américaine.

Nous avons vu que le Pentagone constituait la plus grande entreprise industrielle dans le monde capitaliste

et sans doute dans le monde tout entier.

Les liens du Pentagone avec

(26) Seymour Melman, *The Pentagon Capitalism*, Mc Graw Hill, 1970

(27) Seymour Melman, *Profit without Production*, p. 148

l'industrie s'expriment à travers l'industrie aérospatiale, l'électronique, l'artillerie et la production de missiles.

Mais ce volant d'entraînement de l'industrie n'en est pas moins un volant d'entraînement qui contribue au déclin de l'économie américaine, et ceci sous deux angles.

L'industrie

Le Pentagone, par ses commandes militaires à l'industrie parvient de moins en moins à maintenir l'emploi. Ainsi, en 1977-1978, le nombre d'emplois perdus à cause des dépenses militaires s'élevait à 1 015 000. Cela s'explique par ce qu'on appelle aux Etats-Unis la « doctrine de la qualité ». Le Pentagone exigeant des firmes qu'elles produisent mieux, celles-ci doivent produire moins. L'augmentation du coût des armements américains est telle que le Pentagone se voit obligé, malgré toute sa bonne volonté, de réduire le nombre d'armements produits.

Ainsi, le prix des chasseurs est multiplié par trois tous les 20 ans. Il a été établi que sur la base de la tendance 1950-1980, l'Armée de l'Air et la Marine, avec la même tendance pour leur budget, ne pourraient se payer qu'un seul avion chacune avec tout leur budget en 2020.

L'Armée de terre américaine dépense la même somme pour ses tanks en 1951 et 1983, soit 2 milliards de dollars 1983. Mais le nombre de tanks produits est passé de 7 000 à 700, soit 90 % de moins. En 1951, le Pentagone achetait 6 300 chasseurs pour 7 milliards de dollars 1983, contre 332 en 1984 pour 11 milliards de dollars 1983, soit 95 % de moins (28). Or, moins le Pentagone achète, plus il achète cher.

Cela veut dire que malgré une augmentation du budget militaire par

Reagan, l'activité des entreprises d'armement ne suit pas. En effet, les budgets du Pentagone sous l'administration Reagan sont les plus élevés que les Etats-Unis aient jamais connus depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans le même temps, l'industrie d'armement voit la valeur des commandes s'accroître (29).

Mais cette industrie emploie relativement de moins en moins d'ouvriers comme nous l'avons vu plus haut. En effet, de 1981 à 1983 par exemple, l'industrie d'armement aux Etats-Unis a utilisé moins de matériel, c'est-à-dire moins de produits sidérurgiques, moins d'aluminium (30).

Cela permet ainsi aux entreprises de livrer plus rapidement au Pentagone, à ses fournisseurs ce genre de produits. Par contre, les délais s'allongent pour la livraison de produits plus sophistiqués comme les systèmes électroniques de protection ou les sonars (31).

La sophistication de plus en plus grande des armements amène à un manque de personnel qualifié dans l'industrie militaire et par conséquent dans l'ensemble de l'industrie américaine.

Cette tendance s'exprime dans l'ensemble de l'industrie d'armement dans la baisse générale de l'activité de cette industrie même si son chiffre d'affaires augmente beaucoup. Par ailleurs, le déclin de l'ensemble de l'industrie américaine

(28) Ronald Fox, Harvard Business Review, septembre 1984

(29) Robert de Grasse, Military Expansion, Economic Decline. CEP 1983, p. 161

(30) De Grasse, op. cit., p. 168

(31) De Grasse, op. cit., p. 169

Les industries dans l'économie d'armement

Industrie	1 1979	2 1979-1985	3 1973-1979	4 1979-1985	Stagnation	Expansion	Total
Subventions par le Pentagone :							
Missiles	71,0 %	127 %	- 15 %	86 %	20 %		
Tanks	78,1 %	104 %	65 %	83 %	28 %		
Aviation	84,1 %	49 %	NA	67 %	67 %		
Croissance rapide :							
Métaux non-ferreux	18,0 %	68 %	33 %	25 %	1 %	35 %	36 %
Equipement électrique	3,6 %	422 %	188 %	83 %	19 %	87 %	106 %
Semi-conducteurs	9,5 %	75 %	196 %	76 %	10 %	96 %	106 %
Equipement scientifique	23,5 %	44 %	11 %	52 %	15 %		
Equipement radio et TV	44,8 %	65 %	52 %	33 %	22 %		
Stagnation							
Munitions légères	25,4 %	226 %	- 19 %	82 %	72 %	0 %	72 %
Machines outil	6,1 %	81 %	21 %	35 %	27 %	44 %	71 %
Instruments de mesure électrique	5,6 %	76 %	56 %	34 %	18 %	(c)	(c)
Production de Charbon, Graphite	6,1 %	68 %	52 %	20 %	5 %	26 %	31 %
Pièces détachées d'aéronautique	42,3 %	49 %	7 %	33 %	41 %	0 %	41 %
Optique et lentilles	21,6 %	118 %	186 %	53 %	19 %	(c)	(c)
Importations nécessaires :							
Produits électro-métallurgiques	4,9 %	24 %	- 10 %	- 19 %	5 %	- 32 %	- 27 %
Fusion et raffinage du plomb	6,2 %	83 %	- 22 %	12 %	10 %	- 14 %	- 4 %
Fusion et raffinage du zinc	9,0 %	45 %	- 24 %	- 5 %	9 %	- 49 %	0 %

1 : Output utilisé par le Pentagone

2 : Croissance dans l'output utilisé par le Pentagone

3 : Croissance dans l'output total

4 : Capacité de production

oblige le Pentagone à importer une part croissante de produits manufacturés.

On comprend mieux dans ces conditions que les investissements en capitaux fixes aient considérablement baissé, ce qui se répercute sur l'ensemble de l'économie américaine. L'industrie d'armement employant un nombre toujours plus grand de personnes toujours plus

qualifiées, l'effet sera double sur l'économie : un manque de personnel compétent et un chômage plus grand parmi la main d'œuvre moins qualifiée.

Et parce que l'industrie militaire a pompé des sommes colossales de capitaux dans les années précédentes, l'industrie civile sera bien incapable de faire face à la croissance du chômage. Le volant d'entraînement

commence à épuiser ses possibilités d'intervention dans l'économie.

L'autre aspect de la manière dont l'industrie d'armement détruit l'éco-

nomie américaine, est la vétusté de l'infrastructure de l'économie américaine.

UNE INFRASTRUCTURE VÉTUSTE

A la fin des années 1970, sur les 67 200 km d'autoroutes américaines, 5 000 devaient être reconstruits ainsi que 13 ponts, car ils avaient dépassé leur durée d'utilisation. Chaque année, 3 200 km doivent être reconstruits. Sans prendre en compte les 75 milliards de dollars nécessaires à la construction des derniers 2 400 km du réseau d'autoroutes inter-Etats qui n'ont toujours pas été mis en place ; le coût de la remise en état de tout le réseau s'élève à 700 milliards de dollars pour les années 1980. Cette somme est supérieure à tous les investissements publics réalisés par l'Etat tout au long des années 1970.

Aujourd'hui, un pont sur cinq aux Etats-Unis doit être reconstruit. Sur les 33 milliards de dollars que le ministère des Transports estime nécessaires pour leur réhabilitation, seul 1,3 milliard de dollars ont été débloqués en 1981.

La distribution d'eau pour les 756 agglomérations de plus de 50 000 habitants va engendrer dans les vingt prochaines années une dépense de 75 à 110 milliards de dollars pour son entretien. Et 25 milliards de dollars dans l'immédiat sont nécessaires.

La seule ville de New-York a un besoin immédiat de 40 milliards de dollars de 1980 à 1989 pour maintenir son infrastructure qui tombe en ruine. Cela concerne notamment : 2 aqueducs, 9 920 km de rues goudronnées, 9 600 km d'égoûts, 6 700 voitures de métro, 4 500 bus, 25 000 acres de parcs, 17 hôpitaux, 19 campus universitaires, 950 écoles, 200 bibliothèques, des centaines de pos-

tes de police et de casernes de pompiers, un tunnel plus large pour la distribution d'eau, plusieurs réservoirs, 9 600 km de conduites d'eau. La ville ne consacra que 1,4 milliard de dollars par an à son infrastructure. Comme on le voit, les alligators qui prospèrent dans les réservoirs d'eau de New-York n'ont pas à s'inquiéter.

Cette détérioration s'explique en partie par le pillage des régions les plus industrialisées des Etats-Unis par l'Etat fédéral qui a investi les sommes ainsi obtenues dans l'industrie d'armement. Ainsi, en 1979, l'Etat fédéral a reçu 12 milliards de dollars de plus sous forme d'impôts qu'il n'en a dépensés dans l'Etat de New-York (32).

Alors que toute l'infrastructure essentielle à la survie du pays sombre lentement, la bourgeoisie américaine dépense moins aujourd'hui pour cette infrastructure qu'en 1965. En 1977, ces investissements s'élevaient à 31 milliards de dollars constants contre 38,6 milliards de dollars en 1965, soit une baisse de 21 %. Le rapport était de 140 dollars par habitant en 1977, contre 198 dollars en 1965, soit une baisse de 29 %.

Nous pourrions remplir des pages et des pages décrivant ce pourrissement de tout ce qui constitue l'armature économique et sociale de la première puissance industrielle capitaliste. Il n'est d'ailleurs nullement nécessaire d'aller jusqu'à Mexico pour découvrir les bidonvilles, il suf-

(32) S. Melman, Profit without Production, p. 231

fit de se « promener » dans New-York ou dans Washington D.C.

Si nous avons vu en quoi l'industrie militaire soutenait l'industrie civile, nous mesurons ici combien cette même industrie a joué pleinement son rôle dans la destruction systématique de l'économie américaine.

Nous avons indiqué que de 1946 à 1980, les budgets du Pentagone s'élevèrent à 2 001 milliards de dollars. En 1975, la richesse nationale des Etats-Unis s'élevait à 4 302 milliards de dollars. Il s'agit de la valeur de tout ce que l'homme a produit et conservé depuis qu'il vit aux Etats-Unis. La valeur de la terre n'est donc pas prise en compte. Les budgets du Pentagone, accumulés de 1946 à 1980 représentent donc 46 % environ de la richesse nationale américaine. N'oublions pas que ces budgets totaliseront 2 081 milliards de dollars de 1981 à 1988.

L'économie d'armement recèle une contradiction en tant que sous-pape de sûreté et force destructrice du capitalisme qui pousse la bourgeoisie dans sa fuite en avant. Celle-ci s'accroche à son économie qui n'est plus qu'une économie d'armement en poursuivant dans cette voie sans issue. De 1960 à 1978, pour 100 dollars de capitaux que la bourgeoisie a investis dans l'industrie civile, elle investissait 52 dollars dans l'industrie militaire. Ces 52 dollars passeront à 87 dollars à la fin des années 80.

Cette course de la bourgeoisie montre qu'elle ne fait que chevaucher des forces infernales qu'elle a créées mais qu'elle ne maîtrise plus depuis longtemps. C'est pourquoi les économistes bourgeois sont obligés de travestir quotidiennement la réalité, notamment par une mesure monétaire comme le Produit National Brut qui masque fort bien la nature des investissements, les con-

ditions réelles de l'industrie, l'état du pays.

Mais il fallait bien justifier ce développement de l'industrie d'armement. Les économistes bourgeois ont mis en avant le « keynésianisme militaire », argumentation favorite des politiciens à la tête du Pentagone avec Mac Namara au début des années 1960. Ils voulaient faire croire que la bourgeoisie maîtrisait son économie en maintenant l'emploi par des dépenses publiques appropriées, les dépenses militaires y jouant un rôle majeur.

Comme d'habitude, les marxologues en tous genres se sont jetés sur ce leurre et aujourd'hui encore ils nous racontent que par un savant dosage d'allocations de ressources dans l'industrie d'armement, le capitalisme aurait trouvé des débouchés afin de combattre la tendance à la baisse du taux de profit. Autant dire à un malade frappé du cancer au plus haut degré que la morphine, faisant disparaître momentanément certaines douleurs, le guérira.

L'économie d'armement n'est que la forme de putréfaction prise par l'impérialisme. Il s'agit de la façon dont se poursuit l'agonie du capitalisme et non pas un renouveau, une cure de jeunesse. Que cette agonie paraisse longue à certains, elle ne l'est nullement à l'échelle de l'histoire. Qu'elle aille jusqu'à son terme, c'est une toute autre affaire.

QUELLE ISSUE

Nous avons défini brièvement les modalités d'un processus qu'on peut qualifier de processus d'autodestruction du capitalisme américain. Le petit-bourgeois invétéré, piaffant d'impatience, nous demandera en ingurgitant sa dernière bouchée de croissant au beurre : mais à quand la destruction finale ?

Ce type de question évacue *de facto* la lutte de classe. C'est l'homme qui fait sa propre histoire. Ainsi, malgré les attaques de plus en plus féroces menées par la bourgeoisie contre le prolétariat des Etats-Unis, celle-ci est très loin d'avoir accompli ses objectifs.

Le prolétariat américain a résisté à toutes les attaques de la bourgeoisie, il a livré de grands combats. La bourgeoisie américaine a dû se contenter de rogner les acquis de la classe ouvrière, d'affaiblir les syndicats sans être capable d'aller au bout de ses plans. Si la classe ouvrière américaine a vu ses conditions d'existence se détériorer, son potentiel de combat n'a, pour ainsi dire, pas été entamé.

Ce que la bourgeoisie américaine a arraché à la classe ouvrière est insignifiant en regard de ce que la bourgeoisie considère comme nécessaire.

La résistance de la classe ouvrière est la principale raison du fait que depuis 1965 les dépenses sociales de l'Etat fédéral augmentent plus vite que les dépenses militaires. De 1953 à 1984, la part des dépenses militaires dans les dépenses de l'Etat fédéral est tombée de 86,9 % à 55 % (33). D'une certaine manière, plus les dépenses militaires augmentent, plus les dépenses sociales de l'Etat fédéral augmentent également.

Il faut bien sûr différencier les dépenses sociales. Les retraites résistent beaucoup mieux que l'éducation par exemple. La part des dépenses de santé dans le budget fédéral est passée de 4,2 % à 12,6 % en 1983 et devrait atteindre 15,3 % en 1995.

Dans le même temps, la part des dépenses publiques de santé dans les dépenses nationales de santé est passée de 14 % en 1965 à 29,1 % en 1983 et devrait atteindre 31,4 % en 1995. On voit ici le rôle joué par la

mise en place du programme de santé Medicare en 1965 et que la classe ouvrière a réussi à préserver. De 1965 à 1984, la part des dépenses de santé dans le Produit National Brut s'est accrue de 6 à 10 % et en représentera 12,5 % en 1995.

On peut aussi indiquer que le nombre croissant de chômeurs pèse sur le budget de l'Etat fédéral.

Mais ce qui est le plus important, c'est que la bourgeoisie n'a pu liquider les grandes conquêtes de la classe ouvrière des années 1930, 1940 et 1960. la bourgeoisie n'a pu prendre que des demi-mesures. Ne pouvant faire payer à la classe ouvrière tout le prix de son parasitisme, la bourgeoisie s'est jetée dans l'abîme du déficit. Ce phénomène constitue une véritable poudre au cœur même de la citadelle impérialiste.

Le 24 février 1985, le Trésor américain publiait le bilan de l'année 1983 de l'Etat fédéral. Le passif de l'Etat fédéral américain était supérieur aux actifs de 3 465 milliards de dollars. En 1983, le déficit du budget de l'Etat fédéral était supérieur au Produit National Brut des Etats-Unis (3 300 milliards de dollars en 1983).

Mais la bourgeoisie se ment à elle-même. D'une part, elle ne compte pas la valeur de 700 millions d'arpents que possède le gouvernement fédéral. D'autre part, le premier actif en valeur dont dispose l'Etat fédéral est la quincaillerie militaire évaluée à 292 milliards de dollars. Le deuxième actif en valeur sont les prêts accordés par l'Etat fédéral qui s'élèvent à 221,5 milliards de dollars. C'est-à-dire que les deux premiers actifs de l'Etat fédéral sont en fait fictifs.

Mais ces tours de passe-passe ne sont rien en comparaison des 4 300 milliards de dollars de garanties de prêts, de crédits, d'engagements de toutes sortes que l'Etat fédéral ne

(33) De Grasse, op. cit., pp. 224-231

compte même plus dans son budget. Cela ne l'empêche pas de payer chaque année des intérêts sur sa dette dont le montant est supérieur au budget annuel de la France. Ainsi, en 1986, l'Etat fédéral paiera 142 milliards de dollars d'intérêts sur sa dette, tandis que le budget annuel de la France est à peine supérieur à 100 milliards de dollars.

De 1865 à 1977, l'Etat fédéral a accumulé une dette de 1 438 milliards de dollars. De 1977 à 1983, cette dette est passée à 3 466 milliards de dollars. C'est-à-dire que la dette publique a augmenté de 12,8 milliards de dollars chaque année avant 1977 et de 338 milliards de dollars de 1977 à 1983, soit 24,6 fois plus vite. C'est ce qu'on appelle la fuite éperdue de la bourgeoisie.

Et encore, nous ne prenons que les chiffres du Trésor car en 1983, la dette réelle de l'Etat fédéral n'est pas de 3 465 milliards de dollars mais de 7 765 milliards de dollars.

Rappelons qu'aujourd'hui, la dette totale, publique et privée, de tous les pays pauvres, s'élève tout au plus à 1 000 milliards de dollars, une bagatelle au nom de laquelle la bourgeoisie américaine veut saigner les peuples opprimés en agitant le spectre de l'effondrement du système monétaire international qu'elle « maîtrise » tout autant sinon mieux que son propre système monétaire.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas marche à la dislocation du système monétaire international mais que celle-ci procède essentiellement de la marche à la dislocation du système monétaire aux Etats-Unis mêmes. Si, comme l'a expliqué la résolution internationale du Conseil général de 1982 de « IV^e Internationale (CIR) », le système monétaire international a ses propres caractéristiques et ses propres déterminations qui se sont répercutées au sein même des Etats-Unis, ces derniers contribuent pour la plus grande part à ce processus de dislocation.

La classe ouvrière américaine a résisté vaillamment à l'assaut mené par la bourgeoisie. Il n'en sera que plus dure pour cette dernière de mener avec succès son offensive, conjuguée avec celle de la bourgeoisie européenne, contre le prolétariat européen, offensive déclenchée quelques années après celle lancée aux Etats-Unis. Le sort de la classe ouvrière européenne est en ce sens étroitement lié à celui de la classe ouvrière américaine, facteur essentiel du développement de la lutte des classes internationale. De même, les combats des travailleurs du monde, les luttes des peuples opprimés par l'impérialisme sont un facteur essentiel des développements politiques américaine. C'est à elle qu'appartient l'avenir.

H. VERDIER

Les récents développements de la situation en Pologne, nous conduisent à publier dans ce numéro de LA VERITE la résolution du Conseil Général de la IV^e Internationale - CIR adoptée en juin 1980. Depuis cette date la situation en Pologne a non seulement évolué, et si les faits sont venus confirmer l'axe de notre analyse, qui distingue dans la marche des événements le rôle déterminant du prolétariat et des masses laborieuses regroupées autour de Solidarnosc, ils constituent également des éléments nouveaux dont il est nécessaire d'évaluer la portée internationale.

Aussi, en introduction à cette résolution elle-même, nous rappellerons les grandes lignes des événements politiques de ces derniers mois.

de certains secteurs, mais qu'il n'y a pas de marchés à la disposition des systèmes monétaires internationaux, mais que celle-ci n'est pas essentielle pour le développement de la discipline du système monétaire international. Les mêmes 22, comme l'explique la résolution internationale, sont le résultat de 1981 de la Conférence Générale de l'IMF et de la Conférence (CGR) du système monétaire international. Les principes de caractère général et les principes de nature internationale se sont répandus au cours de la dernière décennie au sein même des États-Unis, mais dans une certaine mesure, ils ont été introduits par les grandes puissances occidentales de la discipline. La classe ouvrière américaine a résisté vigilement à l'assaut mené par la bourgeoisie. Il n'a pas été plus dur pour cette dernière de mener, avec succès, son offensive, conjuguée avec celle de la bourgeoisie européenne, contre le protectionnisme américain déclinant. Les classes ouvrières américaines ont été classées en tant que classe de la lutte des classes internationale. De même, les combats des travailleurs du monde entier ont été classés en tant que lutte des classes internationale. C'est à elle qu'appartient l'avenir de la discipline.

H. VARDIAK
 Les classes ouvrières américaines ont été classées en tant que classe de la lutte des classes internationale. De même, les combats des travailleurs du monde entier ont été classés en tant que lutte des classes internationale. C'est à elle qu'appartient l'avenir de la discipline.

compte même plus dans son budget. Cela ne signifie pas que les dépenses de l'État fédéral ont augmenté, mais que les dépenses de l'État fédéral ont augmenté. En 1981, l'État fédéral a dépensé 221,5 milliards de dollars, soit 24,6 fois plus que les dépenses de l'État fédéral en 1960. Les dépenses de l'État fédéral ont augmenté de 12,2 milliards de dollars, chaque année, avant 1977 et de 18 milliards de dollars par an après 1977. Les dépenses de l'État fédéral ont augmenté de 12,2 milliards de dollars, chaque année, avant 1977 et de 18 milliards de dollars par an après 1977. Les dépenses de l'État fédéral ont augmenté de 12,2 milliards de dollars, chaque année, avant 1977 et de 18 milliards de dollars par an après 1977.

Et encore, nous ne devons pas oublier que les chiffres du Trésor, en 1981, la dette fédérale, à la fin de l'année, est de 1 000 milliards de dollars, soit 10 fois plus que la dette fédérale en 1960. Les dépenses de l'État fédéral ont augmenté de 12,2 milliards de dollars, chaque année, avant 1977 et de 18 milliards de dollars par an après 1977. Les dépenses de l'État fédéral ont augmenté de 12,2 milliards de dollars, chaque année, avant 1977 et de 18 milliards de dollars par an après 1977.

Mais ces deux milliards de dollars ne sont rien en comparaison des 400 milliards de dollars de garanties de prêts, de crédits, d'engagements de toutes sortes que l'État fédéral ne

SUR LA REVOLUTION POLITIQUE EN POLOGNE

PAR L. GAUTHIER

Les récents développements de la situation en Pologne, nous conduisent à publier dans ce numéro de LA VERITE la résolution du Conseil Général de la IV^e Internationale - CIR adoptée en juin 1986. Depuis cette date la situation en Pologne a non seulement évoluée, et si les faits sont venus confirmer l'axe de notre analyse, qui distingue dans la marche des événements le rôle déterminant du prolétariat et des masses laborieuses regroupées autour de Solidarnosc, ils constituent également des éléments nouveaux dont il est nécessaire d'évaluer la portée internationale.

Aussi, en introduction à cette résolution elle-même, nous rappellerons les grandes lignes des événements politiques de ces derniers mois.

« *La libération des prisonniers politiques constitue un fait important... Nous considérons que le rétablissement du pluralisme syndical et du pluralisme des associations, la possibilité faite à Solidarnosc — repoussé dans la clandestinité — d'agir au sein des entreprises, sont une question incontournable si l'on souhaite vraiment améliorer la situation dans le pays... C'est dans ce but que je constitue un conseil provisoire du syndicat Solidarnosc* » a annoncé L. Walesa le mardi 30 septembre 1986.

Ce "conseil provisoire du syndicat Solidarnosc", qui a pour but avoué d'agir au grand jour pour le rétablissement de **Solidarnosc** est constitué de Bujak, Borusewicz, B. Lis, Frasyniuk, Piniór, Jedynak et Palubicki tous d'anciens prisonniers politiques récemment libérés ou "clandestins".

C'est, à l'évidence, une nouvelle étape du combat des travailleurs polonais qui s'ouvre.

LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES

« *Après l'annonce par le ministre de l'Intérieur polonais, le général C. Ryszczak, que tous les prisonniers politiques en Pologne devaient être libérés à la date du 15 septembre, tous les principaux dirigeants de Solidarnosc et de l'opposition démocratique ont été remis en liberté. Cet événement d'une importance majeure et sans précédent est la preuve la plus éclatante que Solidarnosc vit, malgré les conditions difficiles.*

L'extraordinaire poussée des travailleurs et du peuple de Pologne en 1980, qui a amené la construction de Solidarnosc reste encore dans l'esprit de la société toute entière : c'est pour cela que le gouvernement a dû reculer et libérer les prisonniers politiques » (Déclaration du Secrétariat International de la IV^e Internationale-CIR sur la libération des prisonniers politiques en septembre 1986).

C'est une démonstration flagrante de l'échec de Jaruzelski : lorsque le 13 décembre 1981 soutenu par le Kremlin et bénéficiant de la complicité de Reagan il décrète l'état de guerre, son objectif est clair : détruire **Solidarnosc**. A cette fin, la

bureaucratie stalinienne ne lésine pas sur les moyens ; emprisonnements, tortures, enlèvements, assassinats. Mais plus de 5 ans après un constat s'impose : certes Jaruzelski a porté des coups à la révolution, certes **Solidarnosc** est interdit, réduit à la clandestinité et doit combattre dans des conditions difficiles, mais la Pologne n'est pas "normalisée", et **Solidarnosc** n'est pas détruit. Les travailleurs polonais se reconnaissent toujours dans **Solidarnosc** et ont combattu sans relâche pour la protection et la libération des dirigeants du syndicat.

La bureaucratie stalinienne a échoué dans la voie de la "normalisation". Tel est l'aveu qu'elle vient de faire en libérant les prisonniers politiques.

Les "spécialistes" occidentaux relayant, certes à leur manière, mais complaisamment leurs "collègues" de l'Est ont bien cherché à expliquer que s'ouvrirait pour la Pologne une "issue" et qu'avec la libération des emprisonnés Jaruzelski démontrait la "stabilisation" de son pouvoir et sa volonté de parvenir à une prétendue "réconciliation nationale". A l'inverse, nous pensons qu'incapable

de "normaliser" la Pologne, de détruire **Solidarnosc**, Jaruzelski cherche à aboutir à un accord avec

les forces attachées à la défense de l'"ordre" en Pologne et en Europe.

LA NECESSAIRE "ENTENTE NATIONALE"

De fait, dès les jours qui suivirent l'amnistie des prisonniers politiques commençait une vaste opération. Le même Kiszczak, qui annonçait quelques jours auparavant l'amnistie, déclara qu'il s'attendait à "*un soutien réel et actif de l'Eglise*" à la politique du gouvernement.

« *Il faut*, a-t-il ajouté, *que les églises comme Sainte-Brigitte à Gdansk, Saint-Stanilas à Varsovie, celle de Novahuta abandonnent leurs activités politiques contraires à la loi* ». D'autre part le général Kiszczek a estimé que « *l'attitude des pays occidentaux serait un test particulier quant à leur réalisme politique et quant à leur bonne volonté de développer des relations politiques et économiques normales avec la Pologne* ». En quelques phrases le ministre de l'Intérieur polonais plante ainsi le décor de la négociation d'ensemble qu'il proposait.

La réponse de la haute hiérarchie de l'Eglise (qu'il ne faut pas confondre avec la totalité du clergé) ne s'est pas fait attendre. Dès le 15 septembre elle a exprimé sa "satisfaction" et le souhait qu'apparaissent à la suite de cette amnistie "*de nouvelles conditions pour forger une véritable entente nationale, sans laquelle la Pologne ne pourra pas sortir de la crise*".

Car l'incapacité de la bureaucratie à normaliser la Pologne et à extirper **Solidarnosc** de la société polonaise a

conduit les sommets de la hiérarchie catholique et la bureaucratie stalinienne à chercher à conclure un accord pour qu'en échange de la libération des prisonniers politiques, une intense pression s'exerce pour faire accepter la loi de la bureaucratie aux dirigeants de **Solidarnosc** et, par leur biais, aux travailleurs polonais.

Quant à l'impérialisme, soucieux de la fragilité de la bureaucratie en place et des risques que son effondrement ferait courir à l'"ordre" mondial, il a toujours su faire preuve de "réalisme" envers Jaruzelski. En novembre 81, informé de l'imminence du coup d'Etat, Reagan n'en souffle pas mot, et depuis les facilités financières les plus variées ont été accordées à Jaruzelski, en contrepartie bien évidemment de la mise en œuvre des plans d'austérité pour les travailleurs polonais.

D'ailleurs, quelque jours avant l'ouverture du X^e congrès du POUP en juin 86, l'Eglise avait tenu à rappeler dans son hebdomadaire quelles étaient ses positions sur le "dialogue national" ; le cadre en était fixé par le primat Glemp qui déclarait : « *L'entente, c'est l'acceptation d'un modèle commun de la patrie dans les structures existantes de l'Etat, c'est-à-dire le respect des principes de l'Etat socialiste, mais en essayant de le rendre plus juste, plus démocratique, plus tolérant* ».

LE CONGRES DE LA RESTAURATION

Mais le congrès du POUP a montré les limites de cet ambitieux "dialogue" ; le journal *Le Monde*, tou-

jours très perspicace, écrivait à la veille de ce congrès :

« *M. Gorbatchev à Varsovie,*

M. Bujak en prison et la Pologne admise au FMI : on ne peut vraiment pas dire que le général Jaruzelski aborde dans de mauvaises conditions le dixième congrès du POUP qui s'ouvre dimanche 29 juin à Varsovie. N'a-t-il pas gagné sur tous les tableaux ? ».

Le même journal poursuivait :

« *La campagne précédant le congrès devra clore de manière irréversible la période qui a nui à l'unité du parti* » déclarait-il y a six mois Jaruzelski qui ajoutait « *notre objectif principal doit être de tenir ce congrès dans un paysage purifié* » ladite « *purification* » concluait *Le Monde* a été poursuivie avec la plus grande énergie jusqu'à « *ces tous derniers jours* ».

Tel était l'enjeu officiel du congrès du POUP, le « congrès de la restauration ». Or, à l'évidence, ce congrès n'a aucunement marqué la « restauration » souhaitée. Loin de démontrer son « unité » le congrès du POUP a en effet traduit l'incapacité de la bureaucratie polonaise à stabiliser la situation et, par là-même, à se stabiliser elle-même. L'hommage vibrant et ostensible qu'a rendu Gorbatchev à la tribune

du congrès exprimait d'ailleurs l'angoisse de la bureaucratie du Kremlin ; il soulignait : l'étroite coopération et l'alliance entre la Pologne et l'URSS, les deux plus grands pays socialistes d'Europe... Le socialisme disait-il, est actuellement une réalité internationale, une union d'Etats étroitement liés par des intérêts politiques, économiques, culturels et de défense. Les coups portés au régime socialiste, les tentatives lancées de l'extérieur pour l'affaiblir, pour arracher tel ou tel pays à la communauté socialiste sont une attaque non seulement contre la volonté d'un peuple, mais contre tout l'ordre de l'après-guerre et en fin de compte contre la paix ». La « paix » et « l'ordre de l'après-guerre » sont pour Gorbatchev l'« ordre » de Yalta et de Postdam que ni l'impérialisme, ni la bureaucratie stalinienne ne veulent voir remis en cause par le mouvement des masses pour leur émancipation. Mais à l'évidence l'appel de Gorbatchev s'adressait aux différentes couches et fractions de la bureaucratie polonaise déchirée par les contradictions internes et par la nécessité de faire des choix.

L'ENTREE DANS LE FMI

C'est d'ailleurs cette crainte commune qui a amené l'impérialisme à rééchelonner plusieurs fois la dette extérieure de la Pologne (30 milliards de dollars) et finalement à accepter l'entrée de la Pologne au FMI.

Toutefois la situation de la Pologne vis-à-vis de ses débiteurs occidentaux est si grave qu'Olechowski, conseiller du gouvernement polonais, a dû s'expliquer « *Le FMI n'ôtera pas le poids de l'endettement. Il peut seulement l'atténuer* ».

Dans un dossier publié par *Libération* on peut lire « *que les Polonais*

seraient tentés par l'adoption d'un véritable programme conjoint FMI/Banque mondiale, comme en Hongrie ou Roumanie. Ils pourraient alors obtenir sur la même période 5 à 6 milliards de dollars, peut-être plus vu leur endettement. En contrepartie le FMI et Banque mondiale sont en droit d'exiger une véritable réorganisation de l'économie ».

Mais l'auteur de l'article, s'appuyant sur les travaux d'un spécialiste de la Pologne G. Mink conclut : « *La Pologne peut-elle supporter plus de déflation et davantage*

d'austérité, conformément aux préceptes du "gendarme de la finance internationale" ? Les dirigeants polonais s'interrogent sur les risques de cette adhésion active mal vue par Moscou et les « durs » de l'appareil. « Outre la connotation idéologique explique Mink ce noyau dur qui prône une augmentation égalitaire du niveau de vie, permettra-t-il que le pays s'engage sur la voie de l'austérité accrue, de la restauration partielle des lois du marché et de l'inégalité sociale ? ».

C'est d'ailleurs le ministre de l'Economie qui indiquait que la participation au FMI « impliquait certaines contraintes, notamment dans le domaine de la consommation, et que la population pourrait le cas échéant être déçue ».

Ainsi que l'indique la « Tribune de l'économie » :

« Les hausses de prix continuent, le beurre, le pain et le lait ont augmenté de 11 % depuis 3 mois, les transports publics devraient augmenter de 15 à 20 % de même que le mazout et l'électricité. Vérité des prix ? Peut-être, mais jusqu'à présent la "réforme économique" n'a été perceptible pour l'homme de la rue qu'à travers la valse des étiquettes... Ce qui explique que la société polonaise craigne que le coût social de la réforme soit trop élevé. Une peur qui rejoint l'immobilisme des bureaucrates voyant d'un mauvais œil la perte potentielle de leur influence et les privilèges qui lui sont attachés. Ces deux facteurs, le gouvernement devra en tenir compte dans l'avenir. Mais la réforme reste indispensable... »

La pression de l'impérialisme pour une plus grande intégration au marché mondial ouvre la voie à de nouvelles attaques contre les masses laborieuses polonaises mais en même temps la bureaucratie par crainte de la résistance des masses (car les haus-

ses continues des prix n'ont pas brisé la résistance des masses qui sont allées parfois jusqu'à obtenir des salaires plus élevés que les salaires officiels) hésite, se divise sur la mise en œuvre d'une telle politique, bien qu'elle se montre incapable de résoudre le problème polonais sans l'aide politique et les crédits de l'impérialisme.

Tout en parlant de « réforme » et du règlement des problèmes économiques, de l'appel à la discipline du travail, la bureaucratie s'est avérée incapable de trancher lors de son congrès tandis que la situation économique se dégrade et que les oppositions en son sein demeurent vives. Rendant compte du X^e congrès du POUP, le correspondant du Monde écrivait :

« Fait sans précédent, les instances locales du parti ne seront "élues" qu'après le congrès, c'est-à-dire qu'elles seront directement l'émanation de l'équipe dirigeante constituée pendant le congrès ».

Le recours à de tels procédés est une nouvelle indication de la crise qui divise l'appareil et donc de l'impossibilité pour Jaruzelski de tenir le « congrès de la restauration ». Car l'obstacle essentiel demeure : **Solidarnosc** interdit est pourtant au centre de la discussion du X^e congrès du POUP. Le maintien d'une organisation indépendante, dans laquelle se reconnaissent les travailleurs qui résistent eux-mêmes contre la politique du pouvoir est la source des crises et divisions au sein du POUP qui rendent impossible la tenue d'un « congrès de la restauration ».

PAS DE LIBERTÉ SANS « SOLIDARITÉ »

Le 29 juin, jour de l'arrivée de Gorbatchev au congrès du POUP et lendemain du 30^e anniversaire des émeutes de 1956, se déroula à la fin d'une messe à Poznan une manifestation. Une banderolle « *liberté, justice et solidarité* » avait été déployé tandis qu'une partie de la foule restée sur place avait commencé à scander « *pas de liberté sans solidarité* » ; « *nous voulons Lech (Walesa) et non Wojciech (Jaruzelski)* » « *libérez Bujak et les prisonniers politiques* » un quart d'heure plus tard un cortège de 5 000 personnes s'était formé en dépit de la présence de nombreuses forces de police pour se diriger vers le monument aux morts de 1956 rapporte une dépêche de presse.

Une nouvelle fois la classe ouvrière indiquait les limites du pouvoir de Jaruzelski. Dans ces conditions, celui-ci n'avait guère d'autre issue que de rechercher avec le soutien de l'Eglise et de l'impérialisme un accord. D'où l'initiative prise lors du congrès du POUP de proposer la création d'une « commission consultative » afin d'organiser ce « dialogue national ». Ayant dû procéder à l'amnistie des prisonniers politiques la bureaucratie stalinienne tente naturellement d'en tirer tout le profit politique possible.

Le *Matin de Paris* du 2 septembre fournit les indications suivantes : « *Le très officiel secrétaire du Comité central du POUP, S. Ciosek vient d'être mandaté par Jaruzelski pour discuter avec quatre personnalités indépendantes proche du KIK club de l'intelligensia catholique. C'est la présence de Wielowieyski qui fait l'événement. Il était l'un des conseillers très influents de Solidarnosc... A l'origine de ces rencontres une initiative suscitée lors du congrès du POUP : une commission consul-*

tative auprès du Conseil d'Etat qui devait rassembler toutes les tendances de l'opinion publique "qui ne s'opposaient pas à la raison d'Etat". Du côté du pouvoir on laisse miroiter la possibilité d'une timide ouverture notamment sur le plan syndical. La possibilité d'autoriser la création de plusieurs syndicats dans certaines entreprises... Mais cette ouverture a un prix : les négociateurs ont déjà fait savoir qu'une déclaration de Walesa rompant avec l'opposition clandestine serait bienvenue... »

En un mot, la bureaucratie tente de morceler **Solidarnosc** en autant de syndicats d'entreprise afin de briser son cadre national et d'en finir avec l'organisation indépendante. Pour sa part, dès l'annonce de la libération des emprisonnés, Walesa a déclaré :

« *Si l'on ne permet pas l'existence d'une organisation, indépendante, les prisons se rempliront à nouveau sous peu. Nous devons resserrer les rangs, ne pas nous laisser diviser, cela d'autant plus que nous ne savons pas ce qui se cache derrière l'amnistie* ».

Les prisonniers sitôt libérés réaffirment leur attachement à **Solidarnosc** et au combat pour le rétablissement de sa légalité.

Et le 20 septembre dans le cimetière de Jasna-Goza 10 000 travailleurs se rassemblaient autour de Walesa. Le dimanche 21, ils étaient 50 000 à Czestochowa scandant les noms des dirigeants libérés, de B. Lis aux côtés de Walesa et Bujak. Des centaines de banderoles de **Solidarnosc** apparurent. « *nous n'avons pas peur de pouvoir* » disait celle des travailleurs de Nova-Huta.

Deux jours plus tard, s'est réunie la commission mixte qui regroupe des représentants du gouvernement et de l'Eglise. Une nouvelle fois

Jaruzelski propose la création d'un « comité consultatif » et déclare « toute tentative visant à résoudre le pluralisme syndical dans ses formes interdites anti-socialistes et destructrices est vouée à l'échec ».

La question centrale reste donc posée : la revendication de base qui unifie les aspirations et le combat des travailleurs et de la « société »

tout entière est l'exigence que **Solidarnosc** retrouve son existence légale. Et cela conditionne tout. N'est-ce pas le cardinal Guilbinowicz qui, devant les 50 000 personnes rassemblées à Czestochowa est amené à dire « sans organisation indépendante, la profonde crise politique et économique du pays ne pourrait être surmontée. »

LE CONSEIL PROVISOIRE DE SOLIDARNOSC

Le 30 septembre Walesa annonçait la formation d'un Conseil provisoire de **Solidarnosc**. Depuis une série de direction régionales de **Solidarnosc** sont en train de se reconstituer.

« Dès mardi, deux de ses membres (de la TKK) et qui se cachaient depuis des années Kulerski et Litynski, tous deux de Varsovie ont réapparu au grand jour et immédiatement annoncé la reconstitution d'une structure régionale du syndicat à Varsovie » (*Le Monde* 2 octobre) le lendemain se reconstituait avec Jedynak, un Conseil régional en Haute-Silésie...

A Moscou *La Pravda* a dénoncé en termes vigoureux la constitution du Conseil provisoire de **Solidarnosc** par « un petit groupe de gens qui tentent d'exploiter les mesures d'amnistie pour faire retomber le pays dans une atmosphère de désordre alimenté par les forces anti-socialistes ». Et à son tour, le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur a dénoncé ceux qui « à peine sorti de prison à la faveur de la récente amnistie tentent d'emblée de réchauffer leurs vieilles idées qui heurtent les principes de l'entente nationale... (mais) de profondes divisions se dessinent au sein de l'opposition... et on y distingue aussi des orientations réalistes. Nous allons à la rencontre de ceux qui

représentent ces conceptions en leur donnant la possibilité d'agir en tant que citoyen. »

Le 9 octobre, l'administration stalinienne a décrété « illégal » le Conseil provisoire qui constitue selon elle « un danger pour l'ordre public et la paix et n'a pas été enregistré comme le veut la loi. » Walesa a indiqué à l'AFP que les membres du Conseil provisoire ne feront pas appel de cette décision, car n'ayant jamais admis la dissolution de **Solidarnosc**, le Conseil provisoire n'est pas une organisation nouvelle et n'a donc pas à être enregistré.

Commentant cette déclaration, le correspondant du *Monde* écrit : « le pouvoir confirme qu'il n'est pas disposé à fermer les yeux sur une initiative qu'il considère comme un défi ouvert, lancé par des hommes dont le seul nom donne des démangeaisons aux dirigeants actuels. Le problème est que ces hommes existent et ne sont pas décidés à s'effacer, persuadés qu'ils sont de représenter les aspirations d'une bonne part de la société polonaise. Comme vient de le dire plaisamment A. Michnik « les marxistes ne devraient pas croire aux miracles et ce serait un miracle si Solidarnosc cessait tout d'un coup d'exister ».

A présent qu'ils ont multiplié les avertissements, les dirigeants polonais voient se rapprocher l'échéance

d'une décision lourde de conséquences. La logique propre du pouvoir et la pression de l'appareil du parti devraient conduire à une nouvelle phase de répression. Il se trouve que le général Jaruzelski (est) conscient des limites de ces méthodes auxquelles il a si régulièrement recouru... »

Toute la nouvelle étape de la situation en Pologne se concentre dans le nouvel affrontement qui se prépare. Comme l'indique A. Michnik : « *le pouvoir n'est pas en mesure de prendre des initiatives de réformes et y remédie en créant des institutions de faux semblants. De son côté, la société polonaise n'estime pas souhaitable de se lancer dans des actions*

de confrontation... C'est donc un état de guerre civile froide ».

La quasi-totalité des prisonniers politiques ont été libérés. La création du « Conseil provisoire de **Solidarnosc** » pose avec encore plus de force le rétablissement de **Solidarnosc** dans tous ses droits, ce qui demeure la volonté du peuple polonais. Le problème du pouvoir en Pologne comme produit de la lutte entre les masses et la bureaucratie est directement soulevé. La résolution du Conseil général de la IV^e Internationale analyse cette question fondamentale pour la marche à la révolution politique en Pologne.

L. Gauthier

DOCUMENT

RESOLUTION SUR LA REVOLUTION POLONAISE

(adoptée par le Conseil général de
la IV Internationale CIR)

La révolution polonaise est un événement politique mondial qui a eu lieu en Pologne en 1956. Elle a été le résultat de la lutte de la classe ouvrière polonaise contre le régime stalinien et le régime bureaucratique qui s'était installé en Pologne après la Seconde Guerre mondiale. La révolution polonaise a été un événement important dans l'histoire de la Pologne et de l'Europe de l'Est. Elle a permis à la Pologne de retrouver une certaine liberté politique et économique. Elle a également permis à la classe ouvrière polonaise de jouer un rôle plus actif dans la vie politique du pays. La révolution polonaise a été un événement qui a eu des répercussions importantes sur l'histoire de la Pologne et de l'Europe de l'Est. Elle a permis à la Pologne de retrouver une certaine liberté politique et économique. Elle a également permis à la classe ouvrière polonaise de jouer un rôle plus actif dans la vie politique du pays.

Cette situation est l'un des aspects les plus importants de la révolution polonaise. Elle a permis à la Pologne de retrouver une certaine liberté politique et économique. Elle a également permis à la classe ouvrière polonaise de jouer un rôle plus actif dans la vie politique du pays. La révolution polonaise a été un événement qui a eu des répercussions importantes sur l'histoire de la Pologne et de l'Europe de l'Est. Elle a permis à la Pologne de retrouver une certaine liberté politique et économique. Elle a également permis à la classe ouvrière polonaise de jouer un rôle plus actif dans la vie politique du pays.

I

Il est indispensable, pour un document de la IV^e Internationale (Centre International de Reconstruction) sur la révolution politique en Pologne, de partir de la signification internationale de la révolution polonaise et, dans ce cadre, de l'activité de défense de la révolution politique qui a été la nôtre, notamment depuis 1980.

Il apparaît donc indispensable, pour définir les tâches qui sont celles de la IV^e Internationale et de ses sections, de revenir sur l'analyse du moment présent de la situation en Pologne : où en est la révolution politique en Pologne ?

II

En effet, contre les affirmations de tous bords, il est essentiel de préciser une chose : la révolution polonaise vit toujours. Mais, bien que toujours vivante, elle a subi des coups importants. Au point de départ, il est nécessaire de saisir que la révolution polonaise concentre tous les problèmes mondiaux et par là ébranle tout le dispositif de la « coexistence pacifique ». Car l'incapacité de la bureaucratie du Kremlin d'écraser la révolution polonaise, le maintien de *Solidarité* qui concentre à la fois les acquis de la révolution polonaise et dans le même temps, le combat pour l'indépendance de classe à l'échelle internationale, entrent en contradiction avec la recherche, tant par l'impérialisme que par la bureaucratie, d'un accord sur la ligne du « statu quo » qui implique de « stabiliser » la situation en Pologne, car la révolution polonaise affaiblit la bureaucratie du Kremlin et nourrit sa crise, remet en cause l'un des piliers de « l'ordre » mondial. La révolution politique en Pologne est un facteur

direct de remise en cause de la bureaucratie stalinienne, principal obstacle au développement de la révolution mondiale. Sous cet angle, elle doit être analysée par nous comme le point actuellement le plus élevé de la révolution mondiale.

L'importance de la révolution polonaise s'exprime d'ailleurs clairement dans cette phrase d'un dirigeant soviétique : « *Le temps des grands sacrifices est loin. Le peuple (soviétique) acceptera de moins en moins les privations et nous ne voulons pas qu'une situation polonaise se crée chez nous dans 5 ou 10 ans.* »

La « situation polonaise », c'est-à-dire la perspective de l'affrontement avec le prolétariat, est pourtant une donnée incontournable de la crise de la bureaucratie du Kremlin. Et il ne s'agit plus d'une simple perspective : à seulement 1 000 km de Moscou, la révolution politique est en action, et elle concentre les problèmes communs à l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe, y compris l'URSS, d'autant plus qu'en se montrant incapable de régler la « situation polonaise », la bureaucratie approfondit sa propre crise, nourrissant le mouvement vers la révolution politique.

Aujourd'hui encore, la révolution polonaise n'a pas été vaincue, car *Solidarnosc* est interdit mais existe dans la clandestinité ; la bureaucratie du Kremlin, n'ayant pas été capable d'écraser le mouvement des travailleurs polonais (comme elle avait encore pu le faire en 56 en Hongrie ou en 68, dans des conditions différentes, en Tchécoslovaquie), ne peut renverser les rapports de force.

Cette situation est l'un des aspects majeurs des contradictions de la bureaucratie, confrontée à la résistance des masses non seulement en Pologne, mais également dans les autres pays de l'Est. Et c'est précisément pourquoi, comme nous l'avons

maintes fois souligné, l'impérialisme et la bureaucratie — avec bien entendu des contradictions multiples et majeures — sont engagés dans la recherche d'un accord global contre la révolution, et plus particulièrement contre la révolution polonaise.

III

Ainsi, au lendemain du sommet de Genève, un article du *Herald Tribune* indiquait, de ce point de vue, le contenu de la rencontre Reagan-Gorbatchev :

« Si Monsieur Gorbatchev continue d'agir comme d'habitude, il mettra le général Jaruzelski en disgrâce, le blâmera pour le chaos et essaiera de restaurer la discipline socialiste. S'il n'en fait rien, le conflit viendra n'importe comment. Mais la Pologne est un groupe de dissidents fort de 35 millions de membres et on ne peut agir à la légère avec elle. C'est la clef de l'Europe de l'Est. Les risques sont effrayants. »

L'impérialisme, conscient de la fragilité de la bureaucratie en place face au mouvement des masses, doit agir pour « aider » celle-ci. C'est ainsi qu'après avoir accepté un nouveau rééchelonnement de la dette extérieure de la Pologne, il vient de faire un pas supplémentaire pour appuyer la « normalisation » du pays. En effet, selon le Conseil de l'OTAN, il faut désormais « créer un dialogue entre les divers éléments de la société » et parvenir à une « réconciliation nationale ». De même en Pologne, l'Eglise œuvre elle aussi à cette « entente nationale ».

L'impérialisme œuvre de toutes ses forces à cette prétendue « réconciliation nationale », euphémisme qui désigne l'écrasement du mouvement des travailleurs polonais. Il faut interpréter dans cette perspec-

tive la visite de Jaruzelski à Paris, immédiatement saluée par la presse polonaise sous le titre : « L'esprit de Genève ».

Dans le même ordre d'idées, W. Brandt, en visite en Pologne, n'a pas manqué de se déclarer favorable à une « Pologne stable » ; en effet, a-t-il précisé, « il est dans l'intérêt des Européens de mettre à profit la chance d'une nouvelle phase de la détente et de la coopération ».

Cette nouvelle phase, c'est l'esprit de Genève qui souffle encore...

Car l'impérialisme et la bureaucratie, engagés ensemble dans la coopération contre-révolutionnaire, ont besoin de resserrer les rangs pour faire face au développement de la situation mondiale.

Bien entendu, cela ne signifie pas pour autant que disparaissent les contradictions et la concurrence entre l'impérialisme et la bureaucratie dans le cadre de cette coopération. L'impérialisme, à travers « l'aide » qu'il apporte, veut aller plus loin sur le terrain de la remise en cause des « accords de Yalta » et dans la voie de la pénétration capitaliste à l'Est, tandis que la bureaucratie résiste et se défend comme puissance à cette pression de l'impérialisme avec lequel elle doit collaborer, car l'un et l'autre confrontés au mouvement des masses doivent serrer les rangs, sans pour autant maîtriser les contradictions qui les déchirent.

Mais la marche à la révolution mondiale, bien qu'elle ne puisse progresser sur une ligne continue, et les développements en Pologne même, rendront caduque la volonté commune de l'impérialisme et de la bureaucratie de parvenir à un accord efficace et durable.

IV

Car c'est son incapacité à régler « la situation polonaise », son

impuissance devant la résistance des masses, qui oblige la bureaucratie à s'appuyer sans cesse sur « l'aide » que lui apporte l'impérialisme. Depuis plusieurs mois, la recherche d'un accord aboutit à un soutien plus ouvert de l'impérialisme à Jaruzelski. Les conséquences internationales s'en manifestent dans les tentatives d'étouffer, d'isoler la révolution polonaise, alors qu'au contraire, une profonde maturation s'exprime en Pologne, en particulier dans les publications de *Solidarnosc*.

En effet, à la période de « grèves et de manifestations » a succédé une période que l'on peut qualifier « d'organisation ». *Solidarnosc* a été transformé par près de 6 ans de lutte clandestine. Aujourd'hui, toute son activité repose sur un travail d'organisation de groupes ayant chacun des tâches bien précises. Ces groupes impulsent une réflexion politique générale et une intense discussion. Ainsi se discutent dans leurs publications l'appréciation des forces et des faiblesses du passé, l'analyse des événements survenus depuis la constitution de *Solidarnosc*, les perspectives d'action, la tactique à élaborer.

En outre, autour de *Solidarnosc* s'organisent des éditions clandestines, des bibliothèques, des cassettes, des actions culturelles, des comités d'entraide, et aussi des cercles de réflexion plus « politiques », qui discutent de l'avenir de la Pologne.

Dans ce cadre, il faut accorder une immense importance à la jeunesse. *Solidarnosc*, c'est aujourd'hui la jeunesse ouvrière, les étudiants, les lycéens qui sont particulièrement mobilisés dans l'activité de *Solidarnosc*.

Il existe nombre d'organisations de jeunesse de *Solidarnosc*, des cercles lycéens, étudiants et même des organisations politiques de jeunesse. Ce sont les jeunes qui sont les plus

engagés dans l'action clandestine, qui ordonnent cette activité, par la diffusion des tracts, les liaisons, la circulation des informations. C'est en ce sens que l'assassinat du jeune militant Prezmyk a eu une telle importance. De la même manière que le jeune ouvrier de vingt ans Wolsik, tué lors d'une manifestation du 1^{er} mai, est devenu le symbole des sidérurgistes.

Mais la place occupée par la jeunesse ne tient pas tant à son côté « ardent » qu'à la grande maturité qu'elle exprime, comme la jeunesse ouvrière qui a un rôle d'entraînement de toute la classe.

La bureaucratie est d'ailleurs consciente de cette situation, elle qui met à l'ordre du jour de son congrès, deux points : l'économie et la jeunesse.

En effet, dans l'organisation des initiatives à partir de *Solidarnosc*, donc en opposition avec celle de la bureaucratie, les jeunes jouent un rôle déterminant dans « l'enseignement parallèle » : dans la recherche de la véritable histoire de la Pologne, dans la multiplication des journaux de jeunesse, de « petits journaux » de lycées (comme ceux édités par exemple par des jeunes de 10-14 ans) : « ABC jeunes », « Nos informations » (journal de la fédération de la jeunesse combattante), journal de la section jeune de *Solidarité* combattante, « Krecik »...

Les jeunes sont également concernés par le mouvement « Paix et Liberté » qui a commencé par l'affaire Marek Adamkiewicz, condamné en octobre 1984 à deux ans et demi de prison pour avoir refusé de prêter serment au drapeau (c'est-à-dire de faire allégeance à l'URSS). En septembre, des adhérents de « Paix et Liberté » de plusieurs villes ont commencé à renvoyer leur livret militaire en solidarité avec Adamkiewicz. « Paix et Liberté » se pro-

nonce : 1. Pour la liberté de la Pologne - 2. Pour les droits démocratiques, dont le droit d'existence de *Solidarnosc* - 3. Pour la paix dans le monde, dans un appel à la solidarité signé dans les grandes usines, ils déclarent : « *Nous voulons défendre la dignité des soldats polonais* ».

Ce sont des millions de Polonais qui sont concernés, organisés dans ces actions et ces initiatives. Et l'ensemble de ces éléments se structure autour de *Solidarnosc*. Du fait de la clandestinité et des conditions politiques actuelles, celui-ci ne peut plus être uniquement l'organisation syndicale indépendante qu'il reste ; mais il embrasse également désormais l'ensemble des aspects de la société polonaise. Ce qu'en Pologne on résume très bien dans la formule : « le mouvement social *Solidarnosc* ». C'est de ce « mouvement social » que jaillissent toutes les initiatives, tant sur le plan de l'action que sur celui des idées. C'est sous son drapeau qu'on manifeste en toute occasion, pour l'anniversaire de Poznan en 56, des grèves de 70, de Pidlusky, de l'enterrement de Popielueszko.

Il faut donc souligner ce rôle de *Solidarnosc* comme référence pour le peuple de Pologne et l'opposition démocratique. Comme nouvelle forme d'organisation qui s'étend sans cesse à l'ensemble de la société, *Solidarnosc*, en revendiquant son droit à l'existence comme organisation syndicale indépendante, s'oppose de fait à la domination bureaucratique qui implique le monopole du pouvoir politique, et il concentre pour les masses polonaises les acquis de leur révolution. Car ce qui caractérise le moment présent de la révolution polonaise c'est le fait qu'après six années, les travailleurs de Pologne, malgré les coups importants qu'ils ont subis, ont préservé leur potentiel de combat contre la

bureaucratie stalinienne et l'ont en quelque sorte étendu à tous les aspects de la vie sociale, préparant ainsi les grands affrontements ultérieurs.

Ce potentiel prend la forme d'une résistance massive et quotidienne contre Jaruzelski, qui s'exprime sous des formes diverses et variées.

Cela a été rendu possible parce qu'en dépit de toutes les attaques, des coups importants et des reculs qu'ils ont subis, la classe ouvrière et le peuple polonais ont maintenu et préservé leur organisation syndicale indépendante, *Solidarnosc*.

En effet, *Solidarnosc* reste non seulement vivant dans les usines, mais organise également les autres couches de la société, de la jeunesse aux intellectuels. Sa presse est lue par des millions de Polonais ; l'opposition démocratique, comme elle s'appelle elle-même, est soutenue de manière quasi publique par des centaines de milliers de Polonais.

Cette situation atteste que le régime bureaucratique qui, depuis 1980 est assailli par la révolution, n'a pu, malgré la répression, se reconstituer une base sociale d'appui et ne se maintient que par la contrainte.

Ces derniers mois d'ailleurs, la répression s'est à nouveau accentuée, accompagnée d'arrestations, de procès, de mauvais traitements... Mais dans ce domaine, pas plus que dans les autres, la bureaucratie n'a pu « normaliser » l'opposition démocratique. En prison, la résistance au régime est présente. La revendication de la libération des emprisonnés et celle de leur statut de prisonniers politiques y sont constamment posées par tous les moyens, y compris par la grève de la faim.

Et précisément, cette question des prisonniers politiques concentre des questions fondamentales pour les masses polonaises. C'est pourquoi

d'ailleurs une énorme pression de la bureaucratie, véhiculée par la hiérarchie catholique s'exerce sur les prisonniers politiques. C'est ainsi qu'au moment où, luttant pour leurs droits, des emprisonnés comme Bielecki et beaucoup d'autres entamaient une grève de la faim, Glemp appelait à l'arrêt de ces grèves, tandis que des représentants de la hiérarchie catholique multipliaient les démarches pour les faire céder.

Certains ont arrêté leur grève, d'autres la continuent. Or, non seulement ces hommes et femmes résistent, mais l'on voit s'organiser dans le pays des actions de solidarité avec les emprisonnés : la pétition des 77 intellectuels signée par des dizaines de milliers de Polonais, toutes sortes de manifestations (messes, réunions...), actions lors des procès politiques ou grèves de la faim en solidarité, comme ce jeûne de 14 femmes — femmes ou mères de membres de l'opposition démocratique — à Szczecin qui dura 5 jours en avril dernier, ou une grève de la faim en solidarité avec les prisonniers de l'Eglise de Podkowa-Lesna (près de Varsovie) : réponse en quelque sorte à tous ceux qui voudraient faire céder les emprisonnés. De fait, la résistance des emprisonnés concentre la résistance d'un peuple. Le combat pour la libération des emprisonnés, c'est le combat pour le rétablissement de toutes les conquêtes.

V

L'approche du X^e Congrès du POUP, qui doit se tenir en juin 1986, permet de déceler des éléments révélateurs de cette situation de crise de la bureaucratie. Jaruzelski a déclaré que, d'ici là, tout serait réglé : il a promis la « paix sociale ». En Pologne, les militants s'interrogent sur la signification de cette

affirmation et sur ce qui se trame avec le Kremlin depuis l'arrivée de Gorbatchev. On sait déjà qu'avec le remplacement de Jaruzelski par Messner au poste de Premier ministre il y a un an, la bureaucratie avait tenté sans y parvenir de redonner une quelconque crédibilité à l'image de son gouvernement, à l'intérieur comme à l'extérieur. Et il va sans dire que le remplacement de B. Kamal en Afghanistan a été beaucoup commenté en Pologne.

Nous n'allons pas faire ici des pronostics aussi inutiles qu'hasardeux, mais il est clair que la crise de la bureaucratie libère les forces en présence et ravive les luttes de fractions et de clans.

Cependant, la crise qui sévit à l'intérieur même de l'appareil stalinien et de l'appareil d'Etat qu'il dirige, s'est encore approfondie. Il est incapable de « résorber » la situation. Sa seule action est d'avoir fait entériner des dizaines et dizaines de décrets et lois-carcans très répressives dans tous les domaines. Mais elles sont si rigides qu'il ne peut les utiliser véritablement, sous peine de déstabiliser complètement à nouveau une situation d'une fragilité incomparable dans tous les pays de l'Est de l'Europe.

Mais plus encore, il n'y a pas un domaine de « l'élite » intellectuelle qu'il n'ait fallu purger, c'est-à-dire qui ne soit contaminé par *Solidarnosc* : avocats, médecins, artistes, écrivains, universitaires...

Cette crise de l'appareil se manifeste particulièrement dans la crise de l'appareil de répression. On voit se multiplier les arrestations au sein même de l'armée, où des officiers — y compris des membres de la police politique — sont accusés d'avoir aidé *Solidarnosc*. Ces arrestations sont significatives en elles-mêmes, mais leur caractère public et officiel n'est pas moins révélateur de

la crise qui secoue la bureaucratie. Cette décomposition produit le développement de véritables bandes terroristes, en « marge » de l'action officielle, procédant à la mode de l'AAA, à l'assassinat de travailleurs et militants, comme celui de Popieluszko. Mais comment ne pas rapprocher le meurtre de Popieluezska de celui de Przemek dans un commissariat.

Crise du POUP, crise de l'armée, crise de l'appareil d'Etat ; celui-ci en effet ne s'est pas rétabli. Pour ce faire, il aurait fallu écraser *Solidarnosc* dont l'existence est incompatible avec la domination bureaucratique.

A tout cela s'ajoutent l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en URSS et ses répercussions dans l'appareil international du Kremlin.

C'est ainsi qu'un article du *Figaro* (14 mars 1986) indique :

« *Le XXV^e Plenum du CC du POUP... s'ouvre dans une atmosphère morose... Le congrès soviétique n'ouvre nullement la voie des réformes libérales en Pologne. La « révolution » Gorbatchev n'est nullement une révolution libérale. Ces réformes tendent à améliorer le fonctionnement du système mais pas à le bouleverser. Il s'agit d'une orientation proche des thèses tchécoslovaques ou est-allemandes, et non pas d'une quelconque voie hongroise. Gorbatchev n'est nullement enclin à soutenir une telle démarche dans les autres pays du camp et plus particulièrement en Pologne : discipline, qualification et progrès techniques doivent être les seuls saluts. D'un autre côté, l'accent est mis d'une manière forcée sur l'intégration de l'économie du camp socialiste à celle de l'URSS. Ceci pour la Pologne, est une garantie de sous-développement, avec une autonomie nationale encore plus réduite.* »

La combinaison de la politique de

Gorbatchev et de la pression de l'impérialisme sous la forme de « l'aide » entre alors comme un nouveau facteur de crise au sein de la bureaucratie polonaise. Du cœur même de ses différentes composantes, surgissent des forces favorables à une plus grande intégration au marché mondial dominé par l'impérialisme, qui ouvrent donc la voie à de nouvelles attaques contre la propriété sociale et les masses polonaises. Mais ces différentes fractions doivent serrer les rangs devant la résistance des masses et tenter à tout prix de trouver un répit par la négociation et le rapprochement avec l'Ouest.

Cependant, en Pologne même, l'Eglise ne ménage pas son aide à celui-ci. Depuis plusieurs mois, elle cherche à avancer dans la voie d'un accord avec le gouvernement de Jaruzelski. C'est en effet dans l'Eglise, autour de Glemp, que la bureaucratie stalinienne trouve un appui réel et conséquent pour « l'entente nationale » ; le primat de Pologne ne s'est-il pas déclaré partisan du dialogue avec Jaruzelski, qu'il a rencontré il y a quelques semaines ? En déclarant lors d'un voyage à Paris que *Solidarnosc* n'était plus un syndicat mais un parti politique, en déclarant fort à propos qu'il n'avait pas rencontré depuis longtemps Walesa, et surtout en organisant une pression sur les prisonniers politiques pour qu'ils cessent leur grève de la faim (c'est Glemp qui déclarait à Antenne 2, sur la télévision française, que Franyuk « se portait bien » au moment où toutes les informations indiquaient l'aggravation de sa situation), la hiérarchie catholique indique qu'elle entend bien préserver « l'ordre européen » en Pologne.

Mais à l'instar du régime qu'elle défend, l'Eglise est prise sous le feu de la révolution politique. Non seu-

lement la politique menée par Glemp sur la ligne d'un accord avec Jaruzelski ne rencontre aucune adhésion significative dans la population, mais elle développe de multiples contradictions au sein même de l'Eglise, dont une large partie cherche à ne pas se couper de la population, dont beaucoup de prêtres participent au combat de *Solidarnosc*.

C'est J. Popiuleszko qui dans ses notes (« carnet noir » publié par *Diagonale* n° 7) écrit lors de sa rencontre avec Glemp après la répression policière dont il a fait l'objet et peu avant son assassinat : « *Je suis allé au séminaire. J'y ai rencontré sur le pas de la porte son Excellence le Primat. Nous sommes entrés dans une petite pièce. Ce que j'ai pu entendre a dépassé de loin les pires pressentiments... Les reproches qu'il m'a faits m'ont laissé sans voix... Lors des interrogatoires, la SB (police politique) m'a montré plus de respect. Je n'entre pas dans les détails de cette conversation.* »

Car il est clair que la politique mise en œuvre par Glemp d'une part, la pression des masses d'autre part, déchirent l'Eglise, y compris la hiérarchie catholique.

Il ne faut pas oublier dans ce cadre la question nationale, qui en Pologne, place des fractions du clergé dans une situation qui rappelle celle de l'Eglise dans la Révolution française. Dans son immense majorité, ce qu'on appelait en France à cette époque « le bas clergé », reste avec la population, avec *Solidarnosc* et de là découlent les contradictions au sein même de la hiérarchie, dont une partie se prononce en faveur de *Solidarnosc*. A tel point d'ailleurs qu'Urban — porte parole du gouvernement — a lui même dénoncé une « partie du clergé » qu'il a accusée « *d'exploiter les chaires à des fins politiques pour dresser les fidèles* » contre le régime. C'est

là également une indication des plus sûres du fait que l'ensemble des forces attachées à la défense de la « réconciliation nationale » sont déstabilisées par la poursuite de la résistance des masses. Et cela dans une situation où l'aggravation des conditions de vie et de travail provoque le mécontentement.

VI

En effet, alors que l'un des motifs « officiels » du coup d'Etat du 13 décembre 1980 était la remise en marche de l'économie, on peut constater que loin de régler cette question, la bureaucratie est responsable d'une formidable régression dans ce domaine.

C'est ainsi que la production industrielle est généralement tombée à son niveau d'il y a 5 à 10 ans ; et pour certains secteurs, comme le charbon et la laiterie, il faut remonter aux années 60-65 pour trouver des chiffres analogues à ceux d'aujourd'hui... La dette extérieure a augmenté et, comme l'explique un article paru dans une publication de *Solidarnosc*, « Tydonik Mazowsze », ces résultats « *annoncent pour la prochaine décennie une dépendance grandissante vis-à-vis de l'Ouest. Mais pour sortir du piège de l'endettement, il faudrait améliorer notre efficience économique. Les exportations forcenées peuvent s'avérer à long terme non rentables et devenir un nouveau facteur d'appauvrissement du pays.* »

Les hausses de prix draconiennes et successives des produits de consommation de base, des loyers et de l'électricité n'ont rien réglé. Elles ont seulement aggravé les conditions de vie de la population (un kg de pain coûte 28 zlotys, alors qu'un « bon » salaire se monte à 30 zlotys de l'heure !) et pour une grande partie de celle-ci, c'est déjà la misère.

D'autre part cette situation aboutit à une véritable pénurie de biens de consommation courants.

Elle tend donc inévitablement aussi à augmenter la tension sociale dans le pays. Ainsi par exemple, le 6 avril dernier, plusieurs milliers de personnes ont manifesté au lendemain de l'annonce des hausses de prix de 10 à 20 % au cri de : « *A bas la hausse des prix* » dans la ville de Gdansk. Mots d'ordre repris avec celui de « *Libérez les prisonniers politiques !* » lors des manifestations du 1^{er} mai.

Cette résistance ouvrière s'exprime également sous d'autres formes sur lesquelles la bureaucratie nous renseigne elle-même : Kubiczek, vice-président de la Commission du Plan, a indiqué lors d'une conférence de presse que « *l'inflation n'avait pu être jugulée, car les augmentations de salaires ont été plus importantes que celles des prix* ». Passons sur le mensonge de la bureaucratie qui veut faire porter aux travailleurs la responsabilité de la situation pour nous attacher à un aspect de la question que le journaliste assistant à la conférence de presse, résume parfaitement : « *Nombre de directions d'entreprises ont accordé des augmentations de salaires, malgré les restrictions du plan, pour éviter des grèves éventuelles ou des ralentissements des chaînes de production* ».

Tous ces éléments indiquent comment, appuyés sur l'existence de *Solidarnosc*, les travailleurs polonais organisés résistent à la bureaucratie stalinienne. Et cette résistance entre comme facteur d'aggravation de la crise de la bureaucratie, confrontée à une situation d'impasse sur ce terrain de l'économie comme sur les autres.

VII

Il est indispensable que les militants de la IV^e Internationale saisissent pleinement cette situation. La bureaucratie n'a pu détruire *Solidarnosc* ; pour autant, la classe ouvrière de Pologne n'a pu la renverser, et elle lui a même infligé des coups sérieux. Mais le prolétariat n'est pas écrasé, et les rapports de force s'organisent dans une situation complexe : d'un côté la bureaucratie a pu maintenir, ainsi que son appareil d'Etat, sans avoir à écraser dans le sang le prolétariat (et sans le pouvoir). Mais à quel prix ! Car de l'autre côté, le prolétariat n'a pas été défait et a maintenu son organisation indépendante ; celle-ci concentre l'acquis vivant de la révolution politique et constitue le point d'appui dans sa résistance au régime.

C'est là une situation inédite : nous avons là, au sein d'un Etat bureaucratique l'expression de toute la situation mondiale faite d'avancées et de reculs, mais fondamentalement organisée sur la montée révolutionnaire des masses : non seulement la bureaucratie n'arrive pas à liquider une organisation de masse indépendante, mais celle-ci est amenée à étendre sans cesse son champ d'activité, car c'est sur son existence comme « institution ouvrière » contradictoire aux « institutions bureaucratiques » que les travailleurs résistent à Jaruzelski s'appuient pour s'organiser et lutter.

C'est en ce sens que, malgré les coups importants portés au prolétariat, nous pouvons parler d'une profonde maturation de la situation en Pologne. Dans ces conditions de crise généralisée, la classe ouvrière et le peuple polonais, appuyés sur *Solidarnosc*, mesurent tous ces développements pour affermir et étendre leur résistance à la bureaucratie stalinienne.

Ainsi, pas à pas, l'évolution de la « conscience sociale » a atteint un stade où le problème central dorénavant soulevé dans les discussions est celui de l'avenir de la Pologne, de *Solidarnosc*, de l'issue politique.

Pour tous ces militants qui, au sein de *Solidarnosc*, discutent, qui écrivent dans les publications, une chose est sûre : il est impossible que l'état actuel des rapports de force puisse se maintenir encore longtemps tel quel. A tout moment — sans que l'on puisse en prédire les formes et les délais — la situation peut se modifier rapidement. C'est ce qui fait dire à beaucoup de ces militants que la situation est « pré-août 1980 ». Ce qui ne veut pas dire que la situation va déboucher comme en août 1980, au contraire, il s'agit d'une analogie limitée, qui intègre la réflexion de tout ce qui s'est passé depuis, et notamment le 13 décembre.

Comment se pose aujourd'hui le problème du pouvoir en Pologne ?

Nous l'avons expliqué, *Solidarnosc* n'est pas seulement un syndicat, mais un « mouvement social » qui s'étend à toute la « société » (par ce mot, les Polonais désignent la population à l'exclusion du POUP et de ses ramifications). La bureaucratie stalinienne n'a pu écraser *Solidarnosc*. La classe ouvrière structure, à travers *Solidarnosc*, la « société » contre la bureaucratie. C'est autour de la classe ouvrière, dont le mouvement a constitué puis préservé *Solidarnosc*, que s'organise la lutte contre Jaruzelski. Le problème du pouvoir se trouve donc posé par rapport à *Solidarnosc*.

C'est ainsi qu'aujourd'hui on assiste à une multiplication de journaux et de groupes politiques qui organisent une discussion intense sur l'avenir : la question de la démocratie politique, qui implique des élections libres et pour cela des partis

libres, indépendants. Il s'agit de la question centrale du pouvoir d'Etat, du monopole du pouvoir politique de la bureaucratie stalinienne.

Dans ce cadre, il faut souligner l'importance de la KPN fondée avant *Solidarnosc* et qui revendiquait, à l'époque où *Solidarnosc* était légal, 60 000 adhérents. La KPN a été un ferment de la discussion politique, mais ce serait une erreur d'y voir un courant cristallisé sur un programme. Il s'agit là d'une confédération regroupant des courants divers sur une plate-forme d'indépendance nationale de la Pologne. Et ce serait une autre erreur de dissocier la KPN de *Solidarnosc*, car les militants de la KPN — comme des autres partis ou groupes politiques — sont totalement engagés dans l'action clandestine de *Solidarnosc*.

Tous les courants qui existaient auparavant, y compris le KOR qui n'est pas un parti, influent sur la maturation des courants politiques qui se développent aujourd'hui. C'est aussi le cas du PSPP.

C'est aussi le cas de « Solidarité combattante » de K. Morawiecki, qui n'est pas un parti fondé sur un programme achevé, clairement délimité, mais qui rassemble des courants dont plusieurs d'entre eux ont été à l'initiative d'actions de solidarité avec l'Afghanistan à l'occasion du 1^{er} mai.

On pourrait citer également le « groupe politique Robotnik de Poméranie occidentale » qui « se fixe pour but de défendre le socialisme démocratique », le groupe Baza de Varsovie, « l'Aigle Blanc » journal du mouvement ouvrier pour l'indépendance nationale (Cracovie), la « République Indépendante », RMD, mouvement de la jeunesse démocratique, « Auto-détermination », la « République », les groupes Wola...

On pourrait ainsi continuer la liste. Mais dans l'esprit de tous ces groupes, cela n'est possible qu'à condition qu'existe *Solidarnosc*.

Un article paru dans *Naprzod* n° 2 -1985, journaux des groupes politiques WOLA (de Varsovie), s'intitulant « *A propos de la pensée politique polonaise, ensemble et séparément* », est très clair. Après avoir montré la diversité de la « *pensée politique en Pologne* », l'auteur écrit :

« *Nous ne savons pas ce qui nous attend. Voilà pourquoi nous avons besoin d'élaborer des programmes divers, des courants différents de pensée politique. On ne peut savoir à l'avance lequel conviendra le mieux à la situation qui se créera. Il faut qu'existent des groupes ou des partis politiques travaillant sur des programmes « pour demain », ce qu'on ne peut pas faire sans savoir ce qui s'est passé « hier ». Dans Solidarnosc légale, ce n'est un secret pour personne, il existait aussi de multiples tendances : chrétienne-démocrate, sociale-démocrate, nationaliste, syndicaliste, libérale. C'est donc d'autant plus important que ces courants connaissent aujourd'hui un développement, puisque nous disposons de plus de temps et de nombreux éléments de réflexion. Une telle différenciation dans les programmes ne peut-elle pas nuire à l'unité indispensable pour lutter contre la dictature qu'on nous impose ? Non, si ces courants sont au service de l'idée commune prédominante, celle de la libération de la Pologne et de chaque homme en Pologne. Solidarnosc clandestine demeure et doit demeurer le gardien de cette idée, car Solidarnosc clandestine est un large mouvement social de résistance, et le signe qui unit aujourd'hui tous les Polonais, dignes de ce nom. »*

En ce sens, le « mouvement social

Solidarnosc » est la « matrice » de toutes les organisations, les groupes et les partis qui vont se reconstituer et qui se reconstituent. Car il est certain que ce à quoi nous assistons aujourd'hui indique que nous allons voir une floraison de groupes se constituer comme expression de la maturation politique posant la question du pouvoir. Dans ce cadre, quand nous voyons cette revendication de l'indépendance nationale surgir, il faut saisir qu'elle est étroitement reliée à cette question du pouvoir.

Et dans le même temps, quand nous parlons de *Solidarnosc* comme « matrice », cela signifie que c'est sur le prolétariat que s'ordonne, à travers *Solidarnosc*, toute la lutte contre la bureaucratie. C'est autour, en référence à *Solidarnosc*, organisation de la classe ouvrière, que se constituent groupes et partis. *Solidarnosc*, « socle » de toute la « société » signifie que c'est sur le prolétariat, c'est-à-dire *Solidarnosc*, que repose le combat pour l'indépendance nationale. C'est à partir de cette compréhension politique que l'on peut saisir la place et le rôle des partis politiques. C'est en ce sens que nous trouvons dans le développement de la révolution polonaise une des confirmations les plus éclatantes de la révolution permanente.

Certes, nous ne pouvons faire de pronostics, mais il est certain que la maturation politique qui s'exprime posant la question du pouvoir, se fera autour de *Solidarnosc*, et dans des conditions différentes d'août 1980.

D'ores et déjà des éléments l'indiquent.

La revendication de base centrale qui unifie le combat des masses est le fait que *Solidarnosc* doit retrouver une existence légale. Le mouvement profond est de ne pas rester dans la clandestinité. Il existe beaucoup de

formes de cette existence « semi-légale ». Après l'assassinat du père Popieluszko, un mouvement très important a été fondé, les KOP, regroupement pour le respect de la légalité, dont le rôle est de faire connaître les actes répressifs commis par les forces de l'ordre. Des adhérents publièrent leurs noms et leurs adresses. L'importance de ce mouvement s'exprime dans l'ampleur de la répression contre eux, notamment à Cracovie, Szczecin, Varsovie... A Cracovie et Varsovie, la répression porte officiellement sur d'autres motifs, en revanche à Szczecin, c'est en tant que membre du KOP que Kostecki est emprisonné, l'action officielle porte sur le KOP pour le procès le 3 juin.

Il est de ce point de vue significatif qu'à l'occasion du 1^{er} mai à Varsovie, pour la première fois depuis 1981, l'opposition démocratique — qui n'a aucune existence légale — ait fait la demande officielle de manifester. Cette démarche indique la maturation d'une opposition, appuyée sur tout un peuple, et cherchant à se structurer et à apparaître en tant que telle.

De même, cette volonté d'agir ouvertement s'exprime également dans la constitution d'associations de retraités et d'invalides du travail comme à Cracovie, ou par l'utilisation, par les militants de *Solidarnosc*, de Comités d'autogestion dans les usines, organisme officiel qui s'occupe des conditions de travail dans l'usine, pour combattre sur les revendications des travailleurs.

Tous ces éléments indiquent la profonde maturation politique en Pologne, qui à travers la préservation de *Solidarnosc*, organisation de classe qui ordonne toute la « société », va voir le prolétariat et les masses polonaises, appuyés sur cette expression vivante de la révolution polonaise, élargir et amplifier la

lutte contre la bureaucratie stalinienne, dans des délais et des formes que nul ne peut prévoir, mais c'est sur cette perspective que nous devons nous aligner.

VIII

C'est de là que nous devons partir pour définir nos tâches. Toutes les manœuvres entreprises à l'échelle internationale dans le cadre de l'après-sommet Reagan-Gorbatchev peuvent-elles permettre de « stabiliser » la situation, c'est-à-dire de défaire la révolution politique en Pologne en détruisant *Solidarnosc*.

Il serait évidemment erroné de nier que des coups très durs ont été portés aux travailleurs et à la révolution polonaise. Mais il serait radicalement faux de s'aligner dans la présente situation sur une défaite de la révolution polonaise, comme on veut de tous côtés le faire croire.

Bien au contraire, toutes ces manœuvres — parce qu'elles se heurtent à l'extraordinaire capacité de résistance des masses polonaises et parce qu'elles se combinent aux développements de la situation mondiale, à la crise de la bureaucratie du Kremlin et à celle de l'impérialisme — se transforment en facteurs de déstabilisation non seulement de la bureaucratie, mais également de toutes les forces attachées à la « paix sociale » en Pologne.

Il suffit pour le comprendre de laisser la parole à ces militants polonais eux-mêmes : la lettre ouverte de la commission régionale *Solidarnosc* de Varsovie à Willy Brandt se conclut ainsi : « *L'actuelle politique du SPD, la collaboration de votre part avec le gouvernement de la RPP derrière le dos de la population nous inspire donc méfiance... (mais) l'aide désintéressée qu'apportent tant de citoyens allemands aux Polonais témoigne heureusement d'une chose* ».

De même, on peut lire dans une publication de *Solidarnosc*, « *Tydodnik Mazowsze* » du 3 janvier 1986 : « *Le pouvoir a essuyé des revers. Les effets escomptés de la rencontre Jaruzelski-Mitterrand ont été gâchés par la réaction de l'opinion publique française* ».

Nous avons là une nouvelle confirmation de l'extraordinaire importance qu'accordent les militants polonais à la solidarité internationale, eux qu'on veut étouffer, isoler au nom de la « coexistence pacifique ».

Dans ces conditions, pour les militants de la IV^e Internationale, qui combattent la prétendue « coexistence pacifique », c'est-à-dire l'alliance contre-révolutionnaire de la bureaucratie et de l'impérialisme, l'activité de défense de la révolution politique en Pologne concentre des tâches fondamentales. Il ne s'agit pas de solidarité abstraite. Pour nous, la défense de la révolution polonaise comme chaînon actuellement le plus élevé de la révolution mondiale — qui intègre les développements de la révolution au Nicaragua, la lutte des classes dans les autres pays, en Haïti, et en Afrique du Sud notamment — entre comme partie constituante de notre combat dans chaque pays pour dégager de plus larges couches de militants, de travailleurs, de jeunes en rupture avec la politique de soumission à la bourgeoisie et à la bureaucratie stalinienne pour la construction de la IV^e Internationale et de ses sections. Il s'agit donc là d'un élément de différenciation politique dans tous les pays.

Répetons-le. A l'échelle internationale, la question de l'offensive contre les travailleurs, implique la lutte contre l'indépendance de classe, et pose donc la question de l'intégration des syndicats. Ce

qu'écrivait Trotsky sur cette question se trouve pleinement d'actualité.

Le maintien de *Solidarnosc*, organisation indépendante, la revendication de son existence impliquant donc le combat contre le monopole du pouvoir politique de la bureaucratie, met au centre la question du pouvoir et de l'indépendance de classe.

Cette question ne se limite ni à la Pologne, ni à l'Est de l'Europe. Elle a une valeur internationale, intégrée par *Solidarnosc* dans son appel aux travailleurs de l'Est, où, quant à l'occasion de la grève des mineurs en Grande-Bretagne, *Solidarnosc* s'est prononcé contre l'envoi de charbon polonais en Grande-Bretagne par Jaruzelski, avec les conséquences que l'on sait au sein même du syndicat britannique lors de la grève.

Il s'agit là de saisir le caractère général de cette question, comme un élément du combat et de la maturation politique dans l'ensemble du pays.

Comme l'écrit le programme de fondation de la IV^e Internationale.

« *La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte CONTRE LES INÉGALITES SOCIALES ET L'OPPRESSION POLITIQUE... la lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera pour la renaissance de la DEMOCRATIE SOVIETIQUE, LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ETRE CHASSEES DES SOVIETS. La démocratisation des soviets est inconcevable sans la LEGALISATION DES PARTIS SOVIETIQUES* » (*Programme de Transition*).

Juin 1986

HAÏTI

UNE REVOLUTION QUI N'AURAIT PAS DÛ AVOIR LIEU

PAR M. CRISTOBAL

Si l'on définit une révolution comme un processus dans lequel les plus larges masses recherchent, par leur mobilisation ouverte, à renverser de fond en comble les structures économiques, politiques d'un pays alors qu'éclate ouvertement une crise profonde au sommet de l'Etat, que se révèle « *l'incapacité des classes dominantes à continuer à gouverner comme avant* », alors on peut dire : à Haïti il y a aujourd'hui une révolution.

Une révolution qui, à en croire certains, n'aurait pas dû avoir lieu. On disait par exemple que le peuple haïtien était à bout de forces après trente années de dictature duvaliériste et qu'en conséquence il était incapable d'entreprendre quoi que ce soit de radical. On disait que le peuple haïtien était trop illettré pour pouvoir « comprendre la nécessité de la révolution ». On constatait qu'à Haïti même, il n'existait pas de véritables organisations structurées s'opposant à Duvalier. On expliquait aussi qu'Haïti constituait un enjeu trop important pour que le gouvernement des USA y laisse se développer une révolution.

Affamé, à bout de forces : le peuple haïtien l'était sans aucun doute. Illettré ? Oui, 85 % des Haïtiens ne savent pas lire et écrire parce qu'on ne leur en a pas donné la possibilité. Absence de véritables organisations d'opposition à la dictature ? C'est un fait : les Duvalier étaient arrivés à décimer systématiquement presque tous les regroupements opposés à leur pouvoir. Et, en ce qui concerne la présence US, elle était effectivement là, pesante, veillant à ce que rien ne change en profondeur.

Et pourtant, la révolution a bien commencé à Haïti. Et ceux qui espéraient que le mouvement qui a abouti à la chute de « Baby Doc » allait ensuite s'éteindre de lui-même, doivent aujourd'hui renoncer à cette illusion.

Ainsi, le « calendrier électoral » soigneusement mis en place par le

CNG (Conseil national de gouvernement) et les représentants du gouvernement américain vient d'être mis ouvertement en échec par le peuple haïtien qui refusé que 20 « constituants » sur 61 soient désignés par le gouvernement en refusant massivement de participer à des « élections » anti-démocratiques. Le taux de participation n'a été officiellement que de 5 % (en réalité pas plus de 1 %).

Aujourd'hui, en rédigeant ces notes nous voudrions apporter quelques éléments permettant d'une part de comprendre l'importance de la révolution en cours à Haïti, sa signification, mais en même temps de saisir un certain nombre de ses particularités. Précisons encore que nous ne prétendons pas tenter ici une analyse exhaustive ni systématique de cette révolution ni de l'histoire d'Haïti.

LE POIDS DU PASSE DANS LES EVENEMENTS PRESENTS

On dit que tout peuple s'engage dans une révolution à partir de sa propre histoire. La révolution haïtienne n'échappe pas à cette règle. Bien au contraire. Le mouvement qui a chassé Duvalier s'est exprimé sous une forme tellement peu usuelle qu'il a dérouté plus d'un commentateur et pour commencer ceux qui sans doute suivaient le plus au jour le jour les événements : le département d'Etat américain. Un porte-parole de l'administration US disait quelques jours après la chute de Duvalier : « ... *Il n'y a à Haïti aucun risque d'un nouveau Cuba. Le peuple haïtien ne met pas en avant des revendications de type révolutionnaire...* » Ce porte-parole avait sans doute étudié les différents tracts qui ont circulé à Haïti dans les semaines

qui ont précédé et immédiatement suivi la chute du dictateur.

Tracts dont le langage semblait relever d'un passé historique se situant deux siècles en arrière : la révolution française. Il n'y a pas eu par exemple constitution de « comités révolutionnaires », mais par contre toute une série de comités de jeunes signaient « nous, le peuple souverain ». Il y a eu des dizaines et des dizaines de tracts écrits dans le style et la forme des « cahiers de doléances » de la révolution française. Un exemple entre autres :

*Considérons la situation actuelle ;
Considérons la politique dégradante du gouvernement ;*

Considérons les besoins impérieux du peuple haïtien ;

Considérons que nous souffrons

dans notre chair et notre sang ;

Considérons que nous peuple haïtien avons droit à la vie comme tout peuple libre et indépendant politiquement et économiquement ;

Considérons que l'esprit doit prévaloir sur la médiocrité et la matière ;

Considérons que le dernier mot revient au peuple des neuf départements géographiques d'Haïti ;

Considérons l'irresponsabilité notoire du gouvernement rétrograde de Jean-Claude Duvalier ;

Considérons que la Constitution de 1957 place Jean-Claude Duvalier hors-la-loi par l'absence des ministres d'Etat dans ce gouvernement agonisant ;

Considérons que la Constitution de 1957 le met dans la catégorie d'un gouvernement de facto et sous l'égide de l'anarchie galopante.

Demandons la démission immédiate et inconditionnelle du gouvernement et du chef de ce gouvernement hilare et bête au pouvoir et inconstitutionnel depuis.

Demandons également la dissolution de la Chambre législative inconsciente et sans valeur populaire.

Demandons l'annulation de toutes lois iniques et non conformes aux mœurs nationales et internationales.

Signé

*La Patrie reconnaissante
LE SOUVERAIN*

Ce poids « du passé » dans la lutte politique du présent (des tracts faisant constamment référence par exemple à des personnalités ayant vécu il y a presque deux siècles) s'explique pour deux raisons : en presque deux siècles d'existence comme nation indépendante Haïti a dû subir plus de 150 années de terreur, de régimes dictatoriaux qui de façon systématique ont cherché à couper le peuple haïtien, les travail-

leurs de ce pays du mouvement ouvrier international. Dans ces conditions de terreur systématique et d'isolement extrême, l'opposition aux dictatures n'a pu se faire qu'avec la référence au passé, celui du combat ayant conduit à l'indépendance d'Haïti.

De plus, c'est en prenant appui sur ces événements qui, il y a presque deux siècles, ont conduit le peuple haïtien à être le premier peuple noir à arracher l'indépendance nationale en même temps que l'abolition de l'esclavage, que les Haïtiens sont arrivés à maintenir leur pays comme Etat indépendant. En effet, son existence a été mise en cause par toutes les puissances impérialistes depuis l'indépendance d'Haïti en 1804 (nous y reviendrons).

La référence constante au passé doit être comprise par rapport au présent en tenant compte de la portée révolutionnaire du combat qui a conduit à l'indépendance nationale.

L'histoire de l'indépendance haïtienne n'est pas n'importe quelle histoire. Comment l'a expliqué C.L.R. James dans « Les Jacobins Noirs »

« Au mois d'août 1791, après deux ans de révolution française avec ses répercussions à Saint-Domingue, les esclaves entrèrent en révolte. Leur lutte dura douze ans. Ils mirent tour à tour en déroute les blancs et les soldats de la monarchie française, une invasion espagnole, une expédition britannique de près de 60 000 hommes, et un contingent français identique, commandé par le propre beau-frère de Bonaparte. La défaite des troupes napoléoniennes, en 1803, permit l'installation de l'Etat nègre d'Haïti, qui s'est maintenu jusqu'à nos jours.

C'est la seule révolte d'esclaves dont l'histoire ait enregistré le succès. Les obstacles qu'elle dut franchir témoignent de l'importance des intérêts qui étaient en jeu. La trans-

formation des esclaves, qui auparavant tremblaient par centaines face à un seul blanc, en un peuple capable de s'organiser et de défaire les

nations européennes les plus puissantes de l'époque, constitue une des grandes épopées de la bataille et de la réussite révolutionnaires. »

LE NATIONALISME, LA MEFIANCE A L'EGARD DES GRANDES PUISSANCES

Un deuxième aspect distinctif de la révolution en cours, du mouvement qui a chassé Duvalier, c'est la volonté manifeste de tout un peuple de marquer sa défiance par rapport à « toute solution étrangère ». A Haïti, il n'y a pas, ou presque pas de parti se réclamant de la « gauche » (celle-ci comme nous le verrons plus tard est aussi assimilé à des « solutions » venant de l'étranger). Par contre, il y a aujourd'hui une multitude de partis « nationalistes ».

La volonté manifeste de la révolution en cours de relier les luttes actuelles à celles qu'il y a presque deux siècles ont conduit à l'indépendance nationale se concrétise dans la volonté toujours exprimée dans les tracts, de « faire retrouver à Haïti son rang de nation indépendante jouant, dans le concert des nations, le rôle qui revient à notre pays qui a été le premier à en finir avec l'esclavagisme ».

Un exemple, dans un tract qui circulait quelques jours avant la chute de Duvalier à Port-au-Prince :

« ... *Concitoyens, concitoyennes,*

A ce moment crucial de notre vie de peuple bafoué et violenté, nous invitons toutes les couches de la population, la jeunesse en particulier, à garder les yeux braqués sur l'Amérique jusqu'à l'issue de cet examen du dossier haïtien qui devra dicter l'octroi ou la suppression de l'aide américaine aux Duvaliers. Nous disons aux Duvaliers et non au pays, car ce n'est un secret pour personne, qu'elle n'a jamais porté de

fruits, cette aide étrangère. Au su et au vu des pays donateurs, elle a toujours parcouru le circuit inchangé qui alimente la mafia au pouvoir, elle grossit des comptes obscurs en banque suisse, elle paie la note des parures et des extravagances qui insultent notre misère, elle rétribue la force répressive qui massacre nos enfants, elle entretient la paix préconisée par notre grand voisin du Nord, celle qui s'apparente au silence des cimetières.

Jeunes d'Haïti, maintenant plus que jamais, ouvrez grand vos yeux, observez les faits et gestes des grandes nations championnes des libertés civiles et politiques et vous verrez peut-être le profil de nos fossoyeurs. A ce rendez-vous de la vérité, nous ne manquerons pas, le cas échéant, de leur crier notre mépris quand ils nous chanteront le refrain hypocrite des raisons humanitaires.

Nous disons non à l'aide étrangère ! Qu'on nous laisse crever de faim, c'est notre affaire, mais que ce gouvernement meure aussi d'asphyxie et que ce pays soit libéré enfin de ces vampires, de ces charognards qui sucent notre sang, dépècent notre dépouille. »

A Haïti « la solution étrangère » c'est celle qui vise à la destruction de la nation. Et cela s'explique aisément : les grandes puissances n'ont jamais pardonné à Haïti et aux Haïtiens d'avoir arraché leur indépendance en 1804 presque 150 années avant que les autres peuples noirs de l'Afrique et des Caraïbes. Le peuple Haïtien en gagnant la guerre de

l'indépendance mettait en question tout l'édifice colonial. Dès lors, il s'est agi pour les impérialistes, pour tous les impérialistes de « démontrer » que l'indépendance ne pouvait conduire qu'à l'horreur et la misère. Et surtout de tout faire pour que Haïti perde son statut de nation indépendante. La France, ancienne puissance colonisatrice, a attendu plus de 30 ans pour reconnaître Haïti comme pays indépendant. Et pendant ces trente années se sont succédé une multitude de projets pour envahir Haïti. Quand en 1838 la France reconnaît finalement Haïti comme pays indépendant, elle exige en contrepartie des « dédommagements » d'une telle ampleur que pendant des décennies et des décennies leur paiement a empêché ce pays d'investir ces ressources, qui étaient importantes, dans son propre développement économique.

Mais il n'y a pas eu que la France. Quelques décennies après, ce sont les capitalistes allemands qui imposaient par la force leurs conditions :

« Deux commerçants allemands, Dickmann (Miragoâne), Stapenhort (Cap-Haïtien) réclamèrent au gouvernement haïtien quinze mille dollars pour dommages matériels, réels ou prétendus, subis par eux du temps de Salnave et de Geffrard.

Deux frégates allemandes, la Vineta et la Gazella, mouillèrent, le 11 juin 1872, en rade de Port-au-Prince. Deux heures après leur arrivée, le capitaine Batsch exigea le paiement immédiat de trois mille livres sterling, puis, sans même attendre la réponse du gouvernement, s'empara de deux navires de guerre haïtiens paisiblement à l'ancre.

Indignée, mais convaincue de son impuissance, Haïti paya. Batsch rendit sa proie et partit. Sur le pont de chaque navire haïtien, on trouva le drapeau bicolore largement étalé

et... hideusement souillé. » (Dor-sainvil : Histoire d'Haïti)

Et quelques décennies plus tard, c'étaient les USA qui occupaient le pays, occupation directe qui allait durer presque vingt années, occupation qui finalement n'a cessé que parce que l'envahisseur se heurtait en permanence à la résistance populaire.

Par ailleurs, la situation de misère imposée au peuple haïtien par les puissances coloniales, et par les gouvernements à leur service ont obligé en permanence des centaines de milliers d'Haïtiens à émigrer, et pour commencer dans tout le bassin des Caraïbes. C'est ainsi qu'à l'étranger, ils sont devenus la composante la plus exploitée des peuples de la région. Laissés sans défense par les gouvernements de leur propre pays, ils étaient, par ailleurs, l'objet de l'agression permanente des gouvernements étrangers. Ainsi, le dictateur dominicain Trujillo allait faire exterminer en quelques jours plus de 20 000 Haïtiens installés en République dominicaine dans des conditions qui n'avaient rien à envier à celles de l'esclavage. C'est dans ces conditions qu'on doit comprendre ce véritable cri d'un Comité de jeunes dans un tract sorti à la veille de la chute du dictateur, déclarait :

« ... Nous, de la génération des jeunes de 25-30 ans n'avons aucune leçon à recevoir de ces peaux noires à masque blanc qui se flattent d'être les amis des puissances étrangères, nous ne sommes pas fous, nous sommes des nationalistes... »

L'IMPACT INTERNATIONAL CONSIDÉRABLE DE LA RÉVOLUTION HAÏTIENNE

Même si aujourd'hui on assiste à une véritable tentative de désinformation en ce qui concerne les développements de la révolution haïtienne, celle-ci préoccupe, dans ses développements quotidiens tous les peuples de la région. Et il faut en comprendre la raison : dans la situation de misère, d'oppression, de terreur faite au peuple haïtien, les colonialistes d'hier et d'aujourd'hui ont voulu faire « la preuve » de l'incapacité des peuples noirs à se diriger eux-mêmes. « ... vous voulez l'indépendance : regardez ce qui se passe à Haïti... » C'est l'argument utilisé pendant des décennies et des décennies par tous ceux qui œuvraient à maintenir les peuples noirs sous la tutelle coloniale.

Il y a une autre raison qui explique cet intérêt et cet attachement au combat pour la démocratie à Haïti : tout le processus qui a abouti quelques années après l'indépendance d'Haïti à la fin de l'esclavage dans les Caraïbes et ailleurs a pour point de départ le combat des Haïtiens. Et pas seulement par l'exemple. Les dirigeants haïtiens, ayant chassé les colonialistes, ont pris une part active dans la lutte de libération de tous les peuples de l'Amérique :

« *Bolívar, préféra l'exil à la soumission, et se rendit, avec ses com-*

pagnons d'infortune, à la Jamaïque d'abord, ensuite aux Cayes (Haïti) (fin décembre 1815). La ville entière des Cayes, et à sa tête le général Marion, commandant de l'arrondissement, reçut à bras ouverts les illustres fugitifs.

Aux Cayes, Bolívar reçut en abondance des armes et des munitions, sous la promesse qu'il abolirait l'esclavage là où il serait victorieux. Bolívar commença le sacrifice par lui-même : les quinze-cents esclaves qui travaillaient sur son vaste domaine de San-Mateo, près de Caracas, furent libérés sans condition (mars 1816). Mais quand il décréta la liberté générale, tous les propriétaires d'esclaves, y compris ses lieutenants, se dressèrent, mécontents, et l'abandonnèrent. Battu le 10 juillet 1816, Bolívar se réfugia à Jacmel (Haïti). Il y resta six mois (26 décembre). Grâce à une énergie qu'aucune souffrance ne domptait et à sa surhumaine activité, il remporta ensuite de belles victoires, à Junin, à Ayacucho, etc. et proclama l'indépendance du Vénézuéla, de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou, de la Bolivie... » (Dorsainvil : Histoire d'Haïti)

LES HAÏTIENS ET LA VIOLENCE

Des dictatures qui se sont succédées tout au long de ce siècle à Haïti, des historiens superficiels ou intéressés n'ont pas voulu voir que l'expression de l'incapacité (ou de l'absence de volonté) du peuple haïtien à réaliser la démocratie.

Ils relient même cette violence dictatoriale à l'origine de la nation haï-

tienne, aux méthodes employées par les leaders de la bataille de l'indépendance. (Toussaint, Dessalines, Petion). On cite assez souvent cet échange entre Dessalines et Miranda (l'un des précurseurs de la lutte contre la domination espagnole).

« *Dessalines demanda à Miranda comment il comptait faire pour arri-*

ver à l'indépendance du Venezuela. Il a répondu qu'il ferait des meetings, des discours. Dessalines nerveux l'avait interrompu pour affirmer qu'une seule formule était efficace : couper des têtes, brûler des maisons ».

Ce que l'on ne dit pas, ou beaucoup moins, c'est que cette violence bien réelle était le moyen inévitable pour faire face aux esclavagistes dont la domination se maintenait par la plus atroce et la plus permanente des violences. Isolée, contrainte d'utiliser l'essentiel des ressources nationales pour la défense, Haïti est devenue la proie d'une succession de dictateurs faisant concessions sur concessions aux puissances étrangères.

Mais même ces gouvernements de capitulation n'ont jamais pu aller jusqu'au bout pour satisfaire les exigences de ces puissances, tant la résistance du peuple haïtien était grande. Ainsi, lors de la lutte pour l'indépendance une des premières dispositions a été celle d'interdire à tout étranger le droit à la propriété en Haïti.

En 1867, la nouvelle constitution dit encore :

« Nul, s'il n'est pas haïtien ne peut être propriétaire de biens fonciers en Haïti à quelque titre que se soit ».

« Et seuls sont habilités à devenir Haïtien des Africains ou Indiens... »

Ces dispositions sont garanties dans la constitution de 1874.

Toutes les pressions étrangères n'ont abouti qu'à la possibilité pour les étrangers en général d'acquérir la citoyenneté (et donc le droit à la propriété) après sept ans de résidence dans le pays. Délai ramené à cinq ans en 1879.

Tout cela allait lentement, beaucoup trop lentement pour les grandes puissances. De là l'invasion américaine en 1915...

Cette occupation militaire directe n'allait prendre fin que vingt ans plus tard. Alors se manifeste à nouveau l'incapacité des gouvernements haïtiens à faire face au peuple. En particulier, après la chute du dictateur Magloire, à la fin de 1956, les gouvernements se succèdent, certains ne durant que quelques semaines. Le peuple haïtien occupe la rue. Les grèves générales suivent les grèves générales.

De certains secteurs de la bourgeoisie haïtienne montent alors des appels, à peine discrets, à une nouvelle intervention américaine. C'est dans ces conditions que des élections donnent la présidence à Duvalier.

LA DICTATURE DE FRANÇOIS DUVALIER

C'est à partir de là qu'allait se constituer un pouvoir dictatorial qui présente des traits distinctifs par rapport aux différentes dictatures qui se sont succédées dans l'histoire politique de Haïti. En effet, si cette dictature va exercer son oppression contre le peuple travailleur des villes et des campagnes, semer la terreur pour que l'« ordre » soit rétabli, elle va aussi porter des coups aux sec-

teurs qui, traditionnellement avaient gouverné Haïti.

C'est un fait que la dictature de Duvalier, pour s'installer, prend d'abord appui sur des secteurs de la petite-bourgeoisie haïtienne qui avaient le plus souffert de l'occupation américaine et des conditions qui l'avaient suivie. Ils veulent exercer une pression pour que l'impérialisme modifie, en leur faveur, les condi-

tions de sa domination.

Aussi François Duvalier commence-t-il par s'attaquer aux piliers de la domination américaine telle qu'elle s'exerçait auparavant : l'armée et l'Eglise. La première est décapitée, ses crédits réduits. Quant à la seconde, elle est l'objet d'attaques incessantes qui mèneront même le Vatican à prononcer l'excommunication de Duvalier. L'histoire des premières années de la dictature duvaliériste, s'accompagne dans certaines limites, d'un conflit presque permanent avec les USA.

Quelques épisodes de ces tensions sont parfaitement décrits dans le livre « Papa Doc et les tontons macoutes » de B. Diederich et Al. Burt.

Duvalier, par exemple, entend exercer un droit de veto sur le choix par Washington de ses ambassadeurs. Il demande que l'ambassadeur Thurston soit rappelé, ce à quoi le gouvernement US accède finalement. Mais pour bien marquer sa volonté, Duvalier est à l'origine de l'épisode suivant : au moment où l'ambassadeur américain doit partir et l'avion prêt à décoller :

« un officier haïtien émerge du P.C. des forces aériennes, et court jusqu'au DC-3. Il adresse quelques paroles à Thurston d'abord, aux membres de l'ambassade qui sont rassemblés devant la passerelle ensuite. Le diplomate fait demi-tour. Son interlocuteur vient de lui apprendre que le DC-3 n'a pas reçu le feu vert et ne peut donc s'envoler pour l'instant. Commence alors une longue attente. A mesure que la matinée passe, le soleil tropical jaillit au-dessus des palmiers et la température se fait brûlante. Dans les rangs du personnel de l'ambassade, la colère commence à monter aussi. Toutes sortes de solutions de rechange sont envisagées, y compris un appel urgent aux marines de la

base cubaine que les Etats-Unis ont conservé à Guantanamo. Finalement, on décide de ne pas attendre plus longtemps le bon vouloir des autorités haïtiennes. Thurston remonte à bord, fait de nouveau un geste d'adieu et les moteurs commencent à rugir. Au même instant, trois antiques Mustang P-51 de l'armée de l'air haïtienne entrent en action. Ils arrivent en cahotant bruyamment d'une piste voisine et, par une série habile de manœuvres au sol, réussissent à bloquer le DC-3 des Américains. Pas moyen de passer. Nulle part. Se voyant cerné irrémédiablement, le pilote coupe les gaz. C'est alors un Thurston visiblement outragé qui émerge une fois de plus de l'appareil. Il confère avec ses assistants. »

Ce n'est qu'une anecdote... Mais une anecdote significative du degré de tension entre le régime de Duvalier et le gouvernement des USA.

Pour exercer sa pression sur le gouvernement américain et obtenir de nouveaux crédits, Duvalier n'hésite pas, dans un premier temps de sa dictature, à se livrer à la plus grande démagogie allant même jusqu'à favoriser par moment le développement d'organisations de masse à caractère radical qu'il réprimait après avec la plus grande sévérité dès lors que leur existence avait servi pour négocier avec les Américains.

Pendant tout un premier temps, la répression, Duvalier l'exerce contre toute la société haïtienne. Il s'est livré à un véritable pillage de secteurs entiers des classes dominantes, au profit de l'appareil politique qu'il constitue en dehors des structures traditionnelles de l'Etat haïtien (tontons macoutes : une milice « volontaire » non rémunérée par l'Etat, mais se « servant » du pouvoir politique pour s'enrichir).

Un autre aspect a été la tendance,

chaque fois plus accentuée, à piller les caisses de l'Etat au profit de ce même appareil répressif-policiier. Et avec l'extension de ce dernier, la tendance affirmée, à étendre ce pillage à l'ensemble des couches de la société jusqu'aux plus pauvres et aux plus misérables. Et cela, jusqu'à un point, où, pour survivre, pour continuer à vivre, la majorité des familles étaient obligées de payer un véritable « impôt » de fait au chef local des tontons macoutes.

Tout état se définit d'abord par sa nature de classe, par les rapports de propriété qu'il défend. Le régime haïtien sous les Duvalier n'échappe pas à cette règle : l'Etat à Haïti est un Etat bourgeois. Mais on sait qu'il existe une variété de formes par lesquelles la bourgeoisie exerce sa domination. Léon Trotsky notait, à propos des pays coloniaux et semi-coloniaux (et Haïti est incontestablement un pays semi-colonial), que la « *pression de l'impérialisme étranger change et altère tellement la structure économique et politique de ces pays que la bourgeoisie nationale (même dans les pays politiquement indépendants d'Amérique du Sud) que la bourgeoisie nationale n'arrive que partiellement à la situation de classe dominante.* »

Les caractéristiques précises de ce qu'on a défini comme le « système Duvalier » ne peuvent être saisies dans les seules limites de Haïti. La dictature duvaliériste a frappé toutes les couches de la société haïtienne. Sa volonté permanente a été de négocier, avant tout au profit de la couche parasitaire directement liée au monstrueux appareil répressif, un accord avec l'impérialisme « protecteur », celui des USA, les conditions faisant d'Haïti un « rempart contre la révolution ». Duvalier a, dans cette mesure, constamment joué du « danger » représenté par la révolution cubaine.

Dans ce contexte, la dictature a poussé jusqu'au paroxysme la tendance à la dissolution des classes sociales fondamentales, au profit d'un parasitisme généralisé lié au pillage du pays par l'impérialisme.

Le romancier britannique Graham Greene dans son roman « Les Comédiens » a bien saisi certains aspects du système Duvalier. On y trouve, par exemple, un récit nécessairement romancé mais véridique quant au fond, des négociations entre un ministre Duvaliériste et un « investisseur » étranger :

« J'étais venu non pour dépenser de l'argent, mais pour en trouver, et il m'a révélé une méthode : il s'agissait de partager les profits en trois, au lieu de deux, avec quelqu'un qui dirige les Travaux publics. A ce que j'ai compris, j'aurais à payer certains des matériaux, mais pas beaucoup, et le paiement en serait réellement assuré par notre part de bénéfices.

— *Et comment comptaient-ils faire des bénéfices ?*

— *Le gouvernement garantirait la paye des ouvriers. Nous trouverions de la main-d'œuvre à un prix beaucoup plus bas, et au bout d'un mois les ouvriers seraient licenciés. Puis nous laisserions dormir le projet pendant deux mois et nous embaucherions ensuite de nouvelles équipes. Naturellement, la garantie des salaires pendant les mois de chômage irait dans nos poches... une fois que nous aurions payé les matériaux ; le directeur du ministère des Travaux publics se contenterait des commissions versées sur ces achats. (Je crois que c'était le ministère des Travaux publics). »*

Après sa mort, sous le règne de « Baby Doc » cette tendance allait continuer à se développer. La bourgeoisie haïtienne ne pouvait s'assurer aucune autonomie à l'égard du pouvoir. En témoigne, par exemple,

un article décrivant certains traits de la dernière période du pouvoir de Duvalier junior :

« On apprend, en effet, que plusieurs hommes d'affaires d'Haïti ont été bernés par Jean-Claude Duvalier qui aurait amassé à leurs dépens, au moment de préparer sa fuite du pays, la bagatelle de \$ 10 millions.

Acculé à la décision de s'enfuir d'Haïti, Jean-Claude Duvalier a contacté les hommes d'affaires les plus importants du pays pour leur soutirer des sommes importantes. La plupart d'entre eux ont reçu des appels téléphoniques du « chef d'Etat » qui leur demandait s'il pouvait lui trouver de l'argent liquide en dollars américains.

Jean-Claude Duvalier ne s'est pas embarrassé pour demander à certains hommes d'affaires, qui \$ 200 000, qui \$ 300 000 et qui jusqu'à un million. Dans certains cas, les tractations se sont déroulées plus d'une demi-heure au téléphone. Duvalier expliquait que si ce n'était pas possible de réunir tout de suite la valeur sollicitée, il se contenterait de ce qu'on pouvait lui trouver. L'argent, ainsi réuni, était remis à un officier des Forces armées (rarement un civil) dépêché par Duvalier.

Selon l'enquête réalisée par un représentant de Haïti-Observateur, Jean-Claude Duvalier a pu, en entourant du plus grand secret son départ pour l'exil, soustraire d'un seul homme d'affaires, environ un million de dollars. » (Diederich et Burt).

Cette dépendance extrême de la « fortune » par rapport au pouvoir politique ne date certes pas des

POUR CONCLURE...

Haïti vit aujourd'hui une véritable révolution. C'est une réalité que beaucoup ne veulent pas voir. Pour affirmer qu'en Haïti rien de profond

Duvalier. Elle existait bien avant. La bourgeoisie haïtienne n'a jamais disposé d'un véritable appareil politique ayant acquis une certaine indépendance par rapport au pouvoir d'Etat. La « politique » était et demeure le moyen, dans la grande majorité des cas, pour tel « leader », telle « famille » de faire fortune. Les partis politiques n'étaient que le paravent nécessaire à la réalisation et à la préservation d'une fortune personnelle.

C'est essentiellement là que réside l'explication de ce que beaucoup de commentateurs ont appelé « l'incapacité chronique de l'opposition haïtienne à présenter un front uni face aux Duvalier ».

Et c'est là aussi que se trouve, au moins en partie, l'explication de la division extrême des forces de la bourgeoisie au lendemain de la chute de « Baby Doc », au moment où il s'agit de tenter de reconstruire l'Etat bourgeois en décomposition.

Un des problèmes les plus importants auxquels se trouvent confrontés les artisans de cette reconstruction, c'est celui de la division extrême des forces bourgeoises. Quelques mois après la chute de Duvalier, on décomptait plus de 100 candidats à la présidence déclarée. Ce qui était l'expression d'un mélange d'affairisme de la majorité des candidats mais aussi de la faiblesse de la bourgeoisie en tant que telle à imposer un début d'ordre après des décennies au cours desquelles « politiquement » elle n'a pas pu jouer un rôle véritablement indépendant.

ne se passe, ils parlent de « l'anti-communisme primaire de la masse des Haïtiens », des difficultés du PUCH (Parti unifié des communis-

tes haïtiens) à obtenir des assises de masse dans ce pays.

Ceux qui tiennent ce discours passent en général pudiquement sur l'histoire du Parti communiste haïtien, l'histoire du et des partis staliens dans ce pays.

En 1947, la composante essentielle du stalinisme à Haïti : le Parti communiste haïtien décide de s'autodissoudre pour ne pas gêner le président bourgeois Estimé : « ... en 1947, il publie un communiqué par lequel il annonce que, pour éviter de placer Estimé dans une situation embarrassante et compliquer ainsi ces relations avec les Etats-Unis, lesquels commencent à manifester de l'inquiétude à propos de sa politique, il a décidé de se dissoudre de sa propre initiative... » (Diederich et Burt...)

A partir de là c'est la décomposition. Une décomposition qui allait se manifester dans le fait que des dirigeants, des militants connus allaient occuper des responsabilités aux cotés de Duvalier, que par exemple « ... à la tête de la Cour des Comptes, il nomme Jules Blanchet qui a été affilié tour à tour au Parti communiste français et à l'ex-P.C.H., c'est lui que Duvalier choisit comme conseiller de l'une des premières missions économiques qu'il envoie à Washington. Plus tard, il en fera un des ministres sans portefeuille puis on le retrouvera ambassadeur d'Haïti auprès du Marché commun... un autre personnage qui a eu lui aussi des attaches avec le PCF devient le ministre des Finances de Duvalier. C'est Hervé Boyer. Tous ces hommes représentent l'orientation traditionnelle européenne du communisme haïtien... » (Al Burt et Bernard Diederich : Papa Doc et les Tontons Macoutes).

Des defections personnelles ? Sans doute pas. C'est l'expression de la décomposition du Parti commu-

niste à cette époque dont la cause réside précisément dans son ralliement aux gouvernements successifs, au début, au nom de la lutte contre le nazisme, après à la recherche d'une « révolution nationale démocratique » ayant à sa tête des secteurs de la bourgeoisie nationale.

Cela a marqué la conscience du peuple haïtien. Cela s'exprime dans le mouvement qui a chassé Duvalier. Avec des paroles crues peut-être. Mais où les représentants du stalinisme sont fustigés à coté de ceux de l'impérialisme :

« Nous, jeunes des Gonaïves, du Cap et de Jérémie, nous ne voulons pas des « has been » comme Desinor, noiriste qui a pillé les caisses avec Duvalier et trahit Baby Doc et ses macoutes.

Après l'opération "déchoukage", nous les jeunes d'Haïti nous ne voulons pas des faux docteurs parachutés par l'Américain de 1915 comme les :

— Marc Bazin, Lesly Manigat, Verdieu, Bajoux et Adrien, Clemart Joseph Charles.

Et tous les défroqués et komunistes d'Europe, de Brooklyn, de Montréal, de Saint-Domingue, du Venezuela et de Cuba, où étaient-ils ces fascistes, ces experts et professeurs bourgeois, ces exilés guérilleros de salon ? A bas ! La République des poubelles ! »

(Tract circulant quelques jours avant la chute de Duvalier).

La révolution haïtienne, précisément parce qu'elle est profonde, ne connaîtra certainement pas un développement linéaire. La route que doit suivre le peuple haïtien pour garantir son émancipation est marquée par de multiples obstacles, par de grandes difficultés.

Les structures répressives de la dictature de Duvalier, démantelées par l'action des masses, n'ont pas disparu. Les « tontons macoutes »

frappent encore dans la nuit, mais bénéficient de la protection de l'actuel gouvernement.

Le peuple haïtien a à forger sa représentation authentique, à reconstruire et à unifier son mouvement syndical.

Il ne part pas de rien. Il y a l'héritage de notre ami Ulrich Joly qui, en constituant en pleine dictature duvaliériste l'Union intersyndicale d'Haïti, a laissé derrière lui la trace ineffaçable d'un syndicalisme indépendant qui commence aujourd'hui à reprendre corps.

Il y a aujourd'hui le combat de militants comme ceux rassemblés, avec Frank Senat, dans les rangs du Parti de la Libération haïtienne (PLH). Ils ont levé le drapeau de la démocratie, du droit du peuple haïtien à disposer de lui-même, de la Constituante souveraine. Ce sont des revendications qui deviendront celles matérialisant l'unité de tout un peuple qui n'a pas chassé Duvalier pour qu'à nouveau, on lui dénie le droit de décider de son destin.

Miguel CRISTOBAL

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE CONTRE LES PLANS DU F.M.I. ET DE LA C.E.E.

« La Vérité » publie l'appel à « une conférence internationale contre les plans du FMI et de la CEE » à l'initiative duquel se trouvent trois partis politiques, le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) du Venezuela, le Parti des travailleurs du Pérou, le Parti communiste internationaliste de France.

Appel qui a pour point de départ les « intérêts communs » des travailleurs de tous les pays et de tous les continents, des travailleurs des villes et des campagnes des pays victimes de la domination impérialistes et pillés, en particulier par le moyen de la dette externe de ces pays, comme des travailleurs des grandes puissances impérialistes qui font face à une offensive concertée contre leurs droits les plus élémentaires, contre leur droit au travail.

En prenant cette initiative, il s'agit dit l'appel « d'aider à la mobilisation des travailleurs et des peuples contre les plans de la CEE et du FMI », c'est-à-dire d'affirmer les moyens de défendre ses intérêts communs. C'est pourquoi l'appel qui convoque cette conférence à Caracas, au Venezuela « avec la participation d'organisations politiques, syndicales, et de personnalités du monde entier, indépendantes de tout gouvernement, sans exclusives et en continuité avec d'autres initiatives déjà prises pour organiser la résistance politique au FMI et au Marché commun européen » se conclut en mettant en avant la constitution dans chaque pays de « larges comités de préparation ». Dans quel contexte se situe cet appel ?

Les conséquences de l'actuelle crise économique mondiale se résument dans une marche de plus en plus rapide vers la désorganisation complète du système économique du monde entier, l'abaissement catastrophique du niveau de vie, un chômage frappant dans tous les pays par millions et dizaines de millions de travailleurs de toutes catégories des villes et des campagnes, combiné avec l'exploitation la plus intense du travail des femmes et des enfants.

Dans un pays dit avancé, la France, le grand capital vient d'imposer le retour au travail de nuit des femmes suivant les recommandations de la Commission de la Communauté Economique Européenne. Comme le signale l'appel à une conférence contre les plans du FMI et de la CEE, s'exprimant devant 500 scientifiques, M. Carlyle Guerra de Macedo vient de rappeler lors d'un séminaire international organisé par l'Organisation mondiale de la santé, l'OMS, que « *le nombre de latino-américains en situation de pauvreté critique est passé entre 1970 et 1980 de 90 à 130 millions* ».

Par sa politique d'exploitation, l'impérialisme et en premier lieu l'impérialisme US tout en ruinant les continents entiers, de l'Amérique latine à l'Asie en passant par l'Afrique, n'est pas en état d'organiser le

système économique du monde entier. Bien au contraire, par l'intermédiaire du Fonds Monétaire International (FMI), du GATT et de toute une série d'organismes qui imposent aux pays en difficulté des plans dits d'assainissement, et du Marché Commun Européen (MCE), l'impérialisme désorganise et détruit de plus en plus le système économique mondial. La désorganisation économique envahit un pays après l'autre dans une proportion toujours croissante. En Grande-Bretagne et en France, en Allemagne ou en Espagne, l'état-major des impérialismes européens siégeant au Marché Commun de Bruxelles programme la destruction des branches les plus fondamentales de l'économie : sidérurgie, chantiers navals, textiles, industries du bâtiment, charbon, les principales forces productives accumulées par le travail social sont menacées de disparaître. Les contradictions du système mondial continuent durant les quelque 30 années qui ont suivi la II^e Guerre mondiale se révèlent dans la crise mondiale avec une force inouïe, que les discours des hommes d'Etat de toute couleur politique cherchent à camoufler. Le capital financier dominant a tenté et continue de tenter de surmonter ses contradictions en engageant des sommes de plus en plus fantastiques dans les budgets

militaires, entraînant le plus formidable gaspillage des forces productives.

Dans un récent document, dont l'appel à la Conférence de Caracas cite d'ailleurs des extraits, concernant « Les dépenses d'armement dans le monde en 1985 » l'Institut international de Recherches sur la paix de Stockholm (SIPRI) établit que « *Les dépenses d'armement dans le monde en 1985 ont progressé de 3,2 % par rapport à 1984, totalisant 663,120 milliards de dollars contre 642,580 milliards en 1984* ». Il suffit de rapprocher ces sommes du montant total de la dette extérieure des pays en voie de développement, débiteurs des grands pays impérialistes, à savoir 637 milliards, pour constater qu'il suffirait de transférer une seule année de gaspillage en crédits militaires pour annuler, dans tous les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, le poids de la dette externe sous lequel ils croulent.

Aux USA, les dépenses militaires ont progressé en 1985 de 8 % soit 204,896 milliards (contre 187,987 en 1984), plus qu'il n'en faut pour assurer l'écrasante charge du service de la dette des pays en voie de développement qui en 1984 s'élevait à 141,1 milliards de dollars.

Si durant les années qui ont suivi l'immédiat après-guerre où s'opérait la reconstruction des économies dévastées, si à partir de 1950, l'injection grandissante de crédits militaires qui ont constitué le volant d'entraînement de l'économie mondiale, « *la plupart des économistes depuis une quinzaine d'années constatent une relation négative entre la part des dépenses militaires et celle de l'investissement dans le produit national* » (Extrait d'un article publié dans la revue « Stratégie » éditée par la Fondation française pour les Etudes de Défense natio-

nale, 3^e trimestre 1985).

Les dépenses militaires, l'économie d'armement conduisent à un gaspillage organisé des forces productives se transformant en forces destructives, créant une « demande artificielle propre à écouler le surplus ». Les dépenses militaires sont présentées comme des instruments de régulation, mais dans la plupart des pays, elles aboutissent à un taux de croissance plus faible. A partir d'un certain niveau pour faire face « à la demande croissante (de ce secteur de financement) de dépenses militaires » celui-ci assèche les investissements productifs. Ce ne sont pas les « révolutionnaires » qui le constatent mais les économistes bourgeois eux-mêmes : « *Le financement de la défense tend à créer moins d'emplois productifs que les dépenses civiles comparables. Il est erroné de penser que l'effort de défense améliore les potentialités de développement de l'économie mondiale* », lit-on dans ce même document.

Il y a plus encore. Ils constatent — non les révolutionnaires, mais les économistes — que la « *militarisation progressive de l'économie conduit à l'utilisation de technologies dures favorisant la concentration du pouvoir politique et économique...* » Cette course en avant aggrave la crise économique, les inégalités, l'oppression, le recours à la force contre les mouvements d'émancipation sociale et nationale des peuples.

Voilà où conduit l'impérialisme du capital financier où les Etats-Unis, en pointe dans l'activité de militarisation de l'économie, entendent organiser et faire admettre à l'aide du FMI un système économique du commerce et du financement à leur profit, afin de financer leurs déficits budgétaires entraînés par les développements des budgets d'armement.

Le tableau du monde est bien celui-ci : le chômage croissant, la baisse du niveau de vie dans tous les pays, la famine pour des dizaines et des dizaines de millions d'êtres humains dans les pays dits en voie de développement, la diminution de leur espérance de vie, l'enrichissement inouï des couches supérieures de la bourgeoisie grâce à la production militaire, les emprunts, la spéculation, la ruine des forces productives organisée sous l'égide du Marché Commun Européen et du FMI, des mesures toutes dirigées contre les travailleurs, contre les masses laborieuses des villes et des campagnes dans le monde entier.

Alors que la crise économique mondiale s'aggrave, les boursiers, les ministres, les gens d'affaires abreuvent les peuples de phrases mensongères. Les preuves abondent. Et nous n'irons pas chercher d'autres témoignages que ceux apportés par les défenseurs de « l'ordre » du capital financier.

Toutes les branches de l'économie sont en difficulté. « *Aussi bien l'agriculture et la sylviculture que les industries de base comme la sidérurgie et la chimie ou des technologies de pointe* ». (Article publié dans l'International Herald Tribune du 13.12.85).

C'est ainsi que sur tous les continents, aux Etats-Unis, en Europe, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, les capitaux ne s'investissent pas dans les secteurs productifs mais servent à la constitution d'une masse de capitaux fictifs pour la spéculation grandissante. Des branches industrielles entières, produits du travail social accumulé pendant des siècles sont avec un acharnement monstrueux programmées pour être liquidées selon les plans du FMI et du Marché Commun. Aux Etats-Unis eux-mêmes, « *dans le secteur industriel de premier rang, lit-on*

dans cet article, *Général Motors, Warner-Lambert et Standard Oil of Ohio, ont débauché des milliers de travailleurs, et dû se défaire de capacités de production inutilisées se chiffant à des milliards de dollars... Les Etats-Unis n'ont jamais eu autant de réserves oisives de capacité de production depuis les années 30.* »

Pour « combattre » ces conséquences qui ne tombent pas du ciel, mais sont le produit d'un système économique, le système impérialiste, le capital financier exige, répétons-le, la liquidation de secteurs industriels dans la sidérurgie, les chantiers navals, les mines, l'industrie houillère.

Constatant que « *dans la zone agricole des Etats-Unis plus d'un million de boisseaux de maïs de la récolte ont été directement stockés venant s'ajouter aux excédents de l'année dernière* », le FMI exige et programme la mise en friche de millions d'hectares de blé. L'endettement des fermiers aux Etats-Unis s'élève à plus de 200 milliards de dollars. Pour le système économique impérialiste dominant, il y aurait trop de viande, de lait : la politique agricole commune du MCE programme l'abattage du bétail, ruinant les petits paysans par millions. « *A la bourse de Chicago, le marché des céréales subit le contre-coup d'excellentes récoltes de blé et surtout de maïs. Aux Indes, les stocks de coton s'élèvent à 692 000 tonnes à l'issue de la campagne 84-85 ; excédents importants de sucre, d'oléagineux* ».

Voilà ce qu'on lit chaque jour dans la presse internationale. De temps à autre avec une hypocrisie intéressée, ou désintéressée, des organismes humanitaires font appel à la charité pour combattre « la faim dans le monde ». Non, l'humanité ne souffre ni d'excédent de capacités de production, ni de surproduction,

en rapport avec les besoins des êtres humains qui peuplent la planète. C'est répétons-le, un système dominé par le capital financier qui est responsable de la crise économique mondiale et de tous les maux qu'elle engendre. Ce sont des gouvernements de toutes couleurs politiques qui appliquent les programmes du FMI et du Marché Commun qui sont responsables de la chute des cours des matières premières qui frappent de plein fouet les « pays en voie de développement », chute telle qu'on n'en avait pas vue depuis les années trente.

Ce sont ces mêmes gouvernements qui programment les entreprises de démantèlement des principales industries dans toute l'Europe, qui vouent au chômage des millions de travailleurs.

Et c'est la même politique qui est mise en pratique aux Etats-Unis où, comme le souligne l'appel ce ne sont que par des artifices mensongers que l'on parle d'un redressement.

Dans tous les pays, les gouvernements opèrent comme le gouvernement Reagan. Selon M. Feldsten, ancien conseiller économique du président Reagan, qui s'en félicite : *« le programme des réductions des dépenses non militaires, 80 milliards de dollars en 1988, y compris 11 milliards en moins pour les retraites vieillesse grâce à un système ingénieux, permettra de limiter l'automatisme des pensions en fonction de l'inflation »*. Avec quel cynisme ces porte-paroles du capital financier jouent avec la vie des travailleurs, avec la vie des masses laborieuses des villes et des campagnes !

Que fait donc le FMI, que fait le MCE, sinon planifier les interventions des banquiers et du capital financier pour seconder l'activité pernicieuse des spéculateurs avec pour résultat d'introduire le désarroi le plus complet dans l'économie ?

Toute l'énergie du FMI et du MCE est concentrée sur ces deux questions : organiser la destruction de branches entières de l'industrie et de l'agriculture mondiale en pressurant de plus en plus les exploités et les opprimés du monde entier afin d'accroître toujours plus les bases financières de la spéculation.

Est-ce là une affirmation de propagande ? Voyons les faits.

Nous avons vu que le montant total de la dette extérieure des pays en voie de développement est passé de 1981 à 1984 de 456,8 milliards de dollars à 637 milliards de dollars, le service de la dette de 101,2 milliards à 141,1 milliards. Dans ces deux derniers chiffres sont inclus en 1981 le rapatriement des bénéfices des entreprises impérialistes qui s'est élevé à 14,1 milliards et en 1984 à 14,5 milliards. Il n'est pas sans intérêt de publier une autre statistique signalant la part des sociétés contrôlées par les pays impérialistes dans les exportations d'articles manufacturés des pays en voie de développement. Pour l'Argentine la part des sociétés étrangères s'élève pour 1969 à plus de 30 %, le Brésil à 43 %, pour la Colombie à 30 % pour l'année 1970, en 1974 à 34 % pour le Mexique (source ONU). Les statistiques font défaut pour les années qui suivent. Sans aucun doute cette part sur le marché d'exportations diminué considérablement dans la situation de crise économique, s'est encore élevée par rapport aux capacités exportatrices des entreprises nationales.

Deux autres éléments statistiques : la Banque mondiale dans son rapport sur le développement pour l'année 1985 fournit les indications suivantes sur la dette des pays en voie de développement entre 1970 et 1984 (en pourcentage - milliards de dollars). Ce pourcentage passe de 1970 à 1984 de 50,9 % à 65 %. Un dernier élément fourni par la Banque

de Mexico : au Mexique le montant des investissements directs (productifs) est tombé de 1 254 millions de dollars en 1980 à 374 millions, tandis que le FMI impose au Mexique les plans d'austérité les plus draconiens, pour contraindre ce pays à payer le service de la dette extérieure. Il en est de même pour tous les autres pays tel le Brésil qui devait dégager un excédent commercial de 10 milliards de dollars pour assurer le service de la dette extérieure qui atteint 100 milliards de dollars... Mais en même temps, le gouvernement Reagan élève ses barrières douanières pour sinon interdire complètement, du moins freiner considérablement les exportations du Brésil vers les USA.

« Il est difficile dans ces conditions, vient de déclarer un ministre du gouvernement brésilien (alors que le remboursement de la dette pour le Brésil représente un transfert annuel de 5 % du PIB — produit intérieur brut) d'amorcer un processus d'investissement productif par rapport aux investissements financiers ».

Il y a ce que nous avons constaté pour le Mexique, à savoir : le service de la dette extérieure conduit à un véritable désinvestissement et le fait que l'on doit rechercher la clé des « succès de la Bourse » dans la progression fantasmagorique du montant des « investissements financiers », « socle » sur lequel se déroulent toutes les manœuvres spéculatrices les plus inouïes, masquant les pertes sèches dans les secteurs productifs directs. Et cela dans tous les pays, à l'échelle du monde entier. Des économistes estiment que « les excédents financiers recueillis par les entreprises devraient normalement être utilisés une fois le désendettement terminé, soit à l'investissement, soit à la croissance externe » (R. Barnier dans le journal français *Le Monde* du 6.07.86). Propos qui ont tout l'air de vœux pieux, aux-

quels un article publié dans une revue française « Problèmes économiques » répond par avance : « *Dès le début de la crise de l'endettement en 1982 les prêts nouveaux n'ont été accordés à la plupart des pays en développement que pour le refinancement et le rééchelonnement de la dette* », confirmant que les prêts ne sont accordés ni pour l'investissement, ni pour la croissance.

La Bourse dans tous les pays bat tous les records. Les impérialistes s'en félicitent : « *Le marché international des capitaux tourne à plein régime. Il s'adapte avec une rapidité foudroyante aux situations changeantes et répond avec la même célérité aux besoins des créditeurs comme des débiteurs* »... mais, lit-on dans un même article, « *toute médaille à son revers. L'expansion persistante des marchés internationaux de capitaux indique que nous vivons encore à l'échelon mondial dans une économie d'endettement. Une tâche importante des autorités consiste à garder le contrôle de cette montagne de délais* ».

Une des plus grandes banques françaises, PARIBAS, après s'être félicité de la « vague d'optimisme qui règne depuis plus de 3 ans à la Bourse (de Paris), et ailleurs, nuance ensuite son optimisme en indiquant que « *la montée générale des Bourses dans le monde depuis 1982 inquiète en même temps qu'elle ravit les opérateurs* (les spéculateurs) ».

Techniquement le FMI apparaît contrôler les processus de l'économie mondiale. Il n'en reste pas moins que dans l'article du *New-York Tribune* cité on lit : « *Les économistes craignent que bon nombre de pays les plus criblés de dettes finissent par se déclarer en défaut de paiement, après une période prolongée de stagnation de leurs revenus* ». « *Le recours excessif à l'endettement présente tous les signes de l'intoxica-*

tion. Une série de défaillances de sociétés et d'exploitations agricoles marginales risquent de provoquer une vague de difficultés financières qui ne seraient plus politiquement acceptables ».

Propos prudents, mais combien révélateurs, car la politique imprimée par le FMI et le MCE conduit effectivement à des situations qui ne sont « plus politiquement acceptables ».

Les faits le démontrent : à l'aide du FMI et du GATT, et d'autres organismes, Reagan contraint tous les gouvernements à former un « syndicat des Etats » sous prétexte de répartir loyalement les parts de l'expansion mondiale. L'impérialisme US sait que c'est là pure hypocrisie, car dans le domaine des relations de force sur le plan économique et financier, le capital financier et plus particulièrement le capital financier américain domine, s'assu-

rant ainsi de plus en plus l'hégémonie sur toute l'économie mondiale. Le résultat en est la marche vers la désagrégation générale de l'économie entraînant l'appauvrissement de toutes les couches sociales opprimées et exploitées.

C'est pourquoi nous affirmons que la condition pour lutter contre les plans destructifs de toutes les économies et leurs conséquences, réside dans le combat résolu et uni dans chaque pays et à l'échelle internationale pour la défense des conditions de vie et de travail contre la politique réactionnaire des gouvernements qui, quelle que soit leur couleur politique, appliquent servilement les plans du FMI et du Marché commun.

C'est ce qui donne toute sa portée à l'initiative d'organiser une Conférence internationale contre les plans de la CEE et du FMI.

LA VERITÉ

Les conséquences de la crise économique mondiale actuelle se traduisent par une chute catastrophique du niveau de vie, par un chômage qui affecte le système dans son ensemble, et implique des millions de travailleurs sans emploi, à la campagne comme à la ville, par un appauvrissement absolu des pays dits du « Tiers-Monde » épuisés par la dégradation des prix des matières premières et le poids d'une dette externe incalculable qu'ils ne peuvent payer.

Dans une Conférence organisée par l'OMS, Mr Cayle Guerra de Macedo a signalé que « le nombre de latino-américains en situation de pauvreté critique est passé entre 1970 et 1980 de 90 à 113 millions en même temps que la mortalité infantile, loin de diminuer, recommence à progresser ».

Les pays du « Tiers-Monde » épuisés par la dette externe, sont soumis aux plans du Fonds monétaire international (FMI), qui com-

tant état de pins et plus libéralisme au cours l'économie mondiale. Le résultat est le marché vert de désagrégation générale de l'économie mais certainement l'appauvrissement de toutes les couches sociales opprimées et exploitées et surtout les ruines de l'exploitant. C'est pourquoi nous affirmons que la condition pour l'insertion des plans de grands de tous les états nombrés et leurs conséquences est dans le combat social et syndical classé par le succès à l'échelle internationale pour la défense des conditions de travail contre la politique réactionnaire des gouvernements qui, quelle que soient leurs intentions, appliquent les plans de la CEE et du FMI et du marché commun.

C'est ce qui donne toute sa portée à l'initiative de organiser une Conférence internationale contre les plans de la CEE et du FMI.

Il y a une chose que nous avons constaté pour le Mexique, le service de la dette conduit à un véritable désastre et le fait est même recherché non pas le succès de la Bourse dans la progression fantastique du montant des investissements financiers, mais sur lequel se déroulent toutes les manœuvres spéculatrices les plus boueuses, nuisant les pertes énormes et les rendements productifs directs. Et cela dans tous les pays, à l'échelle du monde entier. Des économistes estiment que « les excès financiers recueillis par les entreprises devraient miraculeusement être utilisés une fois le désendettement terminé, soit à l'investissement, soit à la croissance externe » (R. Barner dans le journal français Le Monde du 6/11/86). Propos qui ont tout l'air de venir d'un

autre état de pins et plus libéralisme au cours l'économie mondiale. Le résultat est le marché vert de désagrégation générale de l'économie mais certainement l'appauvrissement de toutes les couches sociales opprimées et exploitées et surtout les ruines de l'exploitant. C'est pourquoi nous affirmons que la condition pour l'insertion des plans de grands de tous les états nombrés et leurs conséquences est dans le combat social et syndical classé par le succès à l'échelle internationale pour la défense des conditions de travail contre la politique réactionnaire des gouvernements qui, quelle que soient leurs intentions, appliquent les plans de la CEE et du FMI et du marché commun.

Les faits le démontrent : à l'aide du FMI et du GATT, et à l'aide d'organismes, Reagan continue tous les gouvernements à former un « syndicat des États » sans limite de répartition, notamment les pays de l'expansion mondiale. L'impérialisme US sait que c'est la pire hypothèse, car dans le domaine des relations économiques, le plan économique que le financier, le capital financier et plus particulièrement le capital financier américain domine à l'extrême dans une économie d'endettement.

Une tâche importante des autorités consiste à contrôler le contrôle de cette montagne de dettes.

Une des plus grandes banques françaises, PARIBAS, après « être légitime de la « vague d'optimisme qui règne depuis plus de 3 ans à la Bourse (de Paris), et ailleurs, nuance ensuite son optimisme en indiquant que « la montée générale des Bourses dans le monde depuis 1982 implique en même temps qu'elle ravit les spéculateurs ».

Totalement le FMI apparaît contrôler les processus de l'économie mondiale. Il n'en reste pas moins que dans l'article du New York Tribune cité en lit : « Les économistes craignent que bon nombre de pays les plus criblés de dettes finissent par se déclarer en défaut de paiement, après une période prolongée de stagnation de leurs revenus ». « Le recours excessif à l'endettement présente tous les signes de l'intoxica-

DOCUMENT

L'APPEL À LA CONFÉRENCE DE CARACAS

Les conséquences de la crise économique mondiale actuelle se traduisent par une chute catastrophique du niveau de vie, par un chômage qui affecte le système dans son ensemble, et implique des millions de travailleurs sans emploi, à la campagne comme à la ville, par un appauvrissement absolu des pays dits du « Tiers-Monde » épuisés par la dégradation des prix des matières premières et le poids d'une dette externe incommensurable qu'ils ne peuvent payer.

Dans une Conférence organisée par l'OMS, Mr Carlyle Guerra de Macedo a signalé que « le nombre de latino-américains en situation de pauvreté critique est passé entre 1970 et 1980 de 90 à 113 millions en même temps que la mortalité infantile, loin de diminuer, recommence à progresser ».

Les pays du « Tiers-Monde » épuisés par la dette externe, sont soumis aux plans du Fonds monétaire international (FMI), qui com-

portent des mesures d'austérité draconiennes et de réduction du niveau de vie. Cela est organisé par l'intermédiaire des GATT et des barrières douanières. Aussi bien les Etats-Unis que le Marché Commun Européen (MCE) réduisent les exportations des pays pauvres en se lançant dans une véritable agression contre eux.

Qui profite de cette situation de misère des peuples auxquels on impose le paiement d'une dette usurière ? Ce qui est certain, c'est que ce ne sont pas les travailleurs et les masses laborieuses des pays dits prêteurs : l'Europe et les USA.

Ainsi, dans un pays comme les Etats-Unis, selon un rapport de l'ONU, le nombre de personnes qui vivent avec un revenu inférieur au minimum nécessaire atteint 40 millions. En France a été réintroduit le travail de nuit pour les femmes, suite aux recommandations du Marché Commun Européen (MCE). En application des recommandations de Bruxelles (CEE), des branches entières de l'économie sont détruites, et cette situation se retrouve dans les autres pays d'Europe.

Les chiffres officiels du chômage sont de 14 millions pour les 12 pays de la CEE. La situation de régression sociale généralisée dans les pays censés profiter du paiement de la dette n'est pas sans relation avec la situation imposée aux peuples étranglés par la dette. Comment ne pas constater en effet que les profits énormes procurés par la dette à une minorité favorise une tendance générale à l'investissement spéculatif en Europe et aux USA ! Les usines sont fermées, des millions de travailleurs sont jetés à la rue : « investir » dans la dette rapporte plus qu'investir dans la production.

Parallèlement a lieu un désinvestissement massif en Amérique latine et en Afrique d'où sont « exportés » des capitaux pour la spéculation en Europe et aux Etats-Unis. On estime que la fuite des capitaux des pays dits du Tiers-Monde a été multipliée par dix durant les cinq dernières années.

C'est ainsi qu'est clairement mis en évidence le lien étroit et les intérêts communs qui existent entre les peuples qui luttent contre la dette, et les travailleurs qui, aux USA comme en Europe, luttent pour défendre leurs conditions de vie et de travail. C'est là la preuve que le malheur des uns ne fait jamais le bonheur des autres peuples.

D'autre part, dans un document récent sur les « frais d'armement dans le monde en 1985 », l'Institut International de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) établit : « Les frais d'armement dans le monde pour l'année 1985 ont progressé de 3,2 % par rapport à 1984, et atteignent 663.120 milliards de dollars contre 624.580 milliards de dollars en 1984 ». Il suffit de comparer cette somme avec le montant total de la dette extérieure des pays "en voie de développement" débiteurs des grands pays impérialistes, c'est-à-dire 637 milliards, pour constater qu'il suffirait de transférer une seule année de gaspillage en crédits militaires pour annuler, dans tous les pays d'Amérique et d'Afrique, le poids de la dette extérieure qui les écrase.

Aux Etats-Unis, les frais militaires ont progressé en 1985 de 8 %, c'est-à-dire qu'ils atteignent 204.896 milliards de dollars (contre 187.987 milliards en 1984), c'est-à-dire une somme supérieure à ce qu'il faudrait pour couvrir les intérêts écrasants de la dette des pays en voie de développement, qui en 1984 atteignait les 141,1 milliards de dollars.

Le FMI et le Marché Commun Européen promettent, dans de récentes déclarations, de façon tout à fait officielle, une nouvelle période de croissance. Comment atteindre cet objectif ? Pour le FMI et le MCE, par l'« adaptation », le « réajustement », qualifiés de développement des entreprises par rapport à la situation économique. En d'autres termes, par la programmation de la disparition d'entreprises agricoles, industrielles, commerciales, dans tous les pays, la réduction systématique dans tous ceux-ci de la « masse salariale », la liquidation des systèmes de protection sociale, les licenciements massifs, par millions. Les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, affirment que la continuation et l'aggravation de la politique dite d'austérité dans tous les pays pourraient permettre de redresser l'économie.

Voyons cela de plus près : selon les statistiques officielles du département du travail aux Etats-Unis, le chômage aurait diminué au mois de juillet 1986, passant de 7,3 % à 7,1 % de la population active. Mais un autre calcul à partir des déclarations patronales montre que le nombre de chômeurs a augmenté au mois de juin de 89.000. Le secteur industriel continue à subir une récession de l'emploi. Ce n'est que par des artifices mensongers qu'il serait trop long d'énumérer que les gouvernements peuvent tenir des propos optimistes sur l'avenir, qui sont repris périodiquement par la presse mondiale ; et ces assertions n'ont d'autre but que d'intoxiquer les gens. Techniquement, le FMI apparaît comme celui qui contrôle les processus de l'économie mondiale.

Cependant, dans un article du *New York Tribune*, nous lisons : « Les économistes craignent que de nombreux pays, les plus accablés de dettes, ne finissent par se déclarer en état de suspension de paiement après une période prolongée de stagnation de leurs revenus. Un recours excessif à l'endettement a entraîné l'apparition de tous les symptômes de l'intoxication. Une série de faillite de sociétés industrielles et agricoles marginales risque de provoquer une vague de difficultés financières qui ne pourront plus être acceptées politiquement. »

Des déclarations prudentes, mais fort révélatrices, car la politique imposée par le FMI et le MCE conduit effectivement à des situations qui ne sont « plus acceptables politiquement ».

Cela d'autant plus que pour imposer le paiement, des politiques de restriction des libertés sont adoptées. Plus encore, nous assistons dans de nombreux pays, et en particulier en Amérique latine et en Afrique à une militarisation croissante et à

l'accentuation de la repression et de la sale guerre.

En Europe et aux Etats-Unis, c'est tout un arsenal juridique qui est appliqué pour mettre en cause l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat.

C'est pourquoi nous affirmons que la condition pour lutter contre les plans du FMI et du MCE réside dans le combat uni dans chaque pays et à l'échelle internationale pour la défense des conditions de vie et de travail, pour que les sommes utilisées pour les dépenses militaires le soient pour œuvrer pour la paix ; pour qu'il n'y ait plus de licenciements et de fermetures d'usines ; pour que les ressources naturelles soient protégées et les entreprises d'Etat préservés des appétits voraces des grands monopoles privés ; pour que la dette externe soit annulée, et la souveraineté et les droits des peuples respectés. Pour qu'en particulier en Amérique Centrale la paix soit imposée, et que l'agression militaire contre le Nicaragua cesse ; pour que cesse toute aide aux régimes ignominieux comme celui de l'apartheid en Afrique du Sud, pour que cessent la repression et la sale guerre et pour que les droits de l'homme, les libertés syndicales et politiques soient respectées dans tous les pays.

Considérant les points précédents, nous, soussignés, convoquons une Conférence internationale contre les plans du FMI et du MCE, qui doit se tenir à Caracas au Vénézuéla, avec la participation d'organisations politiques, syndicales et de personnalités du monde entier, indépendantes de tout gouvernement, sans exclusives, et en continuité avec d'autres initiatives déjà prises pour organiser la résistance politique au FMI et au MCE.

Nous appelons dans chaque pays à constituer des comités larges de préparation de cette conférence, qui doivent permettre d'aider à la mobilisation des travailleurs et des peuples contre les plans de la CEE et du FMI ».

Moïses MOLEIRO pour le MIR du Vénézuéla

Pierre LAMBERT pour le PCI

(section française de 4^e Internationale, CIR)

Alejandro TAZZA pour le Parti des travailleurs du Pérou

CHRONIQUE

LE TOME 22 DES ŒUVRES DE LEON TROTSKY

PAR F. FORGUE

Le 1^{er} septembre 1939 les armées hitlériennes entrent en Pologne. Le 3 septembre, c'est la déclaration de guerre à l'Allemagne de la France et de l'Angleterre. La seconde guerre mondiale a commencé. Le 17 septembre les forces armées de la bureaucratie stalinienne, à leur tour attaquent la Pologne. Le 28 du même mois, alors que les armées allemandes occupent Varsovie, un nouvel accord prolongeant le pacte signé entre Hitler et Staline en août 1939 détermine les conditions du partage de la Pologne... A la fin de novembre 1939, alors que les opérations militaires se sont stabilisées à l'Ouest (« la drôle de guerre »), la guerre commence entre l'URSS et la Finlande.

C'est approximativement entre ces deux événements que se situent les textes de Léon Trotsky réunis dans le tome 22 de ses œuvres publiées par l'Institut Léon Trotsky, sous la direction de notre camarade Pierre Broué.

Comme il est écrit dans l'introduction : « Il faut admettre qu'aucun des événements qui secouent le monde en 1939 n'a pris Trotsky au dépourvu. Il savait la guerre inévitable et proche. Il avait perçu depuis Munich les efforts de Staline pour s'entendre avec Hitler, détourner la guerre de l'URSS elle-même. Il avait également prévu la crise qui secoue,

à travers le SWP, la seule section de la IV^e Internationale avec laquelle il soit dans un contact régulier depuis que la plupart des sections européennes ont été, dans le meilleur des cas, plongées dans la clandestinité. Cette crise, la discussion qui la rythme, vont dominer l'activité de Trotsky dans les sept mois à venir... »

LE PACTE HITLER-STALINE

Dans l'un des premiers textes publiés dans ce volume, Léon Trotsky qualifie sans la moindre ambiguïté le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie, de la caste qui exerce le pouvoir en URSS. Dans un article daté du 18 septembre 1939 « *Le mystère est éclairci* », il écrit : « Il est clair aujourd'hui que pendant les années ou le Comintern (l'Internationale Communiste) menait à grand tapage sa campagne pour une alliance des démocraties contre le fascisme, le Kremlin était en train de préparer une entente militaire avec Hitler contre les prétendues démocraties. Même de parfaits crétins doivent comprendre aujourd'hui que les procès de Moscou qui ont permis d'exterminer la vieille garde bolchevique sous l'accusation de collaboration avec les nazis n'étaient rien d'autre qu'une couverture de l'alliance de Staline et de Hitler. Il n'y a plus de secret... Le Kremlin n'a pas seulement trompé Chamberlain, Daladier et Beck (Chamberlain et Daladier étaient respectivement les premiers ministres de la Grande-Bretagne et de la France, Beck était le ministre des Affaires étrangères de Pologne NDR) mais aussi systématiquement les masses laborieuses de l'Union Soviétique et du monde entier.

...Il y a des gens qui osent comparer l'alliance Hitler-Staline au traité

de Brest-Litowsk. Quelle dérision ! (1). Les négociations de Brest-Litowsk ont été menées ouvertement, sous les yeux de l'humanité toute entière. La révolution soviétique, à la fin de 1917 et au début de 1918, n'avait pas un seul bataillon capable de se battre. L'Allemagne des Hohenzollern attaquait la Russie, s'emparant des provinces soviétiques et du matériel militaire. Le jeune gouvernement soviétique n'avait pas d'autre possibilité physique que de signer le traité de paix. Cette paix nous l'avons publiquement définie comme une capitulation d'une révolution désarmée face à un ennemi puissant. Nous n'avons pas célébré le culte des Hohenzollern, mais dénoncé publiquement la paix de Brest-Litowsk comme extorsion et brigandage. Nous n'avons pas trompé les ouvriers et les paysans. Le pacte actuel Hitler-Staline a été conclu malgré l'existence d'une armée de plusieurs millions d'hommes, et son objectif immédiat était de faciliter à Hitler l'écrasement de la Pologne et son partage entre Berlin et Moscou. Où est l'analogie ?

Les propos de Molotov (le ministre stalinien des Affaires étrangères NDR) que l'Armée rouge se couvri-

(1) C'est le 3 mars 1918 que la jeune République des Soviets signait une « paix séparée » avec l'Allemagne.

rait « de gloire » en Pologne, resteront comme une honte ineffaçable pour le Kremlin. L'Armée rouge a reçu l'ordre d'en finir en Pologne avec ceux qui ont été battus par Hitler. Tel est le rôle honteux et criminel qui a été assigné à l'Armée Rouge par les chacals du Kremlin. »

Il faut ajouter que si, comme le note justement l'introduction, Trotsky n'est pas pris au dépourvu par les événements majeurs de 1939, en leur appliquant lucidement l'analyse marxiste il dégage aussi les traits essentiels des développements à venir. Alors que la guerre s'enlise dans une attente sans conclusion à la frontière franco-allemande, il prévoit qu'une victoire à l'Ouest de l'impérialisme allemand laisserait à celui-ci les mains libres contre l'URSS et qu'ainsi la criminelle politique de Staline est bien celle, sur tous les terrains, d'un fossoyeur des conquêtes de la révolution d'Octobre. Et surtout, indiquant le caractère mondial du conflit qui s'ouvre, il note l'inéluctabilité de l'entrée en

guerre des Etats-Unis : « il s'agit d'une lutte pour la domination mondiale — et les Etats-Unis ne peuvent rester à l'écart » (article du 4 octobre 1939, « Les Etats-Unis entreront en guerre »).

Nombreux sont ceux qui, contraints de reconnaître la grandeur de Trotsky, de saluer sa perspicacité dans l'analyse de la réalité politique, feignent de s'étonner ou de regretter que ses capacités intellectuelles hors pair soient, pour une grande part, consacrées à des contributions dans le débat interne d'une "petite" organisation, le SWP des Etats-Unis. Ils ne peuvent se réconcilier avec ce fait majeur, que Trotsky — comme Marx — était d'abord un militant, un combattant de la lutte des classes. Et que son activité était déterminée par ce qui est au cœur du marxisme comme généralisation théorique de la lutte des classes "la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat".

« LE DESTIN DU PROLETARIAT ET DE L'HUMANITE »

La discussion qui commence alors dans la section américaine de la 4^e Internationale (2) concentre les problèmes vitaux de l'époque, de la révolution prolétarienne. Comme l'écrit Trotsky dans la lettre à James P. Cannon, dirigeant du SWP, qui ouvre ce vingt-deuxième volume des écrits : « (elle) concerne le destin

tout entier du prolétariat et de l'humanité ».

La discussion qui s'ouvre dans la direction et dans les rangs du SWP (et qui est, par son contenu, une discussion internationale même si les conditions créées par la guerre la limitent pour l'essentiel dans sa forme, aux Etats-Unis) s'amorce sur la question de la nature sociale de l'URSS, de l'Etat issu de la révolution d'Octobre mais que dirige une caste bureaucratique soustraite à tout contrôle.

Très vite il deviendra clair qu'à partir de là bien d'autres questions sont posées par ceux qui demandent que l'on révisé l'un des points essentiels du programme de la 4^e Interna-

(2) Le SWP (Socialist Workers Party) était l'organisation trotskyste aux Etats-Unis. Elle s'était prononcée pour la constitution de la IV^e Internationale aux Etats-Unis bien que formellement, du fait de lois réactionnaires, elle ne sera plus affiliée à l'Internationale.

tionale : ce sont des problèmes comme le bolchévisme, la nécessité du parti révolutionnaire, les capacités révolutionnaires du prolétariat lui-même qui sont en cause. Dès le 3 septembre (le jour de l'entrée en guerre de la France et de l'Angleterre), James Burnham qui est l'un des dirigeants du SWP, a demandé la convocation d'un Comité national du parti pour discuter de la question de l'URSS.

Rappelons que Trotsky a défini l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré. C'est-à-dire que la dégénérescence de l'Etat ouvrier a abouti, dans des conditions d'isolement et d'arriération, à l'usurpation du pouvoir politique par la bureaucratie stalinienne, caste contre-révolutionnaire que Trotsky caractérise comme *"la courroie de transmission de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier"* (3). Expulsant le prolétariat du pouvoir politique (processus contre-révolutionnaire qui se marque par la liquidation de toute démocratie ouvrière, la destruction sanglante du parti bolchevik) la bureaucratie stalinienne s'approprie "en quelque sorte" comme dit Trotsky, l'Etat et domestique l'Internationale communiste transformant ses sections en instruments de sa politique contre-révolutionnaire, ce qui se traduit, pour reprendre la formulation du programme de transition de la 4^e Internationale, par le fait que *"l'Internationale communiste est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois"*.

Ainsi la caste bureaucratique s'empare du pouvoir politique à travers un combat contre la classe

ouvrière et ses intérêts historiques au cours duquel, comme couche sociale, elle prend pleinement conscience de ses intérêts spécifiques. L'Etat en URSS n'est plus un "Etat ouvrier" mais un **Etat ouvrier dégénéré**. Contre la domination de la bureaucratie, une "seconde révolution" est nécessaire que Trotsky définit comme une **révolution politique** car elle ne vise pas la destruction des rapports de production conséquences de la révolution d'Octobre et que la bureaucratie n'a pu détruire, mais le renversement du pouvoir de la bureaucratie. La révolution politique est l'expression dans un pays où le capital a été exproprié mais où la bureaucratie contre-révolutionnaire détient le pouvoir politique, de la révolution prolétarienne mondiale. Dans "La révolution trahie", Trotsky souligne et l'étendue et les limites de la contre-révolution :

« En tant que force politique consciente la bureaucratie a trahi la révolution, mais la révolution, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut la renverser. Les dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inévitabilité de la révolution mondiale ».

En d'autres termes, les conquêtes de la révolution d'Octobre n'ont pu être détruites : ces conquêtes qui sont des conquêtes du prolétariat mondial sont toujours un élément actif, vivant, du développement de

(3) L. Trotsky dans *« Un état non-ouvrier et non-bourgeois »*, article de novembre 1937, reproduit dans *« Défense du marxisme »* (Editions EDI).

la lutte des classes internationale et leur défense ("la défense de l'URSS") est l'une des tâches du prolétariat mondial. Mais dans la lutte internationale entre la révolution et la contre-révolution, c'est du

côté de la contre-révolution ("l'ordre bourgeois") que se range la caste bureaucratique, fourrier de la restauration capitaliste et de la destruction des conquêtes d'Octobre.

LES CAUSES DE LA DISCUSSION

Pourquoi cette conception, qui est l'un des éléments centraux de la constitution de la 4^e Internationale, de sa base programmatique doit-il être remis en question avec précipitation, à l'automne 1939 ? Quelles seraient les conséquences d'un tel changement ? Par quoi remplacer "l'ancienne définition" ? Et pourquoi, toute une fraction de la direction du SWP se lance-t-elle à l'assaut ?

Comme le marquera la conclusion de la discussion, la scission organisée par la minorité opposée aux positions trotskystes et son sort ultérieur, l'opposition qui se regroupe alors dans le SWP est un courant politique petit-bourgeois. Il ne s'agit pas d'une insulte politique ni même d'une simple appréciation de la composition sociale des courants en présence (encore qu'il ne soit pas sans signification que les cadres et ouvriers révolutionnaires du SWP, sélectionnés au travers de la lutte des classes, des grèves de Minneapolis, des grands mouvements aboutissant à la formation du CIO, se soient retrouvés en grande majorité avec Trotsky et la direction du SWP) mais d'une caractérisation politique. Cette caractérisation, Trotsky la formule ainsi :

« Il faut appeler les choses par leur nom. Maintenant que les positions des deux fractions en lutte ont été clairement définies, on doit dire que la minorité du comité national dirige une tendance typiquement petite-bourgeoise. Comme tout

groupement petit-bourgeois à l'intérieur du mouvement socialiste, l'opposition actuelle se caractérise par les traits suivants : attitude dédaigneuse à l'égard de la théorie et tendance à l'éclectisme, irrespect pour la tradition de sa propre organisation, souci de "l'indépendance" personnelle aux dépens de l'aspiration à la vérité objective, nervosité au lieu de fermeté, promptitude à passer d'une position à une autre, incompréhension du centralisme révolutionnaire et hostilité à son égard, enfin tendance à substituer les liens de clique et les rapports personnels à la discipline du parti. Bien entendu, tous les membres de l'opposition ne manifestent pas ces traits de la même façon. Mais comme toujours dans un groupe hétérogène, le ton est donné par ceux qui sont le plus loin du marxisme et de la politique prolétarienne » (Une opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party, article du 15 décembre 1939).

Comme un leitmotiv dans les documents de l'opposition revient la nécessité de partir du "concret des événements". Quel concret et quels événements ? Nous savons par notre propre expérience comment, à chaque étape, les défenseurs en tous genres de l'ordre bourgeois, prétendent confondre stalinisme et bolchevisme, faire découler l'un de l'autre pour arriver à la conclusion que c'est la lutte révolutionnaire du prolétariat et son expression consciente et organisée, le parti révolutionnaire,

qui sont l'origine de tous les maux.

Aux Etats-Unis, en 1939, cette offensive prend une forme précise : l'accord entre Staline et Hitler "prouve" que l'URSS et l'Allemagne nazie sont sur le fond identiques. Les mêmes qui se refusaient à condamner les procès de Moscou au nom de "l'unité antifasciste" proclament que le bolchevisme trouve son aboutissement dans la politique de Staline... Sous une certaine forme, les dirigeants du SWP qui réclament, au nom des "événements" une remise en cause de positions programmatiques de la 4^e Internationale, commencent à subir les effets de cette pression.

Le conflit mondial vient de s'ouvrir, il éclate dans des conditions marquées par les plus grandes défaites du prolétariat, dues avant tout à la trahison stalinienne. La pression de la bourgeoisie et de ses agents au sein du mouvement ouvrier ne peut que s'intensifier sur l'avant-garde révolutionnaire elle-même, tendre à disloquer ce que l'action de Trotsky et des militants qui ont répondu à son appel a permis de constituer. Ce qui est en jeu c'est la continuité programmatique et organisée de l'action révolutionnaire. Mais tant que la discussion se déroule dans le respect de l'action centralisée du parti révolutionnaire, elle se développe par le recours à des arguments politiques, par des tentatives — y compris de la part de ceux qui en définitive remettent en cause la méthode même du marxisme — de se référer au marxisme. Trotsky et la direction du SWP répondront point par point (4). Trotsky, pour reprendre une expression britannique "ne saute pas aux conclusions" ; il ne commence pas par invoquer les pressions sociales comme une sorte de fatalité, mais il démontre de manière détaillée comment les positions politiques développées par Burnham et Shachtman

conduisent à céder, comment leur argumentation aboutit à donner une justification idéologique à l'abandon de la perspective révolutionnaire. Trotsky se prononce pour que la discussion se mène jusqu'au bout, tout en défendant résolument le droit de la direction de préserver l'activité centralisée du parti. Il commence par remettre la question sur ses pieds, puis au fur et à mesure du déroulement de la discussion, il démontre comment le rejet de la dialectique matérialiste par la minorité signifie l'abandon du marxisme comme méthode scientifique et l'incapacité de fournir une explication cohérente des "événements" sans cesse appelés au secours. Dans une magistrale présentation de ce qu'est le matérialisme dialectique, il montrera comment le prétendu "concret" n'est qu'une abstraction vide, dissociant tel ou tel "événement" jugé isolément de ses relations avec le développement d'ensemble, historique et international de la lutte des classes (5).

(4) *Les principales contributions de la discussion faites par Trotsky ont été réunies dans un volume « In défense of marxism » édité par le SWP. Il en existe une traduction française (« Défense du marxisme, éditions EDI, 1972). La discussion se poursuivra jusqu'en avril 1940. Le tome 22 des « OEuvres » s'arrêtant en décembre 1939, mais comportant des éléments qui n'étaient pas reproduits dans « In defense of Marxism », c'est dans le tome 23 que l'on trouvera l'ultime phase de ce combat politique. Avec les tomes 22 et 23 on en aura ainsi la vue la plus complète.*

(5) *Voir dans le tome 22, l'article « Une opposition petite bourgeoise dans le SWP ».*

SUR QUOI PORTE LA DISCUSSION ?

Trotsky commence donc à définir sur quoi porte la discussion. Dès une lettre à Cannon, en date du 2 septembre, et qui ouvre le volume 22 des œuvres, il résume ainsi ce qui est en cause :

« 1 - Notre définition de l'URSS peut être juste ou fausse. Mais je ne vois aucune raison de faire dépendre cette définition du pacte germano-soviétique.

2 - La nature sociale de l'URSS n'est pas déterminée par son amitié avec la démocratie ou le fascisme. Quiconque adopte le point de vue contraire devient prisonnier des conceptions stalinienne datant de l'époque des Fronts populaires.

3 - Quiconque affirme que l'URSS n'est plus un Etat ouvrier dégénéré, mais une formation sociale nouvelle, doit clairement dire quel additif il propose à nos conclusions politiques.

4 - La question de l'URSS ne peut être traitée comme un cas unique, isolé du processus historique global de notre époque. Ou bien l'Etat stalinien est une formation transitoire, la déformation de l'Etat ouvrier d'un pays arriéré, isolé, ou bien le "collectivisme bureaucratique" est une formation sociale nouvelle qui est en train de remplacer le capitalisme partout dans le monde (stalinisme, fascisme, New Deal). Les essais terminologiques (Etat ouvrier, Etat non ouvrier, classe, pas classe) ne trouvent un sens que dans cette perspective historique.

Quiconque choisit le second terme de l'alternative admet, ouvertement ou tacitement, que tout le potentiel révolutionnaire du prolétariat mondial est épuisé, que le mouvement socialiste a fait faillite et que le vieux capitalisme est en train de se transformer en "collectivisme bureaucra-

tique" avec une nouvelle classe exploiteuse.

L'énorme importance d'une telle conclusion s'explique d'elle-même. Elle concerne le destin tout entier du prolétariat mondial et de l'humanité ? Avons-nous le moindre droit de nous lancer, à partir de simples essais terminologiques, dans une conception historique nouvelle qui se trouve être en contradiction historique absolue avec notre stratégie et notre tactique ? ».

Près d'un demi siècle s'est écoulé depuis que ces lignes ont été écrites, marqué par de gigantesques bouleversements, produits de la lutte incessante de la classe ouvrière internationale contre le vieux monde de l'exploitation et de l'oppression et des obstacles auxquels il s'est heurté. Dans leur contenu, elles demeurent cependant d'une frappante actualité.

On pourrait objecter à cette affirmation que les développements de la lutte des classes internationales ont si largement confirmé les principes et le programme de la 4^e Internationale, renvoyé à l'oubli tant de fabrications idéologiques qui furent temporairement à la mode, qu'il n'y a plus guère dans cette discussion de 39-40 qu'un intérêt historique. Certes, la vague révolutionnaire qui a déferlé à l'issue de la seconde guerre mondiale a apporté le plus clair des démentis à toutes les affirmations selon lesquelles le prolétariat aurait perdu ses capacités révolutionnaires, se montrerait incapable d'assurer son émancipation. Et, pourtant, à chaque étape, sous des formes différentes, cette vieille litanie est répétée.

La révolution politique, qui, lorsque Trotsky écrivait, n'était qu'une perspective découlant de l'analyse marxiste de l'URSS est devenue une réalité vivante incarnée dans la lutte de millions d'hommes.

Nous commémorons le 20^e anniversaire du "printemps en octobre" polonais et de la révolution des conseils ouvriers de Hongrie de 1956, alors que la classe ouvrière de Pologne, rassemblée autour de "Solidarité" a imposé la libération des prisonniers politiques et met à l'ordre du jour, dans des conditions difficiles, le combat pour le rétablissement de "Solidarité" dans ses droits, manifestant que malgré les coups qu'elle a subis, la révolution polonaise reste vivante, que la bureaucratie n'a pu stabiliser son pouvoir face à elle.

Ce qu'exprime la révolution polonaise au niveau le plus élevé c'est que, dans le cas de l'URSS comme dans celui des Etats ouvriers bureaucratiques de l'Europe de l'Est, de la Chine, etc... la défense de ce qui demeure des conquêtes de la révolution d'Octobre et ses prolongements est inséparable de la lutte contre le pouvoir de la bureaucratie contre-révolutionnaire, de la révolution politique. C'est la vérification dans la réalité vivante de l'action des travailleurs des positions de Trotsky, des principes et des perspectives sur lesquelles il avait fondé la 4^e Internationale.

Comme Trotsky le maintenait ce qui domine notre époque c'est la lutte entre les deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat. En ce sens, la question de la

restauration du capitalisme (irréalisable sans une contre-révolution radicale) reste posée pour les pays où le capital a été exproprié, comme celle de la révolution politique. En d'autres termes, l'alternative historique peut se résumer dans les termes suivants : la reconquête par le prolétariat du pouvoir politique, se réappropriant ainsi ses conquêtes sociales par la jonction avec le prolétariat mondial (la révolution politique) ou la contre-révolution restaurationniste dont la bureaucratie est le fourrier. La révolution politique a un contenu social précis, elle est une expression particulière de la révolution prolétarienne internationale. La bureaucratie a elle aussi un contenu social, bourgeois.

Cela ne signifie pas que cette alternative se présente comme une sorte de symétrie. Si dans la période de décadence et de décomposition de l'impérialisme, à la domination mondiale duquel son sort est lié, la bureaucratie accentue ses tendances restaurationnistes au travers de sa coopération de plus en plus étroite avec l'impérialisme, elle se heurte directement à la révolution prolétarienne comme menace à son pouvoir et à ses privilèges sous la forme de la révolution politique c'est-à-dire de la mobilisation révolutionnaire des travailleurs pour reprendre le contrôle de leurs conquêtes et donc en assurer la défense.

DES PROBLEMES ACTUELS

C'est cette réalité qui domine la scène politique. L'extraordinaire mouvement des travailleurs polonais aboutissant à la création de "Solidarité", imposant les accords de Gdansk a son origine dans le refus de l'augmentation des prix de toute une série de produits de première nécessité, au nom de l'adaptation

aux normes du marché mondial. Ce sont aussi les plans du FMI que les travailleurs polonais faisaient échouer en contraignant la bureaucratie à reculer. "Le socialisme ce sont les travailleurs" : ce mot d'ordre qui fut scandé dans les manifestations de soutien à la lutte des ouvriers de Pologne exprime ce qui

était au cœur de l'analyse de Trotsky, de son optimisme dans les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière. Et pourtant aujourd'hui comme hier, le marxisme, le bolchevisme sont l'objet des mêmes attaques.

En effet, si le développement de la lutte des classes modifie sans cesse les conditions de la lutte émancipatrice de la classe ouvrière et pose, en permanence, de nouveaux problèmes que seule la méthode marxiste permet de résoudre, l'argumentation contre-révolutionnaire reste tristement répétitive. C'est qu'elle n'est que la traduction idéologique de la défense d'une classe dominante dans l'impasse, une classe qui n'a d'autre avenir qu'une "agonie prolongée" comme le soulignait Trotsky dans l'un des tous derniers documents qu'il ait élaboré (6). Il ajoutait qu'il fallait se préparer à de longues années, sans doute des décennies de luttes et concluait : « *le grand problème historique ne pourra en aucun cas être résolu jusqu'à ce qu'un parti révolutionnaire se place à la tête du prolétariat. La question des délais et des rythmes a une énorme importance mais elle n'altère ni la perspective historique générale, ni la direction de notre politique. La conclusion est : il est nécessaire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde avec une énergie décuplée. C'est précisément là que se trouve la tâche de la 4^e Internationale* ».

C'est précisément parce que "le grand problème historique" reste à résoudre, que ces écrits de 1939 conservent toute leur actualité et toute

leur valeur politique immédiate. Parce que Trotsky envisage les questions en discussion sous l'angle le plus fondamental, celui de la méthode du marxisme, de sa validité, de la lutte des classes, il les pose en relation organique avec les problèmes de la construction du parti, des problèmes de la direction révolutionnaire.

Avant de s'attaquer au problème théorique particulier (la nature sociale de l'URSS), Trotsky définit le cadre dans lequel des marxistes peuvent poser cette question ("*la nature sociale de l'URSS n'est pas déterminée par son amitié avec la démocratie ou le fascisme. Quiconque adopte le point de vue contraire devient prisonnier des conceptions staliniennes datant de l'époque des Fronts Populaires*") et à quelles conditions cette discussion peut avoir un sens pour des révolutionnaires ("*Quiconque dit que l'URSS n'est plus un Etat ouvrier dégénéré mais une formation sociale nouvelle, doit clairement dire quel additif il propose à nos conclusions politiques*").

En d'autres mots c'est du point de vue de l'indépendance de classe du prolétariat, d'une politique indépendante de la classe ouvrière et de ses conséquences en termes de tâches que Trotsky se place.

C'est ainsi qu'il écrit, dans le premier article d'ensemble qu'il consacre à la question "L'URSS dans la guerre" (25 septembre 1939) :

« *La "défense de l'URSS" telle qu'elle est interprétée par l'Internationale communiste, de même que la "lutte contre le fascisme" d'hier, se fonde sur l'abandon d'une politique de classe indépendante. On fait du prolétariat — pour des raisons variées, dans des circonstances diverses, mais toujours et invariablement — une force auxiliaire d'un camp contre un autre. En opposition à cela, certains camara-*

(6) *Manifeste sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, adopté par la Conférence extraordinaire de la IV^e Internationale (mai 1940).*

des affirment "Etant donné que nous ne voulons pas devenir des instruments de Staline et de ses alliés, nous renonçons à la défense de l'URSS". Ce faisant, ils ne font que démontrer que leur conception de la "défense" correspond dans son fond à celle qu'en ont les opportunistes : ils ne pensent pas en termes de politique indépendante du prolétariat. En réalité, nous défendons l'URSS comme nous défendons les pays colonisés, comme nous réglons tous nos problèmes, non pas en soutenant certains gouvernements impérialistes contre d'autres, mais par la méthode de la lutte des classes internationale dans les colonies comme dans les métropoles.

Nous ne sommes pas un parti gouvernemental. Nous sommes un parti d'opposition irréductible, non seulement dans les pays capitalistes mais en URSS également.

... La défense de l'URSS se confond pour nous avec la préparation de la révolution internationale. Seules sont admissibles les méthodes qui ne sont pas en contradiction avec les intérêts de la révolution. La défense de l'URSS a, par rapport à la révolution socialiste internationale, le rapport d'une tâche tactique à une tâche stratégique. La tactique est subordonnée à l'objectif stratégique et ne peut en aucun cas s'opposer à lui ».

On ne peut qu'être frappé par l'actualité de ces lignes dont le contenu dépasse non seulement les conditions particulières de la discussion mais même son objet, pour à partir d'eux poser certains des problèmes les plus fondamentaux du marxisme et de la définition d'une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière internationale. Ces problèmes se sont retrouvés posés à chaque moment du développement de la lutte des classes et de l'histoire de la 4^e Internationale elle-même. Ils ont un lien direct avec la crise disloca-

trice de la 4^e Internationale et avec ses conséquences présentes (7).

Trotsky revient sur la portée historique de la discussion qui s'amorce : si l'on définit la bureaucratie stalinienne non comme une excroissance contre-révolutionnaire et parasitaire qui a atteint des proportions monstrueuses dans des circonstances données, ("courroie de transmission de l'impérialisme") mais comme une nouvelle classe exploiteuse on donne du même coup une "légitimité historique" que précisément elle n'a pas à la bureaucratie : une classe sociale se définit par sa place dans les rapports de production, l'établissement d'une nouvelle classe dominante répond à une étape du développement historique.

Or la bureaucratie n'occupe pas une telle place : elle est contradictoire aux rapports de production reposant sur l'expropriation des moyens de production, contradictoire avec les résultats (les conquêtes) de la révolution d'Octobre dont elle usurpe le contrôle, qu'elle pille et qu'elle mine. Comme l'explique Trotsky dire qu'elle est une nouvelle classe exploiteuse conduit nécessairement à la conclusion que le mouvement révolutionnaire du prolétariat a abouti à la formation d'une nouvelle société d'exploitation, que le prolétariat a démontré son incapacité à assurer sa propre domination et à réaliser avec son émancipation celle de l'humanité.

(7) A ce sujet, on se reportera avec profit à l'introduction du camarade Jean-Jacques Marie à « Défense du Marxisme » (Editions EDI), page 62 et suivantes.

DEUX CONCEPTIONS INCONCILIABLES

Encore une fois, Trotsky reprend les choses au fond, sur le plan de la lutte internationale du prolétariat et de son développement historique et dans cette mesure sa réponse englobant la question particulière qui la suscite la dépasse et vaut au niveau des tâches d'ensemble de la période d'agonie du capitalisme :

« Toutes les variétés de représentants déçus et apeurés du pseudo-marxisme partent au contraire de l'idée que la faillite de la direction ne fait que "refléter" l'incapacité du prolétariat à assumer sa mission révolutionnaire.

... Si l'on admet que les défaites ont leurs causes dans les caractéristiques sociales du prolétariat lui-même, il faut admettre que la situation de la société contemporaine est sans espoir. Dans les conditions du capitalisme pourrissant, le prolétariat ne se développera ni sur le plan du nombre ni sur celui de la culture. Il n'existe aucune raison de s'attendre à ce qu'il s'élève un jour à la hauteur des tâches révolutionnaires.

L'affaire se présente sous un jour tout autre pour qui a clarifié dans sa tête l'antagonisme profond entre l'aspiration organique, ambitieuse, irrépressible, des masses laborieuses à s'arracher au chaos sanglant du capitalisme, et le caractère conservateur, patriotique, profondément bourgeois, de la direction ouvrière qui se survit. Il faut choisir entre ces deux conceptions inconciliables. ("L'URSS dans la guerre").

Dans le même article, Trotsky est amené à analyser la signification des transformations effectuées de "manière militaro-bureaucratique" qu'amènerait une occupation de longue durée de la Pologne, l'incorporation à l'URSS de ces territoires : *« Etant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la*

propriété d'Etat et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée Rouge devrait, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'URSS ». Mesure qui "en soi", explique plus loin Trotsky est "progressiste". Mais encore une fois, c'est en relation avec ce qui au sens plein du terme est la réalité concrète de notre époque, la marche à la révolution prolétarienne internationale qu'il faut apprécier la signification de ces mesures. Trotsky conclut un développement à ce sujet par cette phrase « Nous ne chargeons le Kremlin d'aucune mission historique ».

En effet :

« Cette mesure, révolutionnaire de nature "l'expropriation des expropriateurs" s'effectue de manière militaro-bureaucratique. Tout appel à une activité indépendante des masses dans les nouveaux territoires — et sans un tel appel, fut-il rédigé avec beaucoup de prudence, il est impossible d'établir un nouveau régime — sera, sans nul doute, réprimé, dès le lendemain par d'impitoyables mesures policières, afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires qui s'éveillent. C'est l'un des aspects de la question. Il en existe un autre. Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne grâce à une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a longtemps trompé et continue de tromper les masses en URSS et dans le monde entier et, de ce fait, il a totalement désorganisé les rangs de sa propre Internationale communiste. Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans telle ou telle région ou dans telle autre si importantes puissent-elles

être mais le changement dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, sa capacité à défendre ses conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles.

De ce seul point de vue, le seul décisif, la politique de Moscou, prise dans son ensemble, conserve intégralement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution mondiale ».

Texte d'une rare richesse et d'une extraordinaire densité. Ce qui ne veut surtout pas dire qu'il constitue une sorte de "prédiction" ou de description anticipée de la manière dont les choses se passeront, quelques années plus tard, à l'issue de la seconde guerre mondiale. Le marxisme n'a rien à voir avec la divination, mais généralisant à partir de l'expérience de la lutte du prolétariat, partant de qui est décisif, à savoir "la conscience et l'organisation du prolétariat mondial", il permet de dégager les lignes essentielles du développement historiques. Les transformations qui vont bouleverser l'Europe de l'Est à l'issue de la seconde guerre mondiale ne sont pas identiques ni même une sorte "d'agrandissement" de ce qui se produit en 39-40, mais le travail théorique et politique de Trotsky fournit la clé pour les comprendre et déterminer les tâches d'une Internationale révolutionnaire.

DEFENSE DU PROGRAMME, DEFENSE DU PARTI

Alors que Trotsky et la majorité posent les problèmes de la manière la plus fondamentale, les abordant à partir des processus d'ensemble de la lutte des classes internationale et du caractère de classe de chaque phénomène, la minorité se réfère de manière pointilliste à des "événements"

De plus, ce passage montre à quel point, contrairement à ce qu'affirme alors la minorité du SWP (argument qui depuis, sous des formes multiples, a été bien souvent répété), l'introduction de la question de la dialectique dans la bataille politique n'a rien d'artificiel.

Comme le démontre aussi la manière dont Trotsky répond à l'argument selon lequel si l'on considère toujours, malgré la dégénérescence bureaucratique, la nature de l'URSS comme ouvrière, alors il faut créer une nouvelle "catégorie", celle de "l'Etat ouvrier contre-révolutionnaire". Trotsky répond :

« Cet argument cherche à frapper notre imagination, en opposant une norme programmatique bonne à une réalité misérable, minable et même répugnante. Mais n'avons-nous pas observé, jour après jour, depuis 1923, le rôle de plus en plus contre-révolutionnaire de l'Etat soviétique dans l'arène internationale ? Avons-nous oublié l'expérience de la révolution espagnole toute récente ? Il existe deux Internationales ouvrières totalement contre-révolutionnaires. Les critiques ont visiblement oublié cette "catégorie" ».

Au fur et à mesure que la lutte politique s'intensifie au sein du SWP, le fossé se creuse entre la majorité que soutient Trotsky et la minorité y compris quant à la forme de discussion.

pris isolément qui chacun devrait amener à tout reconsidérer. A juste titre, James P. Cannon dénonce cette manière de faire comme une tentative de "miner le programme marxiste du parti et de remplacer la méthode politique marxiste par une approche empiri-

que de chaque nouvel événement considéré comme une question indépendante.'! (8)

Cette appréciation de Cannon est faite le 15 décembre 1939. C'est à la même date donc, après trois mois de large discussion, que Trotsky invite les militants du SWP et de la IV^e Internationale à tirer les premières conclusions politiques du débat en cours. C'est du 15 décembre qu'est daté le long et important article intitulé « Une opposition petite-bourgeoise dans le SWP » qui, en même temps qu'il rassemble tous les éléments de la discussion pour en définir les enjeux, caractérise politiquement le courant politique regroupé autour de Shachtman et de Burnham. Et pourtant, Trotsky n'en tire pas encore de conclusions en termes d'organisation. Au contraire, démontrant que sur ce terrain aussi que la dialectique n'est en rien artificiellement introduite dans la discussion, il écrit dans ce texte — par ailleurs d'une impitoyable netteté dans la définition politique de l'opposition et de son orientation :

« ... si l'opposition est une tendance petite-bourgeoise, cela signifie-t-il que l'unité est impossible à l'avenir ? Comment concilier un courant petit-bourgeois et un courant prolétarien ? Poser la question en ces termes, c'est porter un jugement unilatéral, anti-dialectique et par conséquent faux. Dans la discussion actuelle, l'opposition a clairement manifesté ces traits petits-bourgeois. Cela ne signifie pas que l'opposition ne soit que cela. La majorité des membres de l'opposition sont profondément dévoués à la cause du prolétariat et capables d'apprendre. Liés aujourd'hui à un milieu petit-bourgeois, ils peuvent se lier demain

au prolétariat. Les gens inconsistants, sous l'influence de l'expérience, peuvent prendre de la consistance. Quand le parti comptera des milliers d'ouvriers, même les fractionnistes professionnels pourront se rééduquer dans l'esprit de la discipline prolétarienne. Il faut leur en laisser le temps. Voilà pourquoi la proposition du camarade Cannon de laisser la discussion libre de toute menace de scission, exclusion, etc. était tout à fait juste et opportune.

Il n'en est pas moins incontestable que si le parti dans son ensemble prenait la route de l'opposition, il pourrait connaître une destruction totale. L'opposition actuelle est incapable de donner au parti une direction marxiste. La majorité de l'actuel comité national exprime d'une façon infiniment plus conséquente, plus sérieuse, plus profonde, les tâches prolétariennes du parti que la minorité. C'est précisément pourquoi la majorité n'a pas, ne peut avoir d'intérêt à orienter la lutte vers la scission : les idées justes triomphent. Mais les éléments sains de l'opposition en peuvent non plus souhaiter la scission, l'expérience du passé a démontré très clairement que toutes les espèces de groupes improvisés qui rompaient avec la IV^e Internationale se condamnaient eux-mêmes à la stérilité et à la décomposition. C'est pourquoi on peut envisager sans crainte le prochain congrès du parti. Il rejettera les nouveautés anti-marxistes de l'opposition et garantira l'unité du parti ».

Comme il a déjà été noté dans cet article, la discussion en se développant englobe les questions les plus fondamentales de l'époque, celles de la révolution prolétarienne et donc celles de la direction révolutionnaire, de la construction du parti révolutionnaire, de la construction de ce parti aux Etats-Unis, de la construction de la IV^e Internationale. La

(8) Cité par J.-J. Marie dans son introduction.

défense du marxisme, c'est la défense du bolchevisme, de la méthode organiquement indispensable à la constitution et à l'action d'un parti révolutionnaire : le centralisme démocratique. La tentative de remettre en cause les bases programmatiques du SWP s'accompagne inéluctablement d'une offensive contres ses principes d'organisation : la lutte politique qui se développe au sein du parti comprend cette défense. Certes, la minorité tente de la formuler dans des termes qui masquent les véritables problèmes. Alors que Trotsky parle méthode, ils parlent des « métho-

des », de la « brutalité » de tel ou tel dirigeant, du « régime ». Trotsky répond :

« Il serait pourtant faux de croire que le transfert de la lutte sur la « question d'organisation » représente une simple manœuvre dans la lutte fractionnelle. Non, l'opposition ressent effectivement, bien que confusément que ce qui fait problème, ce n'est pas seulement la « question russe » mais toute l'approche des questions politiques en général, y compris les méthodes de construction du parti. En un certain sens, c'est vrai. »

LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE

Mais, de la part de Trotsky, ce n'est pas d'un combat uniquement défensif qu'il s'agit. Défendre le marxisme, défendre le bolchevisme c'est contribuer, au travers de cette lutte politique, à renforcer la direction du SWP, à mieux l'armer pour les tâches qu'elle doit accomplir. C'est pourquoi les contributions de Trotsky, dans ce vingt-deuxième volume des « Œuvres » contiennent nombre d'enseignements enrichissants sur les problèmes du centralisme démocratique, sur sa pratique.

C'est ainsi que, par exemple, des éléments de l'opposition suggèrent à un moment, un référendum, pour trancher les questions en débat. Trotsky rejeta cette proposition et son argumentation permet de redéfinir ce qu'est la signification d'un congrès souverain, plus haute instance d'une organisation révolutionnaire : *« Quiconque est en faveur d'un référendum reconnaît par là même qu'une décision du parti n'est que la somme arithmétique de décisions locales, chacune de nos organisations locales étant inévitablement bornée par ses propres forces et les*

limites de sa propre expérience. Quiconque est en faveur d'un référendum doit aussi se prononcer pour les mandats impératifs, c'est-à-dire pour une procédure dans laquelle chaque section locale a le droit d'obliger son représentant à un congrès du parti de voter d'une façon déterminée. Quiconque reconnaît les mandats impératifs nie la signification des congrès en tant qu'instance suprême du parti. A la place d'un congrès, il suffit de décompter les voix sur le plan local. Le parti disparaît en tant que tout centralisé. Si l'on accepte un référendum, l'influence des organisations locales les plus avancées, celle des camarades les plus expérimentés et ayant une perspective à plus long terme de la capitale ou des centres industriels, cède le pas à l'influence des secteurs les moins expérimentés, les plus arriérés, etc. »

Un autre exemple — et qui démontre bien que l'action politique menée par Trotsky n'était pas un combat solitaire mais qu'il la développait en étroite coopération avec la direction du SWP. Il s'agit de la

publication ou non, dans la presse publique du Parti, de la discussion interne. Ce n'est pas une question de principe ; à maintes reprises le parti bolchevik, publiâ dans les colonnes de ses organes, les éléments d'une discussion en cours. Mais, convaincu par les arguments de la direction du SWP que la volonté de l'opposition en rendant le débat public était une « *soif de publicité à l'égard de l'opinion publique* » (9) et la volonté de fausser la discussion interne en plaçant « le programme (du parti) au même niveau que n'importe quelle innovation qu'il n'a pas acceptée », Trotsky rejette cette demande en s'appuyant sur un principe déterminant qui conditionne une véritable discussion dans un parti prolétarien :

« *Les structures d'organisation de l'avant-garde prolétarienne doivent être subordonnées aux exigences positives du combat révolutionnaire et non aux garanties négatives contre sa dégénérescence... La plus grande loyauté dans la discussion mais pas la moindre concession à l'esprit petit-bourgeois anarchiste* (« Faut-il publier les discussions internes ? » Lettres à James P. Cannon du 26 décembre 1939).

La discussion politique, dans le cadre d'une organisation révolutionnaire, ne saurait se subordonner les nécessités de l'action de l'organisation, la paralyser, la ôter à la direction les moyens d'accomplir ce qui est son devoir ; conduire le parti en fonction des décisions de son congrès, assurer son expression centralisée dans l'action.

Comme on le voit, c'est sur toute une série des questions de la théorie et de la stratégie révolutionnaires que ce tome 22 constitue non seulement une lecture enrichissante mais un outil de l'action politique.

Cette présentation, dans ses limites, aura atteint son but si elle incite à une large diffusion de ce volume.

Il convient d'ajouter que, comme à l'accoutumée, la qualité des traductions, l'introduction, les notes, les repères chronologiques et les index facilitent la lecture de ces textes capitaux.

F. Forgue

(9) Voir « *L'opposition a soif de publicité* », lettre à James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 231.

La discussion politique, dans le cadre d'un certain développement national, ne se fait pas dans les mêmes conditions que celle des partis politiques. Elle est soumise à des contraintes de forme et de contenu, à des contraintes de diffusion et de réception. Elle est soumise à des contraintes de forme et de contenu, à des contraintes de diffusion et de réception. Elle est soumise à des contraintes de forme et de contenu, à des contraintes de diffusion et de réception.

Il convient d'ajouter que, comme à l'accoutumée, la qualité des réflexions, l'introduction des notes, les repères chronologiques et les index facilitent la lecture de ces textes.

F. TORQUE

(2) Voir « L'opposition à soi de l'opinion publique », tome à James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 211.

« L'opposition à soi de l'opinion publique », tome à James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 211.

« L'opposition à soi de l'opinion publique », tome à James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 211.

« L'opposition à soi de l'opinion publique », tome à James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 211.

« L'opposition à soi de l'opinion publique », tome à James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 211.

« L'opposition à soi de l'opinion publique », tome à James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 211.

« L'opposition à soi de l'opinion publique », tome à James P. Cannon, Œuvres, tome 22, page 211.

L'HERITAGE DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE

PAR G. LAMIEL

Le Mouvement Populaire des Familles (MPF), organisation corporatiste et ouvertement vichyssoise durant la guerre, seul mouvement reconnu par l'Eglise comme Mouvement d'Action Catholique Ouvrière de 1942 à 1950, a un héritage qui mérite d'autant plus d'être connu qu'il est revendiqué hautement comme tel depuis 1982. En effet, à cette date a été créé un "Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux" qui, après avoir organisé des rencontres entre anciens des mouvements, tous issus du MPF, vient de publier son 4^e cahier (1).

Pour aller à l'essentiel, nous avons suivi les itinéraires des secrétaires

généraux. Nul ne s'étonnera, sauf les naïfs, de retrouver les deux premiers secrétaires fédéraux au MRP à la CFTC et comme pères d'institutions néo-corporatistes. Il n'est pas indifférent de voir comment on en est arrivé là.

Dès la fin 1943, la défaite de l'Allemagne nazie, et donc de Vichy, était prévisible. Dès la première phrase de la première contribution du Congrès du MPF, une préoccupation se fait jour :

« Il convient de songer dès maintenant à la cessation des hostilités. A

(1) On les trouve naturellement à la librairie catholique "La procédure" - Métro St-Sulpice.

l'heure de la reconstruction (sic), nous avons besoin de militants ouvriers capables de prendre spontanément un certain nombre de responsabilités pratiques ».

Il faut faire vite. Ce congrès se tient le 4 septembre. Le 23, Robert Prigent, secrétaire général du mouvement pour les 3 zones du Nord de la France est encore secrétaire adjoint du centre de coordination de mouvements familiaux (CCMF) vichystes, comme le prouve un document. Avant la fin de l'année pourtant, il est à Alger, où il siège à l'assemblée consultative au titre de l'OCM, organisation résistante où les catholiques et les militaires dominent. Paul Bacon le remplace à la tête du MPF à Paris, mais pas au CCMF. L'Eglise et le MPF ont désormais deux fers au feu.

Après la libération, Robert Prigent, ancien Jociste, ancien secrétaire de l'Union locale des syndicats chrétiens de Dunkerque, devenu fondateur du Mouvement Républicain Populaire, est nommé par de Gaulle puis par F. Gouin et Bidault qui lui succéderont, ministre de la Population. Son premier souci naturellement est de conserver l'essentiel de la loi Gounot de 1942 qui "démocratisée" et devenue la loi du 3 mars 1945, co-signée par F. Billoux, ministre du PCF, elle est à l'origine de la création de l'Union nationale des associations familiales (UNAF). Cet organisme néo-corporatiste n'a pas varié.

Le Monde du 10 juin indique qu'à son assemblée générale du 7, son président avait souhaité une "politique familiale", et que Madame Barzach, ministre déléguée à la Santé et à la Famille, présente, a annoncé "un plan pour la famille"... Chirac a là des auxiliaires précieux. Les héritiers du MPF dirigent de très nombreuses associations familiales, dont la Confédération syndicale des

Familles, la Confédération syndicale du cadre de vie, la Confédération nationale des associations populaires familiales syndicales...

Le successeur de Robert Prigent, Paul Bacon, ancien responsable des "Aînés de la JOC", ancien rédacteur en chef du journal du mouvement de 1934 à 1944, mais aussi rédacteur à "Temps Présent", et dans sept autres journaux catholiques, est le seul responsable catholique présent à Paris en août 1944. A la demande de Texier de la CFTC, il fait alors office de secrétaire général de la JOC, du MPF, du MRL (ancêtre du MRP), de directeur des Editions ouvrières et enfin de responsable de la rédaction de "Syndicalisme", journal de la CFTC (fonction qu'il gardera quelques années). Ce chantre de la Charte du Travail sera le fondateur des "équipes ouvrières" du MRP, membre du comité directeur du mouvement à ce titre, et quasi inamovible ministre du Travail de 1950 à 1962. A la demande expresse d'évêques, d'autres responsables du MPF sont devenus candidats "ouvriers", puis députés du MRP là où la compétition avec le PCF et la SFIO s'annonçait rude.

L'héritage principal du MPF n'est pas à chercher à droite, mais bien dans la "gauche" actuelle qu'il a largement ensemencée. Un peu d'histoire aide à comprendre comment et pourquoi s'est fait ce processus.

Il faut revenir à la libération. Le MRP était indispensable pour remplacer les vieux partis bourgeois effondrés. Il ne pouvait répondre à l'objectif fixé à l'Action catholique, reconquérir la classe ouvrière contre le marxisme, la gagner à la doctrine sociale de l'Eglise. Pour cela, le CCMF doit se maintenir et s'adapter. Il le fera sous la direction de son nouveau secrétaire général Louis Alvergnat.

L'historien de l'Action Catholique, l'aumônier de la JOC de Saint-Denis, Joseph Debes, écrit :

« Il fallait d'abord, dans un domaine où la concurrence était vive à l'époque, affirmer son caractère révolutionnaire, montrer qu'il était mouvement ouvrier authentiquement révolutionnaire, dans le cas, capable d'entraîner les masses » (2).

En premier lieu, les militants du MPF organisent dans ces années où la crise du logement est sévère, des squattages, actions "révolutionnaires" qui "mettaient en cause la propriété privée..." des appartements vides.

Ensuite, encouragés par des aumôniers qui veulent à tout prix coller à la classe ouvrière et donc à son "parti", le MPF se rapproche du PCF. La majorité de ses militants adhèrent à la CGT, militant au "Mouvement de la Paix" ou à l'Union des Femmes Françaises. Jamais le PCF ne trouvera de crypto-staliniens aussi serviles (3).

Enfin, sous l'impulsion d'Alvergnat, le mouvement entreprend de se "décléricaliser", c'est-à-dire d'abandonner toute référence chrétienne explicite, trop compromettante, pour ne plus apparaître lié directement aux prêtres. Au Conseil national d'avril 1946, il fut décidé de distinguer "deux clans", d'admettre d'un côté un mouvement laïc (au sens chrétien du terme, NDLR) (...) totalement responsable de ses actes (...) et de l'autre, une animation spirituelle (...) pénétrant les chrétiens engagés dans ce mouvement et constituant de ce fait même son mordant, son originalité, son efficacité". En

clair, par des bulletins ("Pages spirituelles", "Masses ouvrières", "Liaisons") des journées de "recollecion" ou de "retraites" organisées par les aumôniers, les militants chrétiens responsables du mouvement sont regroupés et maintenus sous l'influence de l'Eglise qui contrôle toujours ainsi ce mouvement devenu "laïc, mais toujours "missionné" par la hiérarchie.

Le tournant a été rapide, trop même au goût de l'Eglise. Entre 1945 et 1949, les conflits se sont multipliés avec les évêques qui trouvaient que le MPF en faisait trop parfois. Des problèmes théologiques et des conflits de préséance vont accélérer la crise.

D'autant plus que les structures parallèles marchent bien, il n'est plus nécessaire de missionner ce mouvement "laïc". En 1949, les évêques cessent de "missionner" le MPF, l'année suivante l'Action Catholique Ouvrière distincte est née officiellement.

Le MPF devenu entre temps modestement Mouvement de Libération du Peuple (MLP) a les mains libres pour tenter de gagner la classe ouvrière aux idées de l'Eglise. Une autre aventure commence.

Le Mouvement de Libération du Peuple, nouvelle mouture du MPF, apparemment laissé à lui-même mais discrètement encadré par l'Action catholique ouvrière, va trouver sa voie par tâtonnements.

Les premières années sont difficiles. Beaucoup de militants catholiques n'admettent pas l'évolution du mouvement, sa politisation. Ce qu'ils appellent dans leur jargon, "la découverte des problèmes généraux", et l'abandonnent. Une scission se produit même en 1951. Le flirt avec le PCF n'est guère plus productif, celui-ci veut bien des compagnons de route dociles mais muets. Il représente une forteresse

(2) Joseph Debes "Naissance de l'Action Catholique Ouvrière". Les Editions Ouvrières.

(3) Le journal du mouvement "Tribune du Peuple" éprouvera le même chagrin désespéré et respectueux que l'*Humanité* après la mort de Staline par exemple.

imprenable. Quelques centaines de chrétiens vont toutefois jusqu'au bout de leur logique et y adhèrent au plus fort de la période stalinienne.

Menacé de déliquescence, le mouvement doit s'adapter une nouvelle fois. La situation née de la guerre d'Algérie va lui ouvrir de nouvelles voies.

Alors que le parti socialiste (SFIO) mène la politique coloniale que l'on sait, et que le PCF emmêlé dans les affaires de la destalinisation, empêche avec succès toute mobilisation de masse jusqu'en 1961, en marge et au sein des deux partis de nombreux militants aspirent à un regroupement indépendant. Le débarquement à Suez et la venue au pouvoir de de Gaulle précipitent les événements. Passons sur les péripéties des tractations et regroupements. Le MLP devient partie constitutive de la Gauche socialiste, puis du PSU.

Ses militants ont savamment camouflé les aspects les plus compromettants de leur passé, ils se présentent comme des chrétiens nés à la vie politique après 1945, en rupture avec l'Eglise parce que révolutionnaires (rappelez-vous les squattages) et qui se seraient éveillés politiquement. Ils viennent de comprendre ce qu'était le PCF. Modestement, ils ne recherchent pas vraiment de places dans les nouveaux partis même si les dirigeants, dont Louis Alvergnat, sont membres des nouvelles directions nationales. Leur version contient suffisamment de vérité pour être crédible auprès de leurs nouveaux camarades... car il est incontestable qu'ils ont beaucoup évolué sur bien des points.

Le PSU est l'étape capitale dans la conquête de la gauche. Les militants du MLP vont en effet y retrouver d'autres chrétiens, de la CFTC, de la JOC, des Jeunesses Socialistes (Rocard, Chapuis) qu'ils fréquentent à l'Action catholique ouvrière. Ils y rencontrent aussi d'autres

anciens alliés du parti, staliniens comme Gilles Martinet, avec lesquels ils vont s'allier. Nul mieux que Gilles Martinet, qu'ils ont utilisé jusqu'en 1967, ne pouvait mieux en parler. Dans un livre récent, il écrit :

« A un certain moment, les catholiques s'avisent de leur force. On comptait dans le PSU environ 30 % de militants d'origine chrétienne lors du congrès de fondation de 1960, près de 70 % sept ans plus tard ». Inspirés par l'exemple de la conquête de la direction de la CFTC, ils trouveront un chef à eux. Ce fut Michel Rocard.

Martinet explique bien comment ce protestant "profondément chrétien" fait la fusion entre la tradition catholique et mendésiste. **« C'est au niveau du discours le mariage de l'idéalisme et de la technicité ».** Ils le suivront au Parti socialiste.

Laissons Martinet à ses regrets d'avoir été abandonné pour un autre et allons à l'essentiel. Nul n'aurait à redire au fait que des chrétiens adhèrent au socialisme. Il n'en est plus de même s'ils y viennent en groupes organisés et s'ils essaient d'y introduire leur doctrine, constituée, faut-il le rappeler, en opposition au socialisme. Deux des éléments de base de la doctrine du MPF étaient la notion de "milieu de vie" et celle de "promotion collective de la classe ouvrière". La première notion a été introduite telle quelle dans le langage de la "gauche nouvelle" et surtout de ses pédagogues. A l'heure de la décentralisation, tous les laïques savent le danger de ces discours repris par le PCF, non exempt d'ouvriérisme bien souvent. Quant à la "promotion collective de la classe ouvrière" Henri Lougeot, responsable du MPF, puis du PSU, aujourd'hui au PS, disait en 1982 :

« L'idée de l'autogestion, qu'on retrouve à la CFDT et dans certains courants du Parti socialiste, c'est quand même une idée qui dérive

directement de celle de la promotion collective de la classe ouvrière et sans même qu'il y ait de différence » (4).

Leurs idées ont gagné le Parti socialiste. Il n'est qu'à penser à cette vieille thèse réactionnaire du régionalisme développée dans le PSU par un rapport de Rocard, "décoloniser la province" et reprise au PS. Mais ces mouvements chrétiens ont conservé et développent leurs structures propres, constituant autant de relais et de groupes de pression sur le PS.

Une preuve ? Que sont devenus les locaux de la JOC-MPF-MLP ? Le premier se situait 12, avenue Sœur-Rosalie dans le XIII^e arrondissement. S'y trouvent aujourd'hui les Editions ouvrières (catholiques), la JOC et... les néo-rocardiens. Parmi ces derniers sièges le PARI (Pour l'Auto-gestion Recherches Initiatives), organisateur de rencontres ou

de divers débats (Delebarre, Delors, Rocard...). La participation à un "dîner démocratique" coûte 210 F pour les membres de l'association, plus pour les autres.

Le deuxième local, acheté sous Vichy, se situait 54, boulevard Garibaldi dans le XV^e arrondissement. S'y trouvent aujourd'hui des locaux de Centre de Culture Ouvrière, de Culture et Liberté, travaillant surtout avec les comités d'entreprise CFDT et CFTC, de la "Confédération syndicale des Familles", de la "Fédération syndicale des familles monoparentales" et de la "Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés". Derrière ces fédérations et "syndicats" se trouvent de nombreux ex-militants du MPF, militants d'Action Catholique Ouvrière, et accessoirement du Parti socialiste ou du PSU.

G. LAMIEL

LIRE, CONNAITRE LÉON TROTSKY

OEUVRES, TOME 21 (avril-septembre 1939)

- Qu'est-ce qu'un journal ouvrier ?
- Combattre pour les libertés démocratiques en URSS.
- Qu'est-ce que la théorie de la révolution permanente ?
- Construire une organisation noire aux USA ?
- L'Etat en URSS.

OEUVRES, TOME 22 (septembre-décembre 1939)

- Pourquoi définir l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré et quelles sont les raisons qui conduisent à refuser de caractériser ce pays comme une nouvelle forme de capitalisme ?
- Qu'est-ce que la dialectique ?
Marx avait pensé écrire une petite brochure de formation à ce sujet. Il n'en a pas eu le temps. Les pages consacrées à cette question par Trotsky traitent le problème simplement et de façon abordable par tous.
- Qu'est-ce que l'auto-défense ouvrière ? Les gauchistes ont écrit beaucoup de bêtises sur ce thème. Trotsky remet les choses à leur place.

COMPLÉTEZ VOTRE COLLECTION DES OEUVRES :

Disponibles en lots :

- les tomes 1 à 5
- tous les tomes de 10 à 17
- les tomes 18, 19, 20
- Non disponible pour l'instant : le lot 6 à 9

★
★ ★

PENSEZ A VOS CADEAUX DE FIN D'ANNÉE !

22 TOMES PARUS
PRIX EXCEPTIONNEL (NOMBRE DE COLLECTIONS LIMITÉ)

Points de repères pour la lecture des OEuvres :
« INDEX POLITIQUE PROVISOIRE, PAR THÈMES »
réalisé par C. Fostier

★
★ ★

APIO - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 PARIS

NOTES DE LECTURE

LA CORRESPONDANCE MARX - ENGELS

Tome XI La guerre de 1870

PAR C. FOSTIER

Le tome XI de la correspondance Marx-Engels recouvre la période qui s'étend du mois de juillet 1870 à la fin de l'année 1871.

Deux événements majeurs — la guerre franco-allemande et la Commune — occupent une grande place dans ce volume, mais on y trouve également des remarques essentielles concernant la construction de l'Association internationale des travailleurs.

Divisée en 36 états du Congrès de Vienne en 1815, l'Allemagne est un pays démembré et la question de son unité va se poser jusqu'en 1870.

Progressivement, le développement de l'industrie en Rhénanie, en Saxe, à Berlin et dans les villes du Sud se heurte à l'existence des petits états allemands qui possèdent leur propre législation industrielle et commerciale. La pleine liberté de circulation des marchandises et des hommes, la mise en place d'une législation unique et l'existence d'une seule monnaie s'imposent comme une nécessité. En d'autres termes, la constitution de l'Allemagne comme une nation s'avérait indispensable à l'extension de l'industrie : il fallait en finir avec le morcellement féodal du pays, abolir les douanes intérieures et créer un véritable Etat national capable de défendre les intérêts de la bourgeoisie sur le marché mondial.

C'est sous l'égide de la Prusse de Bismarck, représentant de l'aristocratie terrienne, que va s'opérer l'unité de l'Allemagne (1).

Ayant compris que l'unité de l'Allemagne ne serait pas possible tant que l'Autriche exercerait son influence sur les pays germaniques, Bismarck engage l'épreuve de force prétextant de la mauvaise administration de l'ancien duché du Holstein. Ecrasés le 3 juillet à Sadowa, les Autrichiens sont contraints de signer la paix de Prague qui attribue les duchés à la Prusse et impose la

dissolution de la Confédération germanique :

« *La situation en Allemagne me paraît désormais plus simple* », peut écrire Engels le 25 juillet 1866, « *depuis que Bismarck a brillamment réussi, avec l'aide de l'armée prussienne, l'exécution du plan de la petite Allemagne conçu par la bourgeoisie, le développement de l'Allemagne a pris si nettement cette direction que nous sommes comme les autres obligés de reconnaître le fait accompli qu'il nous plaise ou non* (...) »

(...) *La chose a ce côté positif qu'elle simplifie la situation, elle rend la révolution plus facile en éliminant les querelles entre petites capitales, et en tout cas, elle précipitera le développement (...) Les petits Etats seront tous entraînés dans le mouvement, les pires influences localistes cesseront et les partis finiront par devenir vraisemblablement nationaux au lieu d'être purement locaux (...) A mon avis, il ne nous reste qu'à tenir compte du fait sans l'approuver et à profiter au maximum des possibilités plus amples qui vont s'offrir pour œuvrer à l'organisation nationale et à l'union du prolétariat allemand. »*

Par la suite, Bismarck annexe les Etats du Centre de l'Allemagne et oblige les princes à admettre la constitution d'une Confédération de l'Allemagne du Nord, présidée par le roi de Prusse (2).

En 1870, seuls les Etats du Sud (le Bade, le Wurtemberg, la Bavière, la Hesse Darmstadt) demeurent en dehors du mouvement et c'est la guerre franco-allemande qui va permettre le parachèvement de l'unité de l'Allemagne. Les lettres consacrées à ce conflit que le lecteur trouvera dans le tome 11 de la correspondance, sont d'une grande richesse. Elles permettent de suivre quasi quotidiennement Marx et Engels dans

(1) : Sur cette « contradiction », voir le texte inachevé d'Engels écrit entre décembre 1887 et mars 1888 et intitulé : Le rôle de la violence et de l'économie dans l'instauration de l'empire allemand moderne. Il est publié dans les Ecrits militaires de Marx-Engels aux Editions l'Herne.

(2) : Sur les « moyens révolutionnaires » utilisés par Bismarck, voir le texte d'Engels cité dans la note 1.

l'affinement de leur position, et constituent une véritable leçon de réalisme révolutionnaire. Elles sont une éclatante illustration de ce que peut être « *l'analyse concrète d'une situation concrète* ». Il s'agissait alors de déterminer les intérêts du prolétariat européen, autrement dit de répondre à ces deux questions : pouvait-on placer les deux belligérants sur le même plan et devait-on adopter dans cette guerre une position de neutralité c'est-à-dire renvoyer dos à dos la Prusse de Bismarck et la France de Napoléon III ?

Le 19 juillet 1870, l'empire de Napoléon III déclare la guerre à la Prusse. Le lendemain, Marx porte cette première appréciation :

« *Si les prussiens l'emportent, la centralisation du pouvoir favorisera la centralisation de la classe ouvrière allemande. La suprématie allemande déplacerait en outre le centre de gravité du mouvement ouvrier en le transférant de France en Allemagne, et on n'a qu'à comparer le mouvement dans les deux pays de 1866 à aujourd'hui pour constater que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant sur le plan théorique que sur celui de l'organisation. La suprématie qu'elle a sur la scène mondiale, sur la classe ouvrière française serait en même temps la suprématie de notre théorie sur celle de Proudhon* » (page 20).

Le ralliement de l'Allemagne du Sud à la Prusse conduit Engels à conclure qu'il s'agit pour l'Allemagne d'une « *guerre totalement nationale* » et que Napoléon III « *aura affaire au peuple allemand lui-même* » (page 23).

Marx reprendra cette idée dans la première adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre franco-allemande qu'il fut chargé d'écrire : « *Du côté allemand, la guerre est une guerre décisive* », écrit-il le 23

juillet, et le 28, dans une lettre à Paul et Laure Lafargue, il précise : « *En Allemagne, on considère la guerre comme une guerre nationale parce que c'est une guerre de défense* » (page 31).

Puis progressivement, l'analyse se précise et il revient à Engels d'en donner une première présentation d'ensemble : « *Voici comment je vois les choses*, affirme-t-il le 15 août 1870. *L'Allemagne a été entraînée dans une guerre pour son existence nationale. Si elle est battue par Badinguet, le bonapartisme est consolidé pour des années, et l'Allemagne foutue pour des années, peut-être des générations. Quant à un mouvement ouvrier autonome, il n'en sera plus question, la lutte pour l'existence nationale absorbera alors tout, et, dans le meilleur des cas, les travailleurs allemands se trouveront à la remorque des travailleurs français. Si l'Allemagne l'emporte, le bonapartisme français sera à coup sûr foutu, les éternelles querelles quant à la constitution de l'unité allemande seront enfin aplanies, les travailleurs allemands pourront s'organiser à une tout autre échelle nationale que jusqu'à présent, et les travailleurs français, quel que soit le gouvernement qui suivra, auront certainement un champ d'action plus libre que sous le bonapartisme.* »

Mais les conséquences d'une victoire de l'Allemagne peuvent être encore plus importantes si la guerre se conclut par une « *paix honorable* » : « *Savoir si cette guerre aura été utile ou nuisible, cela dépend désormais entièrement des vainqueurs allemands. S'ils prennent l'Alsace et la Lorraine, la France fera la guerre à l'Allemagne avec la Russie. S'ils concluent une paix honorable avec la France, cette guerre émancipera l'Europe de la dictature moscovite, dissoudra la*

Prusse dans l'Allemagne, permettra au continent occidental un développement pacifique, enfin aidera à l'explosion de la révolution sociale russe, dont les éléments n'ont besoin pour se développer que d'un choc extérieur et par conséquent profitera aussi au peuple russe » (page 81).

Ainsi donc le caractère de la guerre n'est pas identique dans les deux camps. Réactionnaire du côté de Napoléon (3), elle est en revanche progressiste pour l'Allemagne parce qu'elle permet de cimenter l'unité du pays et d'affranchir des millions d'hommes du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par le Tsar de Russie et l'Empire français.

De plus, en contribuant à mettre en place un Etat national, elle favorise l'unification du prolétariat allemand et crée les conditions de sa future domination politique. Enfin, si les conditions d'une « paix honorable » étaient réunies, elle ébranlerait la Russie tsariste et y ouvrirait la voie de la révolution sociale.

Dans ces conditions, quelle doit être l'attitude du prolétariat et des sociaux-démocrates allemands ?

Pour Marx et Engels, s'il est juste de combattre pour la victoire de l'Allemagne, il ne s'ensuit nullement que les ouvriers de ce pays forment un bloc avec leur bourgeoisie. Bien au contraire. En effet, Marx sera le premier à saluer Bebel et Liebknecht lorsque ces derniers refusent de voter les crédits militaires au Reichstag : « *Ils se sont extraordinairement bien*

comportés » s'exclame-t-il le 28 juillet.

Pendant Marx et Engels tiennent compte de la situation concrète et du caractère national de la guerre :

« La masse du peuple allemand, toutes classes confondues, a compris que ce qui était en cause au premier chef, c'était justement l'existence nationale et il s'est en conséquence immédiatement mis de la partie. Qu'un parti allemand prêche dans ces conditions à la manière de Wilhelm Liebknecht, l'abstention totale et fasse passer toutes sortes de considérations secondaires avant la considération principale, cela ne me semble pas possible (...) Le fait que la guerre — et voilà maintenant les considérations secondaires — soit commandée par Lehmann, Bismarck et compagnie, et doive servir à leur gloire du moment, s'ils la mènent à bonne fin, nous le devons à la misère de la bourgeoisie allemande. Cela est certes très fâcheux mais c'est comme ça. Mais il serait absurde de faire, pour cette raison de l'antibismarckisme le seul principe directeur. Premièrement, Bismarck fait, on a beau dire en ce moment, — comme en 1868, une partie de notre travail, à sa manière et sans le vouloir, mais il le fait. Il nous crée une situation plus nette. » (pages 68-69).

C'est pourquoi si lors du vote au Reichstag, il était parfaitement correct « d'être à cheval sur les principes », « *il ne s'ensuit nullement que ce moment dure et encore bien moins que dans une guerre qui est devenue nationale, la position du prolétariat allemand se résume à l'antipathie de Wilhelm envers les Prussiens* », écrit Marx le 17 août 1870 (page 74).

Par conséquent, il faut aux ouvriers et social-démocrates allemands « *rallier le mouvement natio-*

(3) : Le 22 juillet, la section de Paris de l'Internationale publiait un texte dans lequel on pouvait lire : « La guerre est-elle juste ? La guerre est-elle nationale ? Non ! Elle est purement dynastique. Au nom de l'humanité, de la démocratie et des vrais intérêts de la France nous adhérons complètement et énergiquement à la protestation de l'Internationale contre la guerre ».

nal (...) aussi longtemps qu'il se limitera à la défense de l'Allemagne ; souligner, en même temps, la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et ceux dynastiques de la Prusse ; et sitôt qu'à Paris un gouvernement républicain, non chauvin, aura pris les rênes du pouvoir, tendre à la conclusion d'une paix honorable avec lui » et enfin « faire ressortir sans cesse l'unité d'intérêt des travailleurs allemands et français qui n'ont pas approuvé la guerre et ne se font pas non plus la guerre » (page 70).

A cet égard, il faut souligner que dans sa première Adresse sur la guerre franco-allemande rédigée par Marx les 21 et 22 juillet, le Conseil général de l'AIT faisait « *appel aux ouvriers allemands de ne pas permettre au gouvernement prussien de changer la guerre de défense en guerre de conquête* ».

Cette politique de défense des intérêts communs des prolétariats allemand et français va trouver une nouvelle illustration après la défaite de Napoléon, la transformation de la « guerre de défense » en « guerre de conquête » et la proclamation de la République en France.

C'est ainsi que « *le deuxième manifeste (de l'AIT) du 9 septembre 1870, 5 jours après la proclamation de la République est une dénonciation très emphatique des plans de conquête du gouvernement prussien. C'est un appel aux ouvriers allemands et aux ouvriers anglais (4) de prendre parti pour la République française* » (page 268).

Le 5 septembre, le Comité du Parti social-démocrate de Brunswick avait immédiatement publié un tract appelant à combattre la poursuite d'une guerre de conquête, et le 9,

(4) : A propos de l'attitude de l'Angleterre durant la guerre et de la politique de l'AIT, voir pages 32, 40, 97, 101, 123 et 128 de ce volume.

certains de ses membres sont arrêtés. C'est ensuite le tour de Bebel et de Liebknecht, « *arrêtés (...) tout simplement parce qu'ils avaient osé remplir leur devoir de députés allemands, c'est-à-dire protester au Reichstag contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, voter contre de nouveaux crédits de guerre exprimer leur sympathie envers la République française et dénoncer la tentative de transformer l'Allemagne en une vaste caserne prussienne.* »

En effet, après avoir été « *l'instrument des aspirations unitaires de l'Allemagne* », Bismarck mène « *une politique spécifiquement prussienne, non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur* » (page 106) et le 16 septembre, Marx est conduit à faire le constat suivant :

« *Les pires prévisions de deux Adresses du Conseil général de l'Internationale ont déjà été réalisées. Après avoir déclaré faire la guerre à Louis Bonaparte et non au peuple français, la Prusse fait maintenant la guerre au peuple français et la paix avec Bonaparte. Elle a relâché l'assassin. Elle a déclaré son intention de le rétablir, lui ou sa famille, aux Tuileries (...)* En fin de compte, la réaction a déjà débuté en Allemagne. »

Enfin, pour conclure sur la guerre franco-allemande, comment ne pas citer ce qu'écrivaient Marx et Engels le 30 août 1870 :

« *La camarilla militaire, le corps professoral, le philistin et le politicien de brasserie, prétendent que c'est là (l'annexion de l'Alsace-Lorraine) le moyen de protéger pour toujours l'Allemagne d'une guerre avec la France. C'est au contraire le moyen le plus éprouvé de faire de cette guerre une institution européenne. C'est en effet le moyen le plus sûr de perpétuer dans l'Allemagne rajeunie le despotisme militaire*

comme nécessaire au maintien d'une Pologne de l'Occident — l'Alsace-Lorraine. »

Concernant la Commune, « *cette sublime révolution de Paris* », comme l'écrit Engels, le lecteur trouvera dans ce recueil les deux célèbres lettres des 12 et 17 avril 1871 dans lesquelles Marx revient sur la question de l'Etat. La première d'entre elles permet de vérifier que Marx avait théorisé le problème bien avant la Commune :

« Si tu relis le dernier chapitre de mon 18 Brumaire, tu verras que s'y exprime l'idée suivante : la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer l'appareil militaire bureaucratique de mains, mais le briser. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent. C'est bien là d'ailleurs ce que tentent nos héroïques camarades parisiens ».

Enfin, dans deux lettres adressées au révolutionnaire italien Carlo Cafiero, des 1^{er} et 28 juillet 1871, Engels revient sur les buts de l'AIT, fournit de précieuses indications relatives au contenu de ses statuts, et montre en quoi l'esprit de secte qui se pare volontiers du manteau de la fidélité aux principes, constitue un obstacle sur la voie de l'unité de classe du prolétariat :

« Notre association, écrit Engels, a été fondée pour donner aux différentes sociétés ouvrières existant dans les divers pays, des moyens de liaison et de coopération centralisés afin de leur permettre d'œuvrer dans le même but ; comme par exemple protection, progrès et émancipation complète de la classe ouvrière (article 1^{er} de notre association) (...) Nous avons dans notre association des gens de toute nature : des communistes, des proudhoniens, des unionistes, des trade-unionistes, des

syndicalistes, des bakouninistes, etc. et au sein même de notre Conseil général, se trouvent des gens ayant des conceptions très diverses ». C'est pourquoi, poursuit Engels, « si notre association devenait une secte, ce serait aussitôt sa ruine. Notre force réside dans l'interprétation large du premier article ; à savoir que tous les hommes qu'on admet visent à l'émancipation complète de la classe ouvrière. Malheureusement, du fait de leur étroitesse d'esprit — une caractéristique commune à tous les sectes — les bakouninistes ne s'en satisfaisaient pas. Le Conseil général était composé, à leur sens, de réactionnaires, le programme de l'association était trop large. Il fallait rendre obligatoires l'athéisme et le matérialisme (...) L'abolition de l'héritage et de l'Etat devait figurer dans notre programme. Or Marx et moi, comme d'ailleurs la plupart des autres membres, sommes des athées et matérialistes presque aussi anciens et solides que Bakounine ; que l'héritage soit une aberration, nous le savons aussi bien que lui, même si nous n'estimons pas comme lui important et utile de présenter son abolition comme le moyen de nous délivrer de tous les maux ; quant à l'abolition de l'Etat, c'est une vieille formule de la philosophie allemande dont nous avons fait grand usage lorsque nous étions jeunes et naïfs. Mais intégrer tout cela à notre programme reviendrait à nous aliéner quantité de nos membres et à diviser le prolétariat européen au lieu de l'unir ».

L'AIT rassemble donc des associations ouvrières d'origines diverses, reconnaissant toutes le nécessaire combat pour le « *complet affranchissement de la classe ouvrière* » mais gardant leurs caractéristiques propres : « *Si de 1864 à 1873* écrit Engels quelques années plus tard, *nous avons tenu à ne col-*

laborer qu'avec ceux qui reconnaissent ouvertement notre programme, où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense que notre pratique a montré qu'il est possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune de ses diverses étapes, sans abandonner ni cacher notre position distincte, voire notre organisation. » (5). Le but étant fixé, reste la question des moyens et de leur discussion : *« l'association, ajoute Engels, ne peut se contenter pour toute action de reprendre l'affirmation pure et simple de l'article 1 des statuts, car son principe, s'il n'est pas développé, demeurera pure négation, la négation du droit des classes aristocratiques et bourgeoises d'exploiter le prolétariat. En réalité nous devons aller beaucoup plus loin. Nous devons développer le côté positif de la question à savoir comment réaliser l'émancipation du prolétariat ; c'est pourquoi, inévitablement, mais aussi nécessairement, nous avons à discuter des diverses*

opinions. Comme je l'ai déjà dit, cette discussion se mène de façon permanente non seulement au sein de l'Association, mais aussi à l'intérieur du Conseil général, où il y a des communistes, des proudhoniens, des avenistes, des chartistes, des bakouninistes, etc. La difficulté majeure consiste à maintenir l'unité et à veiller à ce que la diversité des opinions sur cette question ne mette pas en cause la force et la stabilité de l'Association ».

Des textes remarquables sur la politique du prolétariat durant une guerre, des réflexions sur la nécessité de détruire l'Etat bourgeois comme condition de la victoire de la révolution, et de précieuses indications relatives à la construction de l'Internationale, autant de raisons de lire et d'acheter ce tome 11 de la Correspondance Marx Engels malgré son prix, hélas, prohibitif (5).

C. FOSTIER

(5) : Lettre de Engels à Florence Kelley le 27 janvier 1887.

(6) : Le tome 11 de la Correspondance est vendu au prix de 250 FF. En 1982, le tome 9 coûtait 100 FF. On peut se poser la question : Que cherchent les éditeurs du PCF en accroissant le prix de cette publication de 150 % en 3 ans ?

Le diable est à l'œuvre dans le monde : le diable est à l'œuvre dans le monde

NOTES DE LECTURE

L'EGLISE SERA TOUJOURS L'EGLISE

(à propos de "Entretien sur la foi"
du Cardinal Ratzinger)

PAR P. LE TUHAUT

Ce livre paru en juin 1985 (1) se présente comme un recueil d'interviews faites par un journaliste, Vittorio Messori, du président de la Congrégation pour la doctrine de la Foi au Vatican — c'est-à-dire le gardien de la doctrine catholique — le cardinal Ratzinger. Nous y trouvons en 248 pages l'analyse de l'Eglise sur elle-même et de la société. Le texte parle assez de lui-même pour que cet article ne soit composé que quasi-exclusivement de citations.

(1) Edition Fayard - 75 F TTC.

Le diable est à l'œuvre dans le monde

A ceux qui, au lendemain du Concile de Vatican II (2) clos en 1965, espéraient ou espèrent encore que l'Eglise puisse changer, le cardinal Ratzinger qui était alors simple prêtre, théologien, animateur de l'aile dite "progressiste" répond que « *Vatican II se situe en étroite continuité par rapport aux deux Conciles précédents et qu'il les reprend littéralement sur certains points décisifs* » (page 29). Dans l'Eglise, il n'y a ni progressisme, ni traditionalisme, il y a la doctrine, un point c'est tout. « *Il n'y a donc pas d'Eglise "pré" ou "post" conciliaire : il n'y a qu'une seule et unique Eglise* » (dans l'histoire de laquelle) *il n'y a pas de sauts, il n'y a pas de brisures, il n'y a pas de solutions de continuité* » (page 37). D'ailleurs lui-même n'est ni conservateur, ni progressiste, ni droite, ni gauche, ni optimiste, ni pessimiste, il est homme d'Eglise pour qui « *le concept conciliaire* » opposé à « *conservateur* » n'est pas « *progressiste* » mais « *missionnaire* » (page 11). Et « *Vatican II n'entendait certes pas "changer" la foi, mais la présenter à nouveau de façon efficace* » (page 38). Le cardinal a au moins le mérite d'être clair.

Le diable est à l'œuvre dans le monde.

Ratzinger cite Paul VI (3), page 165 : « *Il (le démon) est l'ennemi numéro 1... existe vraiment et agit encore... Il est le perfide enchanteur*

(2) *Assemblée régulière des évêques et des théologiens qui décident des questions de doctrine ou de discipline ecclésiastiques. L'Eglise catholique en a connu 21. Les deux qui ont précédé Vatican II (1962-1965) sont ceux de Vatican I (1869-1870) et de Trente (1545-1563). Un conclave est l'assemblée d'élection du Pape.*

(3) *Pape de 1963 à 1978, donc Pape du Concile de Vatican II avec Jean XXIII (mort en 1963).*

qui sait s'insinuer en nous (par la voie des sens, de l'imagination, de la concupiscence, de la logique utopiste et des relations sociales désordonnées) pour y introduire des déviations ».

On vit donc sur le terrain de la morale, l'affreux développement de la "permissivité" — Horreur ! Sainte Horreur ! — Il y a rupture entre la sexualité et la maternité : « *Séparé de la maternité, le sexe est hors de son contexte, il s'est trouvé privé de son point de référence : il est devenu une sorte de mine flottante à la fois problème et pouvoir omniprésent* » (page 97).

La sexualité a également été séparée de la procréation. D'où les droits énormes qu'ose s'attribuer l'individu : l'homosexualité, « *le droit à devenir homme ou femme à son gré, par exemple au moyen de la chirurgie, et exigeant que l'Etat prenne acte dans ses registres d'état-civil de cette volonté autonome de l'individu* » (page 110). « *La masturbation est présentée comme un phénomène normal de la croissance de l'adolescent* » pleure le cardinal (page 100). « *Même la maternité devient une fonction purement occasionnelle* » (page 111).

« *Et voilà que l'avortement (nous y voilà en effet, PLT) organisé, gratuit, socialement garanti se transforme en un autre "droit", en une autre forme de libération* » (page 98). Quant à la régulation des naissances, elle révèle le crime du « *libre-arbitre de la personne* » en matière de sexualité (page 102).

Suprême malheur : « *le bien absolu (c'est-à-dire l'édification d'une société juste, socialiste) devient la norme morale qui justifie tout le reste, y compris — si nécessaire — la violence, le fait de tuer et le mensonge* » (page 105).

Les coupables : raison, science et marxisme

Le coupable, c'est « l'idéologie libéro-radical de type individualiste, rationaliste, hédoniste » (page 32). Et comme « toute "science" dépend inévitablement d'une philosophie, d'une idéologie » (!) (page 201), le coupable c'est donc « une foi ingénue dans les sciences (...), la psychologie, la sociologie et l'interprétation marxiste de l'histoire » (page 219).

« Le marxisme, dans sa philosophie et ses intentions morales est une tentation plus grave que certains athéismes pratiques, donc intellectuellement superficiels » (page 235).

La haine du cardinal se déchaîne : « En fait, ce n'est que là où le marxisme-léninisme n'est pas au

pouvoir qu'il s'en trouve encore quelques-uns pour prendre au sérieux ses illusoirs "vérités scientifiques" » (page 234) car ses partisans « ne semblent se poser aucun problème concret ou pratique sur la manière d'organiser la société après la révolution » (page 237).

Mieux vaut le nazisme : « On assista alors (avec le régime d'Hitler, PLT) également à ce que l'histoire a toujours confirmé : estimant qu'il s'agit là d'un moindre mal, l'Eglise catholique peut par tactique composer même avec des régimes étatiques oppressifs, mais en fin de compte elle se révèle un rempart contre les dégénérescences totalitaires » (pages 205-206).

Le marxisme menace l'Eglise elle-même

Les choix de Ratzinger s'expliquent : le marxisme atteint l'Eglise dans son essence. Les "théologies de la libération", c'est-à-dire celles « qui de quelque manière, ont fait leur option fondamentale du marxisme » (page 214) sont un « péril fondamental pour la foi de l'Eglise » (page 214) car elles atteignent la théologie dans sa structure même. Elles confondent le "pauvre" de la Bible, avec celui du marxisme, le "peuple de Dieu" avec celui de la lutte des classes et l'ennui avec une telle théologie c'est que si le Magistère (4) s'oppose à la confusion, il « montrerait seulement qu'il se range du côté des riches et dominateurs contre les pauvres et ceux qui souffrent, c'est-à-dire contre Jésus lui-même » (page 224).

L'exégèse (5) matérialiste de la Bible est dangereuse car elle repose sur un « préjugé issu de l'évolution-

nisme » (page 88). D'ailleurs, « les pèlerinages de la chrétienté antique se dirigeaient souvent vers des lieux à propos desquels notre esprit critique d'hommes modernes resterait parfois perplexe quant à la "vérité scientifique" de la tradition qui s'y trouve liée » (page 131). Quel aveu !

Oh malheur ! Dans les librairies catholiques, les traités spirituels de jadis sont remplacés par les manuels de vulgarisation de psychanalyse, « la théologie a souvent laissé la place à la psychologie, y compris la plus banale » (page 116).

Le prêtre subit la pression de la société « laïque, démocratique et pluraliste » qui le pousse à « s'éloigner du mystère de la structure hiérarchique de l'Eglise » (pages 62-63).

D'où une chute de la vocation religieuse en particulier féminine (6). Chez les religieuses en effet, entre

(4) L'autorité doctrinale, c'est-à-dire Ratzinger.

(5) Critique scientifique d'un texte.

(6) Le nombre de prêtres catholiques dans le monde serait de 406 376 soit une diminution de 6,1 % de 1873 à 1983 ; mais leur nombre

1961 et 1981, il y a eu « une chute de 44 % qui semble impossible à enrayer. Les nouvelles vocations en effet ont diminué pendant la même période d'au moins 98,5 % » (page 117).

La solution : le retour à la servitude

Il est nécessaire de revenir à la vertu chrétienne de l'obéissance. Il faut que « les évêques conservent le lien de communion entre eux et avec le successeur de Pierre » (7) (page 66). Il faut pour l'évêque « le retour au centre constitué par Rome mais aussi (pour les prêtres et la chrétienté) le retour à un centre inamovible qu'est le diocèse... et son évêque » (page 71).

Il faut revenir à la notion de péché personnel, « dont malgré toutes les circonstances atténuantes, nous sommes toujours responsables » (page 64).

Il faut revenir à la piété mariale. D'ailleurs « un des signes de notre temps est que les annonces "d'apparition mariales" se multiplient de

Pour une Eglise conquérante

« Il est (donc) temps que le chrétien retrouve la conscience d'appartenir à une minorité et d'être souvent en opposition avec ce qui est évident, logique, naturel » (page 39).

Quant au prêtre, il est « appelé à aller très souvent à contre-courant » (page 65).

De toute façon, « on apprend bien que la vérité ne puisse être engendrée

serait de nouveau en hausse depuis 5 ans ainsi que celui des séminaristes — selon une interview de monseigneur Bouyon, cardinal-archevêque de Rennes, dans Ouest-France du 3.10.85, c'est mai 68 qui aurait opéré une rupture entre les jeunes et l'Eglise.

(7) Le Pape.

Et « les chrétiens sont de nouveau une minorité, plus qu'ils ne l'ont jamais été depuis la fin de l'Antiquité » (pages 30-31).

par le monde » (page 130). Et « le rosaire (8) nous berce au rythme de la tranquillité qui nous rend dociles (sic) et sereins » (page 160).

« La richesse liturgique n'est pas la richesse de quelque caste sacerdotale, c'est la richesse de tous, des pauvres aussi, qui la désirent en fait et ne s'en scandalisent absolument pas. Toute l'histoire de la piété populaire prouve que même les plus dépourvus ont toujours été instinctivement et spontanément disposés à se priver même du nécessaire afin de rendre honneur, par la beauté, sans avarice aucune, à leur seigneur et Dieu » (pages 155-156). Toute la perfidie de l'Eglise est dans ces lignes.

par des votes » (page 69). « La Bible est "catholique" » (page 202) (voilà de quoi faire plaisir aux juifs, aux orthodoxes, aux protestants, aux anglicans, et autres hérétiques). Le Pape a raison et il convient de serrer les rangs autour de lui : « Le Pape est le principe, le centre de l'unité » (page 198) et de « réannoncer le Christ » (page 239) « par le biais de ses écoles et de ses hôpitaux (où l'Eglise) assume encore (surtout en

(8) Un rosaire = trois chapelets = trois dizaines soit au total récités d'affilée : 18 Pater, 159 Ave, 18 Gloria, soit 185 prières. On comprend que tout cela puisse provoquer une certaine torpeur - PLT.

Amérique) des rôles sociaux importants » (page 99) qui, par ailleurs, ont la vertu d'adoucir les excès des « *rappports entre l'activité missionnaire et le colonialisme* » (page 240).

Est-il besoin de conclure ?

Comme on le voit, le livre parle de lui-même. Et ce rôle réactionnaire que l'Eglise se reconnaît, elle le joue comme une véritable organisation militante. En témoignent les voyages de Jean-Paul II et le combat contre l'école laïque. L'église est un cancer qu'il faut détruire. Mais la condition

pour y parvenir définitivement, c'est de créer les conditions matérielles et morales pour que son idéologie ne puisse plus avoir de prise. Il faut une société juste, scientifique, d'où seront extirpées la souffrance, l'ignorance et la misère, la société socialiste. On mesure ainsi le rôle central que joue le combat pour la défense de la laïcité de l'école et de l'Etat dans la marche au socialisme. On comprend mieux aussi la haine de l'Eglise pour le marxisme.

6 octobre 1986
Patrick Le Tuaut

LA VERITE

Revue théorique du comité central du PCI
Paraît tous les semestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
 La Vérité

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »

Paraît deux fois par trimestre,
 en alternance avec La Vérité

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
 Tribune internationale,

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

Une formule d'abonnement groupé :

**LA VERITE et
TRIBUNE INTERNATIONALE**

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité
8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



Bulletin d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

- LA VERITE
- TRIBUNE INTERNATIONALE
- LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

- Pli ouvert
 - Pli fermé
- (cocher la formule choisie)

LA VERITE

Revue théorique du comité central du PCI
Paraît tous les semestres

FRANCE :
Une formule d'abonnement groupée :

LA VERITE et
TRIBUNE INTERNATIONALE

Pour 1 an : 4 numéros de La Verité
et 8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Verité et Tribune internationale
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



Bulletin d'abonnement

TRIBUNE INTERNATIONALE

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

« (indiquer le pays et la ville) »

- LA VERITE
 TRIBUNE INTERNATIONALE
 LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

pli ouvert

pli fermé

(cocher la formule désirée)

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Tribune internationale,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,
Christian FOSTIER

IMP ABEXPRESS - 48.47.71.21



Commission paritaire : n° 66926